Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46902H1-DE

# CONVENTION DE PARTENARIAT
# ACCES AUX DROITS ET AUX SOINS DES ASSURES VULNERABLES

La présente convention est établie

Entre :

**La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Haute-Garonne**
Représentée par la Directrice, Mme Isabelle COMTE.
Ci-après désignée : CPAM

Et :

**Le Centre Hospitalier Universitaire de Toulouse**, les Hôpitaux de Toulouse, rue Viguerie, 31052 Toulouse Cedex.
Représenté par son Directeur, M. Jean-François LEFEBVRE.
Ci-après désigné : CHU

**L'Hôpital Joseph Ducuing de Toulouse**, 15 rue de Varsovie, 31076 Toulouse Cedex.
Représenté par sa Directrice, Mme Catherine GARCIA.
Ci-après désigné : HJD

**Le Centre de Santé du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse**, 2 bis rue Belfort, 31004 Toulouse Cedex 6.
Représenté par sa Directrice Générale, Mme Nadège GRILLE.
Ci-après désigné : CCAS Toulouse

**Le Centre Hospitalier Comminges Pyrénées,** avenue de Saint Plancard, 31806 Saint Gaudens Cedex.
Représenté par son Directeur, M. Bertrand PERIN.
Ci-après désigné : CHCP

**La Case de Santé**, 17 place Arnaud Bernard, 31000 Toulouse.
Représentée par sa Présidente, Mme Scarlett AUDRY.
Ci-après désignée : La Case de Santé

Ci-après désignés : les Partenaires

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46902H1-DE

## Préambule

L'Assurance Maladie fait de la lutte contre les exclusions une de ses priorités, en favorisant l'accès aux droits et aux soins de tous (cadre législatif spécifique, accompagnements par les Missions accompagnement santé dans les caisses locales, actions d'aller-vers...).

Elle développe pour cela, des partenariats avec les acteurs œuvrant dans le domaine de la fragilité sociale, dont les établissements de santé (en particulier au travers de l'activité de leurs Permanences d'Accès aux Soins de Santé - PASS - et leurs services sociaux).

Les PASS sont des structures mises en place dans le cadre de la loi du 29 juillet 1988 et plus spécifiquement par la circulaire du 17 décembre 1998 relative à la mission de lutte contre l'exclusion sociale des Etablissements de Santé participant au Service Public Hospitalier. Elles ont pour mission de faciliter par l'accompagnement l'accès aux soins des personnes les plus démunies.

A ce titre, une convention avait été signée en 2002 avec les PASS de la Haute-Garonne (CHU, HJD, CHCP) permettant de poser les bases d'un partenariat de qualité. Par la suite, cette convention a été élargie en 2005 au CCAS de Toulouse, du fait de l'existence de son Centre de Santé, qui permet l'accès à des consultations de médecine générale (sans avance de frais) pour des personnes ayant ou non une couverture sociale. En 2011, la Case de Santé a intégré cette convention visant à faciliter l'accès aux droits et aux soins des publics vulnérables, compte tenu de son activité de Centre de Santé et de ses missions portant sur l'accès aux droits, la promotion de la santé et la lutte contre les inégalités sociales de santé.

La présente convention vise à consolider les collaborations existantes par l'amélioration des relations, l'optimisation des délais de traitement, l'harmonisation des pratiques. Elle a pour objectif de favoriser, dans le cadre réglementaire en vigueur, un accès plus rapide aux droits et aux soins des personnes qui se présentent dans les PASS, le Centre de Santé du CCAS de Toulouse et la Case de Santé (désignés dans la présente convention sous le terme de partenaires) et pour lesquelles l'absence de droits compromet l'accès aux soins. Elle consiste à offrir aux travailleurs sociaux des établissements concernés un contact privilégié, à organiser des modalités de prise en charge de demandes spécifiques afin de répondre à des situations sociales urgentes et à apporter un service attentionné à nos publics les plus fragiles.

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46902H1-DE

## ARTICLE 1 : OBJET DU PARTENARIAT

L'objet du partenariat entre les partenaires et la CPAM est de :

- Consolider les collaborations entre la CPAM et les partenaires,
- Offrir aux travailleurs sociaux des structures un contact privilégié, et organiser des modalités de traitement attentionné des situations (notamment urgentes) d'assurés accompagnés par les partenaires,
- Faciliter l'accès aux droits (PUMA, Complémentaire Santé Solidaire, Aide Médicale d'Etat...), des personnes accueillies par les partenaires, tout en sécurisant les paiements des facturations pour les partenaires selon les textes de loi en vigueur,
- Favoriser l'accès aux soins de ces mêmes personnes et l'intégration dans le droit commun.

A noter que l'objet du partenariat s'inscrit dans le cadre de la politique de protection des données à caractères personnelles (cf. annexe 1).

## ARTICLE 2 : PUBLICS CONCERNES

Les patients, en situation précaire, se présentant chez l'un des partenaires sans avoir de droit à la prise en charge des frais de santé. Les assurés dont les dossiers relèvent d'un traitement attentionné répondent, cumulativement aux 3 critères suivants :

- Ils ne disposent pas de droits de base ou complémentaire.
- Ils sont dans l'incapacité d'accomplir seuls les démarches administratives du fait de leur instabilité sociale et géographique.
- Leur état de santé nécessite des soins immédiats.

La présente convention est destinée aux travailleurs sociaux des structures partenaires concernant les demandes des personnes remplissant les critères cumulatifs ci-dessus.

## ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DES PARTIES

### 3.1 Les engagements de la CPAM de la Haute-Garonne :

La CPAM s'engage à :

- Proposer un traitement attentionné des dossiers urgents avec un retour sur les décisions CPAM aux partenaires (hors demandes d'Aide Médicale Etat, AME), voir Annexe 2.



CG

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46902H1-DE

- Traiter les dossiers dans un délai maximum de :
  - 10 jours pour les demandes de C2S et PUMA. Sont exclus de ce délai de traitement les dossiers qui nécessitent d'interroger les caisses étrangères, ou d'effectuer une mutation ou qui relèvent d'un autre régime ainsi que les demandes portant sur des européens inactifs.
  - 30 jours pour les demandes d'AME ou 10 jours pour les demandes d'AME urgents sur présentation d'un certificat médical mentionnant la nécessité de traiter de manière urgente la demande sous peine d'aggravation de l'état de santé du patient.

- Assurer la formation et l'information des travailleurs sociaux des partenaires sur les dispositifs d'accès aux droits et aux soins, en les informant régulièrement des évolutions réglementaires, et en leur présentant les dispositifs légaux et les services en lignes.

Offre de formation initiale : sur demande des partenaires, la CPAM peut proposer une formation sur ses dispositifs, adaptée à leurs besoins spécifiques (5 personnes minimum), avec la possibilité de formation dédiée aux services en lignes (CAF / CPAM).
Offre de formation continue : la CPAM invitera les partenaires aux réunions semestrielles organisées sur le territoire et leur diffusera la lettre d'information trimestrielle « Action Santé ».

- Fournir un accès à l'outil de « Consultation des Droits » (CDR / CDRi) dans les services des partenaires.

- Mettre à disposition les formulaires d'ouverture de droits (PUMA, Complémentaire Santé Solidaire, AME, déclaration de médecin traitant, etc....). Ils sont aussi disponibles à la page 'formulaires' du site ameli : https://www.ameli.fr/haute-garonne/assure/recherche-formulaire

- Fournir gratuitement aux partenaires les supports de communication ou d'information (dépliants, affiches) sur les dispositifs de prévention de l'Assurance Maladie susceptibles de concerner les bénéficiaires des services des partenaires. Ces supports sont à commander sur le site internet de la CPAM dédié aux professionnels du social : https://ameli-partenaires-haute-garonne.fr/catalogue/

- Mettre à disposition des partenaires des canaux de contacts dédiés (cf. Annexe 2).

- Mettre à disposition des partenaires l'outil Espace Partenaires. Cet outil permettra aux partenaires de :
  - Transmettre des dossiers portant sur les droits CPAM (PUMA, C2S, AME).
  - Interroger la CPAM sur des situations urgentes et complexes.
  - Demander un rendez-vous en accueil CPAM ou au Bilan de Santé du Centre d'Examen de Santé.
  - Demander un document (envoi par courrier à l'adresse de l'assuré).
  - Consulter l'historique des demandes réalisées par le partenaire.

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46902H1-DE

L'utilisation de l'outil sera soumise à la signature de la convention d'utilisation d'Espace Partenaires (Annexe 3) et la nécessité pour les travailleurs sociaux des structures partenaires de participer à une formation sur l'outil.

Au-delà de ce cadre général, la CPAM propose à la PASS Toulouse un circuit spécifique de prise en charge des médicaments délivrés par la pharmacie hospitalière pour les patients non hospitalisés suivis par celle-ci (cf. Annexe 4).

De plus, compte tenu du statut de PASS de Ville de la Case de Santé, la CPAM s'engage à des dispositions particulières relatives au dépôt des premières demandes d'AME au sein de la structure (cf. Annexe 5).

### 3.2 Les engagements des partenaires :

Les partenaires s'engagent à :

- Suivre les séances d'informations proposées par la CPAM sur les prestations, les accompagnements et les dispositifs d'accès aux droits et aux soins (réunions semestrielles du réseau accès aux droits et aux soins).

- Accompagner les patients dans la constitution de leur dossier en utilisant les outils mis à disposition par l'Assurance Maladie :
  - CDR/CRDi,
  - « www.ameli.fr » qui permet d'obtenir des informations et de télécharger les imprimés de demande de droits ou prestations,
  - Les supports de communication fournis par la caisse,
  - Le site local dédié aux partenaires : https://ameli-partenaires-haute-garonne.fr/

- Transmettre le plus rapidement possible à la caisse les dossiers complets pour instruction par cette dernière.

- Pour les dossiers urgents d'AME, transmettre un certificat médical, permettant d'identifier le caractère d'urgence.

- Utiliser les canaux de contacts et circuits de transmission des demandes (Annexe 2).

- Utiliser l'Espace Partenaires conformément aux éléments évoqués dans la convention d'utilisation de l'outil (Annexe 3).

- Signaler à la CPAM les changements intervenus dans la liste des référents (Annexe 6).



CG

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46902H1-DE

## ARTICLE 4 : COMITE DE PILOTAGE, SUIVI ET EVALUATION DU PARTENARIAT

Un comité de pilotage (COPIL) est mis en place par les parties, afin qu'elles présentent un point d'étape de leur collaboration. Il se réunit annuellement et est composé, a minima, des référents désignés (cf. Annexe 6). Il s'attache à partager les bilans quantitatif et qualitatif des parties sur les actions de coopération mises en œuvre, et analyse les éléments suivants :

- Nombre de personnels de l'établissement formés par la caisse,
- Volume des dossiers de demandes transmis par les partenaires de la convention,
- Répartition de ces dossiers par prestations (PUMA, Complémentaire Santé Solidaire, AME),
- Délai total moyen entre la date de réception du dossier par la caisse, et la date de fin de traitement par cette dernière.

Ces réunions permettent également d'échanger sur les éventuelles difficultés rencontrées, et de définir conjointement de nouvelles pistes de travail et/ou d'organisation.

## ARTICLE 5 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES ET CONFIDENTIALITE DES INFORMATIONS

La mise en œuvre de cette convention se réalise dans le respect de la protection des données à caractère personnel, décrit en Annexe 1.

## ARTICLE 6 : PROPRIETE INTECLECTUELLE

Chaque partie assure qu'elle détient les droits de propriété intellectuelle sur les éléments (supports d'information et de communication, expertise, données, fichiers, matériels, logos, vidéos, etc...) qu'elle met à disposition dans le cadre de l'exécution de la présente convention.
Dans les cas où l'une des parties souhaite diffuser les travaux d'expertises, d'études ou d'analyses menés par une autre, sans modification de la forme ou du fond, elle en informe au préalable l'autre partie par écrit, avant toute diffusion des dits travaux, et mentionne leur origine.

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46902H1-DE

## ARTICLE 7 : SECURITE ET CONFIDENTIALITE

Les parties s'engagent à tenir confidentielles, tant pendant la durée de la présente convention qu'après son expiration, toutes informations confidentielles dont elles ont eu connaissance, sauf autorisation expresse et préalable de la partie concernée.

## ARTICLE 8 : DUREE, DATE D'EFFET, MODIFICATION ET RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à la date de signature des parties. Elle est conclue pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction.
Les parties peuvent y mettre fin à tout moment sous réserve d'un préavis de trois mois.
Toute modification de la présente convention, ou de ses annexes, ne peut être prise en compte, qu'après la signature d'un avenant, écrit et signé par le représentant, dûment qualifié, de chacune des parties.
Les parties peuvent prononcer la résiliation immédiate de la présente convention, sans indemnité, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées ou de ses annexes.

**Fait à Toulouse, le 30/01/2023**

**Pour la CPAM de la Haute Garonne,**
**La Directrice, Mme Isabelle COMTE**

**Pour le Centre Hospitalier Universitaire de Toulouse,**
**Le Directeur, M. Jean-François LEFEBVRE**

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE TOULOUSE Direction Générale

**Pour l'Hôpital Joseph Ducuing,**
**La Directrice, Mme Catherine GARCIA**

Cathy GARCIA
Directrice
HÔPITAL JOSEPH DUCUING

**Pour le Centre de Santé du CCAS de Toulouse,**
**La Directrice Générale, Mme Nadège GRILLE**

**Pour le Centre Hospitalier Comminges Pyrénées,**
**Le Directeur, M. Bertrand PERIN**

**Pour la Case de Santé,**
**La Présidente, Mme Scarlett AUDRY**

La Case de Santé



CG

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46902H1-DE

## Annexe 1 : Protection des données personnelles dans le cadre de l'accès aux droits et aux soins

### 1 - Conformité informatique et libertés et protection des données à caractère personnel

Les parties à la présente convention s'engagent à respecter, en ce qui les concerne, les dispositions du Règlement (UE) 2016-679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et celles de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

### 2 - Responsabilité des parties à la convention

Dans le cadre de la présente convention, les partenaires traitent des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement, la CNAM et la CPAM de la Haute-Garonne.

La CNAM et la CPAM de la Haute Garonne sont les responsables des traitements de données nécessaires à la mise en œuvre de la présente convention par l'établissement de santé.

Chacune des parties s'engage à communiquer les coordonnées de son délégué à la protection des données (DPO), et à tenir à jour la documentation nécessaire à la preuve de la conformité du traitement (registre des traitements, documentation nécessaire à la preuve de la conformité).

**DPO CHU:**
Dr Jean-Pierre CAMBUS
dpo@chu-toulouse.fr

**DPO HJD :**
M. Bruno LUCAS
05 61 77 50 60
dpd@hjd.asso.fr

**DPO CCAS Toulouse :**
Mme Elisabeth LESPERON
05 61 22 35 48
elisabeth.lesperon@toulouse-metropole.fr

**DPO CHCP :**
M. Bertrand PERIN
direction@ch-saintgaudens.fr

**DPO Case de Santé :**
Jérôme HOST
05 61 23 62 35
jerome.host@casedesante.org

**DPO CPAM Haute-Garonne :**
Mme Sabine VIDAL
05 62 73 85 22
dpo.cpam-haute-garonne@assurance-maladie.fr



CG

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46902H1-DE

3 - Description des traitements effectués par le partenaire

L'établissement de santé est autorisé à traiter, pour le compte et au nom du responsable du traitement, la CNAM / CPAM CCSS CGSS, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les services décrits dans l'article 3 de cette convention.

Les personnes concernées par le traitement de leurs données sont les assurés décrits à l'article 2.

4 – Engagement de chacune des parties

Les partenaires s'engagent à :

- Traiter les données uniquement pour la seule finalité prévue par la présente convention.

- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la présente convention, i.e. à ne pas divulguer les données à caractère personnel à d'autres personnes sans l'accord préalable de l'autre partie, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales.

- Ne pas vendre, céder, louer, copier ou transférer les données à caractère personnel sous quelque raison que ce soit sans obtenir l'accord explicite préalable de l'autre partie.

- Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité de nature à éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données à caractère personnel.

- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu de la présente convention :

• s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale de confidentialité ;

• reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

- Informer au plus tard dans les 48 heures la CPAM de toute suspicion de violation de données à caractère personnel, accidentelle ou non, et de tout manquement à la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel.

- Mettre à la disposition de la CPAM toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations.

Dans l'hypothèse où les partenaires auraient eux-mêmes recours à de la sous-traitance, pour une ou diverses missions que la CPAM lui aurait confiées, et sous réserve qu'elle l'ait préalablement et formellement autorisée, la CPAM rappelle que lesdits sous-traitants sont tenus aux mêmes obligations précitées.

Les partenaires demeurent cependant pleinement responsables de l'inexécution de ses obligations.



CG

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46902H1-DE

La CPAM s'engage à :

- Fournir toute la documentation nécessaire à l'exercice de la mission déléguée aux partenaires.
- Informer les partenaires de toute information pouvant impacter sa mission.
- Faire évoluer la relation partenariale en fonction des besoins et des bonnes pratiques identifiés.

## 5 - Exercice des droits des personnes

Les personnes concernées par les opérations de traitement recevront les informations requises, au moment de la collecte de données, lorsque ses données à caractère personnel sont collectées, ou dans les délais requis lorsque les données à caractère personnel n'ont pas été collectées auprès de la personne concernée, conformément aux articles 12 à 14 du RGPD.
Les partenaires procèdent à l'information préalable des personnes, dans le cadre de l'accompagnement que les partenaires réalisent pour elles.
Les personnes disposent d'un droit d'accès et de rectification à ces données, ainsi que d'un droit à la limitation ou à l'opposition à leur traitement mise en œuvre dans le cadre de cette convention.
L'exercice de ces droits peut être effectué en contactant le DPO de la CPAM par courrier postal à l'adresse suivante :
CPAM 31
Toulouse 31093 Cedex 9

## 6 - Mesures de sécurité

Les partenaires s'engagent à transmettre, à la CPAM, toutes les données personnelles nécessaires à la présente convention, via échanges sécurisés uniquement, pas d'email libre.

## 7 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs la présente convention, les partenaires s'engagent à détruire toutes les données à caractère personnel.

## 8 - Suspicion de violation de données à caractère personnel

En cas de suspicion ou de violation de donnée avérée, les partenaires s'engagent à notifier le DPO de la CPAM. Il reviendra à la CPAM d'engager les actions nécessaires en fonction des risques engagés pour la vie privée des assurés. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

## 9 - Étude d'impact sur la vie personnelle (EIVP) et analyse de conformité

Dans le cadre de la présente convention, il revient au responsable du traitement de mettre en œuvre les mesures nécessaires propres à garantir la conformité du traitement. A cet effet, il est rappelé par chacune des parties que les partenaires ont pour obligation d'aider le responsable du traitement au respect des obligations prévues aux articles 32 à 36 du RGPD.

Dans le cadre d'une EIVP, il reviendra au responsable de traitement de mener l'étude d'impact. Le partenaire



26

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46902H1-DE

**Annexe 2 : Procédure de la convention CPAM : modalités de contacts et circuits de traitement des demandes.**

1. Objet

La présente procédure décrit les circuits de traitement des dossiers urgents remplissant les critères cumulatifs précédemment mentionnés dans la convention, adressés par les partenaires.
Elle aborde également les modalités de contacts concernant les sollicitations des partenaires.

2. Champ d'application

Cette procédure s'applique pour l'affiliation CPAM (ouverture de droit) ou la mise à jour des droits de base, l'attribution de la C2S et de l'AME.
Compte tenu de la centralisation de la gestion des demandes d'AME par le Pôle AME de la CPAM de Marseille, les modalités de retour et délais de traitement des demandes diffèrent selon la typologie des dossiers transmis.

3. Public cible et critères des demandes

Public cible : personne très marginalisées qui nécessite une délivrance rapide de soins et de médicaments, et pour qui l'instabilité sociale et géographique constitue un obstacle à l'accomplissement de démarches administratives.
Critères cumulatifs des dossiers relevant de la convention, les personnes qui :

- Ne disposent pas de droits de base ou complémentaire.
- Sont dans l'incapacité d'accomplir seules les démarches administratives du fait de leur instabilité sociale et géographique.
- Dont l'état de santé nécessite des soins immédiats.

4. Modalités d'envoi des dossiers et retours CPAM

Les échanges entre la CPAM et les partenaires sont réalisés depuis l'outil Espace Partenaires.
L'utilisation de l'outil par les travailleurs sociaux nécessite la participation à une formation.
Rappel des engagements de délai de traitement :

- 10 jours les demandes de C2S et PUMA. Sont exclus de ce délai de traitement les dossiers qui nécessitent d'interroger les caisses étrangères, ou d'effectuer une mutation ou qui relèvent d'un autre régime ainsi que les demandes portant sur des européens inactifs.
- 30 jours les demandes d'AME ou 10 jours pour les demandes d'AME urgents sur présentation d'un certificat médical mentionnant la nécessité de traiter de manière urgente la demande sous peine d'aggravation de l'état de santé du patient.

L'ensemble des envois de dossiers d'affiliation PUMA, C2S et AME sont fait via l'outil Espace Partenaires (il n'est plus nécessaire d'adresser la Fiche de Liaison « Convention PASS »). En cas de dossiers transmis par un autre biais que l'outil Espace Partenaires, ils n'entreront pas dans les circuits de traitement prioritaires évoqués dans la présente convention.

Retours CPAM suite à l'envoi des dossiers :

- Dossiers d'affiliation PUMA et C2S : retour par la CPAM Toulouse via Espace Partenaires informant de la décision (accord ou demande de pièces complémentaires).
- Dossiers d'AME : transmission direct par la CPAM au Pôle AME de la CPAM de Marseille, sans vérification de la complétude des dossiers. Les retours sur la décision seront transmis par courrier à l'assuré (accord ou demande de pièces complémentaires). A noter que seul les refus AME dans le cadre de la procédure des soins urgents et vitaux seront transmis aux PASS Hospitalières.



C6

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46902H1-DE

5. Canaux de contact CPAM

Les partenaires peuvent adresser leurs sollicitations portant sur le champ d'application de la convention via l'outil Espace Partenaires, avec un délai de prise en charge des demandes de 48heures. A noter que la prise en charge de la demande peut entraîner la sollicitation d'autres services internes de la CPAM.

Contact téléphonique : les partenaires peuvent solliciter le 3646 avec des paliers de sécurisation des appels assouplis pour les questions portant sur l'affiliation, la C2S et l'AME. Les travailleurs sociaux des structures partenaires indiqueront « Convention PASS » lors de l'échange téléphonique pour bénéficier des paliers de sécurisation assouplis.
Les partenaires s'engagent à transmettre les mouvements d'effectifs pour la mise à jour de la liste des travailleurs sociaux transmises à la Plateforme Téléphonique.

6. Les Prestations Extra-Légales

S'agissant de la thématique des prestations extra-légales prise en charge par le service de l'Action Sanitaire et Sociale de la CPAM:

- Les dossiers portant sur les prestations extra-légales seront transmis via l'outil Dépôt Pièces.
- Les questions portant sur cette thématique sont envoyées à l'adresse mail ci-dessous :

actionsanitaireetsociale.cpam-haute-garonne@assurance-maladie.fr



CG

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46902H1-DE

**ANNEXE 3**

## Convention d'utilisation du portail extranet « Espace Partenaires »

Entre :

**La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Haute-Garonne**
Représentée par la Directrice, Mme Isabelle COMTE.
Ci-après désignée : la CPAM

Et :

**Le Centre Hospitalier Universitaire de Toulouse**, les Hôpitaux de Toulouse, rue Viguerie, 31052 Toulouse Cedex.
Représentée par son Directeur, M. Jean-François LEFEBVRE.
Ci-après désignée : CHU

**L'Hôpital Joseph Ducuing de Toulouse**, 15 rue de Varsovie, 31076 Toulouse Cedex.
Représenté par sa Directrice, Mme Catherine GARCIA.
Ci-après désigné : HJD.

**Le Centre de Santé du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse,** 2 bis rue Belfort, 31004 Toulouse Cedex 6.
Représenté par sa Directrice Générale, Mme Nadège GRILLE.
Ci-après désigné : CCAS Toulouse.

**Le Centre Hospitalier Commines Pyrénées**, avenue de Saint Plancard, 31806 Saint Gaudens Cedex.
Représenté par son Directeur, M. Bertrand PERIN.
Ci-après désigné : CHCP.

**La Case de Santé,** 17 place Arnaud Bernard, 31000 Toulouse.
Représentée par sa Présidente, Mme Scarlett AUDRY.
Ci-après désignée : La Case de Santé

Ci-après désignés : les Partenaires

Et dénommées ensemble les « parties »

### Préambule

Le portail Espace Partenaires est un extranet, conçu et développé par l'Assurance Maladie, destiné à l'usage des Partenaires, et facilitant ses interactions avec la CPAM, concernant l'accès aux droits et aux soins des publics en situation de fragilité ou de vulnérabilité qu'il accompagne.
Cette convention d'utilisation décrit les engagements des parties relatifs à l'usage d'Espace Partenaires ; elle est adossée à une convention « métier » sur l'accès aux droits et aux soins, préalablement signée entre le partenaire et la caisse.



C6

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46902H1-DE

## Article 1 - Présentation du portail Espace Partenaires

### Article 1.1 Objectif d'Espace Partenaires

Espace Partenaires permet, aux utilisateurs habilités des Partenaires de signaler, à la CPAM, des personnes qui éprouvent des difficultés dans les démarches d'accès à leurs droits et/ou à leurs soins. Il s'agit de personnes que les partenaires suivent ou accompagnent, éligibles à des droits, éloignées du système de soins, ou dans l'incapacité d'y recourir.
Le signalement par Espace Partenaires est simple ; il fluidifie et optimise le traitement des demandes des partenaires, par une mise en relation directe avec les interlocuteurs dédiés de la caisse.

### Article 1.2 Fonctionnalités d'Espace Partenaires

Espace Partenaires offre les fonctionnalités suivantes :

- Contacter la caisse de rattachement d'un assuré (« *Contacter votre organisme d'assurance Maladie* »),
- Soumettre une demande d'étude de dossier (PUMA, Complémentaire Santé Solidaire, Aide Médicale d'Etat...) pour le compte d'un assuré (« *Soumettre une demande d'étude de dossier* »),
- Signaler une situation de difficultés d'accès aux droits et aux soins d'un assuré (*même libellé dans le portail*),
- Demander un rendez-vous à la CPAM pour un assuré («*Demander un rendez-vous pour un assuré* »),
- Demander un document concernant un assuré (« *Demander un document* ») : attestation de droits, certificat provisoire CEAM, formulaire carte Vitale, offres de prévention, autres types de documents...
    - *le(s) document(s) demandé(s) est (sont) envoyé(s) à l'adresse connue de l'assuré concerné.*
- Consulter l'historique des demandes faites par le partenaire.

Ces fonctionnalités sont activables, ou pas, par la caisse, selon les besoins de la relation partenariale.

Ces fonctionnalités pourront potentiellement être enrichies au fur et à mesure des montées de versions d'Espace Partenaires.

### Article 1.3 Liste des pièces et documents concernant un assuré, disponibles dans Espace Partenaires, (uniquement pour les organismes habilités : tutelles, gestionnaires de l'ASE, etc...)

Dans le cadre de l'utilisation d'Espace Partenaires, certaines pièces ou documents concernant les assurés sociaux accompagnés par les partenaires, peuvent transiter via l'outil.
Il s'agit des pièces et documents suivants (liste non exhaustive) :

- Attestation de droits,
- Notification de droits / justificatif de prestations,
- Formulaire de perte ou vol de carte Vitale,
- Certificat provisoire,
- Bon de prise en charge de vaccination (grippe par exemple) ou de dépistage (cancers par exemple),
- Bon de prise en charge MT'Dents,
- Invitation à un examen de prévention santé.

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46902H1-DE

Les partenaires s'engagent à ce que les pièces et documents, concernant un assuré, soient strictement limités à la démarche effectuée pour le compte de l'assuré. Les partenaires prennent toutes les dispositions nécessaires, afin d'en assurer la confidentialité et la sécurité, et s'assurent que seuls les agents habilités aient accès à ces pièces et documents.

## Article 2 - Accès à Espace Partenaires

### Article 2.1 Connexion à Espace Partenaires

La connexion à Espace Partenaires se fait en utilisant l'URL : **https://espace-partenaires.ameli.fr**
Espace Partenaires est accessible avec un identifiant et un mot de passe personnels, et après acceptation des Conditions Générales d'Utilisation (CGU) à la première connexion.
Espace Partenaires est gratuit (hors coûts éventuellement liés à un abonnement auprès d'un fournisseur d'accès internet) ; son utilisation est facultative et sans conséquence :

- sur les relations partenariales entre la CPAM et les partenaires,
- sur la prise en charge des assurés accompagnés par les partenaires.

### Article 2.2 Gestion des comptes utilisateurs

Les Partenaires disposent de deux types de profils utilisateurs :

- Un ou des « gestionnaires » : le / les gestionnaire(s) sont habilités par la CPAM, après signature de cette convention d'utilisation d'Espace Partenaires (sous 5 jours). Il est possible d'avoir de 1 à 5 comptes gestionnaires par partenaires, selon la taille de ces derniers. Le / les gestionnaires cré(ent) ensuite les comptes « techniciens» de sa / leur structure.
- Un ou des « techniciens » : le / les techniciens sont habilités par le / les « gestionnaires » préalablement habilités par la CPAM (cf. ci-dessus). Ils réalisent les différentes demandes et les opérations de gestion disponibles dans Espace Partenaires. Il est possible d'avoir de 1 à 25 comptes « techniciens » par partenaire, selon la taille de ce dernier, comme spécifié plus bas dans cette convention d'utilisation. Un gestionnaire peut aussi bénéficier d'un compte technicien : il a alors deux comptes séparés : un, sous le profil gestionnaire, un autre, sous le profil technicien.

#### *2.2.1 Création des comptes gestionnaires et techniciens*

**La CPAM s'engage à :**

- Pour le ou les comptes gestionnaires : traiter la demande d'habilitation à Espace Partenaires dans un délai de 5 jours ouvrés maximum.
  - Le(s) gestionnaire(s) accède(nt) à Espace Partenaires à partir de la réception de l'email notifiant la création du compte personnel. Le(s) gestionnaire(s) crée(nt) eux-mêmes leur mot de passe en respectant les consignes de saisie et de sécurité décrites dans l'outil (ce mot de passe sera à changer à intervalles réguliers).



CG

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46902H1-DE

**Les Partenaires s'engagent à :**

- Transmettre toutes les informations nécessaires à l'habilitation des gestionnaires à la caisse (civilité, nom, prénom, fonction, n° de téléphone, email).
- Habiliter les techniciens, par les gestionnaires préalablement habilités (cf. ci-dessus) :
  - Les techniciens accèdent à Espace Partenaires à partir de la réception de l'email notifiant la création de leur compte personnel. Les techniciens créent eux-mêmes leur mot de passe en respectant les consignes de saisie et de sécurité décrites dans l'outil (ce mot de passe sera à changer à intervalles réguliers).
- Vérifier que :
  - Les techniciens habilités sont bien employés, salariés, ou bénévoles de sa structure.
  - Les techniciens disposent d'outils informatiques professionnels, protégés par anti-virus, pour se connecter à Espace Partenaires, et non personnels.
  - Les adresses emails des techniciens sont des adresses professionnelles attachées à sa structure, et basées en Europe.
- Le nombre de gestionnaires par partenaire est fonction du nombre de membres au sein des structures partenaires et suit la règle ci-après :

  De 1 à 10 membres = jusqu'à 2 gestionnaires,
  De 11 à 25 membres = jusqu'à 3 gestionnaires,
  Plus de 25 membres = jusqu'à 5 gestionnaires.

  La CPAM procède à l'enregistrement strict du nombre de gestionnaires partenaires autorisés.
- Le nombre de techniciens par partenaire est fonction du nombre de membres au sein des structures partenaires et suit la règle ci-après :

  De 1 à 10 membres = jusqu'à 5 techniciens,
  De 11 à 25 membres = jusqu'à 15 techniciens,
  Plus de 25 membres = jusqu'à 25 techniciens.

  Le partenaire procède à l'enregistrement strict du nombre de techniciens autorisés.

#### *2.2.2. Modification des comptes gestionnaires*

La modification d'un compte gestionnaire s'opère par la caisse, uniquement sur demande du partenaire, concernant les champs suivants : téléphone, email, fonction, changement de nom.

#### *2.2.3. Inactivation de comptes gestionnaires et techniciens*

- *En fin de convention « métier » :*
  - Si le partenaire est conventionné avec la CPAM uniquement, les comptes sont inactivés automatiquement.
  - Si le partenaire est conventionné avec la CPAM et d'autres caisses, et que tous les conventionnements sont terminés en même temps, alors les comptes sont inactivés automatiquement.
  - Si la fin de conventionnement ne concerne que la CPAM, et que le partenaire reste conventionné avec d'autres caisses, alors seul l'accès à cette caisse n'est plus autorisé.
- *En cours de convention « métier » :* certains comptes peuvent être désactivés suite à la survenance d'évènements en cours de conventionnement (départ d'un gestionnaire ou technicien / changement d'emploi....).

  - Inactivation manuelle d'un compte gestionnaire :
    - L'inactivation d'un compte gestionnaire est à signaler par le partenaire, à la CPAM, dans un délai de 15 jours, avant la date d'inactivation souhaitée. S'il n'y a plus qu'un seul gestionnaire, l'inactivation n'est pas possible. Le partenaire doit d'abord communiquer les coordonnées d'un nouveau



CG

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46902H1-DE

gestionnaire, afin que la caisse puisse inactiver le compte de l'ancien gestionnaire.
    - La caisse inactive le compte gestionnaire à réception de l'information.
    - Les comptes techniciens, créés par le gestionnaire dont le compte a été inactivé, restent actifs et rattachés au nouveau gestionnaire habilité par la CPAM.
- Inactivation manuelle d'un compte technicien :
    - L'inactivation d'un compte technicien s'effectue par un gestionnaire du partenaire (même si le gestionnaire n'a pas créé le compte initialement).
    - Le gestionnaire s'engage à inactiver les comptes des techniciens lorsqu'ils ne font plus partie de la structure, ou qu'ils interviennent sur un autre domaine, sans lien avec l'Assurance Maladie.
- Inactivation automatique :
    - Les comptes gestionnaires et techniciens sont inactivés automatiquement lorsque le conventionnement du partenaire avec la CPAM, **et** le cas échant, les conventionnements avec les autres caisses sont terminés.
- Suppression automatique : les comptes gestionnaires et techniciens inactivés sont supprimés de manière automatique à 6 mois après l'inactivation, c'est-à-dire qu'ils ne sont plus visibles dans l'applicatif.

## Article 3 – Fonctionnement d'Espace Partenaires

### Article 3.1 Conditions d'utilisation de l'Espace Partenaires

***Les Partenaires s'engagent à :***

- Œuvrer uniquement sur le territoire européen.
- Utiliser le portail à des fins professionnelles uniquement.
- Utiliser l'outil et les données présentes dans l'outil aux seules fins décrites dans les CGU et dans la convention « métier » relative à « l'accès aux droits et aux soins ».
- Se connecter à Espace Partenaires via des outils informatiques exclusivement professionnels protégés par anti-virus, et non par des outils personnels.
- Ne déposer, dans Espace Partenaires, que des documents :
    - Nécessaires au traitement du dossier,
    - Protégés par le système antivirus de les partenaires,
    - Lisibles (scannérisation de qualité, photo de qualité....) permettant l'exploitation par la CPAM.

### Article 3.2 Disponibilité, mise à jour, et évolution d'Espace Partenaires

***L'Assurance Maladie s'engage à :***

- Rendre Espace Partenaires accessible 7 jours sur 7, et 24 heures sur 24, à l'exception des cas de force majeure, de difficultés informatiques, de difficultés liées à la structure du réseau de télécommunication ou de difficultés techniques.
    - Pour des raisons de maintenance, l'Assurance Maladie peut interrompre le fonctionnement du portail et s'efforce d'en avertir préalablement les utilisateurs.
    - L'indisponibilité du portail ne donne droit à aucune indemnisation du partenaire.
    - L'Assurance Maladie n'est pas tenue responsable des conséquences liées à une absence de disponibilité du portail pour l'un des motifs susmentionnés.



CG

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46902H1-DE

- Garantir, par un autre canal, les offres de services proposées par le portail (selon les offres de services préalablement activées par la caisse), en cas de maintenance et/ou de dysfonctionnement d'Espace Partenaires.
- Mettre à jour, quand c'est nécessaire, l'ensemble des services et informations règlementaires disponibles sur le portail, ainsi que toute la documentation disponible en téléchargement.

L'Assurance Maladie a la possibilité de faire évoluer les modalités techniques et matérielles d'accès à l'outil, dans le respect de la réglementation en vigueur, sans que cette évolution ne constitue une gêne excessive pour le partenaire.

### Article 3.3 Support fonctionnel et informatique

***L'Assurance Maladie s'engage à :***

- Désigner un interlocuteur local au sein de la CPAM en cas de maintenance ou de dysfonctionnement temporaire du portail.
  - Il s'agit de Stéphane Deléris, joignable par mail stephane.deleris@assurance-maladie.fr
  - Cette personne est la référente des partenaires en cas de problème d'utilisation ou de dysfonctionnement d'Espace Partenaires.
    Suivant la problématique remontée, l'interlocuteur référent répond aux questions posées ou remonte le dysfonctionnement au support fonctionnel et informatique national dans les meilleurs délais.

**Les partenaires s'engagent à :**

- Fournir l'ensemble des informations nécessaires au traitement du dysfonctionnement rencontré.

## Article 4 - Sécurité

### Article 4.1 Sécurité des accès

**Le gestionnaire partenaire engage sa responsabilité sur :**

- La non-diffusion de ses identifiant et mot de passe à un tiers.
- La non-diffusion en externe des données personnelles auxquelles il a accès.

**Le technicien partenaire engage sa responsabilité sur :**

- La non-diffusion de ses identifiant et mot de passe à un tiers.
- La non-diffusion en externe des données personnelles auxquelles il a accès.

**En cas d'utilisation frauduleuse, perte ou vol :**
En cas d'usage frauduleux, de vol ou de perte d'identifiants et mots de passe, d'utilisation non conforme aux règles établies dans cette convention, ou dans les CGU, il est convenu que :

- En cas de détection par le partenaire : le partenaire signale le fait immédiatement, et par tout moyen permettant d'en apporter le preuve à la caisse. La caisse inactive le compte visé immédiatement, ou le plus rapidement possible.
- En cas de détection par la caisse : la caisse inactive le compte visé immédiatement, ou le plus rapidement possible, et en informe ensuite le partenaire dans les meilleurs délais, et par tout moyen permettant d'en rapporter la preuve.

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46902H1-DE

- L'exclusion d'un utilisateur (gestionnaire ou technicien) d'Espace Partenaires fait l'objet d'une information / est notifié au partenaire, et constitue une résiliation de plein droit de son accès, sans délai, et sans aucune formalité par le directeur de la CPAM.
- En cas de détournement de l'utilisation du dispositif, ou en cas d'utilisation de ce dernier non conforme aux dispositions de la présente convention, ou des CGU de l'outil, la CPAM peut supprimer l'accès à Espace Partenaires à toute la structure partenaire.

**Article 4.2 Revue d'habilitation**

**Les Partenaires s'engagent à** mener des revues d'habilitations régulières (tableaux d'habilitations à jour) et à les maintenir à jour, elle s'engage à les remettre à jour sur demande ponctuelle, ou régulière, de la CPAM.

## Article 5 - Protection des données personnelles

**L'Assurance Maladie s'engage à :**

- Dans le cadre de ses missions, assurer la protection, la confidentialité et la sécurité de l'ensemble des données personnelles, qui lui sont confiées, dans le respect de la vie privée des personnes.
- Se conformer à la réglementation en matière de protection des données personnelles, notamment aux dispositions du Règlement Européen sur la Protection des Données (RGPD) et de la loi dite Informatique et libertés, conformément à l'annexe de la convention « métier » relative à « l'accès aux droits et aux soins ».
- Ne fournir des pièces jointes « sortantes » (i.e. aux partenaires) que, uniquement, aux partenaires habilités ; et ces PJ ne doivent, en aucun cas, excéder celles déterminées comme nécessaires à la gestion / l'instruction des dossiers ou des demandes.
- Saisir, dans les zones de texte libre d'Espace Partenaires, des commentaires et observations, conformes et appropriés, respectant les dispositions du RGPD et les recommandations de la CNIL en matière d'usage des blocs de commentaires libres, notamment : aucune information non pertinente, inadéquate, ou excessive au regard de la finalité du traitement ; aucune donnée de santé.

**Les Partenaires s'engagent à :**

- S'assurer que les gestionnaires et les techniciens remplissent leur mission selon les dispositions du RGPD, conformément à l'annexe de la convention « métier » relative à « l'accès aux droits et aux soins ».
- Ne transmettre que les données / informations / pièces jointes strictement nécessaires au traitement des demandes par l'Assurance Maladie.
- Saisir, dans les zones de texte libre d'Espace Partenaires, des commentaires et observations, conformes et appropriés, en respectant les dispositions du RGPD et les recommandations de la CNIL en matière d'usage des blocs de commentaires libres : notamment, aucune information non pertinente, inadéquate, ou excessive au regard de la finalité du traitement ; aucune donnée de santé.
- Lors de signalements à l'Assurance Maladie, transmettre les données d'identification des assurés avec civilité, nom, prénom, date de naissance, département de résidence, sans le NIR de l'assuré, le NIR pouvant apparaitre néanmoins sur les documents / pièces jointes déposés dans Espace Partenaires.



CG

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46902H1-DE

## Article 6 - Propriété intellectuelle

Les Partenaires disposent d'un droit d'utilisation d'Espace Partenaires à des fins professionnelles.
L'utilisation d'Espace Partenaires ne saurait conférer au partenaire un quelconque droit de propriété intellectuelle sur l'outil.
**Par conséquent, les partenaires s'engagent à** ne pas céder tout, ou partie, des droits et obligations, prévus aux présentes à un tiers. Il s'interdit de mettre à disposition d'un tiers, d'une manière quelconque, tout ou partie d'Espace Partenaires.

## Article 7 - Obligations et responsabilités des parties

**Les parties s'engagent à** respecter les engagements pris l'un envers l'autre et notamment les obligations qui incombent à chacune dans la réalisation de la présente convention.
Chaque partie s'engage à informer dans les plus brefs délais, et par tout moyen mis à sa disposition, l'autre partie de tout problème, et / ou toute difficulté rencontrée, au cours de l'utilisation d'Espace Partenaires. Le cas échéant, les parties examinent ces problèmes, et / ou difficultés, et tentent ensemble de les résoudre.
En outre, les parties s'engagent à respecter les principes suivants :

- Elles ne doivent pas utiliser Espace Partenaires et sa documentation à des fins autres que celles spécifiées par cette convention.
- Elles ne doivent pas communiquer les documents et informations contenus dans Espace Partenaires à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.
- Elles doivent prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse d'Espace Partenaires.
- Elles doivent prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités dans Espace Partenaires tout au long de la convention.

## Article 8 - Entrée en vigueur, durée, résiliation et modification de la convention

### Article 8.1 Entrée en vigueur et durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à sa date de signature par l'ensemble des parties. Elle est conclue pour une durée identique à la durée de la convention « métier » associée. Le renouvellement de la présente convention est également soumis au renouvellement de la convention « métier » associée.

### Article 8.2 Résiliation de la convention

La convention d'utilisation à Espace Partenaires est résiliée de fait et automatiquement, si la convention « métier » fait elle-même l'objet d'une résiliation, quelle qu'en soit la cause.
En cas de manquement par l'une des parties à ses obligations, non réparées dans un délai de trente jours calendaires à compter de la réception de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception lui notifiant le ou les manquements en cause et valant mise en demeure, l'autre partie pourra résilier de plein droit les présentes, sans autre formalité que l'envoi d'une notification par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à la partie défaillante.
Cette résiliation ne fait pas obstacle à toute demande de dommages et intérêts, auxquels la partie lésée pourrait prétendre, en vertu des présentes.

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46902H1-DE

Les parties conviendront des prestations à engager ou à réaliser pour la bonne fin de la présente convention, afin notamment de trouver une solution de remplacement, pour que cette résiliation n'ait pas d'effet pénalisant sur l'une ou l'autre des parties.

**Article 8.3 Modification de la convention**

Toute modification des conditions, ou modalités d'exécution, de la présente convention, qui devra être dûment approuvée par les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés, sans que ceux-ci remettent en cause les objectifs généraux définis ci-avant.

**Article 9 - Règlement des litiges**

Les parties conviennent de rechercher une solution amiable à tout différend qui pourrait survenir dans le cadre de la présente convention.

A défaut d'un règlement amiable, tout litige résultant de la convention, ou dont la convention fait l'objet, sera soumis à la juridiction compétente.

**Fait à Toulouse, le 30/01/2023**

**Pour la CPAM de la Haute Garonne,**
**La Directrice, Mme Isabelle COMTE**

**Pour le Centre Hospitalier Universitaire de Toulouse,**
**Le Directeur, M. Jean-François LEFEBVRE**

**Pour l'Hôpital Joseph Ducuing,**
**La Directrice, Mme Catherine GARCIA**

Cathy GARCIA
Directrice
HÔPITAL JOSEPH DUCUING

**Pour le Centre de Santé du CCAS de Toulouse,**
**La Directrice Générale, Mme Nadège GRILLE**

**Pour le Centre Hospitalier Comminges Pyrénées,**
**Le Directeur, M. Bertrand PERIN**

**Pour la Case de Santé,**
**La Présidente, Mme Scarlett AUDRY**

La Case de Santé
Centre de Santé agréé
N° FINESS : 310021027
17 place Arnaud Bernard
31000 Toulouse
www.casedesante.org

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46902H1-DE

**Annexe 4 : Engagements du CHU, de HJD et de la CPAM concernant la pharmacie hospitalière.**

Engagements du CHU et de HJD

- Les médicaments disponibles en officine de ville prescrits pour les bénéficiaires de cette convention pourront être fournis par les pharmacies hospitalières dans l'attente de l'ouverture des droits à l'Assurance Maladie ou à l'Aide Médicale Etat, dès l'évaluation de l'instruction des droits par le travailleur social travaillant pour un partenaire signataire de la présente convention.
- Les spécialités pharmaceutiques délivrées dans ce cadre seront facturées à l'Assurance Maladie par les pharmacies hospitalières au tarif « ville » sans marge de rétrocession, et les délivrances devront couvrir strictement la durée de prescription – soit un déconditionnement si nécessaire.
- Les pharmacies hospitalières des établissements signataires délivreront les médicaments sur présentation d'une prescription identifiable aux dispositions de la présente convention (PASS CHU et HJD).
- Seules les délivrances de médicaments pour des bénéficiaires ayant obtenu une ouverture des droits seront facturées à l'Assurance Maladie.

*Pièces justificatives à fournir lors de la facturation trimestrielle :

- Facturation individuelle comportant les pièces ci-après :
  - ✓ Titre de recette ou facture,
  - ✓ Copie écran de l'outil CDR / CDRi,
  - ✓ Prescription médicale,
  - ✓ Détail de la délivrance.

Engagements de la CPAM de la Haute-Garonne

- La CPAM de la Haute-Garonne s'engage à rembourser la facturation des médicaments disponibles en officine de ville délivrés par les pharmacies hospitalières du CHU Toulouse et de l'Hôpital Joseph Ducuing.
- Ces remboursements interviendront dans le cadre strict de la présente convention et selon les critères décrits dans la présente convention. Ils ne concernent pas le dispositif des soins urgents et vitaux relevant de l'article L.254-1 du Code de la Santé.

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46902H1-DE

**Annexe 5 : Convention CPAM / Case de Santé sur le dépôt des premières demandes d'AME**

## CONVENTION RELATIVE AU DEPOT DES PREMIERES DEMANDES D'AIDE MEDICALE D'ETAT

ENTRE :

**La Case de Santé, gérant la PASS de ville de Toulouse**
Représentée par la Présidente, Scarlett AUDRY
17 Place Arnaud Bernard, 31000 Toulouse
Ci-après désignées « la PASS de ville »

**Et la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Haute-Garonne,**
Représentée par sa Directrice, Isabelle COMTE
3 Boulevard Léopold Escande, 31093 Toulouse Cedex 9.
Ci-après désignée « la CPAM »

Vu les articles L.252-1 et D.252-2 du code de l'action sociale et des familles

Vu la convention conclue le 01/12/2020 entre l'Agence régionale de santé d'Occitanie et la Case de Santé à la mise en œuvre de la PASS de ville de Toulouse.

**Il est convenu ce qui suit :**

### ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de dépôt et de transmission par la PASS de ville des dossiers de demande d'Aide Médicale de l'Etat (AME) de primo-demandeurs.

### ARTICLE 2 : BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires de cette collaboration sont les primo-demandeurs d'AME résidant dans le département de la Haute-Garonne, et accompagnés par la PASS de ville de Toulouse.

### ARTICLE 3 : MODALITES DE DEPOT DES DOSSIERS

Dans le cadre de l'accompagnement qu'elle propose aux publics précaires qu'elle reçoit, la PASS de ville peut recevoir les premières demandes d'Aide Médicale de l'Etat et les transmettre à la CPAM. Dans ce cadre, la PASS de ville s'engage pour chaque dossier :

- à recueillir l'identité de la personne qui dépose le dossier,
- à veiller à la conformité et à la complétude du dossier,
- à fournir une attestation de dépôt au demandeur,
- à compléter un document destiné à la CPAM et permettant de tracer la date et l'organisme de dépôt.



CG

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46902H1-DE

Pour permettre à la PASS de ville d'assurer cette mission, la CPAM s'engage à :

- dispenser aux personnels habilités de la PASS de ville une formation continue sur l'Aide Médicale d'Etat et ses évolutions réglementaires,
- mettre à disposition de la PASS de ville les outils nécessaires à une gestion optimum du partenariat (fiche accueil, accusé réception, liste de pièces justificatives exigibles...),
- mettre à disposition de la PASS de ville les supports de formation dédiés permettant de délivrer une information adaptée.

## ARTICLE 4 : MODALITES DE TRANSMISSION DES DOSSIERS

La transmission du dossier à la CPAM doit intervenir dans un délai maximum de 8 jours.
Les parties conviennent des modalités de transmission suivantes :

- voie dématérialisée via l'outil Espace Partenaires

## ARTICLE 5 : REFERENTS LOCAUX

Un ou des référents sont désignés par chaque signataire de la convention.

Pour la CPAM, il s'agit de Stéphane Deléris (cf liste référents annexe 3)
Pour la PASS de ville, il s'agit de Jérôme Host (cf liste référents annexe 3)

Ces référents ont pour mission d'animer la convention, de fluidifier les échanges entre les signataires, de proposer des coopérations locales permettant d'atteindre les objectifs fixés par la présente convention, d'établir les bilans annuels et de prendre part aux comités de pilotage locaux.

## ARTICLE 6 : COMITE DE PILOTAGE LOCAL

Un comité de pilotage est mis en place et s'attache à partager les bilans établis par chacune des parties sur les actions de coopération mises en œuvre. A cette fin, il se réunit une fois par an. Ce comité est composé des référents locaux tels que définis à l'article précédent. Il s'accompagne d'échanges réguliers entre les partenaires tout au long de l'année.
Un bilan est réalisé annuellement. Il porte a minima sur :

- le volume de dossiers de primo-demandes d'AME transmis par la PASS de ville à la caisse,
- le délai de transmission des dossiers à la CPAM
- la répartition de ces dossiers selon le résultat de l'instruction (accord, refus, demande de pièces complémentaires),
- le recensement des difficultés ou des bonnes pratiques...

A noter que ces éléments pourront être intégrés au COPIL de la convention de partenariat pour l'accès aux droits et aux soins des assurés vulnérables.

## ARTICLE 7 : GESTION SECURISEE DES DONNEES ET COMMUNICATION

Les parties veillent au respect des dispositions définies par la législation relative à l'informatique et aux libertés et le règlement général sur la protection des données RGPD, cf. annexe 1.

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46902H1-DE

Les parties prenantes s'engagent à respecter le secret professionnel concernant la conservation et le traitement des données nominatives en leur possession.

Les parties s'engagent à mettre en œuvre la politique de sécurité du système d'information et les dispositifs qui y sont associés par l'utilisation de fichiers et canaux de contacts sécurisés.

Toute communication, de quelque nature qu'elle soit, sur ce partenariat devra être effectuée en concertation entre les parties. A ce titre, l'usage du nom, des initiales ou du logo – c'est-à-dire du nom et de l'emblème - de la PASS ou de la CPAM, quel que soit le support de communication, devra faire l'objet d'un accord écrit préalable de la part de l'institution concernée.

## ARTICLE 8 : DURÉE ET RESILIATION DE LA CONVENTION

### 8.1 Durée

La présente convention est conclue pour une durée de 1 an, à compter de la date de sa signature.

### 8.2 Renouvellement

Elle pourra être renouvelée de façon tacite et, le cas échéant, révisée après évaluation partagée de la première année de fonctionnement.

### 8.3 Modification

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, qui devra être dûment approuvée par les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis ci-avant.

### 8.4 Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties d'un quelconque de ses engagements ou des annexes, la présente convention peut être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai de préavis de trente jours, suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Il en va de même en cas de non renouvellement de la convention avec l'ARS prévue à l'article D.252-2.

Fait à Toulouse, le 30/01/2023.

| | |
|---|---|
| **Pour la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Haute-Garonne** | **Pour la PASS de ville de Toulouse** |
| La Directrice, Mme Isabelle COMTE | La Présidente, Mme Scarlett AUDRY |



CG

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46902H1-DE

## Annexe 6 : Listes des référents

Pour le CHU :

- Dr François Prévoteau Du Clary :
  prevoteau-du-clary.f@chu-toulouse.fr
- Mme Marie-Anne Lafarge
  Cadre socio-éducatif
  lafarge.ma@chu-toulouse.fr

Pour HJD :

- Mme Teresa Ribeiro :
  Assitante Sociale, Coordinatrice Service Social
  tribeiro@hjd.asso.fr
- M. LEROY
  Directeur des Soins Infirmiers
  lleroy@hjd.asso.fr

Pour le Centre de Santé du CCAS de Toulouse :

- Mme Djamila Galinier
  Directrice, Direction Accès aux droits
  djamila.galinier@ccas-toulouse.fr

Pour le CHCP :
En cours de désignation.
Dans l'attente de la désignation d'un référent, c'est l'adresse mail du service social qui sera utilisé :
social@ch-saintgaudens.fr

Pour la Case de Santé :

- M. Jérôme Host :
  Assistant Service Social, Coordinateur
  jerome.host@casedesante.org
- Mme Faïza Benmerzouka
  Intervenante Sociale
  faiza.benmerzouka@casedesante.org

Pour la CPAM :

- Mme Véronique Fréchin :
  Responsable du Service Action Sociale
  veronique.frechin@assurance-maladie.fr

- M. Stéphane Deléris :
  Responsable Unité Coordination Action Sociale
  stephane.deleris@assurance-maladie.fr

**CENTRE TOULOUSAIN DES MAISONS DE RETRAITE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet **: Désignation des représentants de l'administration à la Commission Administrative Paritaire Locale (CAPL) du Centre Toulousain des Maisons de Retraite (CTMR)**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 003**

**DEL-23-0194**

Mesdames, Messieurs,

Au regard des dernières élections professionnelles en date du 8 novembre 2022, il convient de procéder à la désignation des représentants de l'administration qui siègeront à la commission administrative paritaire locale (CAPL) du CTMR.

Ainsi, la CAPL du CTMR se compose d'une commission :

- CAPL n°2 **:** corps de catégorie A : personnels des services de soins, des services médico-techniques et des services sociaux

Elle est constituée d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant.

Les représentants de l'administration qui siégeront à cette commission sont désignés conformément au décret n°2003-655 du 18 juillet 2003 modifié relatif aux commissions administratives paritaires locales et départementales de la fonction publique hospitalière.
Pour la moitié des sièges à pourvoir ces représentants sont désignés parmi les membres de l'assemblée délibérante et pour le reste des sièges parmi les agents de catégories A du CTMR.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 003**

**Désignation des représentants de l'administration à la Commission Administrative Paritaire Locale (CAPL) du Centre Toulousain des Maisons de Retraite (CTMR)**

Vu le rapport de la Vice-Présidente du CTMR,
Vu le code de l'action sociale et des familles,
Vu la loi n°86-33 du 09 janvier 1986,
Vu le décret n°2003-655 du 18 juillet 2003

Considérant qu'il est demandé au conseil d'administration de procéder à la désignation des représentants de l'administration à la CAPL du CTMR,

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

ARTICLE UNIQUE : Les représentants de l'administration à la commission administrative paritaire locale (CAPL) du CTMR sont les suivants :

- **CAPL n°2 : corps de catégorie A** : personnels des services de soins, des services médico-techniques et des services sociaux

| | **TITULAIRES** | **SUPPLEANTS** |
|---|---|---|
| 1. | Madame Aminna ABDOULLAH | 1. Madame Marine LEFEVRE |

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE TOULOUSAIN DES MAISONS DE RETRAITE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 003 - Désignation des représentants de l'administration à la Commission Administrative Paritaire Locale (CAPL) du Centre Toulousain des Maisons de Retraite (CTMR) - *DEL-23-0194*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 05/10/2023
Affiché le : 09/10/2023

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet **: Modification de l'affectation du résultat 2021 - M.E.C.S Le Ramel**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 024**

**DEL-23-0189**

Mesdames, Messieurs,

**Par délibération n°22-0068 en date du 22 avril 2022**, le Conseil d'Administration approuvait l'affectation du résultat consolidé 2021 de la MECS Ramel en ces termes :

- L'excédent consolidé 2021 d'un montant de 109 204,13 euros est affecté à la réserve de compensation des déficits de l'établissement.

Lors de l'examen du compte administratif 2021, le Conseil départemental de la Haute-Garonne a validé le montant du résultat 2021.
Toutefois, lors de la négociation budgétaire 2023, le Conseil départemental a décidé d'affecter le résultat excédentaire 2021 d'un montant de 109 204,13 euros de la manière suivante :

| AFFECTATION DU RESULTAT 2021 | |
|---|---|
| Excédent affecté à la réserve de compensation des déficits de l'établissement | 220,79 € |
| Excédent affecté à la diminution des charges d'exploitation du budget 2023 | 108 983,34 € |
| TOTAL | 109 204,13 € |

Le Conseil d'Administration propose d'affecter l'excédent consolidé 2021 de la MECS Ramel d'un montant de 109 204,13 euros, à la réserve de compensation des déficits de l'établissement pour un montant de 220,79 euros et d'affecter un montant de 108 983,34 euros à la diminution des charges d'exploitation du budget 2023, conformément à la demande du Conseil départemental.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 024**

**Modification de l'affectation du résultat 2021 - M.E.C.S Le Ramel**

Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Les membres du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse proposent donc, pour la MECS Ramel, de modifier l'affection du résultat excédentaire 2021 d'un montant de 109 204,13€.

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE UNIQUE** : Est approuvée l'affection du résultat 2021, conformément aux rectifications apportées par le Conseil départemental :

- L'excédent consolidé 2021 d'un montant de 109 204,13€ est affecté, d'une part, à la réserve de compensation des déficits de l'établissement pour un montant de 220,79 euros et d'autre part, à la diminution des charges d'exploitation 2023 pour un montant de 108 983.34 euros.

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 024 - Modification de l'affectation du résultat 2021 - M.E.C.S Le Ramel - *DEL-23-0189*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 05/10/2023
Affiché le : 09/10/2023

# DECISION MODIFICATIVE N°4
# BUDGET ANNEXE

EXERCICE 2023

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

2, BIS RUE DE BELFORT
31000-TOULOUSE

CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 22/09/2023

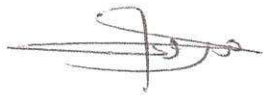
Délibération N° Du 22/09/2023

Transmise le :

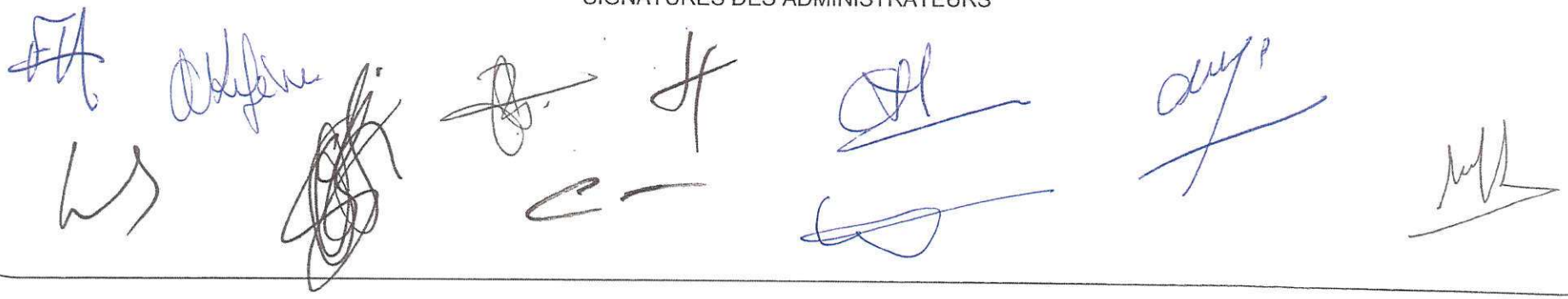
Approuvée le :

LA VICE PRESIDENTE

MAROUA BOUZAIDA SYLLA



SIGNATURES DES ADMINISTRATEURS



## DECISION MODIFICATIVE N°4/2023 - CCAS - BUDGET ANNEXE

### Investissement

| Nature affect. opér | Code chapitre | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|
| Dépense | 003 | 003 | Excédent prévisionnel d'investissement | 0,00 |
| | 003 | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opér | Code chapitre | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|
| | 10 | 10682 | Réserves - Excédents affectés à l'investissement | 0,00 |
| | 10 | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opér | Code chapitre | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|
| | 13 | 1311 | Subventions d'équipement transférables - État | 0,00 |
| | | 13188 | Subventions d'équipement transférables - Autres subventions | 0,00 |
| | | 1391 | Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat - État | 0,00 |
| | | 1391 HB | Amortis. subventions d'investis. inscrites au cpte résultat - Etat | 0,00 |
| | | 1392 | Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat - Collectivités et établissements publics (O) | 0,00 |
| | | 1392 HB | Amortis. subventions d'investis. inscrites au cpte de résultat - Collectivités et étab. pub. | 0,00 |
| | | 13981 | Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat - Produits des versements libératoires ouvrant droit à l'exonération de la | 0,00 |
| | | 13988 | Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat - Autres subventions | 0,00 |
| | | 13988 HB | Amortis. subventions d'investi. inscrites au cpte de résultat - Autres subventions | 0,00 |
| | 13 | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opér | Code chapitre | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|
| | 14 | 142 | Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations | 0,00 |
| | | 142 HB | Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations | 0,00 |
| | 14 | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opér | Code chapitre | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|
| | 15 | 1518 | Provisions pour risques - Autres provisions pour risques | 0,00 |
| | | 1518 HB | Provisions pour risques et charges | 0,00 |
| | | 1572 | Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices - Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions (PGE) | 0,00 |
| | 15 | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opér | Code chapitre | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|
| | 16 | 1641 | Emprunts auprès des établissements de crédit - Emprunts en euros | 0,00 |
| | | 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 0,00 |
| | | 1678 | Autres emprunts et dettes assortis de conditions particulières | 0,00 |
| | | 1681 | Autres emprunts et dettes assimilées - Autres emprunts | 0,00 |
| | 16 | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opér | Code chapitre | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|
| | 18 | 181 | Compte de liaison : affectation à... | 0,00 |
| | 18 | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opér | Code chapitre | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|
| | 20 | 2011 | Frais d'établissement - Frais de constitution | 0,00 |
| | | 2013 | Frais d'établissement - Frais d'évaluation | 0,00 |
| | | 2031 | Frais d'études, de recherche et de développement et d'insertion - Frais d'études | 0,00 |
| | | 205 | Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires | 0,00 |
| | 20 | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opér | Code chapitre | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|
| | 21 | 211 | Terrains | 0,00 |
| | | 2131 | Constructions sur sol propre - Bâtiments | 0,00 |
| | | 2135 | Constructions sur sol propre - Installations générales ; agencements; aménagements des constructions | 0,00 |
| | | 2151 | Installations, matériel et outillage techniques - Installations complexes spécialisées | 0,00 |
| | | 2153 | Installations, matériel et outillage techniques - Installations à caractère spécifique | 0,00 |
| | | 2154 | Installations, matériel et outillage techniques - Matériel et outillage | 0,00 |
| | | 2181 | Autres immobilisations corporelles - Installations générales, agencements, aménagements divers | 0,00 |
| | | 2182 | Autres immobilisations corporelles - Matériel de transport | 0,00 |
| | | 2183 | Autres immobilisations corporelles - Matériel de bureau et matériel informatique | 0,00 |
| | | 2184 | Autres immobilisations corporelles - Mobilier | 0,00 |
| | | 2188 | Autres immobilisations corporelles - Autres immobilisations corporelles | 0,00 |
| | 21 | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opér | Code chapitre | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|
| | 23 | 2313 | Immobilisations corporelles en cours - Constructions sur sol propre | 0,00 |
| | | 238 | Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles | 0,00 |
| | 23 | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opér | Code chapitre | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|
| | 27 | 275 | Dépôts et cautionnements versés | 0,00 |
| | 27 | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opér | Code chapitre | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|
| | 28 | 28011 | Amortissements des immobilisations incorporelles - Frais de constitution (O) | 0,00 |
| | | 2805 | Amortissements des immobilisations incorporelles - Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires (O) | 0,00 |
| | | 28131 | Amortissements des immobilisations corporelles - Bâtiments (O) | 0,00 |
| | | 28135 | Amortissements des immobilisations corporelles - Installations générales, agencements, aménagements des constructions (O) | 0,00 |
| | | 28151 | Amortissements des immobilisations corporelles - Installations complexes spécialisées (O) | 0,00 |
| | | 28153 | Amortissements des immobilisations corporelles - Installations à caractère spécifique (O) | 0,00 |
| | | 28154 | Amortissements des immobilisations corporelles - Matériel et outillage (O) | 0,00 |
| | | 28181 | Amortissements des immobilisations corporelles - Installations générales ; agencements, aménagements divers (O) | 0,00 |
| | | 28182 | Amortissements des immobilisations corporelles - Matériel de transport (O) | 0,00 |
| | | 28183 | Amortissements des immobilisations corporelles - Matériel de bureau et matériel informatique (O) | 0,00 |
| | | 28184 | Amortissements des immobilisations corporelles - Mobilier (O) | 0,00 |
| | | 28188 | Amortissements des immobilisations corporelles - Autres immobilisations corporelles (O) | 0,00 |
| | 28 | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opér | Code chapitre | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|
| | 49 | 496 | Dépréciation des comptes de débiteurs divers | 0,00 |
| | 49 | | Somme : | 0,00 |
| Dépense | | | Somme : | 0,00 |
| | | | Somme : | 0,00 |

## DECISION MODIFICATIVE N°4/2023 - CCAS - BUDGET ANNEXE

### Investissement

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|---|
| Recette | 001 | 001 | Excédent ou déficit d'investissement reporté | | 0,00 |
| | 001 | | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|---|
| | 003 | 003 | Excédent prévisionnel d'investissement | | 0,00 |
| | 003 | | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|---|
| | 007 | 007 | Déficit prévisionnel d'investissement | | 0,00 |
| | 007 | | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|---|
| | 10 | 10222 | Dotations et fonds divers - FCTVA1 | | 0,00 |
| | | 1025 | Dotations et fonds divers - Dons et legs en capital | | 0,00 |
| | | 10682 | Réserves - Excédents affectés à l'investissement | | 0,00 |
| | 10 | | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|---|
| | 13 | 1311 | Subventions d'équipement transférables - État | | 0,00 |
| | | 1312 | Subventions d'équipement transférables - Collectivités et établissements publics | | 0,00 |
| | | 13181 | Subventions d'équipement transférables - Versements libératoires ouvrant droit à l'exonération de la taxe d'apprentissage | | 0,00 |
| | | 13188 | Subventions d'équipement transférables - Autres subventions | | 0,00 |
| | | 1392 | Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat - Collectivités et établissements publics (O) | | 0,00 |
| | | 13988 | Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat - Autres subventions | | 0,00 |
| | 13 | | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|---|
| | 14 | 142 | Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations | | 0,00 |
| | 14 | | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|
| | 15 | 1518 | Provisions pour risques - Autres provisions pour risques | 0,00 |
| | | 1518 HB | Provisions pour risques et charges | 0,00 |
| | 15 | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|
| | 16 | 1641 | Emprunts auprès des établissements de crédit - Emprunts en euros | 0,00 |
| | | 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 0,00 |
| | | 1678 | Autres emprunts et dettes assortis de conditions particulières | 0,00 |
| | | 1681 | Autres emprunts et dettes assimilées - Autres emprunts | 0,00 |
| | | 1688 | Autres emprunts et dettes assimilées - Intérêts courus | 0,00 |
| | 16 | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|
| | 18 | 181 | Compte de liaison : affectation à... | 0,00 |
| | 18 | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|
| | 20 | 2031 | Frais d'études, de recherche et de développement et d'insertion - Frais d'études | 0,00 |
| | 20 | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|
| | 21 | 2135 | Constructions sur sol propre - Installations générales ; agencements; aménagements des constructions | 0,00 |
| | 21 | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|
| | 22 | 229 | Droits de l'affectant | 0,00 |
| | 22 | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|
| | 23 | 2313 | Immobilisations corporelles en cours - Constructions sur sol propre | 0,00 |
| | | 238 | Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles | 0,00 |
| | 23 | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|
| | 27 | 275 | Dépôts et cautionnements versés | 0,00 |
| | 27 | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|---|
| | 28 | 28011 | Amortissements des immobilisations incorporelles - Frais de constitution (O) | | 0,00 |
| | | 28013 | Amortissements des immobilisations incorporelles - Frais d'évaluation | | 0,00 |
| | | 28013 HB | Amortissements des frais d'établissements | | 0,00 |
| | | 28031 | Amortissements des immobilisations incorporelles - Frais d'études | | 0,00 |
| | | 2805 | Amortissements des immobilisations incorporelles - Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires (O) | | 0,00 |
| | | 2805 HB | Amortis. immob. incorporelles - Concessions et droits similaires, brevets | | 0,00 |
| | | 28131 | Amortissements des immobilisations corporelles - Bâtiments (O) | | 0,00 |
| | | 28131 HB | Amortis. immobilisations corporelles - Bâtiment | | 0,00 |
| | | 28135 | Amortissements des immobilisations corporelles - Installations générales, agencements, aménagements des constructions (O) | | 0,00 |
| | | 28135 HB | Amortis. immobilisations corporelles - IGGAAC | | 0,00 |
| | | 28151 | Amortissements des immobilisations corporelles - Installations complexes spécialisées (O) | | 0,00 |
| | | 28151 HB | Amortis. immobilisations corporelles - Installations complexes spécialisées | | 0,00 |
| | | 28153 | Amortissements des immobilisations corporelles - Installations à caractère spécifique (O) | | 0,00 |
| | | 28153 HB | Amortis. immobilisations corporelles - Installations à caractère spécifique | | 0,00 |
| | | 28154 | Amortissements des immobilisations corporelles - Matériel et outillage (O) | | 0,00 |
| | | 28154 HB | Amortis. immobilisations corporelles - Matériels et outillages | | 0,00 |
| | | 28181 | Amortissements des immobilisations corporelles - Installations générales ; agencements, aménagements divers (O) | | 0,00 |
| | | 28181 HB | Amortis. immobilisations corporelles - Installations Gén. agencement et aménagement divers | | 0,00 |
| | | 28182 | Amortissements des immobilisations corporelles - Matériel de transport (O) | | 0,00 |
| | | 28182 HB | Amortis. immobilisations corporelles - Matériel de transport | | 0,00 |
| | | 28183 | Amortissements des immobilisations corporelles - Matériel de bureau et matériel informatique (O) | | 0,00 |
| | | 28183 HB | Amortis. immobilisations corporelles - Matériel de bureau et informatique | | 0,00 |
| | | 28184 | Amortissements des immobilisations corporelles - Mobilier (O) | | 0,00 |
| | | 28184 HB | Amortis. immobilisations corporelles - Mobilier | | 0,00 |
| | | 28188 | Amortissements des immobilisations corporelles - Autres immobilisations corporelles (O) | | 0,00 |
| | | 28188 HB | Amortis. immobilisations corporelles - Autres immobilisations corporelles | | 0,00 |
| | 28 | | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|---|
| | 49 | 496 | Dépréciation des comptes de débiteurs divers | | 0,00 |
| | 49 | | | Somme : | 0,00 |
| Recette | | | | Somme : | 0,00 |
| | | | | Somme : | 0,00 |

**DECISION MODIFICATIVE N°4/2023 - CCAS - BUDGET ANNEXE**

**Fonctionnement**

| Groupe Fonctionnel | Code article | Libellé article | | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|
| GROUPE I DEPENSES - Dépenses afférentes à l'exploitation | 60611 | Achats non stockés de matières et fournitures - Eau et assainissement | | 0,00 |
| | 60612 | Achats non stockés de matières et fournitures - Énergie, électricité | | 10 000,00 |
| | 60613 | Achats non stockés de matières et fournitures - Chauffage | | 0,00 |
| | 60621 | Achats non stockés de matières et fournitures - Combustibles et carburants | | 0,00 |
| | 60622 | Achats non stockés de matières et fournitures - Produits d'entretien | | 0,00 |
| | 60624 | Achats non stockés de matières et fournitures - Fournitures administratives | | 0,00 |
| | 60625 | Achats non stockés de matières et fournitures - Fournitures scolaires, éducatives et de loisirs | | 0,00 |
| | 606261 | Achats non stockés de matières et fournitures - Protections, produits absorbants | | 0,00 |
| | 606268 | Achats non stockés de matières et fournitures - Autres fournitures hôtelières | | 0,00 |
| | 60628 | Achats non stockés de matières et fournitures - Autres fournitures non stockées | | 0,00 |
| | 6063 | Achats non stockés de matières et fournitures - Alimentation | | 215 000,00 |
| | 6066 | Achats non stockés de matières et fournitures - Fournitures médicales | | 0,00 |
| | 6068 | Achats non stockés de matières et fournitures - Autres achats non stockés de matières et fournitures | | 0,00 |
| | 61118 | Autres - Prestations à caractère médical | | 0,00 |
| | 61128 | Autres prestations à caractère médico-social | | 0,00 |
| | 62428 | Transports d'usagers - Autres transports d'usagers | | 0,00 |
| | 6251 | Déplacements, missions et réceptions - Voyages et déplacements | | 0,00 |
| | 6257 | Déplacements, missions et réceptions - Réceptions | | 0,00 |
| | 6261 | Frais d'affranchissements | | 0,00 |
| | 6262 | Frais de télécommunication | | 0,00 |
| | 6281 | Divers - Prestations de blanchissage à l'extérieur | | 0,00 |
| | 6282 | Divers - Prestations d'alimentation à l'extérieur | | 0,00 |
| | 6283 | Divers - Prestation de nettoyage à l'extérieur | | 0,00 |
| | 6287 | Divers - Remboursement de frais | | 0,00 |
| | 6288 | Divers - Autres | | 0,00 |
| | | | Somme : | 225 000,00 |
| | | | Somme : | 225 000,00 |

| Groupe Fonctionnel | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|
| | 62111 | Personnel extérieur à l'établissement - Personnel administratif et hôtelier | 0,00 |
| | 62113 | Personnel extérieur à l'établissement - Personnel médical et paramédical | 0,00 |
| | 6215 | Personnel extérieur à l'établissement - Personnel affecté à l'établissement | 0,00 |
| | 6218 | Personnel extérieur à l'établissement - Autres personnels extérieurs | 0,00 |
| | 622312 | Autres médecins | 0,00 |
| | 6225 | Rémunérations d'intermédiaires et honoraires - Indemnités au comptable et aux régisseurs | 0,00 |
| | 6226 | Rémunérations d'intermédiaires et honoraires - Honoraires | 0,00 |
| | 6227 | Rémunérations d'intermédiaires et honoraires - Frais d'actes et de contentieux | 0,00 |
| | 6311 | Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts) - Taxe sur les salaires | 0,00 |
| | 6331 | Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes) - Versement de transport | 0,00 |
| | 6333 | Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes) - Participation des employeurs à la formation professionnelle continue | 0,00 |
| | 6336 | Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes) - Cotisation au fonds pour l'emploi hospitalier | 0,00 |
| | 64111 | Rémunérations du personnel non médical - Rémunération principale | 2 205 000,00 |
| | 64112 | Rémunérations du personnel non médical - NBI, supplément familial de traitement et indemnité de résidence | 0,00 |
| | 64113 | Rémunérations du personnel non médical - Prime de service | 0,00 |
| | 64114 | Rémunération du personnel non médical - Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) | 0,00 |
| | 64115 | Rémunération du personnel non médical - Supplément Familial de Traitement | 0,00 |
| | 64116 | Rémunérations du personnel non médical - Indemnités de préavis et de licenciement | 0,00 |
| | 641181 | Rémunérations du personnel non médical - Gratifications des stagiaires | 0,00 |
| | 641182 | Rémunération du personnel non médical - Complément de Traitement Indiciaire (CTI) | 0,00 |
| | 641183 | Rémunération du personnel non médical - Prime Grand Age | 0,00 |
| | 641184 | Rémunérations du personnel non médical - Indemnité inflation | 0,00 |
| | 641185 | Rémunération du personnel non médical - Majoration horaire pour travail de nuit | 0,00 |
| | 641186 | Rémunération du personnel non médical - Indemnités forfaitaires pour travail dimanche et jours fériés | 0,00 |
| | 641188 | Rémunérations du personnel non médical - Autres | 0,00 |
| | 6412 | Rémunération du personnel non médical - Congés payés des agents recrutés sous contrat de droit privé | 0,00 |
| | 64131 | Rémunérations du personnel non médical - Rémunération principale | 0,00 |
| | 64136 | Rémunérations du personnel non médical - Indemnités de préavis et de licenciement | 0,00 |
| | 641382 | Rémunération du personnel non médical - Complément de Traitement Indiciaire (CTI) | 0,00 |
| | 641383 | Rémunération du personnel non médical - Prime Grand Age | 0,00 |
| | 641384 | Indemnités inflation | 0,00 |
| GROUPE II DEPENSES - Dépenses afférentes au personnel | 641385 | Rémunération du personnel non médical - Majoration horaire pour travail de nuit | 0,00 |
| | 641386 | Rémunération du personnel non médical - Indemnités forfaitaires pour travail dimanche et jours fériés | 0,00 |
| | 641388 | Autres | 0,00 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 64151 | Rémunérations du personnel non médical - Rémunération principale | | 0,00 |
| 64156 | Rémunérations du personnel non médical - Indemnités de préavis et de licenciement | | 0,00 |
| 641582 | Rémunération du personnel non médical - Complément de Traitement Indiciaire (CTI) | | 0,00 |
| 641583 | Rémunération du personnel non médical - Prime Grand Age | | 0,00 |
| 641584 | Indemnité inflation | | 0,00 |
| 641585 | Rémunération du personnel non médical - Majoration horaire pour travail de nuit | | 0,00 |
| 641586 | Rémunération du personnel non médical - Indemnités forfaitaires pour travail dimanche et jours fériés | | 0,00 |
| 641588 | Autres | | 0,00 |
| 6416 | Rémunérations du personnel non médical - Emplois d'insertion | | 0,00 |
| 6417 | Rémunérations du personnel non médical - Apprentis | | 0,00 |
| 64174 | Indemnité inflation (apprentis) | | 0,00 |
| 64178 | Autres (apprentis) | | 0,00 |
| 6421 | Rémunération du personnel médical - Praticiens | | 0,00 |
| 6422 | Rémunération du personnel médical - Congés payés des agents recrutés sous contrat de droit privé | | 0,00 |
| 6428 | Rémunération du personnel médical - Autres | | 0,00 |
| 64511 | Charges de sécurité sociale et de prévoyance - Cotisations à l'U.R.S.S.A.F | | 0,00 |
| 64513 | Charges de sécurité sociale et de prévoyance - Cotisations aux caisses de retraite | | 0,00 |
| 64514 | Charges de sécurité sociale et de prévoyance - Cotisations à l'A.S.S.E.D.I.C. | | 0,00 |
| 64515 | Charges de sécurité sociale et de prévoyance - Cotisations à la C.N.R.A.C.L. | | 0,00 |
| 64518 | Charges de sécurité sociale et de prévoyance - Cotisations aux autres organismes sociaux | | 0,00 |
| 64521 | Charges de sécurité sociale et de prévoyance - Cotisations à l'U.R.S.S.A.F. | | 0,00 |
| 64523 | Charges de sécurité sociale et de prévoyance - Cotisations aux caisses de retraite | | 0,00 |
| 64524 | Charges de sécurité sociale et de prévoyance - Cotisations à l'A.S.S.E.D.I.C. | | 0,00 |
| 64525 | Charges de sécurité sociale et de prévoyance - Cotisations à la C.N.R.A.C.L. | | 0,00 |
| 6468 | Personnes handicapées - Autres | | 0,00 |
| 6471 | Autres charges sociales - Prestations versées pour le compte du F.N.A.L. | | 0,00 |
| 6472 | Autres charges sociales - Fonds de solidarité | | 0,00 |
| 64784 | Autres charges sociales - OEuvres sociales | | 0,00 |
| 64788 | Autres charges sociales - Autres | | 0,00 |
| 6488 | Autres charges de personnel - Autres charges diverses de personnel | | 0,00 |
| | | Somme : | 2 205 000,00 |

| Groupe Fonctionnel | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|
| | 6132 | Locations - Locations immobilières | 0,00 |
| | 61358 | Autres locations mobilières | 0,00 |
| | 614 | Charges locatives et de copropriété | 0,00 |
| | 61521 | Bâtiments publics | 0,00 |
| | 61558 | Entretien et réparations - Autres matériels et outillages | 76 000,00 |
| | 61561 | Entretien et réparations - Informatique | 0,00 |
| | 6161 | Primes d'assurances - Multirisques | 0,00 |
| | 6162 | Primes d'assurances - Assurance dommage construction | 0,00 |
| | 6163 | Primes d'assurances - Assurance transport | 0,00 |
| | 6165 | Primes d'assurances - Responsabilité civile | 0,00 |
| | 61681 | Prime d'assurance maladie, maternité et accident de travail | 54 800,00 |
| | 6182 | Divers - Documentation générale et technique | 0,00 |
| | 6188 | Divers - Autres frais divers | 0,00 |
| | 623 | Publicité, publications, relations publiques | 0,00 |
| | 627 | Services bancaires et assimilés | 0,00 |
| | 63512 | Autres impôts, taxes et versements assimilés (administration des impôts) - Taxes foncières | 0,00 |
| | 63513 | Autres impôts, taxes et versements assimilés (administration des impôts) - Autres impôts locaux | 0,00 |
| | 6358 | Autres impôts, taxes et versements assimilés (administration des impôts) - Autres droits | 0,00 |
| GROUPE III DEPENSES - Dépenses afférentes à la structure | 637 | Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes) | 0,00 |
| | 6541 | Créances admises en non valeur | 0,00 |
| | 6542 | Créances éteintes | 0,00 |
| | 6578 | Subventions - Autres subventions | 0,00 |
| | 6581 | Charges diverses de gestion courante - Frais de culte et d'inhumation | 0,00 |
| | 6586 | Charges diverses de gestion courante - Fonds de solidarité | 0,00 |
| | 6588 | Charges diverses de gestion courante - Autres | 0,00 |
| | 6611 | Charges d'intérêts - Intérêts des emprunts et dettes | 0,00 |
| | 6711 | Charges exceptionnelles sur opérations de gestion - Intérêts moratoires et pénalités sur marchés | 0,00 |
| | 6718 | Charges exceptionnelles sur opérations de gestion - Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 0,00 |
| | 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | 225 500,00 |
| | 678 | Autres charges exceptionnelles | 0,00 |
| | 68111 | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions : charges d'exploitation - Immobilisations incorporelles | 0,00 |
| | 68111 M | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions : charges d'exploitation - Immobilisations incorporelles (M) | 0,00 |
| | 68112 | Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions :charg d'exploitation-immobilisations corporelles (O) | 0,00 |
| | 68112 M | Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions : charges d'exploitation - immobilisations corporelles (M) | 0,00 |
| | 6815 | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions : charges d'exploitation - Dotations aux provisions d'exploitation | 0,00 |
| | 6815 M | Dotation aux amortissements, aux dépréciations et provisions | 0,00 |
| | 68742 | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions : charges exceptionnelles - Dotations aux provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations | 0,00 |
| | 68742M | Dotations aux provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations | 0,00 |
| | | Somme : | 356 300,00 |

| Groupe Fonctionnel | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|
| | 002 | Résultat de fonctionnement reporté | 0,00 |
| | | Somme : | 0,00 |
| | | Somme : | 2 786 300,00 |

**DECISION MODIFICATIVE** **N°4/2023 - CCAS - BUDGET ANNEXE**

## Fonctionnement

### Recette

| Groupe Fonctionnel | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|
| | 002 | Résultat de fonctionnement reporté | 0,00 |
| | | | 0,00 |
| | | Somme : | 0,00 |

| Groupe Fonctionnel | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|
| GROUPE I RECETTES - Produits de la tarification | 7316 | Produits des tarifications relevant de l'article L. 312-1 du CASF - Dotation globale des établissements relevant de l'art L.312-1 du CASF | 0,00 |
| | 73171 | Tarif Hébergement (EHPAD) - Département | 0,00 |
| | 73172 | Tarif hébergement (EHPAD) - Hébergé | 0,00 |
| | 73212 | CHRS (Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale) | 0,00 |
| | 73313 | Prix de journée | 0,00 |
| | 73318 | Autres modes de tarification | 0,00 |
| | 7341 | Tarif dépendance couvert par l'APA - 2012 | 0,00 |
| | 73418 | Autres établissements et services sociaux et médico-sociaux | 0,00 |
| | 7342 | Participation du résident au tarif dépendance | 0,00 |
| | 735111 | Hébergement permanent des résidents affiliés à un régime obligatoire de la sécurité sociale | 0,00 |
| | 7351121 | Accueil temporaire avec hébergement | 0,00 |
| | 7351123 | Pôle d'activités et de soins adaptés - PASA | 0,00 |
| | 7351128 | CNR-COVID-19 | 0,00 |
| | 735211 | Part afférente à l'hébergement | 0,00 |
| | 7352121 | Hébergement permanent des résidents | 0,00 |
| | 73522111 | Part afférente à l'hébergement | 156 000,00 |
| | 73522112 | Part afférente à la dépendance | 0,00 |
| | 7352281 | Part afférente à l'hébergement-charge département | 69 500,00 |
| | 7352282 | Hébergement permanent des résidents | 0,00 |
| | 735311 | Tarifs journaliers au socle de prestations | 2 327 700,00 |
| | 73532 | Part afférente à la dépendance | 0,00 |
| | 7353511 | Part afférente à l'hébergement | 233 100,00 |
| | 7353512 | Part afférente à la dépendance | 0,00 |
| | 73581 | Produits à la charge de la CAF (caisse d'allocations familiales) | 0,00 |
| | 73588 | Autres | 0,00 |
| | 7361 | Dotation globale de financement soins hors forfait journalier relatif aux frais de transport en accueil de jour (EHPAD) | 0,00 |
| | 7381 | Produits à la charge de la CAF | 0,00 |
| | 7388 | Produits à la charge d'autres financeurs - Autres | 0,00 |
| | | | Somme : |
| | | Somme : | 2 786 300,00 |

| Groupe Fonctionnel | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|
| GROUPE II RECETTES - Autres produits relatifs à l'exploitation | 6419 | Rémunérations du personnel non médical - Remboursements sur rémunérations du personnel non médical | 0,00 |
| | 6429 | Rémunération du personnel médical - Remboursements sur rémunérations du personnel médical | 0,00 |
| | 6459 | Charges de sécurité sociale et de prévoyance - Remboursements sur charges de sécurité sociale et de prévoyance | 0,00 |
| | 706 | Prestations de services | 0,00 |
| | 7081 | Produits des services exploités dans l'intérêt du personnel | 0,00 |
| | 7085 | Prestations délivrées aux usagers, accompagnants et autres tiers | 0,00 |
| | 7088 | Produits des activités annexes - Autres produits d'activités annexes | 0,00 |
| | 744 | FCTVA | 0,00 |
| | 7481 | Autres subventions et participations - Fonds pour l'emploi hospitalier | 0,00 |
| | 7488 | Autres subventions et participations - Autres | 0,00 |
| | 7548 | Remboursements de frais - Autres remboursements de frais | 0,00 |
| | 7588 | Produits divers de gestion courante - Autres produits divers de gestion courante | 0,00 |
| | | Somme : | 0,00 |

| Groupe Fonctionnel | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|
| GROUPE III RECETTES - Produits financiers et produits non encaissables | 7718 | Produits exceptionnels sur opérations de gestion - Autres | 0,00 |
| | 773 | Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale | 0,00 |
| | 775 | Produits des cessions d'éléments d'actif | 0,00 |
| | 777 | Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice (O) | 0,00 |
| | 777 M | Quote part des subventions d'investissements virées au résultat d'exercice (M) | 0,00 |
| | 778 | Autres produits exceptionnels | 0,00 |
| | 7811 | Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits d'exploitation) - Reprises sur amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles | 0,00 |
| | 7815 | Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits d'exploitation) - Reprises sur provisions d'exploitation | 0,00 |
| | 7815 M | Reprise sur amortissements, dépréciations et provisions - Mixte | 0,00 |
| | 7817 | Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits d'exploitation) - Reprises sur dépréciations des actifs circulants | 0,00 |
| | 78742 | Reprises sur dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits exceptionnels) - Reprises sur provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations | 0,00 |
| | 78742 MIX | Reprise sur dépréciation et provisions | 0,00 |
| | | Somme : | 0,00 |
| | | Somme : | 2 786 300,00 |

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet **: Modification des résultats d'exploitation 2021 - Centre de Jour d'Asnières**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 030**

**DEL-23-0186**

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 22-0069 en date du 22/04/2022, le Conseil d'Administration du CCAS proposait l'affectation des résultats 2021 pour le Centre de Jour d'Asnières en ces termes :

- Le déficit consolidé de l'hébergement qui s'élève à 20 034.99 euros est mis en attente d'affectation (compte 119).
- L'excédent consolidé de la dépendance qui s'élève à 1 108.37 euros est mis en attente d'affectation (compte 119).
- L'excédent consolidé du soin qui s'élève à 60 376.68 euros est mis en attente d'affectation (compte 119).

Or, il convient de modifier les résultats 2021 de la manière suivante :

- Le déficit consolidé de l'hébergement qui s'élève à 20 034.99 euros est mis en attente d'affectation (compte 119).
- L'excédent consolidé de la dépendance qui s'élève à 1 108.37 euros est mis en attente d'affectation (compte 119).
- L'excédent consolidé du soin qui s'élève à 60 376.68 euros est affecté :
    - Pour 40 000.00 euros au financement des mesures d'exploitation.
    - Pour 20 376.68 euros à la réduction des charges d'exploitation en réduction de la dotation 2023.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 030**

**Modification des résultats d'exploitation 2021 - Centre de Jour d'Asnières**

Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE UNIQUE** : Sont approuvées, pour le Centre de Jour d'Asnières, les modifications des résultats 2021 suivantes :

- Le déficit consolidé de l'hébergement qui s'élève à 20 034.99 euros est mis en attente d'affectation (compte 119).
- L'excédent consolidé de la dépendance qui s'élève à 1 108.37 euros est mis en attente d'affectation (compte 119).
- L'excédent consolidé du soin qui s'élève à 60 376.68 euros est affecté, pour 40 000.00 euros au financement des mesures d'exploitation et pour 20 376.68 euros à la réduction des charges d'exploitation en réduction de la dotation 2023.

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 030 - Modification des résultats d'exploitation 2021 - Centre de Jour d'Asnières - *DEL-23-0186*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 05/10/2023
Affiché le : 09/10/2023

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet : **Désignation des membres de la Commission d'Administration Paritaire Locale (CAPL) unique compétente pour le personnel hospitalier du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Toulouse**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 039**

**DEL-23-0193**

Mesdames, Messieurs,

Au regard des dernières élections professionnelles en date du 8 décembre 2022, il convient de procéder à la désignation des représentants de l'administration, qui siègeront à la commission administrative paritaire locale (CAPL) unique, compétente pour les personnels des services de soins, des services médico-techniques, des services sociaux et des services administratifs relevant des catégories A, B et C de la fonction publique hospitalière.

Ainsi, la CAPL unique du CCAS de Toulouse se compose de quatre commissions :

- CAPL n°2 **:** corps de catégorie A : personnels des services de soins, des services médico-techniques et des services sociaux
- CAPL n°5 **:** corps de catégorie B : personnels des services de soins, des services médico-techniques et des services sociaux
- CAPL n°8 **:** corps de catégorie C : personnels des services de soins, des services médico-techniques et des services sociaux
- CAPL n°9 : corps de catégorie C : personnels administratifs

Les CAPL n°2 et n°8 sont chacune constituées de deux représentants titulaires et de deux représentants suppléants.
Les CAPL n°5 et n°9 sont chacune constituées d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant.

Les représentants de l'administration qui siégeront à cette commission sont désignés conformément au décret n°2003-655 du 18 juillet 2003 modifié relatif aux commissions administratives paritaires locales et départementales de la fonction publique hospitalière.
Pour la moitié des sièges à pourvoir ces représentants sont désignés parmi les membres de l'assemblée délibérante et pour le reste des sièges parmi les agents de catégories A du CCAS de Toulouse relevant des établissements mentionnés à l'article 2 du Titre IV du statut général des fonctionnaires.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 039**

**Désignation des membres de la Commission d'Administration Paritaire Locale (CAPL) unique compétente pour le personnel hospitalier du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Toulouse**

**Vu** le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,
**Vu** le code de l'action sociale et des familles,
**Vu** la loi n°86-33 du 09 janvier 1986,
**Vu** le décret n°2003-655 du 18 juillet 2003

**Considérant** qu'il est demandé au conseil d'administration de procéder à la désignation des représentants de l'administration à la CAPL unique du CCAS de Toulouse pour la fonction publique hospitalière,

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE UNIQUE** : Les représentants de l'administration à la commission administrative paritaire locale (CAPL) unique compétente à l'égard des personnes hospitaliers du CCAS de Toulouse dont ceux des établissements sociaux et médico-sociaux du CCAS de Toulouse mentionnés à l'article 2 de la loi n°86-33 du 09 janvier 1986 sont les suivants :

- **CAPL n°2 : corps de catégorie A :** personnels des services de soins, des services médico-techniques et des services sociaux

| **TITULAIRES** | **SUPPLEANTS** |
|---|---|
| 1. Madame Aminna ABDOULLAH | 1. Madame Marine LEFEVRE |
| 2. Monsieur Samuel NICOLAS | 2. Madame Catherine MATTIUZZO-DAURIAC |

- **CAPL n°5: corps de catégorie B :** personnels des services de soins, des services médico-techniques et des services sociaux

| **TITULAIRES** | **SUPPLEANTS** |
|---|---|
| 1. Madame Aminna ABDOULLAH | 1. Madame Marine LEFEVRE |

- **CAPL n°8 : corps de catégorie C :** personnels des services de soins, des services médico-techniques et des services sociaux

| **TITULAIRES** | **SUPPLEANTS** |
|---|---|
| 1. Madame Aminna ABDOULLAH | 1. Madame Marine LEFEVRE |
| 2. Monsieur Samuel NICOLAS | 2. Madame Catherine MATTIUZZO-DAURIAC |

- **CAPL n°9 : corps de catégorie C : personnels administratifs**

| **TITULAIRES** | **SUPPLEANTS** |
|---|---|
| 1. Madame Aminna ABDOULLAH | 1. Madame Marine LEFEVRE |

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 039 - Désignation des membres de la Commission d'Administration Paritaire Locale (CAPL) unique compétente pour le personnel hospitalier du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Toulouse - *DEL-23-0193*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 26/09/2023
Affiché le : 02/10/2023

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet **: Décision modificative n°4 - Budget Annexe ESMS - Exercice 2023**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 020**

**DEL-23-0190**

Mesdames, Messieurs,

La Décision Modificative N°4-2023 du budget annexe ESMS du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse est constituée par l'inscription de crédits à la section de fonctionnement :

**1. La section de fonctionnement comprend :**

**1.1 Des inscriptions budgétaires en dépenses et en recettes afin de financer les dépenses de personnel de la fin de l'année 2023 des établissements du budget annexe ESMS :**

- Des crédits nouveaux en dépenses d'un montant de 2 205 000.00 € sur le compte 64111– Rémunération principale.
- Des crédits nouveaux en recettes sur les comptes de tarification pour un montant de 2 205 000,00 €.

**1.2 Des inscriptions budgétaires en dépenses et en recettes afin de procéder à des régularisations comptables sur exercices antérieurs pour des dossiers de facturation concernant les établissements du budget annexe ESMS :**

- Des crédits nouveaux en dépenses d'un montant de 225 500.00 € sur le compte 673 – Titres annulés.
- Des crédits nouveaux en recettes d'un montant de 225 500.00 € sur les comptes de la tarification.

**1.3 Des inscriptions budgétaires en dépenses et en recettes afin de procéder au financement des dépenses de fin d'année 2023 des établissements du budget annexe ESMS :**

- Des crédits nouveaux en dépenses sur le compte 60612 – Energie, électricité - d'un montant de 10 000,00 euros.
- Des crédits nouveaux en dépenses sur le compte 6063 - Alimentation - d'un montant de 215 000,00 euros.
- Des crédits nouveaux en dépenses sur le compte 61558 – Entretien et réparations sur autres matériels et outillages - d'un montant de 76 000,00 euros.
- Des crédits nouveaux en dépenses sur le compte 61681 – Primes d'assurance d'un montant de 54 800,00 euros.

- Des crédits nouveaux en recettes sur les comptes de la tarification d'un montant de 355 800,00 €.

**1.4 La révision de crédits budgétaires entre groupes fonctionnels :**

- La révision de la répartition des crédits budgétaires qui apparaissent parfois insuffisants sur certains comptes. Ces virements de crédits tiennent compte des besoins en demeu rant dans les limites du budget annuel autorisé.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 020**

**Décision modificative n°4 - Budget Annexe ESMS - Exercice 2023**

Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Après avoir entendu le rapport, relatif à la décision modificative n°4 ainsi que les explications en réponse aux questions qui lui sont posées d'une part, et considérant d'autre part que les sommes prévues tant en recettes qu'en dépenses sont justifiées pour la bonne marche du budget annexe ESMS du Centre Communal d'Action Sociale,

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE 1 :** Sont approuvées les inscriptions budgétaires en dépenses et en recettes afin de financer les dépenses de personnel de fin d'année 2023 des établissements du budget annexe ESMS:

- Des crédits nouveaux en dépenses d'un montant de 2 205 000,00 € sur le compte 64111– Rémunération principale.
- Des crédits nouveaux en recettes sur les comptes de tarification pour un montant de 2 205 000,00 €.

**ARTICLE 2** : Sont approuvées des inscriptions budgétaires en dépenses et en recettes afin de procéder à des régularisations comptables sur exercices antérieurs pour des dossiers de facturation concernant les établissements du budget annexe ESMS :

- Des crédits nouveaux en dépenses d'un montant de 225 500.00 € sur le compte 673 –Titres annulés.
- Des crédits nouveaux en recettes d'un montant de 225 500.00 € sur les comptes de la tarifi cation.

**ARTICLE 3** : Sont approuvées des inscriptions budgétaires en dépenses et en recettes afin de procéder au financement des dépenses de fin d'année 2023 des établissements du budget annexe ESMS :

- Des crédits nouveaux en dépenses sur le compte 60612 – Energie, électricité - d'un montant de 10 000,00 euros.
- Des crédits nouveaux en dépenses sur le compte 6063 - Alimentation - d'un montant de 215 000,00 euros.
- Des crédits nouveaux en dépenses sur le compte 61558 – Entretien et réparations sur autres matériels et outillages - d'un montant de 76 000,00 euros.
- Des crédits nouveaux en dépenses sur le compte 61681 – Primes d'assurance d'un montant de 54 800,00 euros.
- Des crédits nouveaux en recettes sur les comptes de la tarification d'un montant de 355 800,00 €.

**ARTICLE 4** : Sont approuvés pour les sections d'investissement et de fonctionnement les virements de crédits entre chapitres comptables.

**ARTICLE 5**: La décision modificative N° 4 de l'exercice 2023 est arrêtée aux totaux ci-après conformément à l'état suivant, détaillé par comptes pour la section d'investissement et de fonctionnement.

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 020 - Décision modificative n°4 - Budget Annexe ESMS - Exercice 2023 - *DEL-23-0190*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 05/10/2023
Affiché le : 09/10/2023

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46897H1-DE

**CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE AIDE POUR LES TRAVAUX D'HUMANISATION DES STRUCTURES D'HEBERGEMENT**

Vu la loi n°2009-323 du 25 mars 2009de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion

Vu le code de la construction et l'habitation et notamment les articles L321-1 et R321-1 à R321-21,

Vu le décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique,

Vu la circulaire du 5 mars 2009 pour la relance relative à l'hébergement,

Vu la délibération du conseil d'administration de l'Anah n°2009-09 du 17 février 2009,

Vu l'instruction 2009-03 du 30 mars 2009 relative aux modalités d'instruction des dossiers d'humanisation des centres d'hébergement mis à jour par la délibération du 15 juin 2022

La présente convention est établie entre :

**Centre Communal d'Action Social de la Ville de Toulouse 2 bis rue de BELFORT à Toulouse gérant du CHRS ANTIPOUL 9 rue d'Antipoul à Toulouse** représenté par Monsieur le Président du CCAS , et dénommé ci-après **« *le maître d'ouvrage* »**

Et

**L'Agence Nationale de l'Habitat** , établissement public administratif sis, 8 avenue de l'opéra représentée par **Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne**, délégué local agissant par délégation dans le cadre des articles R.321-1 et suivants du CCH, et dénommée ci-après **«l' Anah »**

Il a été convenu ce qui suit

**Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention vaut décision attributive de subvention pour le financement de la phase 1 de travaux de rénovation du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale «ANTIPOUL » 9 Rue du d'Antipoul à Toulouse. Elle a pour objet de définir la nature des travaux subventionnés, la durée prévue pour leur réalisation, le montant prévisionnel de la subvention ainsi que les modalités de versement ou, le cas échéant de remboursement, de la subvention. Elle comporte également les engagements pris par le bénéficiaire en contrepartie de l'aide accordée.

Le projet social relatif notamment au public cible, au cadre bâti, aux modalités d'accueil et de gestion, à la durée de séjour, à la situation et à l'accompagnement social des personnes accueillies, est annexé à la présente convention.

**Article 2 : MONTANT**

Une aide d'un montant maximum de cent vingt deux mille quatre cent quarante huit euros **( 122 448 €)** est attribuée au **CCAS de la ville de Toulouse** pour le financement des travaux définis à l'article 3, ci après, sous réserve du respect des dispositions contenues dans la présente convention.

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46897H1-DE

## Article 3 : DESCRIPTIF DES TRAVAUX ENVISAGES

L'aide est accordée pour le financement de travaux de mise aux normes sécurité incendie et de la mise en place d'un protocole «  punaises de lit ».

Le montant des travaux est de 244 896 € soit 1441 €/place.
La durée prévisionnelle des travaux est de 12 mois environ. Ils devraient débuter courant sptembre 2023.

## Article 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

**4.1** Coût de l'opération : le montant toutes taxes comprises (TTC) prévisible de l'ensemble de la dépense subventionnable est de **244 896 € TTC**.

**4.2** Le montant de subvention accordé, visé à l'article 2, résulte d'un taux de  50% appliqué au montant prévisible de la dépense subventionnable plafonné à 244 896€.

Ce montant est un maximum prévisionnel. Il tient compte du plan de financement prévisionnel et est calculé à partir des devis ou estimatifs fournis par le maître d'ouvrage à l'appui de sa demande de subvention. Le montant définitif sera établi par application du taux de l'aide à la dépense réelle TTC et ne pourra être supérieur au montant fixé à l'article 2.

En tout état de cause, le montant de la subvention versée par l'agence ne pourra avoir pour effet de porter le montant des aides publiques à plus de 100% du coût global TTC de l'opération.

## Article 5 : COMMENCEMENT D'EXECUTION ET DUREE DE L'OPERATION

La présente convention prend effet à la date de sa signature.

Le maître d'ouvrage bénéficiaire de l'aide dispose d'un délai de 6 mois à compter de la prise d'effet de la présente convention pour commencer l'opération. Le défaut de commencement de l'opération, dans le délai précité entraîne l'annulation du bénéfice de la subvention, sauf s'il y a eu autorisation de report prononcé par l'Anah, sur demande justifiée du bénéficiaire avant expiration de ce délai, et dans la limite fixée à l'article  11 du décret n°99-1060 du 16 décembre 1999.
L'opération devra être terminée dans un délai de **3 ans** à compter du début de la réalisation. Le défaut d'achèvement de l'opération, dans le délai précité entraîne l'annulation du bénéfice de la subvention, sauf s'il y a eu autorisation de report prononcé par l'Anah, sur demande justifiée du bénéficiaire avant expiration de ce délai, et dans la limite fixée à l'article 12 du décret n°99-1060 du 16 décembre 1999.

## Article 6 : CONDITIONS DE REALISATION DES TRAVAUX

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises professionnelles du bâtiment inscrites au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou légalement installées dans un pays membres de l'Union européenne, ou par des entreprises d 'insertion ayant conclu une convention avec l'Etat, ou par des centres d'aides par le travail ayant passé une convention avec le représentant du département. Les entreprises ou artisans doivent être soumis aux règles générales de garantie légale. L'intervention des entreprises doit comprendre la fourniture et la mise en oeuvre des matériaux.

Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à faire appel à un maître d'oeuvre.

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46897H1-DE

**Article 7 : ENGAGEMENTS DU BÉNÉFICIAIRE**

Le maître d'ouvrage s'engage à réaliser la phase 1 (mise aux normes SSI, protocole punaises de lit) permettant le respect du cahier des charges imposé par la circulaire du 5 mars 2009 relative au plan de relance.

Le maître d'ouvrage s'engage à destiner les bâtiments bénéficiant de la subvention à une fonction d'hébergement pendant une durée de 7 ans.
Cette durée débute à la réception par le délégué local de l'Anah de l'ensemble des pièces nécessaires au paiement du solde de la subvention.

En cas de sollicitation d'une avance sur subvention, le maître d'ouvrage s'engage à ce que le commencement des travaux ait lieu moins de six mois après la notification de la subvention.

**Article 8 : MODALITE DE PAIEMENT**

**8.1** Le paiement de l'aide est effectué sur justification de la réalisation de l'opération

**8.2** L'ordonnateur de la dépense est le Directeur général de l'Anah.

**8.3** Le comptable assignataire est l'Agent comptable de l'Anah.

**8.4** Calendrier des paiements :

Une avance peut être versée au commencement d'exécution de l'opération. Elle ne pourra excéder 70% du montant prévisionnel de la subvention. Une demande expresse d'avance devra être adressée à l'Anah par le maître d'ouvrage.

Le paiement de la subvention est effectué soit en une fois, à la fin de l'opération, soit par des acomptes successifs. Le versement de deux acomptes au plus est possible. Le premier acompte est au moins de 50% de la subvention et n'est versé que si au moins 50% des travaux sont réalisés. Ils ne peuvent excéder au total 70 % du montant prévisionnel de la subvention. Les paiements d'acomptes sont appuyés des factures correspondantes des travaux effectués.

**8.5** Compte à créditer : les paiements sont effectués au compte ouvert au nom de :

| Titulaire du compte : Recette des finances de la ville de TOULOUSE |
|---|

| Code banque | Code guichet | n° de compte | Clé RIB |
|---|---|---|---|
| 30001 | 00833 | C3100000000 | 28 |

| |
|---|
| **IBAN** : FR75 3000 1008 33C3 1000 0000 028 |
| **Domiciliation** Banque De France |
| **Code BIC** BDFEFRPPCCT |

**Article 9 : SUIVI**

Le bénéficiaire est tenu d'informer régulièrement le délégué de l'Anah dans le département de l'avancement de l'opération. Il est convenu de réaliser un point d'avancement selon le rythme suivant tous les 6 mois.

En cas de modification de l'opération, le maître d'ouvrage devra en informer le délégué de l'Anah dans le

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46897H1-DE

département : les parties conviendront ensemble d'un nouveau planning de suivi.

En cas d'abandon de l'opération, le maître d'ouvrage est tenu d'en informer également le délégué local de l'Anah dans le département pour permettre la clôture de l'opération.

**Article 10 : REDUCTION, REVERSEMENT, RESILIATION**

L'aide sera annulée et le reversement partiel ou total des sommes versées sera exigé en cas :

- de refus du maître d'ouvrage bénéficiaire de l'aide de se soumettre aux contrôles effectués par l'Anah dans les conditions prévues à l'article 11 de la présente convention,
- de non-exécution partielle ou totale de l'opération,
- de changement dans l'objet de la subvention sans autorisation expresse préalable,
- de dépassement du délai fixé à l'article 5 pour démarrer ou achever les travaux, prorogé le cas échéant,
- de non respect des engagements listés à l'article 7,
- du non-respect des prescriptions réglementaires et des conditions de la convention.

En cas de vente ou de mutation du bien, la convention en cours s'impose de plein droit au nouveau propriétaire et les engagements de la convention doivent être obligatoirement mentionnés dans l'acte de mutation ; un avenant précisant l'identité du nouveau propriétaire est signé entre celui-ci et l'Anah. A défaut, l'Anah peut appliquer au propriétaire vendeur les sanctions prévues à l'article L.321-2 du CCH.

Le bénéficiaire qui souhaite abandonner son projet peut demander à renoncer au bénéfice de la subvention.
Il devra, dans les cas visés dans le présent article, procéder au reversement des sommes indûment perçues dans les plus brefs délais et, au plus tard, dans les deux mois qui suivent la réception du titre de perception.

**Article 11** : **CONTROLES**

Le maître d'ouvrage s'engage a se soumettre aux contrôles sur pièces ou sur place qui pourront être menés à la diligence du délégué de l'Anah dans le département, ou par un représentant de l'Anah.

Fait à Toulouse le:

Le délégué de l'Anah dans le département,

Le maître d'ouvrage,
Le Président du CCAS
ou par délégation

# DECISION MODIFICATIVE N°4
# BUDGET ANNEXE ESMS Hors EPRD C4

EXERCICE 2023

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

2, BIS RUE DE BELFORT
31000-TOULOUSE

CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 22/09/2023

Délibération N° Du 22/09/2023

Transmise le :

Approuvée le :

LA VICE PRESIDENTE

MAROUA BOUZAIDA SYLLA

SIGNATURES DES ADMINISTRATEURS

## DECISION MODIFICATIVE N°4/2023 - CCAS - BUDGET ANNEXE ESMS HORS EPRD C4

### Investissement

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|
| Dépense | 001 | 001 | Excédent ou déficit d'investissement reporté | 0,00 |
| | 001 | | Somme : | 0,00 |
| **Nature affect. opé** | **Code chapitre** | **Code article** | **Libellé article** | **TOTAL DM n°4** |
| | 003 | 003 | Excédent prévisionnel d'investissement | 0,00 |
| | 003 | | Somme : | 0,00 |
| **Nature affect. opé** | **Code chapitre** | **Code article** | **Libellé article** | **TOTAL DM n°4** |
| | 10 | 10682 | Réserves - Excédents affectés à l'investissement | 0,00 |
| | 10 | | Somme : | 0,00 |
| **Nature affect. opé** | **Code chapitre** | **Code article** | **Libellé article** | **TOTAL DM n°4** |
| | 13 | 1311 | Subventions d'équipement transférables - État | 0,00 |
| | | 13188 | Subventions d'équipement transférables - Autres subventions | 0,00 |
| | | 1391 | Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat - État | 0,00 |
| | | 1392 | Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat - Collectivités et établissements publics (O) | 0,00 |
| | | 13981 | Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat - Produits des versements libératoires ouvrant droit à l'exonération de la taxe d'apprentissage | 0,00 |
| | | 13988 | Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat - Autres subventions | 0,00 |
| | 13 | | Somme : | 0,00 |
| **Nature affect. opé** | **Code chapitre** | **Code article** | **Libellé article** | **TOTAL DM n°4** |
| | 14 | 142 | Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations | 0,00 |
| | 14 | | Somme : | 0,00 |
| **Nature affect. opé** | **Code chapitre** | **Code article** | **Libellé article** | **TOTAL DM n°4** |
| | 15 | 1518 | Provisions pour risques - Autres provisions pour risques | 0,00 |
| | | 1572 | Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices - Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions (PGE) | 0,00 |
| | 15 | | Somme : | 0,00 |
| **Nature affect. opé** | **Code chapitre** | **Code article** | **Libellé article** | **TOTAL DM n°4** |
| | 16 | 1641 | Emprunts auprès des établissements de crédit - Emprunts en euros | 0,00 |
| | | 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 0,00 |
| | | 1678 | Autres emprunts et dettes assortis de conditions particulières | 0,00 |
| | | 1681 | Autres emprunts et dettes assimilées - Autres emprunts | 0,00 |
| | 16 | | Somme : | 0,00 |
| **Nature affect. opé** | **Code chapitre** | **Code article** | **Libellé article** | **TOTAL DM n°4** |
| | 18 | 181 | Compte de liaison : affectation à... | 0,00 |
| | 18 | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|
| | 20 | 2013 | Frais d'établissement - Frais d'évaluation | 0,00 |
| | | 2031 | Frais d'études, de recherche et de développement et d'insertion - Frais d'études | 0,00 |
| | | 205 | Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires | 0,00 |
| | 20 | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|
| | 21 | 2135 | Constructions sur sol propre - Installations générales ; agencements; aménagements des constructions | 0,00 |
| | | 2151 | Installations, matériel et outillage techniques - Installations complexes spécialisées | 0,00 |
| | | 2153 | Installations, matériel et outillage techniques - Installations à caractère spécifique | 0,00 |
| | | 2154 | Installations, matériel et outillage techniques - Matériel et outillage | 0,00 |
| | | 2181 | Autres immobilisations corporelles - Installations générales, agencements, aménagements divers | 0,00 |
| | | 2182 | Autres immobilisations corporelles - Matériel de transport | 0,00 |
| | | 2183 | Autres immobilisations corporelles - Matériel de bureau et matériel informatique | 0,00 |
| | | 2184 | Autres immobilisations corporelles - Mobilier | 0,00 |
| | | 2188 | Autres immobilisations corporelles - Autres immobilisations corporelles | 0,00 |
| | 21 | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|
| | 23 | 2313 | Immobilisations corporelles en cours - Constructions sur sol propre | 0,00 |
| | | 238 | Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles | 0,00 |
| | 23 | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|
| | 27 | 275 | Dépôts et cautionnements versés | 0,00 |
| | 27 | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|
| | 28 | 28011 | Amortissements des immobilisations incorporelles - Frais de constitution (O) | 0,00 |
| | | 2805 | Amortissements des immobilisations incorporelles - Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires (O) | 0,00 |
| | | 28131 | Amortissements des immobilisations corporelles - Bâtiments (O) | 0,00 |
| | | 28135 | Amortissements des immobilisations corporelles - Installations générales, agencements, aménagements des constructions (O) | 0,00 |
| | | 28151 | Amortissements des immobilisations corporelles - Installations complexes spécialisées (O) | 0,00 |
| | | 28153 | Amortissements des immobilisations corporelles - Installations à caractère spécifique (O) | 0,00 |
| | | 28154 | Amortissements des immobilisations corporelles - Matériel et outillage (O) | 0,00 |
| | | 28181 | Amortissements des immobilisations corporelles - Installations générales ; agencements, aménagements divers (O) | 0,00 |
| | | 28182 | Amortissements des immobilisations corporelles - Matériel de transport (O) | 0,00 |
| | | 28183 | Amortissements des immobilisations corporelles - Matériel de bureau et matériel informatique (O) | 0,00 |
| | | 28184 | Amortissements des immobilisations corporelles - Mobilier (O) | 0,00 |
| | | 28188 | Amortissements des immobilisations corporelles - Autres immobilisations corporelles (O) | 0,00 |
| | 28 | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|
| | 49 | 496 | Dépréciation des comptes de débiteurs divers | 0,00 |
| | 49 | | Somme : | 0,00 |
| Dépense | | | Somme : | 0,00 |
| | | | Somme : | 0,00 |

## DECISION MODIFICATIVE N°4/2023 - CCAS - BUDGET ANNEXE ESMS HORS EPRD C4

### Investissement

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|---|
| Recette | 001 | 001 | Excédent ou déficit d'investissement reporté | | 0,00 |
| | 001 | | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|---|
| | 003 | 003 | Excédent prévisionnel d'investissement | | 0,00 |
| | 003 | | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|---|
| | 007 | 007 | Déficit prévisionnel d'investissement | | 0,00 |
| | 007 | | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|---|
| | 10 | 10222 | Dotations et fonds divers - FCTVA1 | | 0,00 |
| | | 1025 | Dotations et fonds divers - Dons et legs en capital | | 0,00 |
| | | 10682 | Réserves - Excédents affectés à l'investissement | | 0,00 |
| | 10 | | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|---|
| | 13 | 1311 | Subventions d'équipement transférables - État | | 0,00 |
| | | 1312 | Subventions d'équipement transférables - Collectivités et établissements publics | | 0,00 |
| | | 13181 | Subventions d'équipement transférables - Versements libératoires ouvrant droit à l'exonération de la taxe d'apprentissage | | 0,00 |
| | | 13188 | Subventions d'équipement transférables - Autres subventions | | 0,00 |
| | | 1392 | Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat - Collectivités et établissements publics (O) | | 0,00 |
| | 13 | | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|---|
| | 14 | 142 | Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations | | 0,00 |
| | 14 | | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|---|
| | 15 | 1518 | Provisions pour risques - Autres provisions pour risques | | 0,00 |
| | 15 | | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|---|
| | 16 | 1641 | Emprunts auprès des établissements de crédit - Emprunts en euros | | 0,00 |
| | | 165 | Dépôts et cautionnements reçus | | 0,00 |
| | | 1678 | Autres emprunts et dettes assortis de conditions particulières | | 0,00 |
| | | 1681 | Autres emprunts et dettes assimilées - Autres emprunts | | 0,00 |
| | | 1688 | Autres emprunts et dettes assimilées - Intérêts courus | | 0,00 |
| | 16 | | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|---|
| | 18 | 181 | Compte de liaison : affectation à... | | 0,00 |
| | 18 | | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|---|
| | 21 | 2135 | Constructions sur sol propre - Installations générales ; agencements; aménagements des constructions | | 0,00 |
| | 21 | | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|---|
| | 23 | 2313 | Immobilisations corporelles en cours - Constructions sur sol propre | | 0,00 |
| | | 238 | Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles | | 0,00 |
| | 23 | | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|---|
| | 27 | 275 | Dépôts et cautionnements versés | | 0,00 |
| | 27 | | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|
| | 28 | 28011 | Amortissements des immobilisations incorporelles - Frais de constitution (O) | 0,00 |
| | | 28013 | Amortissements des immobilisations incorporelles - Frais d'évaluation | 0,00 |
| | | 28031 | Amortissements des immobilisations incorporelles - Frais d'études | 0,00 |
| | | 2805 | Amortissements des immobilisations incorporelles - Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires (O) | 0,00 |
| | | 28131 | Amortissements des immobilisations corporelles - Bâtiments (O) | 0,00 |
| | | 28135 | Amortissements des immobilisations corporelles - Installations générales, agencements, aménagements des constructions (O) | 0,00 |
| | | 28151 | Amortissements des immobilisations corporelles - Installations complexes spécialisées (O) | 0,00 |
| | | 28153 | Amortissements des immobilisations corporelles - Installations à caractère spécifique (O) | 0,00 |
| | | 28154 | Amortissements des immobilisations corporelles - Matériel et outillage (O) | 0,00 |
| | | 28181 | Amortissements des immobilisations corporelles - Installations générales ; agencements, aménagements divers (O) | 0,00 |
| | | 28182 | Amortissements des immobilisations corporelles - Matériel de transport (O) | 0,00 |
| | | 28183 | Amortissements des immobilisations corporelles - Matériel de bureau et matériel informatique (O) | 0,00 |
| | | 28184 | Amortissements des immobilisations corporelles - Mobilier (O) | 0,00 |
| | | 28188 | Amortissements des immobilisations corporelles - Autres immobilisations corporelles (O) | 0,00 |
| | 28 | | Somme : | 0,00 |

| Nature affect. opé | Code chapitre | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|---|
| | 49 | 496 | Dépréciation des comptes de débiteurs divers | 0,00 |
| | 49 | | Somme : | 0,00 |
| Recette | | | Somme : | 0,00 |
| | | | Somme : | 0,00 |

## DECISION MODIFICATIVE N°4/2023 - CCAS - BUDGET ANNEXE ESMS HORS EPRD C4

### Fonctionnement

| Groupe Fonctionnel | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|
| GROUPE I DEPENSES - Dépenses afférentes à l'exploitation | 60611 | Achats non stockés de matières et fournitures - Eau et assainissement | 0,00 |
| | 60612 | Achats non stockés de matières et fournitures - Énergie, électricité | 15 000,00 |
| | 60613 | Achats non stockés de matières et fournitures - Chauffage | 17 000,00 |
| | 60621 | Achats non stockés de matières et fournitures - Combustibles et carburants | 0,00 |
| | 60622 | Achats non stockés de matières et fournitures - Produits d'entretien | 0,00 |
| | 60624 | Achats non stockés de matières et fournitures - Fournitures administratives | 0,00 |
| | 60625 | Achats non stockés de matières et fournitures - Fournitures scolaires, éducatives et de loisirs | 0,00 |
| | 606261 | Achats non stockés de matières et fournitures - Protections, produits absorbants | 0,00 |
| | 606268 | Achats non stockés de matières et fournitures - Autres fournitures hôtelières | 0,00 |
| | 60628 | Achats non stockés de matières et fournitures - Autres fournitures non stockées | 0,00 |
| | 6063 | Achats non stockés de matières et fournitures - Alimentation | 85 000,00 |
| | 6066 | Achats non stockés de matières et fournitures - Fournitures médicales | 0,00 |
| | 6068 | Achats non stockés de matières et fournitures - Autres achats non stockés de matières et fournitures | 0,00 |
| | 61118 | Autres - Prestations à caractère médical | 0,00 |
| | 61128 | Autres prestations à caractère médico-social | 0,00 |
| | 6185 | Divers - Frais de colloques, séminaires, conférences | 0,00 |
| | 62428 | Transports d'usagers - Autres transports d'usagers | 32 000,00 |
| | 6251 | Déplacements, missions et réceptions - Voyages et déplacements | 0,00 |
| | 6256 | Déplacements, missions et réceptions - Missions | 0,00 |
| | 6257 | Déplacements, missions et réceptions - Réceptions | 0,00 |
| | 6261 | Frais d'affranchissements | 0,00 |
| | 6262 | Frais de télécommunication | 0,00 |
| | 6281 | Divers - Prestations de blanchissage à l'extérieur | 0,00 |
| | 6282 | Divers - Prestations d'alimentation à l'extérieur | 0,00 |
| | 6287 | Divers - Remboursement de frais | 0,00 |
| | 6288 | Divers - Autres | 0,00 |
| | | Somme : | 149 000,00 |

| Groupe Fonctionnel | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|
| | 62113 | Personnel extérieur à l'établissement - Personnel médical et paramédical | 0,00 |
| | 6215 | Personnel extérieur à l'établissement - Personnel affecté à l'établissement | 0,00 |
| | 6218 | Personnel extérieur à l'établissement - Autres personnels extérieurs | 0,00 |
| | 622312 | Autres médecins | 0,00 |
| | 6226 | Rémunérations d'intermédiaires et honoraires - Honoraires | 0,00 |
| | 6227 | Rémunérations d'intermédiaires et honoraires - Frais d'actes et de contentieux | 0,00 |
| | 6331 | Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes) - Versement de transport | 0,00 |
| | 6333 | Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes) - Participation des employeurs à la formation professionnelle continue | 0,00 |
| | 6336 | Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes) - Cotisation au fonds pour l'emploi hospitalier | 0,00 |
| | 64111 | Rémunérations du personnel non médical - Rémunération principale | 2 742 000,00 |
| | 64112 | Rémunérations du personnel non médical - NBI, supplément familial de traitement et indemnité de résidence | 0,00 |
| | 64113 | Rémunérations du personnel non médical - Prime de service | 0,00 |
| | 64114 | Rémunération du personnel non médical - Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) | 0,00 |
| | 64115 | Rémunération du personnel non médical - Supplément Familial de Traitement | 0,00 |
| | 64116 | Rémunérations du personnel non médical - Indemnités de préavis et de licenciement | 0,00 |
| | 641181 | Rémunérations du personnel non médical - Gratifications des stagiaires | 0,00 |
| | 641182 | Rémunération du personnel non médical - Complément de Traitement Indiciaire (CTI) | 0,00 |
| | 641183 | Rémunération du personnel non médical - Prime Grand Age | 0,00 |
| | 641184 | Rémunérations du personnel non médical - Indemnité inflation | 0,00 |
| | 641185 | Rémunération du personnel non médical - Majoration horaire pour travail de nuit | 0,00 |
| | 641186 | Rémunération du personnel non médical - Indemnités forfaitaires pour travail dimanche et jours fériés | 0,00 |
| | 641188 | Rémunérations du personnel non médical - Autres | 0,00 |
| | 6412 | Rémunération du personnel non médical - Congés payés des agents recrutés sous contrat de droit privé | 0,00 |
| | 64131 | Rémunérations du personnel non médical - Rémunération principale | 0,00 |
| | 64136 | Rémunérations du personnel non médical - Indemnités de préavis et de licenciement | 0,00 |
| | 641382 | Rémunération du personnel non médical - Complément de Traitement Indiciaire (CTI) | 0,00 |
| | 641383 | Rémunération du personnel non médical - Prime Grand Age | 0,00 |
| | 641384 | Indemnités inflation | 0,00 |
| | 641385 | Rémunération du personnel non médical - Majoration horaire pour travail de nuit | 0,00 |
| | 641386 | Rémunération du personnel non médical - Indemnités forfaitaires pour travail dimanche et jours fériés | 0,00 |
| GROUPE II DEPENSES - Dépenses | 641388 | Autres | 0,00 |
| | 64151 | Rémunérations du personnel non médical - Rémunération principale | 0,00 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| afférentes au personnel | 64156 | Rémunérations du personnel non médical - Indemnités de préavis et de licenciement | | 0,00 |
| | 641582 | Rémunération du personnel non médical - Complément de Traitement Indiciaire (CTI) | | 0,00 |
| | 641583 | Rémunération du personnel non médical - Prime Grand Age | | 0,00 |
| | 641584 | Indemnité inflation | | 0,00 |
| | 641585 | Rémunération du personnel non médical - Majoration horaire pour travail de nuit | | 0,00 |
| | 641586 | Rémunération du personnel non médical - Indemnités forfaitaires pour travail dimanche et jours fériés | | 0,00 |
| | 641588 | Autres | | 0,00 |
| | 6416 | Rémunérations du personnel non médical - Emplois d'insertion | | 0,00 |
| | 64164 | Indemnité inflation (emplois insertions) | | 0,00 |
| | 64168 | Autres (emplois d'insertion) | | 0,00 |
| | 6417 | Rémunérations du personnel non médical - Apprentis | | 0,00 |
| | 64178 | Autres (apprentis) | | 0,00 |
| | 6421 | Rémunération du personnel médical - Praticiens | | 0,00 |
| | 6422 | Rémunération du personnel médical - Congés payés des agents recrutés sous contrat de droit privé | | 0,00 |
| | 6428 | Rémunération du personnel médical - Autres | | 0,00 |
| | 64284 | Rémunération du personnel médical - Indemnité inflation | | 0,00 |
| | 64511 | Charges de sécurité sociale et de prévoyance - Cotisations à l'U.R.S.S.A.F | | 0,00 |
| | 64513 | Charges de sécurité sociale et de prévoyance - Cotisations aux caisses de retraite | | 0,00 |
| | 64514 | Charges de sécurité sociale et de prévoyance - Cotisations à l'A.S.S.E.D.I.C. | | 0,00 |
| | 64515 | Charges de sécurité sociale et de prévoyance - Cotisations à la C.N.R.A.C.L. | | 0,00 |
| | 64518 | Charges de sécurité sociale et de prévoyance - Cotisations aux autres organismes sociaux | | 0,00 |
| | 64521 | Charges de sécurité sociale et de prévoyance - Cotisations à l'U.R.S.S.A.F. | | 0,00 |
| | 64523 | Charges de sécurité sociale et de prévoyance - Cotisations aux caisses de retraite | | 0,00 |
| | 64524 | Charges de sécurité sociale et de prévoyance - Cotisations à l'A.S.S.E.D.I.C. | | 0,00 |
| | 64525 | Charges de sécurité sociale et de prévoyance - Cotisations à la C.N.R.A.C.L. | | 0,00 |
| | 6468 | Personnes handicapées - Autres | | 0,00 |
| | 6471 | Autres charges sociales - Prestations versées pour le compte du F.N.A.L. | | 0,00 |
| | 6472 | Autres charges sociales - Fonds de solidarité | | 0,00 |
| | 64784 | Autres charges sociales - OEuvres sociales | | 0,00 |
| | 64788 | Autres charges sociales - Autres | | 0,00 |
| | 6488 | Autres charges de personnel - Autres charges diverses de personnel | | 0,00 |
| | | | Somme : | 2 742 000,00 |

| Groupe Fonctionnel | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|
| | 6125 | Redevances de crédit-bail - Crédit-bail immobilier | 0,00 |
| | 6132 | Locations - Locations immobilières | 193 000,00 |
| | 61358 | Autres locations mobilières | 0,00 |
| | 614 | Charges locatives et de copropriété | 92 339,00 |
| | 61521 | Bâtiments publics | 0,00 |
| | 61558 | Entretien et réparations - Autres matériels et outillages | 61 000,00 |
| | 61561 | Entretien et réparations - Informatique | 0,00 |
| | 6161 | Primes d'assurances - Multirisques | 0,00 |
| | 6163 | Primes d'assurances - Assurance transport | 0,00 |
| | 6165 | Primes d'assurances - Responsabilité civile | 0,00 |
| | 61681 | Prime d'assurance maladie, maternité et accident de travail | 64 500,00 |
| | 6182 | Divers - Documentation générale et technique | 0,00 |
| | 6184 | Divers - Concours divers (cotisations...) | 0,00 |
| | 6188 | Divers - Autres frais divers | 0,00 |
| | 627 | Services bancaires et assimilés | 0,00 |
| | 63512 | Autres impôts, taxes et versements assimilés (administration des impôts) - Taxes foncières | 0,00 |
| | 63513 | Autres impôts, taxes et versements assimilés (administration des impôts) - Autres impôts locaux | 0,00 |
| GROUPE III DEPENSES - Dépenses afférentes à la structure | 6354 | Autres impôts, taxes et versements assimilés (administration des impôts) - Droits d'enregistrement et de timbre | 0,00 |
| | 637 | Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes) | 0,00 |
| | 6541 | Créances admises en non valeur | 0,00 |
| | 6558 | Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun - Quote-part de résultat sur opérations faites dans le cadre d'un autre groupement | 0,00 |
| | 6578 | Subventions - Autres subventions | 0,00 |
| | 6582 | Charges diverses de gestion courante - Pécule | 0,00 |
| | 6586 | Charges diverses de gestion courante - Fonds de solidarité | 0,00 |
| | 6588 | Charges diverses de gestion courante - Autres | 0,00 |
| | 6611 | Charges d'intérêts - Intérêts des emprunts et dettes | 0,00 |
| | 6711 | Charges exceptionnelles sur opérations de gestion - Intérêts moratoires et pénalités sur marchés | 0,00 |
| | 6712 | Charges exceptionnelles sur opérations de gestion - Pénalités, amendes fiscales et pénales | 0,00 |
| | 6718 | Charges exceptionnelles sur opérations de gestion - Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 0,00 |
| | 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | 0,00 |
| | 678 | Autres charges exceptionnelles | 0,00 |
| | 68111 | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions : charges d'exploitation - Immobilisations incorporelles | 0,00 |
| | 68112 | Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions :charg d'exploitation-immobilisations corporelles (O) | 0,00 |
| | 6815 | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions : charges d'exploitation - Dotations aux provisions d'exploitation | 0,00 |
| | 68174 | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions : charges d'exploitation - Créances | 0,00 |
| | 68742 | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions : charges exceptionnelles - Dotations aux provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations | 0,00 |
| | | Somme : | 410 839,00 |

| Groupe Fonctionnel | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|
| | 002 | Résultat de fonctionnement reporté | 0,00 |
| | | Somme : | 0,00 |
| | | Somme : | 3 301 839,00 |

## DECISION MODIFICATIVE N°4/2023 - CCAS - BUDGET ANNEXE ESMS HORS EPRD C4

### Fonctionnement

### Recette

| Groupe Fonctionnel | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|
| | 002 | Résultat de fonctionnement reporté | 0,00 |
| | | Somme : | 0,00 |

| Groupe Fonctionnel | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|
| GROUPE I RECETTES - Produits de la tarification | 7311121 | SSIAD - Forfait global de soins | 0,00 |
| | 7311131 | Forfait global hors crédits de prise en charge des frais de transport | 0,00 |
| | 7311132 | Forfait de prise en charge des frais de transport | 0,00 |
| | 731118 | Autres établissement, services sociaux et médico-sociaux | 0,00 |
| | 73118 | Autres - Forfait global de soins | 0,00 |
| | 7312131 | Dotation globale hors prise en charge au titre de l'article L 242-4 du CASF | 777 000,00 |
| | 731221 | établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du 2° du I de l'article L.312-1 du CASF | 0,00 |
| | 731224 | Prise en charge au titre des dispositions de l’article L.242-4 CASF | 0,00 |
| | 731228 | Autres établissements et services sociaux et médico-sociaux | 0,00 |
| | 7313 | Produits des tarifications relevant de l'article L. 312-1 du CASF - Prix de journée (établissements relevant de l'article L.312-1 sauf le 6°) | 0,00 |
| | 73151 | Produits des tarifications relevant de l'article L. 312-1 du CASF - Dotation globale soins SSIAD personnes âgées | 0,00 |
| | 7316 | Produits des tarifications relevant de l'article L. 312-1 du CASF - Dotation globale des établissements relevant de l'art L.312-1 du CASF | 0,00 |
| | 73172 | Tarif hébergement (EHPAD) - Hébergé | 0,00 |
| | 7318 | Autres produits des établissements relevant de la loi sociale | 0,00 |
| | 73212 | CHRS (Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale) | 611 000,00 |
| | 73213 | services mandataires judiciaires à la protection des majeurs | 44 000,00 |
| | 73313 | Prix de journée | 0,00 |
| | 73318 | Autres modes de tarification | 0,00 |
| | 73332 | prix de journée | 1 047 103,00 |
| | 7341 | Tarif dépendance couvert par l'APA - 2012 | 0,00 |
| | 73418 | Autres établissements et services sociaux et médico-sociaux | 822 736,00 |
| | 7342 | Participation du résident au tarif dépendance | 0,00 |
| | 7348 | Autres secteurs | 0,00 |
| | 7381 | Produits à la charge de la CAF | 0,00 |
| | 7388 | Produits à la charge d'autres financeurs - Autres | 0,00 |
| | | Somme : | 3 301 839,00 |

| Groupe Fonctionnel | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|
| GROUPE II RECETTES - Autres produits relatifs à l'exploitation | 6419 | Rémunérations du personnel non médical - Remboursements sur rémunérations du personnel non médical | 0,00 |
| | 6429 | Rémunération du personnel médical - Remboursements sur rémunérations du personnel médical | 0,00 |
| | 6459 | Charges de sécurité sociale et de prévoyance - Remboursements sur charges de sécurité sociale et de prévoyance | 0,00 |
| | 7081 | Produits des services exploités dans l'intérêt du personnel | 0,00 |
| | 70821 | Produits des activités annexes - Forfaits journaliers | 0,00 |
| | 70828 | Produits des activités annexes - Autres participations forfaitaires des usagers | 0,00 |
| | 7085 | Prestations délivrées aux usagers, accompagnants et autres tiers | 0,00 |
| | 744 | FCTVA | 0,00 |
| | 7481 | Autres subventions et participations - Fonds pour l'emploi hospitalier | 0,00 |
| | 7483 | Forfait autonomie | 0,00 |
| | 7488 | Autres subventions et participations - Autres | 0,00 |
| | 7548 | Remboursements de frais - Autres remboursements de frais | 0,00 |
| | 7588 | Produits divers de gestion courante - Autres produits divers de gestion courante | 0,00 |
| | | Somme : | 0,00 |

| Groupe Fonctionnel | Code article | Libellé article | TOTAL DM n°4 |
|---|---|---|---|
| GROUPE III RECETTES - Produits financiers et produits non encaissables | 764 | Revenus des valeurs mobilières de placement | 0,00 |
| | 7718 | Produits exceptionnels sur opérations de gestion - Autres | 0,00 |
| | 773 | Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale | 0,00 |
| | 775 | Produits des cessions d'éléments d'actif | 0,00 |
| | 777 | Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice (O) | 0,00 |
| | 778 | Autres produits exceptionnels | 0,00 |
| | 7811 | Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits d'exploitation) - Reprises sur amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles | 0,00 |
| | 7815 | Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits d'exploitation) - Reprises sur provisions d'exploitation | 0,00 |
| | 7817 | Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits d'exploitation) - Reprises sur dépréciations des actifs circulants | 0,00 |
| | | Somme : | 0,00 |
| | | Somme : | 3 301 839,00 |

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet **: Modification de l'affectation des résultats 2021 - CHRS Maison des Allées**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 022**

**DEL-23-0156**

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n°22-0067 en date du 22 avril 2022, le Conseil d'Administration a voté la proposition d'affectation des résultats 2021 du CHRS Maison des Allées en ces termes :

- Est approuvée, pour le CHRS Maison des Allées, la proposition d'incorporer le déficit consolidé 2021 d'un montant de 370 571.69 euros aux charges d'exploitation du budget prévisionnel 2023.

Lors de l'examen du Compte Administratif 2021, la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS) de la Haute-Garonne a validé le résultat 2021 mais a décidé d'affecter ce déficit au compte 119 (report à nouveau déficitaire).

En effet, la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de la Haute-Garonne en sa qualité de tarificateur peut, conformément au décret n°2003-1010 du 22/10/2003, modifier le résultat ainsi que son affectation.

Par conséquent, la DDETS de la Haute-Garonne a décidé d'affecter ce déficit consolidé d'un montant de 370 571.69 euros au compte 119 (report à nouveau déficitaire).

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 022**

**Modification de l'affectation des résultats 2021 - CHRS Maison des Allées**

Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Les membres du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse proposent donc pour le CHRS Maison des Allées, d'arrêter le résultat consolidé 2021 à un montant de 370 571.69 euros et d'affecter ce dernier au compte 119, conformément à la décision de la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de la Haute-Garonne.

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE UNIQUE** : Est approuvée la modification de l'affectation du déficit consolidé 2021 du CHRS Maison des Allées. Ce dernier d'un montant de 370 571.69 euros est affecté au compte 119 (report à nouveau déficitaire).

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 022 - Modification de l'affectation des résultats 2021 - CHRS Maison des Allées - *DEL-23-0156*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 05/10/2023
Affiché le : 09/10/2023

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46852H1-DE

**CONVENTION DE PARTENARIAT**
**Projet Addictions précarité : Accompagner les conduites addictives pour l'insertion globale des personnes**
**SIAO 31 : Equipe Mobile Sociale et de Santé**
***MSAAD5***
**Du 01/01/2023**

**ENTRE**

**LA FÉDÉRATION DES ACTEURS DE LA SOLIDARITÉ**
Association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont l'identification RNA est W751037100,
Dont le siège est situé au 76 rue du Faubourg Saint-Denis - 75010 Paris,
Représentée par son président, Pascal Brice

Ci-après dénommée « la Fédération des acteurs de la Solidarité » ou « la FAS »

**D'une part,**

**ET**

**La Fédération des Acteurs de la Solidarité – OCCITANIE**
Association régie par la loi du 1er juillet 1901
Siège social : Le Périscope, 7 rue Hermès, 31 520 Ramonville-Saint-Agne
N° SIRET : 41071364800039
Représentée par sa Déléguée Régionale : Anne-Claire HOCHEDEL
Ci-dessous désignée, « la FAS régionale »

**ET**

**La structure accompagnée, ci-après dénommée « EMSS - Equipe Mobile Sociale et de Santé »**
Structure gestionnaire **SIAO 31 (CCAS de Toulouse)**
Adresse : 66 avenue Etienne Billières, 31300 TOULOUSE
N° SIRET : 263 101 230 000 13
Représentée par son Directeur : Christophe JOSIEN
Ci-après dénommée « la structure accompagnée »

**D'autre part,**

Ci-après ensemble dénommées « les Parties » et individuellement « Partie ».

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46852H1-DE

**PREAMBULE**

**Présentation du projet Précarité/addictions**

Depuis plusieurs années la Fédération des acteurs de la solidarité, en partenariat avec la Fédération Addiction porte conjointement des projets sur la thématique des addictions. Dans la continuité de ces projets nos fédérations s'associent pour la mise en œuvre du projet précarité et addictions. Ce projet est financé par le Fonds de Lutte contre les Addictions et vise l'amélioration de l'état de santé psychique et physique des personnes accompagnées, le recours au soin spécialisé et la fluidité du parcours global d'insertion.

Conformément aux dispositions de la convention de financement pluriannuel (2022-2023) signée entre la Caisse nationale d'Assurance Maladie et La Fédération des acteurs de la solidarité, les objectifs du projet précarité et addictions s'inscrivent dans les missions et responsabilités en cohérence avec l'État. Le projet s'inscrit dans la continuité des projets fédéraux et la volonté d'un partenariat visant la création de culture d'intervention et d'accompagnement commune entre le champ de l'Accueil Hébergement Insertion (AHI) et celui de l'addictologie.

Ce projet concerne quatre régions, Ile de France, Nouvelle Aquitaine, Occitanie, Grand Est et 43 établissements de l'AHI-L. A ce titre, les 4 Fédérations des acteurs de la solidarité régionales (FAS régionale) vont accompagner les établissements de leur territoire, afin de tenir compte des enjeux régionaux par le déploiement territorialisé du projet et un accompagnement au plus proche des réalités de terrain des établissements. Par conséquent, chaque FAS régionale sera l'interlocutrice privilégiée de chacun des établissements qui lui sera rattaché tout au long du projet.

Le projet permettra d'accompagner les établissements en ayant exprimé le besoin afin de donner aux différents professionnel·le·s, les moyens, les compétences ainsi que les cadres d'intervention nécessaires à la mise en place d'actions de prévention et de promotion de la santé et de réduction des risques à destination des personnes en situation de précarité et ayant des conduites addictives. Les actions visées par ce projet ont pour objectif l'évolution des pratiques professionnelles et institutionnelles dans l'accompagnement des conduites addictives.

**ARTICLE 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de partenariat opérationnel pour la mise en œuvre du projet précarité et addictions entre la FAS, la FAS régionale et l'association gestionnaire au titre de l'accompagnement de son établissement.

Il est entendu que la FAS est le porteur juridique et financier du projet et s'engage à ce titre à représenter les parties auprès des partenaires financiers.

La mise en œuvre du projet sera fondée sur 4 axes d'actions :

Les axes d'actions seront formalisés dans un plan d'action validé par le·la chargé.e de projet après échanges avec le siège de la FAS.

Afin de mettre en place la conduite du projet autour de ces axes et actions, du temps d'ingénierie de projet pourra être inclus au plan d'actions et pourra être financé (cf. Article 3).

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46852H1-DE

**1- Développement du travail partenarial :**

- **Expertise croisée** : l'établissement en lien avec l'établissement du secteur de l'addictologie local pourra organiser des sessions d'information, de sensibilisation des professionnel.le.s aux modalités de travail, de fonctionnement, d'accompagnement des personnes concernées ; ces sessions auront pour objectif de s'acculturer mutuellement dans la perspective de mise en place d'actions à destination des personnes concernées.
- **Co-construction** et mise en œuvre d'actions communes en direction des personnes accompagnées

**2- Actions de formation et/ou co-formation** des professionnels, des bénévoles et des personnes accompagnées avec les partenaires de l'addictologie,

- Formation avec contenu : l'établissement pourra également bénéficier de formations théoriques et pédagogiques sur les conduites addictives, les stratégies d'intervention et d'accompagnement. Ces formations pourront être sollicitées auprès des ressources disponibles et compétentes (soit la fédération addiction ou organisme de formation habilité et délivrant une formation dont la qualité sera évaluée après échanges entre le·la chargé·e de projet régional·e et un·e représentant·e de la fédération addiction

3- **Evolution des documents cadre de l'établissement** (Règlement intérieur, projet d'établissement, document de prise en charge individualisée…)

- Mobilisation des instances de participation (conseil de la vie sociale, réunions de résidents) au sein des établissements
- Informations des instances de gouvernance associative (Conseil d'Administration et Bureau) de la conduite du projet et des évolutions du cadre institutionnel en faveur de l'accompagnement des conduites addictives
- Introduction de la question des conduites addictives dans les projets personnalisés d'accompagnement (cf. Loi 2002-2) et de la question de l'accompagnement des conduites addictives dans les entretiens d'admission

Il sera obligatoire pour l'établissement à la vue des indicateurs d'évaluation de faire évoluer les documents cadre de l'établissement au regard du diagnostic qui sera effectué en début de projet

4 - **Des actions en direction des personnes accueillies**. Ces actions peuvent viser tous les produits consommés par les personnes accompagnées mais doivent obligatoirement inclure le tabac. Ces actions devront être en cohérence avec les objectifs du projet et seront validées par le.la chargé.e de projet.

Elles peuvent être comprises dans les actions suivantes :

- Permanences de l'établissement du secteur de l'addictologie au sein de l'établissement sur la prévention des addictions et sur la réduction des risques
- Processus formalisé d'orientation des personnes concernées vers les établissements du secteur de l'addictologie
- Orientation vers l'établissement local du secteur de l'addictologie

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46852H1-DE

- La mise en place d'outils issus d'expérimentation de programm[illegible] d'alcool (IACA, Modus Bibendi etc.)
- La mise en place de la stratégie d'intervention issue du projet TAPREOSI
- La mise en place d'outils de repérages des conduites addictives (mes choix, kiff moi d'abord)
- La mise en place de campagne et/ ou d'atelier autour de la vape comme alternative au tabac, de la naloxone, de la vaporisation du cannabis
- La mise en place d'actions type petit déjeuner débat entre professionnel·le·s (des deux secteurs) et des personnes accompagnées
- Des actions communes avec les partenaires autour des situations des personnes concernées
- Activités liées au bien être (socio-esthétisme, activités culturelles, activités physique, projection de films)

<u>L'établissement bénéficiaire du projet devra obligatoirement :</u>

- Co-construire le diagnostic / état des lieux avec le·la chargé·e de projet de la FAS Occitanie
- Constituer un binôme avec le partenaire local du secteur de l'addictologie
- Mettre en place, formaliser ou renforcer le partenariat avec celui-ci (convention de partenariat à créer/ développer...)
- Elaborer un plan d'actions avec le·la chargé·e de projet de la FAS Occitanie
- Mettre en place ce plan d'actions et l'ajuster en fonction des besoins et des avancées du projet
- Participer à une réunion mensuelle d'étape et de suivi de projet avec le·la chargé·e de projet de la FAS Occitanie
- Participer au COPIL opérationnel régional organisé la FAS Occitanie
- Participer au webinaire de fin de projet au niveau régional
- Permettre au/ à la chargé·e de projet régional·e d'effectuer le bilan des actions et du projet (indicateurs et analyse qualitative) et l'ajustement des actions. (Indicateurs en annexe)

5 – **Ingénierie** assurée par le référent du projet de la structure
Le projet peut intégrer du temps d'ingénierie pour la mise en œuvre et le suivi du projet par le référent de la structure signataire de la convention.

**ARTICLE 2 : Engagements des parties**

Pour mener à bien le projet précarité et addictions, les parties s'engagent à :

1 - **Pour la Fédération :**

- Assurer le suivi de projet global et rendre compte du bilan d'activité et budgétaire auprès des financeurs.
- Accompagner et soutenir les chargés de projet régionaux dans le déploiement du projet

- Verser aux structures les contributions financières sous réserve de validation des actions et de présentation des factures et/ ou devis.

2 - **Pour la structure accompagnée :**

- Désigner un référent de projet au sein de son établissement ou toute personne pouvant lui être valablement substituée en cas d'empêchement pour permettre la réalisation du présent projet, après en avoir informé le.la chargé.e de projet de la FAS régionale Occitanie

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46852H1-DE

Service concerné par le projet : EMSS
Responsable du service : Laura BREMONDY
Nom de la référente projet : Laura BREMONDY
Tel : 07 77 90 21 92
Mail : laura.bremondy@ccas-toulouse.fr

Nom et qualité de la personne à contacter pour le suivi budgétaire : Damien BACQUIE
Tel : 05.67.72.85.21
Mail : damien.bacquie@ccas-toulouse.fr

- Participer aux temps de travail organisés par la FAS Occitanie et la FAS
- Concerter et mobiliser l'ensemble des professionnel·le·s, bénévoles, les personnes accompagnées et les différentes instances (CVS, CA...) dans le déroulement du projet (pour l'ensemble des étapes du projet)
- Être en lien régulier avec le·la chargé·e de projet de la FAS régionale pour mener à bien les étapes du projet (l'état des lieux, la construction du plan d'action et la mise en œuvre des actions et de l'évaluation). Les actions mobilisées devront impérativement permettre l'évolution des pratiques professionnelles et institutionnelles en matière d'accompagnement des conduites addictives.

2 - **Pour la fédération régionale :**

- Organiser et formaliser un état des lieux sur site dans chaque structure comprenant :
    - Recensement des pratiques existantes d'accompagnement des conduites addictives
    - Les besoins des professionnel·le·s en termes d'actions à mettre en place, de formations etc.
    - Le recensement des consommations des personnes accompagnées par l'intermédiaire des professionnels
    - L'identification des réseaux partenariaux avec les acteurs de l'addictologie
    - L'identification des besoins des personnes en termes d'accompagnement des conduites addictives

- Co-construire et formaliser des plans d'action avec les structures à partir de l'état des lieux comprenant :

    - Le listing de l'ensemble des actions à mettre en place
    - Le calendrier de mise en place de celles-ci
    - Les moyens de suivi et d'évaluation des actions
    - Les besoins d'achats de matériel
    - Les besoins de prestations extérieures (formations, interventions croisées)

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46852H1-DE

Calendrier du projet

| Période | Etape | Outils et documents à rédiger |
|---|---|---|
| Janvier à mars 2023 | Phase d'état des lieux in situ, co-rédaction de l'état des lieux et du plan d'action avec le.la chargé.e de projet de la FAS régionale | - État des lieux<br>- Plan d'actions |
| Mars à décembre 2023 | Planification et mise en place des actions | |
| Mai 2023 | Rédaction d'un premier bilan des actions | Grille d'indicateurs et analyse qualitative |
| Mai à décembre 2023 | Poursuite et ajustement d'actions mises en place | |
| Septembre à décembre 2023 | Remontée des indicateurs de suivi et d'évaluation | Grille d'indicateurs et analyse qualitative |
| Décembre 2023 | Rédaction du bilan qualitatif et quantitatif | Grille d'indicateurs et analyse qualitative |

**ARTICLE 3 : Durée de la présente Convention**

La convention annuelle prend effet pour **une durée d'un an**, rétroactivement du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023. Toute reconduction tacite est exclue, elle ne pourra être renouvelée que par voie d'avenant.

**ARTICLE 4 : Conditions financières**

La Fédération s'engage à verser une **dotation totale plafonnée à 24.000€ pour le financement de moyens humain et/ou matériel dédié à la mise en œuvre** du projet éligible comme suit :

- Les **frais de formations** nécessaires à la réalisation du projet (frais pédagogiques, déplacements...), cf. art 1.2
- Les **frais d'accompagnement des partenaires** engagés dans des interventions, à savoir les temps dédiés pour l'apport de contenus hors modalités de partenariat habituelles et toute autre dépense contribuant à l'évolution des pratiques d'accompagnement des conduites addictives., cf. art 1.3
- Les **actions en direction des personnes accompagnées** (cf. point 4 de l'article 1 de la présente convention) cf art 1.4
- Le **temps d'ingénierie du référent de projet** dans une limite de 4000 euros pour l'ensemble du projet. Cf art 1.5

Les versements se feront de la manière suivante :

- Un premier acompte de 4.000€ sera versé à la signature de la présente convention sur présentation d'un appel de fonds de la structure accompagnée pour permettre le financement des premières dépenses inhérentes au projet.
- Les dépenses éligibles réalisées - sous réserve d'une validation préalable du référent de la structure en lien avec le chargé de projet de la FAS régionale - accompagnées de l'ensemble

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46852H1-DE

- des justificatifs correspondants (l'acompte versé de 4000€ [illegible] dépenses réelles).
- Pour des raisons d'organisation pratiques, il est entendu que les dépenses engagées pour le projet seront établies au nom de la structure, puis reportées dans un tableau de suivi transmis à cet effet par la Fédération. Ce tableau récapitulatif de l'emploi des fonds tiendra lieu de justificatif des dépenses réellement engagées.
- Les copies des factures (au nom de la structure) d'un montant supérieur ou égal à 1000€ seront transmises au chargé.e de projet en justificatif du suivi budgétaire qui les reportera dans le dossier adhoc créé par la Fédération.

*Etant rappelé que la totalité des versements est plafonnée à 24.000€*

Il est entendu que toutes dépenses relatives au temps consacré à la conduite dudit projet devront être justifiées par un relevé des temps de travail correspondant (temps d'accompagnement, temps d'ingénierie…), cette dotation n'ayant pas vocation à financer directement des recrutements de personnels dédiés au projet.

Il est entendu que l'ensemble des actions nécessitant la mobilisation de l'enveloppe prévue à cet effet devra faire l'objet d'une demande de paiement sur devis et/ ou facture.

**ARTICLE 5 : Confidentialité**

Pour toute la durée de la Convention et pour une durée d'un an à compter de son échéance, chacune des Parties s'engage à considérer les clauses de la présente Convention comme étant confidentielles ainsi que ses annexes et tous les documents, information et données, quel qu'en soit le support, qu'elles s'échangent à l'occasion de la négociation, de la conclusion et de l'exécution de la Convention.

En conséquence, les Parties s'interdisent de les communiquer ou de les divulguer à des tiers pour quelque raison que ce soit, sans un accord préalable écrit de la Partie concernée.
Dans le cadre de leur communication, les parties s'engagent à respecter le cadre légal inhérent aux normes RGPD et CNIL.

A l'expiration de la Convention, chacune des Parties s'engage à restituer ou à détruire, sur demande de l'autre Partie, les informations confidentielles qu'elle aurait pu recevoir de l'autre Partie.

**ARTICLE 6 : Résiliation**

Sauf pour des raisons de force majeure, le non-respect par l'une ou l'autre des Parties des obligations prévues par la présente Convention, constaté quinze (15) jours après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse, entraîne la résiliation automatique de plein droit et sans qu'aucune formalité autre que celle qui précède ne soit à accomplir, de la Convention.

**ARTICLE 7 : Litige**

La présente Convention est régie par le droit français. Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention sera, à défaut d'accord amiable, soumis aux tribunaux compétents.

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46852H1-DE

Fait à Paris, le 1er janvier 2023

En trois exemplaires originaux

| | |
|---|---|
| **Fédération des acteurs de la solidarité**<br>Véronique RENAULT<br>Secrétaire générale par délégation du Président<br> | **Fédération des acteurs de la solidarité Occitanie**<br>Anne-Claire HOCHEDEL<br>Déléguée Régionale |
| **SIAO 31 - CCAS**<br>Maroua BOUZAIDA SYLLA<br>Vice-Présidente | |

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46852H1-DE

**ANNEXE 1 Indicateurs du projet pour évaluation**

| Indicateurs | Cible | Modalités de recueil |
|---|---|---|
| Nombre de professionnels formés/sensibilisés | En moyenne 5 par établissement soit 210 professionnels | Facture formation – Émargement rencontres partenariales |
| Nombre de professionnels déclarant être montés en compétence / ayant la perception d'avoir une meilleure capacité d'agir par rapport aux conduites addictives des personnes accompagnées | 75% des professionnels ayant bénéficié de formations, informations et sensibilisations sur les conduites addictives | Enquêtes rapides en fin d'année d'accompagnement (N1 et N2) |
| **Nombre de professionnels déclarant être en meilleure capacité de travailler avec le secteur de l'addictologie** | 75% des professionnels concernés par la conduite du projet | Enquêtes rapides en fin d'année d'accompagnement (N1 et N2) |
| Évaluation de la qualité de vie au sein des structures | 43 | Enquête rapide par questionnaire |
| **Nombre de personnes déclarant mieux connaitre les risques liés aux consommations et nombre de personnes déclarant vouloir réduire les risques liées aux consommations** | 50% des personnes concernées par des conduites addictives dans les établissements cibles | Enquête rapide par questionnaire |
| Nombre de personnes ayant bénéficié d'accompagnement par les professionnels de l'addictologie | 50% des personnes concernées par des conduites addictives et ne bénéficiant pas d'accompagnement | Suivi des actions par les chargé·e·s de projet régionaux·ales |
| Nombre de conventions de partenariat réalisées ou développées | 100% des établissements n'ayant pas de convention au départ de l'action | Convention de partenariat |
| **Nombre d'actions relatives aux conduites addictives par les professionnels des établissements AHI-L en interne** | 1 par établissement soit 43 | Suivi des actions par les chargé·e·s de projet régionaux·ales |

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46852H1-DE

| | | |
|---|---|---|
| Nombre de personnes touchées par des actions d'accompagnement relatives à leurs conduites addictives (informations, orientations, accompagnement individuel et/ou collectif in situ) | 50% des personnes concernées par des conduites addictives | Emargement – déclaration des professionnels dans le cadre du suivi assuré par les chargé·e·s de projet régionaux |
| Nombre de projet d'établissement / règlement intérieur adapté en intégrant la question des conduites addictives | 100% des projets d'établissement / règlement intérieur n'abordant pas la question des conduites addictives au début de l'action | |
| Rapport de capitalisation | 1 | Rapport |
| Nombre de professionnels ayant assisté aux webinaires régionaux | 50 professionnels par webinaire régional | iste des inscriptions |

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46849H1-DE

DEL-23-0393

# CONVENTION DE PARTENARIAT

**ENTRE**

Toulouse Métropole
Muséum d'histoire naturelle de Toulouse, situé 35 allées Jules Guesde, 31000 Toulouse
Représentée par Monsieur le Président, Jean-Luc Moudenc, et par délégation par Monsieur Francis Grass, Membre du Bureau

Ci-après dénommée « le Muséum », d'une part,

**ET**

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Toulouse
Pour l'Institut Médico-Éducatif Montaudran situé 2 allée Emile Monso, 31400 Toulouse
Représenté par Monsieur le Président, Jean-Luc Moudenc,

Ci-après dénommé « l'IME Montaudran », d'autre part,

**PRÉAMBULE**

L'Institut Médico-Éducatif de Montaudran (IME Montaudran) est un établissement d'aide aux personnes handicapées. Il accueille une population mixte d'enfants et d'adolescents entre 3 et 18 ans présentant des déficiences mentales moyennes, sévères ou profondes, associées à des déficiences motrices ou neuropsychiatriques.
L'objectif est de leur dispenser une éducation et un enseignement spécialisés prenant en compte les aspects psychologiques et psychopathologiques ainsi que le recours à des techniques de rééducation.

Le Muséum de Toulouse, Musée de France, établissement de la Direction de la Culture Scientifique Technique et Industrielle (DCSTI) de Toulouse Métropole, dispose de collections naturalistes et ethnologiques qu'il doit valoriser. Il se doit de satisfaire ses publics, les rendre curieux et se révéler utile à la société.

Il ambitionne de permettre à ses usagers, à travers l'ensemble de ses offres, de se faire leur propre opinion argumentée sur les relations Homme-Nature-Environnement sous l'angle d'une approche « science et conscience du vivant ».

Il constitue une plateforme fertile, productrice ou facilitatrice de savoirs et de projets. En particulier, il doit rendre accessible au plus grand nombre et témoigner, auprès de ses publics très diversifiés, de la science en marche et de ses innovations au quotidien.

Le Muséum s'inscrit donc comme un outil de diffusion et de production d'une culture scientifique relative aux relations Homme-Nature-Environnement. Il assure une médiation entre le monde scientifique, la société civile et les citoyens.

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46849H1-DE

Considérant leurs objectifs partagés, l'IME Montaudran et le Muséum ont engagé un partenariat à travers la signature de conventions et notamment celle du 18 avril 2018. Ils souhaitent, pour la durée de la présente convention, renouveler ce partenariat en contribuant par l'expérimentation, à l'accueil de ce public et de leurs familles afin de faire découvrir ou redécouvrir le Muséum de Toulouse.

**En conséquence, il est convenu entre les partenaires ce qui suit :**

## Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de répartir équitablement les engagements des deux partenaires pour l'organisation, au Muséum et à l'IME Montaudran, de projets culturels, de visites et d'animations qui leur sont liées.

## Article 2 : Diffusion de l'information

Dans le cadre de la diffusion de la culture scientifique et de rencontres professionnelles, l'IME Montaudran relaie les propositions du Muséum auprès de ses personnels, des résidents et de leurs familles. Pour toutes leurs relations, les deux partenaires s'engagent à désigner un correspondant principal afin d'éviter les déperditions d'information.

- pour le Muséum : Marie Hamida, médiatrice spécialisée dans l'accueil des personnes en situation de handicap cognitif, psychique, marie.hamida@toulouse-metropole.fr ;

- pour l'IME Montaudran : Pascale Caussade, responsable d'équipes pluridisciplinaires, pascale.caussade@ccas-toulouse.fr.

## Article 3 : Obligations respectives des partenaires

Le Muséum s'engage à :

- mettre à disposition dans la limite imposée par les priorités de sa programmation, les offres adaptées et les moyens nécessaires ;

- tester et développer ses offres avec l'IME Montaudran.

l'IME Montaudran s'engage à :

- communiquer les offres du Muséum dans le cadre de son réseau professionnel ;

- contribuer par son expérience à l'amélioration des offres du Muséum.

## Article 4 : Accès gratuit

Dans le cadre de visites et d'animations programmées au Muséum, celui-ci offre l'entrée gratuite aux résidents, aux familles et aux accompagnateurs de l'IME Montaudran.

## Article 5 : Communication

Les deux partenaires s'engagent à citer le partenariat indiqué dans la présente convention dans tout document valorisant leurs actions communes.

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46849H1-DE

**Article 6 : Mise à disposition de compétences**

L'IME Montaudran peut proposer au Muséum, l'intervention de son personnel qualifié, qui restera sous la responsabilité de ce premier, lors de formations ou de rencontres liées aux spécificités d'accueil et d'accompagnement temporaires ou permanents des personnes résidentes au sein de l'IME Montaudran.

Le Muséum peut proposer aux personnels de l'IME Montaudran, l'intervention de son personnel qualifié, qui restera sous la responsabilité de ce premier, lors d'actions ponctuelles telles que des rencontres professionnelles ou des visites sur les sites du Muséum (Centre-ville, Borderouge).

**Article 7 : Actions communes**

Le Muséum et l'IME Montaudran pourront collaborer en développant des projets ponctuels ou réguliers en prenant en compte les souhaits, les capacités et les compétences du public accompagné (rencontres avec des spécialistes, ateliers, visites…) dans les limites de plannings préétablis en conformité avec les programmations et les moyens mobilisables, au Muséum ou à l'IME Montaudran.

Dans le but d'enrichir et de développer les offres de médiation liées à l'accessibilité, le Muséum propose à l'IME Montaudran de co-construire des parcours de médiations, notamment en hors les murs en s'inscrivant dans les disciplines du Muséum tel que la zoologie, la botanique, l'ethnologie, etc.

De plus, lors des nouvelles offres de médiation, il sera proposé de les tester afin de pouvoir toujours améliorer les dispositifs développés et répondre aux besoins spécifiques de ce public ; tout en s'adaptant aux évolutions numériques et technologiques.

Il sera proposé aux professionnels et usagers de l'IME Montaudran, de tester les nouvelles offres de médiations, afin de pouvoir toujours améliorer les dispositifs développés et répondre aux besoins spécifiques de ce public, tout en s'adaptant aux évolutions numériques et technologiques.

**Article 8 : Bilan partagé**

Les deux partenaires produiront un bilan validé en commun à la fin de chaque saison culturelle du Muséum (fin juin - début juillet). Ils pourront exploiter ce bilan librement.

**Article 9 : Modifications**

Les articles de la présente convention pourront être modifiés ou complétés par les partenaires par le biais d'avenants.

**Article 10 : Durée – Entrée en vigueur – Cessation**

La présente convention prend effet à partir de sa date de signature par les deux partenaires.
Elle est conclue pour une durée allant jusqu'au 31 décembre 2025, reconduite tacitement une fois pour une période de deux ans.

Elle pourra être résolue à tout moment à l'initiative de l'un des partenaires par envoi recommandé, sous réserve d'un préavis de trois (3) mois. Dans ce cas, les partenaires s'efforceront de mener à terme les actions conjointes qui auront été engagées en application de la présente convention.

**Article 11 : Responsabilité – Assurance**

Les partenaires déclarent et reconnaissent qu'ils sont et demeureront, pendant la durée de la présente convention des partenaires indépendants, assumant chacun, les risques de leur propre exploitation, et s'engagent à se présenter comme tels à l'égard des tiers.

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46849H1-DE

Les partenaires s'engagent à souscrire à leurs frais, une police d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable de leur choix, couvrant leur responsabilité, afin de garantir les éventuels préjudices qu'ils sont susceptibles de causer du fait de la réalisation de leurs activités.

**Article 12 : Contexte sanitaire**

En cas de crise sanitaire, les partenaires prendront chacun pour ce qui le concerne les mesures adaptées et nécessaires au bon déroulement des événements objet de la présente convention et à la sécurité sanitaire des participants. À cet égard, les partenaires devront respecter les mesures nationales, préfectorales et municipales en vigueur à la date d'application de la présente convention.

**Article 13 : Litiges**

La présente convention est soumise en toutes ses dispositions à la loi française. Tous les différends relatifs à son interprétation ou à son exécution seront soumis aux tribunaux du ressort de Toulouse après épuisement des voies de règlement amiable.

Fait à Toulouse en deux exemplaires originaux, le

Le Centre Communal d'Action
Sociale de Toulouse
Pour le Président

Toulouse Métropole
Pour le Président
Par délégation,
Francis Grass
Membre du Bureau

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet **: Convention de partenariat entre le CCAS de Toulouse (agissant pour le compte du CHRS Pont Vieux) et la Banque Alimentaire et sa région.**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 036**

**DEL-23-0151**

Mesdames, Messieurs,

La Banque Alimentaire de Toulouse, association déclarée, a pour objet de collecter des produits auprès de la grande distribution, des industries agroalimentaires, des producteurs et du grand public afin d'offrir une distribution de qualité et équilibré.

L'objet du partenariat entre le CCAS de Toulouse, agissant pour le compte du CHRS Pont-Vieux, et la Banque Alimentaire de Toulouse et sa région répond aux projets d'assistance, de partage et redistribution de denrées alimentaires aux personnes se trouvant en situation précaire.

Conformément à la Charte associative de juin 2021, les principaux objectifs des Banques Alimentaires sont les suivants :

- Lutter simultanément contre la précarité et le gaspillage alimentaire
- Utiliser l'aide alimentaire comme créatrice de lien social
- Participer, en collaboration avec les fournisseurs, à l'amélioration de l'alimentation distribuée
- S'adapter à l'évolution des besoins des partenaires, de la société et personnes en situation de précarité, tout en respectant les grands objectifs de développement durable.

Le projet de convention, annexé à la présente délibération, a pour objet de déterminer l'organisation, le fonctionnement, les droits et obligations réciproques entre la Banque Alimentaire de Toulouse et le CCAS de Toulouse pour le compte du CHRS Pont-Vieux.

La convention est renouvelée tacitement tous les ans jusqu'à une durée maximale de 5 ans. A l'issue de ces 5 ans, la convention devra être signée à nouveau.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 036**

**Convention de partenariat entre le CCAS de Toulouse (agissant pour le compte du CHRS Pont Vieux) et la Banque Alimentaire et sa région.**

Vu le code de l'action sociale et des familles,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Considérant qu'une convention doit être signée entre le CCAS de Toulouse et la Banque Alimentaire de Toulouse et sa région.

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE 1er** : Le Conseil d'Administration approuve les termes du projet de convention relative au partenariat entre le CCAS de Toulouse pour le compte du CHRS Pont Vieux et la Banque Alimentaire de Toulouse et sa région.

**ARTICLE 2** : Le Conseil d'Administration autorise la Vice-Présidente et la Directrice Générale en cas d'empêchement à signer ladite convention sans incidence financière ainsi que tous les actes et avenants y afférents.

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 036 - Convention de partenariat entre le CCAS de Toulouse (agissant pour le compte du CHRS Pont Vieux) et la Banque Alimentaire et sa région. - *DEL-23-0151*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 25/09/2023
Affiché le :

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet : **Travaux de réhabilitation de l'EHPAD Les Tourelles en Centre Maternel - Lot n°01 : Voirie-Réseaux divers - ordre de service n°6**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 043**

**DEL-23-0155**

Mesdames, Messieurs,

En date du 31 mai 2022, le marché relatif aux travaux de réhabilitation de l'EHPAD Les Tourelles en Centre Maternel – lot 1 Voirie-réseaux divers a été attribué à la SOCIETE NOUVELLE THOMAS ET DANIZAN MIDI PYRENEES pour un montant global et forfaitaire de 165 978,18 HT.

L'article 18 du CCAP indique que :
« *Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique, le présent marché pourra faire l'objet des modifications ci-après désignées :*
*- Ajout et/ou suppression de prestation de travaux, nécessaire à l'exécution du projet (sous présentation d'un devis) (…)*
*Les modifications s'effectueront par ordre de service (…). L'ordre de service mentionnant les modifications sera notifié au titulaire du lot.*
*Pour chaque lot, les ordres de service cumulés ne pourront pas dépasser 15% du montant initial du lot. Les modifications qui dépasseront ce seuil devront (…) être validées en CMAPA et en Conseil d'Administration.* »

Ainsi, plusieurs ordres de service se sont succédés (période de préparation de chantier, prolongation de la période de préparation, démarrage des travaux, notification du calendrier d'exécution).

L'ordre de service n°5 relatif à des travaux supplémentaires de désamiantage, mise en conformité et suppression d'un abri vélo, représentant une plus-value de 11,63% du montant initial du marché, a été notifié le 12 avril 2023. Le montant du marché était ainsi porté à 185 282,86 € HT.

Le présent ordre de service n°6 faisant dépasser les 15% de plus-value du montant initial du marché, le Conseil d'Administration est ainsi sollicité afin de l'approuver. Ces travaux supplémentaires n'étaient pas prévisibles au moment de la signature du marché. Ils ont été rendus nécessaires suite à la découverte de matériaux amiantés et ceci, malgré la réalisation de diagnostics amiante avant travaux.

L'ordre de service n°6 a pour objet, la reprise des réseaux d'eaux usées extérieurs avec traitement de l'amiante pour un montant de 9 632,98 € HT

Le montant du marché est ainsi porté à 194 915,84 € HT.

Le pourcentage d'écart introduit par tous les ordres de service représente une plus-value de 17,43 % du montant initial du marché.

Cet ordre de service a fait l'objet d'un avis favorable à la Commission MAPA du 21 septembre 2023.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 043**

**Travaux de réhabilitation de l'EHPAD Les Tourelles en Centre Maternel - Lot n°01 : Voirie-Réseaux divers - ordre de service n°6**

Vu le Code de l'Action sociale et des Familles,
Vu le Code Général des Collectivités territoriales,
Vu le Code de la Commande Publique,
Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Considérant l'ordre de service n°6 ayant pour objet, la reprise des réseaux d'eaux usées extérieurs avec traitement de l'amiante pour un montant de 9 632,98 € HT et portant de ce fait le montant du marché à la somme de 194 915,84 € HT.

Considérant l'avis favorable de la Commission MAPA du 21 septembre 2023.

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE 1** : Le Conseil d'Administration autorise le représentant de l'acheteur à signer l'ordre de service n°6 au marché 2022-31 relatif aux travaux de voiries-réseaux divers dans le cadre de la réhabilitation de l'EHPAD Les Tourelles en Centre Maternel avec l'opérateur économique SOCIETE NOUVELLE THOMAS ET DANIZAN MIDI PYRENEES.

**ARTICLE 2** : Le financement sera assuré à l'aide des crédits affectés à cette opération.

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 043 - Travaux de réhabilitation de l'EHPAD Les Tourelles en Centre Maternel - Lot n°01 : Voirie-Réseaux divers - ordre de service n°6 - *DEL-23-0155*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 25/09/2023
Affiché le :

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46862H1-DE

CCAS
Centre Communal d'Action Sociale
MAIRIE DE TOULOUSE

# ORDRE DE SERVICE N°6

## A - Identification du pouvoir adjudicateur

Centre Communal D'action Sociale
2b RUE DE BELFORT
BP 70413
31004 TOULOUSE CEDEX 6

https://www.marches-publics.info

## B - Identification du titulaire du marché

STE NOUVELLE THOMAS ET DANIZAN MIDI PYRENEES SNTD EX PROLUDIC SIEGE SAS
4 CHEMIN DE GOUBARD
31270 VILLENEUVE TOLOSANE
Courriel : sntd@groupepastorello.com
Tél. : 05.61.61.63.50
Fax. : 05.61.61.63.53
SIRET : 40310622200025

## C - Identification du maître d'œuvre

&ALAIN BAYLE ARCHEA/VALERIE NOAILLES/FRANCOIS ARCANGELI/BETEM MIDI PYRENEES
227 AVENUE DE MURET
31000 TOULOUSE
Courriel : secretariat.toulouse@archea-architectes.fr

## D - Objet du marché

Travaux de réhabilitation de l'EHPAD "Les Tourelles" en Centre Maternel/ Lot n° 01 : Voirie - Réseaux divers

Référence du marché : 2022-31

Date de la notification : 31/05/2022

Délai d'exécution : 11 mois

## E - Prestations concernées par l'ordre de service

Désignation des prestations : Travaux de réhabilitation de l'EHPAD "Les Tourelles" en Centre Maternel/ Lot n° 01 : Voirie - Réseaux divers

Montant contractuel avant augmentation :
- Taux de TVA : 20,0 %
- Montant HT : 185 282,86 €
- Montant TTC : 222 339,44 €

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46862H1-DE

Montant des travaux supplémentaires :
- Taux de TVA : 20,0 %
- Montant HT : 9 632,98 €
- Montant TTC : 11 559,58 €
- % d'augmentation : 17,43 %

Montant contractuel après augmentation :
- Taux de TVA : 20,0 %
- Montant HT : 194 915,84 €
- Montant TTC : 233 899,02 €

Le présent ordre de service vient formaliser l'ajout de travaux supplémentaires rendus nécessaires à l'opération conformément au devis joint.
Ils consistent principalement en la reprise des réseaux d'eau usée extérieurs.

Les modifications excédent le seuil des 15% du montant initial du marché, cet ordre de service doit donc faire l'objet d'un passage en CMAPA et Conseil d'administration.

En vertu des articles R2194-2 et R2194-3 du Code de la Commande Publique, une modification du montant initial du marché peut excéder le seuil des 15% d'augmentation, si :

- Les travaux supplémentaires sont nécessaires à l'opération et n'étaient pas prévisibles au moment de la signature de celui-ci.
- Le montant des modifications ne dépasse le seuil des 50% d'augmentation.
- Les travaux supplémentaires ne sont pas de nature à modifier substantiellement l'objet du marché.

En l'espèce les travaux ont été rendus nécessaires suite à la présence de matériaux amiantés et ceci, malgré la réalisation de diagnostics amiante avant travaux.

## F - Signature du pouvoir adjudicateur

A ....., le .....

Signature du représentant du pouvoir adjudicateur
Par délégation, La Directrice Générale, Nadège GRILLE

## G - Accusé de réception de l'ordre de service par le titulaire du marché

Reçu le présent ordre de service le .....

Observations éventuelles :
(A renseigner le cas échéant)

En cas d'observations, le titulaire doit les notifier au signataire de l'ordre de service concerné, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

A ....., le .....

Signature du titulaire

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet **: Décision modificative n°4 - Budget Annexe ESMS hors EPRD - Exercice 2023**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 031**

**DEL-23-0188**

Mesdames, Messieurs,

La Décision Modificative N°4-2023 du budget annexe ESMS HORS EPRD du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse est constituée par l'inscription de crédits à la section de fonctionnement :

**1 La section de fonctionnement comprend :**

**1.1 Des inscriptions budgétaires en dépenses et en recettes afin de financer les dépenses de fin de l'année 2023 des établissements du budget annexe ESMS HORS EPRD :**

- Des crédits nouveaux en dépenses d'un montant de 15 000.00€ sur le compte 60612 – Energie, électricité.
- Des crédits nouveaux en dépenses d'un montant de 17 000.00€ sur le compte 60613 – Chauffage.
- Des crédits nouveaux en dépenses d'un montant de 85 000.00€ sur le compte 6063 – Alimentation.
- Des crédits nouveaux en dépenses d'un montant de 193 000.00€ sur le compte 6132 – Locations immobilières.
- Des crédits nouveaux en dépenses d'un montant de 92 339.00€ sur le compte 614 – Charges locatives et de copropriété.
- Des crédits nouveaux en dépenses d'un montant de 61 000,00€ sur le compte 61558 – Entretien et réparations sur autres matériels et outillages.
- Des crédits nouveaux en dépenses d'un montant de 64 500.00€ sur le compte 61681 – Primes d'assurance – Autres risques.
- Des crédits nouveaux en dépenses d'un montant de 32 000.00€ sur le compte 62428 – Autres transports d'usagers.
- Des crédits nouveaux en recettes sur les comptes de tarification pour un montant de 559 839,00€.

**1.2 Des inscriptions budgétaires en dépenses et en recettes afin de financer les dépenses de personnel sur la fin de l'année 2023 des établissements du budget annexe ESMS HORS EPRD :**

- Des crédits nouveaux en dépenses d'un montant de 2 742 000.00 € sur le compte 64111 – Rémunération principale.

- Des crédits nouveaux en recettes sur les comptes de tarification pour un montant de 2 742 000.00 €.

**1.3 La révision de crédits budgétaires entre groupes fonctionnels :**

La révision de la répartition des crédits budgétaires qui apparaissent parfois insuffisants sur certains comptes. Ces virements de crédits tiennent compte des besoins en demeurant dans les limites du budget annuel autorisé.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 031**

**Décision modificative n°4 - Budget Annexe ESMS hors EPRD - Exercice 2023**

Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Après avoir entendu le rapport, relatif à la décision modificative n°4 ainsi que les explications en réponse aux questions qui lui sont posées d'une part, et considérant d'autre part que les sommes prévues tant en recettes qu'en dépenses sont justifiées pour la bonne marche du budget annexe ESMS HORS EPRD du Centre Communal d'Action Sociale,

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE 1** : Sont approuvées les inscriptions budgétaires en dépenses et en recettes afin de financer les dépenses de fin d'année 2023 des établissements du budget annexe ESMS HORS EPRD :

- Des crédits nouveaux en dépenses d'un montant de 15 000.00€ sur le compte 60612 – Energie, électricité.
- Des crédits nouveaux en dépenses d'un montant de 17 000.00€ sur le compte 60613 – Chauffage.
- Des crédits nouveaux en dépenses d'un montant de 85 000.00€ sur le compte 6063 – Alimentation.
- Des crédits nouveaux en dépenses d'un montant de 193 000.00€ sur le compte 6132 – Locations immobilières.
- Des crédits nouveaux en dépenses d'un montant de 92 339.00€ sur le compte 614 – Charges locatives et de copropriété.
- Des crédits nouveaux en dépenses d'un montant de 61 000,00€ sur le compte 61558 – Entretien et réparations sur autres matériels et outillages.
- Des crédits nouveaux en dépenses d'un montant de 64 500.00€ sur le compte 61681 – Primes d'assurance – Autres risques.
- Des crédits nouveaux en dépenses d'un montant de 32 000.00€ sur le compte 62428 – Autres transports d'usagers.
- Des crédits nouveaux en recettes sur les comptes de tarification pour un montant de 559 839,00€.

**ARTICLE 2** : Sont approuvées des inscriptions budgétaires en dépenses et en recettes afin de financer les dépenses de personnel sur la fin de l'année 2023 :

- Des crédits nouveaux en dépenses d'un montant de 2 742 000.00 € sur le compte 64111 – Rémunération principale.

- Des crédits nouveaux en recettes sur les comptes de tarification pour un montant de 2 742 000.00 €.

**ARTICLE 3** : Sont approuvés pour les sections d'investissement et de fonctionnement les virements de crédits entre chapitres comptables.

**ARTICLE 4** : La décision modificative N° 4 de l'exercice 2023 est arrêtée aux totaux ci-après conformément à l'état suivant, détaillé par comptes pour la section d'investissement et de fonctionnement.

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 031 - Décision modificative n°4 - Budget Annexe ESMS hors EPRD - Exercice 2023 - *DEL-23-0188*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 06/10/2023
Affiché le : 09/10/2023

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46850H1-DE

# CONVENTION DE PARTENARIAT
## DISTRIBUTION COLIS, REPAS, MARAUDE

*Pour les Partenaires appartenant à un réseau dont la personnalité juridique est unique, la convention sera signée par le représentant de la personnalité juridique et une copie contresignée par le responsable de chaque unité à qui sont remises des produits.*

Entre :

- la Banque Alimentaire de Toulouse et sa région dite la B.A.

et

- CCAS TOULOUSE, CHRS Pont-Vieux dit le Partenaire

Il est convenu ce qui suit :

***PREAMBULE***

« **Ensemble, aidons l'Homme à se restaurer** » : depuis leur congrès de 2006 et dans les rapports d'orientation adoptés par leurs présidents lors des Assemblées Générales les années suivantes, les Banques Alimentaires ont pris résolument la voie d'aider les personnes vivant en situation difficile et précaire à trouver ou retrouver des conditions d'existence respectueuses de leur dignité et de leur autonomie.

D'après leur Charte associative revue en juin 2021, les principaux objectifs des Banques Alimentaires sont :
> de lutter simultanément contre la précarité alimentaire et le gaspillage alimentaire,
> d'utiliser l'aide alimentaire comme créatrice de lien social,
> de participer à l'amélioration de l'alimentation distribuée,
> de s'adapter constamment à l'évolution des besoins de nos partenaires, de la société et des personnes en situation de précarité, en respectant les grands objectifs de développement durable (ODD).

**Dispositions statutaires :**
Conformément à l'article 5 des statuts de la B.A., tous les partenaires qui ont signé une Convention de partenariat alimentaire sont membres adhérents de la B.A.. S'agissant des associations, ne peut être membre de la B.A., qu'une association habilitée, soit dans le cadre d'un réseau national, soit sur décision du préfet de Région. Le partenaire doit payer une cotisation annuelle. Il est éligible au Conseil d'administration dans le cadre des règles fixées par les statuts.

**Paraphe :**

Cofinancé par l'Union européenne

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46850H1-DE

**Lexique :**

B.A. : Banque Alimentaire, membre du réseau de la FFBA.

FFBA : Fédération Française des Banques Alimentaires, qui représente les BA à l'échelle nationale, coordonne leur action et une partie de leur approvisionnement.

Indicateurs d'État (IE) : Indicateurs demandés par la DGCS (Direction Générale de la Cohésion Sociale) à la FFBA. Ces indicateurs sont relatifs à l'activité du Partenaire recevant des produits de la BA et ne comportent pas de données à caractère personnel.

DGCS : Direction Générale de la Cohésion Sociale

FSE+ : Fonds Social Européen

GBPH : Guide des Bonnes Pratiques d'Hygiène

PNNS : Programme National Nutrition Santé 4

RGPD : Règlement Général Protection des Données

**Paraphe :**

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46850H1-DE

***ARTICLE 1 - ENGAGEMENTS DE LA B.A.***

**1.1 Fourniture des produits**

La B.A. prospecte et collecte des produits auprès de la grande distribution, de l'industrie agroalimentaire, des producteurs et du grand public. Pour compléter les dons de produits collectés et pour offrir une distribution de qualité et équilibrée, la B.A. accroît ses sources d'approvisionnement en procédant à des achats et/ou en développant des partenariats locaux pour répondre autant que possible aux demandes spécifiques du Partenaire. La BA ne distribue que ce dont elle dispose, avec un objectif de se rapprocher des recommandations nutritionnelles spécifiques à l'aide alimentaire.

**1.1.1 Fourniture des produits à un partenaire en cours d'habilitation**

La B.A. est animée par un esprit de partage entre l'ensemble des Partenaires. Dans le cas où une association a déposé en Préfecture un dossier d'habilitation, et qu'elle est en attente d'une décision, elle peut bénéficier de tous les produits exceptés ceux relevant de l'Aide Publique (FSE+).

**1.1.2 Produits alimentaires issus de l'aide européenne FSE+ (Fonds Social Européen)**

Le Fonds Social Européen est un programme financé par l'Union Européenne. Grâce à ce programme, les Banques Alimentaires obtiennent des produits alimentaires qui doivent être distribués gratuitement aux personnes en situation de précarité. À ce titre, la B.A. est responsable de la bonne gestion des produits FSE+ jusqu'au bout de la chaîne de distribution. La Commission Européenne exige la mise en place **de contrôles au sein des associations et des C.C.A.S**. distribuant des produits issus du FSE+. En France, la **DGCS** (Direction Générale de la Cohésion Sociale) mandate **FranceAgrimer** pour effectuer ces contrôles.

Lors d'un contrôle et en cas de **non conformité** dans la gestion des produits issus du FSE+, **des pénalités financières sont appliquées au réseau des Banques Alimentaires.** Pour cette raison, la B.A. distribue les produits issus du FSE+ uniquement aux partenaires en mesure de respecter les lignes directrices du FSE+ détaillées en annexe 4 de cette convention.

Pour aider le Partenaire dans la gestion des produits issus du FSE+, la B.A met à disposition du Partenaire "Le Livret des Procédures FSE+". Ce document doit être obligatoirement signé et conservé par le Partenaire s'il souhaite recevoir des produits issus du FSE+.

La B.A s'engage à mettre gratuitement à la disposition du Partenaire un volume de produits alimentaires issus du FSE+ en fonction du mode de distribution et de la capacité du partenaire à respecter les obligations y afférant. La B.A. garantit l'accès aux actions d'accompagnement finançables notamment dans le cadre du forfait accompagnement FSE+.

**1.1.3 Responsabilité des produits distribués**

La B.A. est responsable de l'ensemble des produits qu'elle stocke et distribue jusqu'à leur prise en charge par le Partenaire.

**Paraphe :**

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46850H1-DE

#### 1.1.4 Hygiène, sécurité alimentaire, traçabilité (cf. annexe 3)

La B.A. est garante de l'hygiène et de la sécurité alimentaire sous le contrôle de son Responsable de l'Hygiène et de la Sécurité Alimentaires (RHySA) et sous la responsabilité de son Président. Pour cela la B.A. respecte le « Guide des Bonnes Pratiques d'Hygiène, distribution de produits alimentaires par les organismes caritatifs » édité par la Direction Générale de l'Alimentation (DGAL). La B.A. s'engage à respecter les dispositions de l'article 2.1 de l'annexe 4 : « hygiène et sécurité alimentaires ; transports ».

### 1.2. Les services proposés par la B.A.

#### 1.2.1 Fourniture d'un Livret d'Accueil

La B.A. s'engage à remettre au Partenaire un Livret d'Accueil personnalisé détaillant le fonctionnement du réseau des Banques Alimentaires, le fonctionnement de la B.A., les services et actions d'accompagnement qu'elle propose et les contacts des salariés et bénévoles chargés de ces sujets.

#### 1.2.2 La mise à disposition gratuite du Logiciel TICADI

La BA s'engage à mettre gratuitement le logiciel TICADI à disposition du Partenaire. TICADI est un logiciel développé par la Fédération Française des Banques Alimentaires, qui permet de gérer facilement et de manière sécurisée :

- le stock des produits,
- la saisie des profils des personnes accueillies,
- la distribution grâce à un outil de caisse
- la transmission des Indicateurs d'État
- la création des statistiques reflétant l'activité de l'association

TICADI est accessible sur ordinateur, tablette, et mobile pour la distribution et l'inventaire. Le logiciel permet des sauvegardes de données quotidiennes et un mode de saisie qui limite les erreurs.
Le Partenaire bénéficie d'un accompagnement et d'une formation gratuite pour l'installation de TICADI et son utilisation.

#### 1.2.3 Les formations à l'hygiène et sécurité des aliments (TASA et CASA)

La B.A. s'engage à proposer au Partenaire une formation **"Tous Acteurs de la Sécurité des Aliments" (TASA)** qui permet de maîtriser des bonnes pratiques d'hygiène.

La B.A. pourra proposer également la formation **"Comment Améliorer la Sécurité des Aliments" (CASA)** permet d'aller plus loin pour mettre en place le Plan de Maîtrise Sanitaire sur les recommandations du Guide des Bonnes Pratiques d'Hygiène (GBPH).

### 1.3. Les actions d'accompagnement proposées aux partenaires

La BA peut proposer des actions d'accompagnement à destination des bénévoles du Partenaire et des personnes accueillies, parmi elles :

#### 1.3.1 La formation à "l'Accompagnement et à l'Écoute"

Cette formation est proposée gratuitement à tous les bénévoles des associations et C.C.A.S. partenaires, chargés de l'accueil des personnes en situation de précarité. Cette formation

**Paraphe :**

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46850H1-DE

permet de savoir reconnaître ses attitudes et trouver celle qui aidera l'autre, tout en se protégeant et de s'entraîner à la reformulation pour dialoguer.

#### 1.3.2 Le Programme de prévention santé "Bons gestes & bonne assiette"

L'objectif de ce programme est de recréer du lien social et de participer à améliorer la santé des personnes en situation de précarité alimentaire.

Certaines Banques Alimentaires proposent des cycles d'ateliers en s'appuyant sur les recommandations du PNNS4 (Programme National Nutrition Santé 4). Les cycles d'ateliers sont animés par l'animateur de la B.A. et entièrement co-construits avec le Partenaire et les personnes accueillies. Ces cycles d'ateliers sur-mesure ont pour objectif de :

- partager des astuces permettant de mieux manger à petit budget
- retrouver une autonomie et une capacité d'agir dans son alimentation
- utiliser et optimiser les produits disponibles dans les paniers alimentaires (légumes de saison, poisson…)
- faire partie d'un groupe convivial et retrouver du lien social.

### 1.4 Dynamiser le tissu associatif local

#### 1.4.1 Les réunions des partenaires

La B.A. a à cœur d'encourager les échanges en organisant des rencontres et réunions où sont conviés tous ses partenaires. Ces temps de partage sont l'occasion pour le Partenaire de faire remonter à la fois des points positifs et des points d'amélioration. C'est également l'occasion de s'informer, d'échanger pour mieux se connaître, agir en réseau et partager des bonnes pratiques.

#### 1.4.2 Les visites

Les Chargé.e.s d'Animation Réseau de la B.A. effectuent des visites dans les locaux du Partenaire. Ces visites sont l'occasion :

- d'être à l'écoute des attentes du Partenaire pour mieux y répondre : spécificité des habitudes alimentaires, types de conditionnement, modalités et horaires des enlèvements à la B.A., etc.
- de faire le point et de conseiller sur la bonne conservation des produits fournis par la B.A. en matière d'hygiène et de sécurité alimentaire,
- de programmer si besoin un accompagnement technique afin d'apporter, par exemple, une aide pour l'utilisation du logiciel TICADI.
- de faire le point sur les projets et actions d'accompagnement pour créer du lien et lutter contre la précarité alimentaire.

### 1.5 Protection des données à caractère personnel

Pour gérer nos relations dans le cadre de la présente convention nous collectons des données personnelles concernant nos interlocuteurs au sein de votre organisme sur le fondement de la base légale de l'intérêt légitime (art. 6-1-f du RGPD).

Ces données sont à usage exclusif de la Banque Alimentaire et de ses personnels en charge de l'exécution de la présente convention et des relations avec votre organisme ; le cas échéant, elles seront transmises à nos prestataires techniques, essentiellement informatiques, pour les besoins du traitement. Elles pourront également être utilisées pour

**Paraphe :**

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46850H1-DE

adresser des invitations, des enquêtes et des informations sur la Banque Alimentaire. Les données seront conservées 5 ans après notre dernier contact puis supprimées.
Le responsable de traitement est la Banque Alimentaire.

Les personnes concernées disposent de droits d'accès, de rectification, de portabilité de leurs données et de limitation des traitements. Elles peuvent également s'opposer au traitement. Ces droits peuvent être exercés par courrier à l'adresse de la Banque Alimentaire partie à cette convention. En cas de difficulté, elles peuvent également introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

## *ARTICLE 2 - ENGAGEMENTS DU PARTENAIRE*

### 2.1 Démarche de distribution

Le Partenaire s'engage à distribuer équitablement les produits reçus au seul profit des personnes en difficulté.
Le Partenaire exprime ses souhaits auprès de la B.A. - tant en ce qui concerne les quantités que la nature des produits - à partir des besoins des personnes aidées et en fonction de ses priorités et modes d'actions.

#### 2.1.1 Critères d'éligibilité d'accès à l'aide alimentaire

Conformément aux règles de l'habilitation et aux lignes directrices du FSE+ (cf : annexe 4), le Partenaire s'engage à :

- définir les critères objectifs d'éligibilité des bénéficiaires et les consigner dans une procédure écrite qui doit être conservée pendant au moins 7 ans. Les critères d'éligibilité sont à définir par la structure (sur orientation d'un travailleur social ou à défaut selon des modalités définies et validées par ses instances décisionnaires. Pour les dispositifs d'aide alimentaire à destination des personnes sans domicile fixe, le critère d'accueil inconditionnel est mentionné dans la procédure écrite).

- distribuer les produits alimentaires aux personnes éligibles selon la procédure.

#### 2.1.2 Les contributions symboliques des personnes accueillies

Les produits distribués par la B.A. ne peuvent pas être utilisés à des fins lucratives. Toutefois, dans un souci de responsabilisation de s personnes accueillies, une contribution peut leur être demandée et revêtir différentes formes : contribution symbolique pour accéder aux services et activités du Partenaire.
Dans le cas où le Partenaire souhaite bénéficier des produits issus du FSE+, le Partenaire s'engage à mentionner les modalités de cette contribution symbolique dans **"Le Livret des Procédures FSE+".**

#### 2.1.3 Produits alimentaires issus de l'aide européenne FSE+

Le Partenaire éligible à la distribution de produits FSE+ s'engage à respecter les 8 lignes directrices indiquées en annexe 4 :

1. Avoir une procédure écrite d'éligibilité des personnes,
2. Préciser par écrit les possibilités d'accompagnement social
3. Afficher l'Affiche Officielle FSE+ dans le lieu d'accueil dans un endroit visible
4. Distribuer gratuitement les produits issues FSE+
5. Avoir des procédures écrites sur les règles d'hygiène et de sécurité alimentaire
6. Assurer une gestion comptable des produits (entrées, sorties et inventaires)

**Paraphe :**

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46850H1-DE

7. Transmettre ses Indicateurs Etat
8. Avoir une procédure de conservation de tous les documents liés à la gestion du FSE+ (conserver 7 ans : BL, comptabilité matière, relevés des températures, tests gustatifs…)

La BA met à disposition du Partenaire “Le Livret des Procédures FSE+” facilitant le respect des 8 lignes directrices.

À ce titre le Partenaire s’engage à le remplir, le signer et le conserver pour le présenter en cas de contrôle.

Le Partenaire s'engage, par devoir de transparence, s'il reçoit des produits alimentaires issus du FSE+ par un autre réseau, d’informer la BA afin que cette subvention publique ne lui soient pas distribuées deux fois.

#### 2.1.4 La comptabilité matière

Conformément aux règles de l’habilitation et aux lignes directrices du FSE+ figurant en annexe 4, le Partenaire s’engage à **:**

- isoler physiquement les produits FSE+ des autres produits dans les espaces de stockage et de distribution,
- tenir une comptabilité matière avec TICADI (hors autre réseau national ayant un logiciel). Consigner ou enregistrer les entrées et sorties de produits en séparant les produits FSE+ des autres,
- réaliser régulièrement un inventaire physique des produits FSE+ et le comparer aux données écrites ou informatisées. En cas de constatation d’un écart : en faire l’analyse, réaliser une action corrective et la consigner. Faire valider cet inventaire par le responsable du centre de distribution,
- valider les bons de livraison par le réceptionnaire des produits en émettant éventuellement des réserves motivées, les classer et les conserver pendant 7 ans.

### 2.2 La remontée des données chiffrées (Indicateurs État)

Le partenaire communique à la BA les données chiffrées (Indicateurs État) sur les volumes distribués et les personnes concernées. Ces Indicateurs Etat sont obligatoires dans le cadre de l’habilitation à l’aide alimentaire. De plus, ils sont indispensables aux services de l'État, qui adaptent ensuite leur aide pour l’octroi des subventions publiques (exemple : FSE+) permettant l’achat et ou la distribution de produits alimentaires et non alimentaires (annexe 2 et 2 bis).
Pour ces opérations, les CCAS, les associations indépendantes utilisent le logiciel TICADI fourni par la B.A.. Les partenaires affiliés à un autre réseau national proposant un autre logiciel de gestion envoient les Indicateurs État par mail à la B.A.

### 2.3 Utilisation du logiciel TICADI

Le Partenaire signataire s’engage à utiliser TICADI dans le cadre de la mission de distribution de l’aide alimentaire pour laquelle il est dûment habilité sauf s’il appartient à un réseau national utilisant un autre logiciel.

**Paraphe :**

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46850H1-DE

## 2.4 Les actions d'accompagnement social

Dans le cadre de la loi Egalim, définissant la lutte contre la précarité alimentaire, il est rappelé que la distribution d'aide alimentaire est indissociable de l'accompagnement social. Le Partenaire propose aux personnes concernées des actions de suivi et d'accompagnement, à défaut il peut les orienter vers des structures à proximité en capacité de le faire.

## 2.5 Le respect des règles d'hygiène, de sécurité alimentaire (Annexe 3)

Conformément aux règles de l'habilitation et aux lignes directrices du FSE+ (Annexe 4), le Partenaire s'engage à respecter les dispositions de l'article 2 de l'annexe 3 :« hygiène et sécurité alimentaires ; transports ».

À ce titre, la B.A. permet au Partenaire de se former gratuitement grâce aux formations à l'hygiène et la sécurité des aliments (TASA, CASA) proposées et financées par la Fédération Française des Banques Alimentaires.

## 2.6 La Participation Financière

Le Partenaire s'engage à soutenir l'action de la B.A., notamment sur le plan financier. Cette nécessaire participation au bon fonctionnement de la B.A, dénommée "Participation de Solidarité", est appelée sur décision et suivant les règles définies par l'Assemblée Générale de la B.A. La participation de solidarité est différente de la cotisation annuelle due statutairement par tous les partenaires membres de la B.A.

## 2.7 Communication

Le Partenaire et la B.A. valorisent ensemble leur partenariat et leurs actions d'accompagnement au sein d'actions de communication communes.
Le Partenaire :

- fait état du soutien obtenu de la B.A. Il devient « Partenaire de la Banque Alimentaire » et met en avant la B.A. chaque fois que possible lors de toutes ses communications (site, communications internes et externes) ;
- utilise le kit de communication (logo, affiche et stickers "Partenaire des Banques Alimentaires") mis à disposition par la B.A. Les affiches sont visibles des personnes accueillies par le Partenaire.

Le Partenaire ne peut se prévaloir du titre ou du nom « Banque Alimentaire ».

## 2.8 Participation à la Collecte Nationale

Le Partenaire participe activement à la Collecte Nationale des Banques Alimentaires organisée chaque année pour collecter des produits qui seront redistribués par la BA ou les partenaires de la B.A. et ainsi contribuer à cette grande chaîne de solidarité. Des outils de communication (gilets oranges, flyers, cartons etc.) sont mis à disposition du Partenaire.

**Paraphe :**

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46850H1-DE

***ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS MUTUELS***

**3.1 Déclarations et engagements en matière d'éthique et de conformité**

La Fédération Française des Banques Alimentaires, association loi 1901 reconnue d'utilité publique par décret en Conseil d'Etat en date du 22 février 2023, fédère la stratégie, les politiques et les grandes règles de fonctionnement du réseau des B.A.
Les Parties s'interdisent d'utiliser l'aide alimentaire à des fins de prosélytisme et se refusent à tout comportement idéologique ou politique.

**3.1.1 Respect des normes relatives à toute obligation en matière d'intégrité**

Les Parties déclarent que, sous réserve des éléments ayant pu faire l'objet d'une déclaration préalable lors de la conclusion du contrat, ni elles, ni aucun de leurs dirigeants ou représentants n'ont au cours de ces six (6) dernières années et jusqu'à ce jour :

- dans le cadre de leurs activités, méconnu les lois et réglementations visant à incriminer tout manquement à la probité tels que la corruption, le trafic d'influence, le vol et l'abus de confiance ;
- commis de manquement en lien avec les éléments, ni reçu d'alerte concernant des allégations relatives à des manquements en lien avec les lois et réglementation relatives à la probité au cours des six (6) dernières années;
- exercé, ou n'ont des membres directs de leur famille ou des personnes connues pour leur être étroitement associées qui exercent ou qui ont exercé des fonctions politiques, juridictionnelles ou administratives susceptibles d'avoir une quelconque influence sur la présente Convention ;
- ne sont en situation de conflit d'intérêts dans le cadre de l'existence et de l'exécution la Convention ;
- n'ont été poursuivis ou condamnés par une autorité judiciaire, arbitrale, administrative ou gouvernementale au titre d'un manquement réel ou allégué au titre des infractions visées au deuxième alinéa du présent article ;
- n'ont conclu d'accord négocié ou tout autre dispositif transactionnel, avec une autorité judiciaire ou gouvernementale au titre d'un manquement réel ou allégué en lien ces infractions.

Les Parties s'engagent à respecter et à ce que leurs dirigeants et leurs représentants respectent les lois visant à incriminer toute infraction pénale constituant un manquement à la probité, et notamment la corruption, le trafic d'influence, le vol et l'abus de confiance.

**3.1.2 Respect des droits humains et libertés fondamentales, de la santé et la sécurité des personnes et de l'environnement**

Les Parties déclarent que, sous réserve des éléments ayant pu faire l'objet d'une déclaration préalable lors de la conclusion du contrat, ni elles, ni aucun de leurs dirigeants ou représentants, n'ont au cours des six (6) dernières années et jusqu'à ce jour :

- commis d'actes susceptibles de constituer une atteinte aux "Droits Humains et de l'Environnement";
- été poursuivis ou condamnés par une autorité judiciaire, arbitrale, administrative ou gouvernementale au titre d'un manquement réel ou allégué en lien avec les Droits Humains et de l'Environnement ;
- conclu d'accord négocié ou tout autre dispositif transactionnel, avec une autorité judiciaire ou gouvernementale au titre d'un manquement réel ou allégué en lien avec les Droits Humains et de l'Environnement.

**Paraphe :**

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46850H1-DE

Les Parties s'engagent à respecter et à ce que leurs dirigeants et leurs représentants respectent la santé et la sécurité des personnes, les droits définis dans le code du travail et les droits humains et libertés fondamentales en ne recourant pas à toute forme de travail forcé et en ne procédant pas à toute forme de discrimination ou de harcèlement au sein de leur structure ou à l'égard de leurs partenaires, partenaires et bénéficiaires de l'aide.

#### 3.1.3 Obligation d'information

Les Parties, pendant toute la durée de la convention, s'informeront immédiatement par écrit s'il ont connaissance de tout fait, événement ou circonstance qui constitue, constituera une violation de l'un quelconque des engagements et déclarations susmentionnés.

### 3.2 Actualisation des informations

La B.A.et le Partenaire s'informent mutuellement sur leur objet social, leurs activités et leurs moyens, ainsi que sur les évolutions de leur fonctionnement (cf : annexes 1 et 1bis à actualiser une fois par an). Le partenaire dans le cadre de l'annexe 1bis doit communiquer à la B.A. toutes les informations demandées par les Pouvoirs Publics.

### 3.3 Choix des interlocuteurs

Ils désignent des interlocuteurs responsables des relations entre les deux parties, dont :

- ceux chargés de l'animation du réseau, pour aider les Partenaires dans leurs actions d'accompagnement
- ceux chargés de la traçabilité, pour favoriser et rendre plus rapides les contacts en cas d'alerte et de rappel de lots.

### 3.4 Délégation de retrait auprès d'un magasin partenaire de la B.A.

Dans le cas où la B.A. confie la ramasse auprès d'un magasin conventionné, elle offre la possibilité au Partenaire de collecter les produits pour son propre usage. Le Partenaire déclare ainsi à la B.A. les ramasses qu'il effectue. Le Partenaire s'engage à respecter les règles d'hygiène et de sécurité des aliments et les règles de gestion qui lui sont confiées. Dans ce cadre, le Partenaire et la B.A. signent la Convention de Délégation de retrait.

Dans certaines BA, cette délégation de retrait peut également s'opérer dans le cadre de Proxidon, plateforme numérique développée par le réseau des Banques Alimentaire permettant aux commerces de proximité de faire dons de leurs surplus et invendus encore consommables aux associations d'aide alimentaire situées aux alentours. Dans le cas où la BA propose ce service, les Parties s'engagent à signer la convention dédiée.

### 3.5 Logiciel TICADI

L'association partenaire et la BA devront accepter et respecter les Conditions Générales d'Utilisation (CGU) du logiciel TICADI. Les engagements de la BA et de l'association partenaire dans le cadre de la mise à disposition de TICADI sont détaillés dans la convention informatique TICADI à signer lors de l'installation.

### 3.6 Organisation de temps d'échanges

La BA et le Partenaire organisent des temps d'échange et de rencontres afin de discuter des besoins et de faire le point sur des axes d'amélioration. Cela peut se faire lors de visite de

**Paraphe :**

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46850H1-DE

l'association, invitation à l'Assemblée Générale, aux temps forts, invitations aux actualités des deux associations…

## *ARTICLE 4 - DURÉE DE LA CONVENTION*

### 4.1 Durée de la convention

La durée de la Convention est renouvelée tacitement tous les ans jusqu'à une durée maximale de 5 ans. À l'issue de ces 5 ans, la convention devra être signée à nouveau. Elle peut être dénoncée à tout moment par une des parties, avec un préavis d'un mois.

### 4.2 Condition de suspension de la convention

Tout manquement par l'une des deux parties à l'un quelconque de ses engagements, ou tout événement exceptionnel entraînant l'impossibilité d'appliquer la présente convention, dégage, par ce fait même et immédiatement, l'autre partie de toute responsabilité. Au cas où ce manquement est le fait du Partenaire, il peut entraîner la suspension temporaire ou définitive de toute distribution de produits, sur décision du Bureau ou du Conseil d'Administration de la B.A.

## *ARTICLE 5 - ANNEXES*

Cinq annexes obligatoires sont jointes à la présente convention dont elles précisent les modalités d'application. Elles font partie intégrante de la présente convention.

**5.1** Les annexes **1 et 1 bis sont mises à jour annuellement**, à la date anniversaire de la signature.

**5.2** Les données figurant dans l'annexe 2 et 2 bis sont **remontées trimestriellement ou annuellement selon les indicateurs.**

**5.3** Les annexes **3, 4 et 5** sont renouvelables selon les mêmes modalités que la convention proprement dite.

**5.4** Des annexes facultatives peuvent être ajoutées pour tenir compte des spécificités locales. Elles peuvent préciser et compléter la présente Convention et ses annexes obligatoires, mais sans bien entendu, contrevenir en quoi que ce soit aux dispositions de ces dernières.

Fait à Toulouse
Pour la B.A.
*(Nom et qualité du signataire)*

Christophe DESFEMME,
*Président de la Banque Alimentaire*
*de Toulouse et sa région*

le Jeudi 3 août 2023
Pour le Partenaire
*(Nom et qualité du signataire)*

**Paraphe :**

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46850H1-DE

# Annexe 1 : Fiche d'information sur la Banque Alimentaire

*(À remplir le jour de la signature de la convention et à actualiser une fois par an)*
*Date de mise à jour :*

## 1. PRÉSENTATION DE LA B.A.

Dénomination de la Banque : BA31, Banque Alimentaire de Toulouse et sa région
Adresse : 197 avenue de Fronton, 31200 Toulouse
Téléphone : 05.61.47.33.01
Adresse e-mail : ba310@banquealimentaire.org
Adresse Internet : https://www.banquealimentaire-toulouse.org/

Lieu(x) de mise à disposition des produits :
adresse 1 : 197 avenue de Fronton, 31200 Toulouse — Tél : 05.61.47.33.01
adresse 2 : — Tél :
adresse 3 : — Tél :

**Nom du Président** : Christophe DESFEMME
Tél. du Président (cas d'urgence) : 05.61.47.33.01

**Directrice** : Aurélie RACINE
Tél. (cas d'urgence) : 05.61.47.33.01

Nom du responsable des Chargés d'Animation Réseau (CAR) : Jean-Philippe GOUZE

Nom du responsable distribution ou d'entrepôt : Sabrina MORGANTE

Nom du RHySA : -

Nom du contact TICADI : Nicolas BONNET

Nom du (de la) secrétaire : Linda BENYAMINA

Nom de l'animateur "Bons gestes & bonne assiette": -

Nom du contact ProxiDon : -

## 2. COTISATION ET PARTICIPATION DE SOLIDARITÉ POUR LE PARTENAIRE

Cotisation annuelle selon la résolution de l'AG du 12/06/2023 :
**75€** par structure + 50€ par antenne

Montant de la Participation de Solidarité selon la résolution de l'AG du 12/06/2023 :
**0.30€/kg** sauf FSE+ gratuit
0.35€/kg : Lait acheté
0.40€/kg : Matériel Autre
2.80€/kg : Poisson surgelé *uniquement sur commande*

## 3. FONCTIONNEMENT

Jours et heures d'ouverture pour la distribution : Lundi au Vendredi, de 11H de 15H
Périodes de fermeture : Week-ends & Jours Fériés

**Paraphe :**

Cofinancé par l'Union européenne

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46850H1-DE

# Annexe 1 bis : Informations sur le Partenaire

*Une fiche par point de distribution*
*Date de mise à jour : 1 Août 2023*

## 1. NOM DU PARTENAIRE : CHRS Pont Vieux

NUMÉRO DE SIRET (obligatoire) : 263 101 230 00013

Adresse lieu de distribution : 1 Rue du Pont Vieux, 31300 Toulouse Téléphone : 05 62 48 52 23

Adresse du siège : CCAS Toulouse

Adresse courrier : 1 Rue du Pont Vieux, 31300 Toulouse

Secteur géographique d'intervention : Toulouse

**Interlocuteurs chez le Partenaire**

Nombre de bénévoles : 0 Nombre de salariés : ~25 ☒ Présence d'un travailleur social

| | Prénom Nom | Fixe / portable | Courriel | Salarié / Bénévole |
|---|---|---|---|---|
| Responsable structure - Directrice | Katherine Mattiuzzo | 06 35 53 75 73 | katherine.mattiuzzo-dauriac@ccas-toulouse.fr | Salariée |
| Chargé de la distribution | Annabelle Quillet<br>Laurence Kantzer | 06 21 20 54 48<br>06 27 66 42 74 | annabelle.quillet@ccas-toulouse.fr<br>laurence.kantzer@ccas-toulouse.fr | Salariées |
| Administration et comptabilité | Annabelle Quillet<br>Laurence Kantzer | 06 21 20 54 48<br>06 27 66 42 74 | annabelle.quillet@ccas-toulouse.fr<br>laurence.kantzer@ccas-toulouse.fr | Salariées |
| Responsable Hygiène et Sécurité des Aliments | Annabelle Quillet<br>Laurence Kantzer | 06 21 20 54 48<br>06 27 66 42 74 | annabelle.quillet@ccas-toulouse.fr<br>laurence.kantzer@ccas-toulouse.fr | Salariées |
| Chargé de TICADI / Indicateurs État | Annabelle Quillet<br>Laurence Kantzer | 06 21 20 54 48<br>06 27 66 42 74 | annabelle.quillet@ccas-toulouse.fr<br>laurence.kantzer@ccas-toulouse.fr | Salariées |
| Accompagnement social | | | | |
| Contact pour la Collecte | Annabelle Quillet | 06 21 20 54 48 | annabelle.quillet@ccas-toulouse.fr | Salariées |

**Paraphe :**

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46850H1-DE

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Laurence Kantzer | 06 27 66 42 74 | laurence.kantzer@ccas-toulouse.fr | |
| Contact pour ProxiDon | | | | |

## 2. HABILITATION

Statut : ❒ Association ☒ CCAS/CIAS ❒ Autre, *préciser* : ……

*A noter : Les CCAS, CIAS et Mairies sont des personnes morales de droit public et ne sont pas concernés par l'habilitation*

**Le Partenaire appartient à un grand réseau ayant une habilitation nationale** (liste disponible sur le site SIHAB : https://dgcs-prod.social.gouv.fr/dgcs/sihab/public/) :

❒ Oui ❒ Non, lequel : ……..……..…..……....

**Si non, le Partenaire a une habilitation régionale (pour trouver l'Arrêté Préfectoral, saisir sur internet "le nom de la région" suivi de "habilitation aide alimentaire")**

❒ Oui, date de l'arrêté : …… durée : ……...

❒ en cours, prochaine session d'habilitation prévue le : ……...

**Catégorie du partenaire (à remplir par la B.A.)** : ☒ Catégorie 1 ❒ Catégorie 2

*Rappel :*
- *Les partenaires dits de catégorie 2 sont : les unités locales Croix-Rouge française, les comités du Secours Populaire, les Restaurants du Cœur.*
- *Les partenaires dits de catégorie 1 sont les autres associations et les CCAS*

## 3. ACTIVITÉ DU PARTENAIRE *(plusieurs réponses possibles)*

**Modes de distribution de l'aide alimentaire**

☒ Colis ❑ Maraude ❑ Repas ❑ Petit Déjeuner/Collation

**Particularité**

☒ Hébergement longue durée (ex : CHRS) ❑ Hébergement d'urgence

❑ Livraison au domicile des personnes ❑ Dispositif jeunes travailleurs/étudiants

L'aide alimentaire est-elle votre activité dominante ? Non

**Paraphe :**

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46850H1-DE

**Publics majoritairement accueillis**

❑ Famille, *précisez l'âge en cas d'enfants* : …… ❑ Mineurs isolés

❑ Personne en situation de handicap ☒ Autres, précisez : Femmes et enfants

## *4. APPROVISIONNEMENT*

**Produits de la B.A. souhaités/récupérés par le partenaire :**

☒ Produits secs ☒ Produits frais ❑ Produits surgelés
Commentaires : ……

**Autres approvisionnements :**

❒ Ramasse ❒ Dons ☒ Achats ❒ Jardin partagé

Le partenaire souhaite recevoir des produits issus du **FSE+** ? ☒ Oui ❒ Non
En cours de discussion

***Le partenaire souhaite signer la Convention de Délégation de Retrait*** ❑ Oui ☒ Non

***Le partenaire souhaite signer la Convention ProxiDon*** ❑ Oui ☒ Non

## *5. DISTRIBUTION*

**Fonctionnement**

Toute l'année : ☒ Oui ❑ Non ❑ Sinon, période de fermeture : ……
Alternative à la fermeture : ……

Fréquence de passage (souhaitée) à la Banque Alimentaire :
Tous les 15 jours

Jours et horaires d'enlèvement convenus avec la BA ou livraison (fréquence), précisez l'entrepôt d'enlèvement :
En cours de discussion

Jours et horaires de distribution alimentaire :
Le même jour que la ramasse des denrées de la BA

**Paraphe :**

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46850H1-DE

## 6. BESOINS ET MOYENS DU PARTENAIRE

**Equipements/Locaux :**

| | Nombre | Volume ou Surface |
|---|---|---|
| Pièce d'accueil | 5 | |
| Cuisine | 2 | |
| Local de distribution | | |
| Local d'entreposage | 1 | |
| Chambre froide positive* | | |
| Chambre froide négative* | | |
| Congélateur* | | |
| Réfrigérateur* | | |
| Container isotherme agréé | | |
| Glacière | 2 | |
| plaques eutectiques | 2 | |
| Véhicule frigorifique* | | |
| Véhicule isotherme | | |
| Autre véhicule (préciser) | VL Kangoo | |

*avec thermomètre et procédure de relevé ou d'enregistrement des températures

**Logiciel de gestion de l'activité :**
Présence d'un logiciel de gestion de l'activité d'aide alimentaire mis à disposition par un autre réseau d'aide alimentaire : ❑ Oui ☒ Non
Si oui, lequel ?

**Si le Partenaire ne dispose pas d'un logiciel de gestion porté par un réseau national, le Partenaire accepte d'installer TICADI et signera la convention TICADI**

## 7. LES PERSONNES ACCUEILLIES

**Existence d'une procédure d'éligibilité** : ☒ Oui ❑ Non, en cours de réalisation

- Nombre de bénéficiaires mensuel (prévisionnel) : 29 actuel (capacité max 49)

**Paraphe :**

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46850H1-DE

# Annexe 2 : Indicateurs État des partenaires

Sont concernés tous les partenaires de catégorie 1 :
C.C.A.S., associations indépendantes, associations rattachées à un réseau national hors : unités locales Croix-Rouges-française, comités Secours Populaire, Restaurants du Coeur, et épiceries adhérentes à l'ANDES ou l'UGESS.
NB : Pour information, au moment de la saisie des Indicateurs État annuel et de leur validation par le Partenaire, les tranches d'âge : 0 - 17 ans, 18 - 29 ans et + 65 ans seront également transmises à la DGCS (Direction Générale de la Cohésion Sociale). Il s'agit d'une obligation du règlement du FSE+ et qui ne nécessite aucune saisie ou manipulation supplémentaire de la part du Partenaire.

## Bénéficiaires

| **Données Chiffrées** | **Détails** | **Périodicité** | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | T1 | T2 | T3 | T4 | Année |
| Nombre de foyers inscrits | Somme de tous les foyers inscrits | | | | | |
| Nombre de personnes inscrites | Somme totale des personnes inscrites pour bénéficier d'une aide alimentaire. Dans le cas de l'inscription d'une personne pour le compte d'un foyer entier, chaque membre du foyer doit être compté. | | | | | |
| Nombre de personnes aidées | Somme de toutes les personnes ayant reçu une aide alimentaire. Dans le cas de l'attribution de l'aide à une personne représentant un foyer, tous les membres du foyer doivent être comptés. Une personne recevant plusieurs fois une aide alimentaire doit être comptée plusieurs fois. | | | | | |
| Nombre de personnes inscrites réparties par tranches d'âge | | | | | | |
| 0 - 3 ans | | | | | | |
| 4 - 14 ans | | | | | | |
| 15 - 25 ans | | | | | | |
| 26 - 64 ans | | | | | | |
| 65 et + | | | | | | |
| Nombre de personnes inscrites réparties par sexe | | | | | | |
| Masculin | | | | | | |
| Féminin | | | | | | |

## Volumes distribués

| | **Unité** | **T1** | **T2** | **T3** | **T4** | **Année** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Poids net distribué sur la période** | Tonne | | | | | |

**Paraphe :**

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46850H1-DE

# Annexe 2 bis : Indicateurs État des partenaires

Sont concernés tous les partenaires de catégorie 2 :
Les unités locales Croix Rouge-française, les comités du Secours Populaire, les Restaurants du Cœur, les épiceries sociales adhérentes à l'ANDES ou UGESS.

Les associations affiliées ou adhérentes d'un réseau agréé à gérer le FSE+ doivent transmettre les indicateurs état au prorata des volumes reçus par à la B.A. le tonnage de produits que leur fournit la B.A.

**Bénéficiaires**

| Données Chiffrées | Détails | Périodicité | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | T1 | T2 | T3 | T4 | Année |
| Nombre de foyers inscrits | Somme de tous les foyers inscrits | | | | | |
| Nombre de personnes inscrites | Somme totale des personnes inscrites pour bénéficier d'une aide alimentaire. Dans le cas de l'inscription d'une personne pour le compte d'un foyer entier, chaque membre du foyer doit être compté. | | | | | |
| Nombre de personnes aidées | Somme de toutes les personnes ayant reçu une aide alimentaire. Dans le cas de l'attribution de l'aide à une personne représentant un foyer, tous les membres du foyer doivent être comptés. Une personne recevant plusieurs fois une aide alimentaire doit être comptée plusieurs fois. | | | | | |

**Volumes distribués**

| | Unité | T1 | T2 | T3 | T4 | Année |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Poids net reçu de la B.A. sur la période** | Tonne | | | | | |

**Paraphe :**

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46850H1-DE

# Annexe 3 “Hygiène et sécurité des aliments ; transports”

*La présente annexe précise, dans ce domaine particulièrement important, les responsabilités respectives de la B.A. et du Partenaire signataire.*

## 1. ENGAGEMENTS DE LA B.A.

La B.A. est garante de l'hygiène et de la sécurité alimentaire sous le contrôle de son Responsable de l’Hygiène et de la Sécurité Alimentaires (RHySA) et sous la responsabilité de son Président. Pour cela, la B.A. le « Guide des Bonnes Pratiques d’Hygiène, distribution de produits alimentaires par les organismes caritatifs » édité par la Direction Générale de l’Alimentation (DGAL). Elle applique en particulier les dispositions suivantes :

Les produits récoltés dans les entreprises de l’industrie agro-alimentaire et dans la Grande Distribution, sont triés de façon à éliminer ceux qui sont non conformes :

- produits périmés dont la Date Limite de Consommation (DLC) est dépassée (« à consommer jusqu’au… »)
- dans le cas des produits « à consommer de préférence avant », (Date de Durabilité Minimum)
  - ceux qui présentent des signes extérieurs de dégradation (rouille, chocs au niveau du sertissage, …)
  - ceux dont l’emballage n’est plus intègre
  - en cas d'incertitude, la B.A. consulte les services officiels concernés ; si un reconditionnement est nécessaire, il ne peut se faire qu'avec l'agrément des services officiels ; à défaut, ce travail doit être confié à un organisme habilité (cuisine collective, traiteur…).

Lors des transports effectués par la B.A., celle-ci doit s'assurer d'une part que le véhicule utilisé pour le transport des produits réfrigérés et surgelés répond aux normes réglementaires et d'autre part que son état de propreté et sa température sont, pendant tout le trajet, conformes aux exigences réglementaires.

Lors du stockage à la B.A., celle-ci doit s'assurer, à l'aide d'appareils enregistreurs, que la température est restée en permanence à sa valeur de consigne ; en cas de rupture de la chaîne du froid se traduisant par une remontée sensible de la température des produits, la B.A. détruit les produits, sauf distribution pour consommation immédiate et dans le cadre des tolérances admises décrites dans le Guide des Bonnes Pratiques d’Hygiène; en cas de doute sur la conduite à tenir, elle consulte les services officiels compétents.

La mise à disposition des produits est assurée par la B.A., sans entorse à l'hygiène et sans rupture de la chaîne du froid ; en délivrant les produits au représentant de son Partenaire, la B.A. s'assure que le matériel du Partenaire destiné à assurer le transport permet de le faire dans les conditions réglementaires :

- si l'hygiène n'est pas satisfaisante, elle ne délivre aucun produit ;
- si les moyens utilisés ne permettent pas d’obtenir la température réglementaire, (la température est excessive), elle ne délivre pas de produits soumis à une température dirigée[1(*)].

[1(*)] *température maximum autorisée pour la conservation du produit (inscrite sur l’emballage)*

**Paraphe :**

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46850H1-DE

La remise des produits au représentant du Partenaire est formalisée par la signature d'un bon d'enlèvement en 2 exemplaires, dont 1 exemplaire archivé à la B.A. et 1 exemplaire destiné au Partenaire. Le bon d'enlèvement doit être obligatoirement remis lors de la cession des produits qui transfère la responsabilité du devenir du produit au Partenaire.

La B.A. assure au personnel manipulant des produits alimentaires, une formation à l'Hygiène et la sécurité alimentaire.

La B.A. applique la procédure interne de Gestion des alertes alimentaires et transmet toute alerte aux associations partenaires potentiellement concernées.

### *2. ENGAGEMENTS DU PARTENAIRE*

L'association partenaire s'engage à respecter le « Guide des Bonnes Pratiques d'Hygiène, distribution de produits alimentaires par les organismes caritatifs » dès que l'exemplaire lui est remis. Les dispositions du Guide sont à respecter tout au long de la chaîne de don, de l'approvisionnement à la remise aux bénéficiaires.

La signature d'un bon d'enlèvement (cf. 2.1 supra) concrétise le transfert de l'entière responsabilité des produits au Partenaire. Ce document est à conserver pendant les délais légaux (7 ans) : il constitue le support de traçabilité en cas de recherches liées à des procédures d'alerte ou de contrôle par les services de l'État.

Le Partenaire contrôle le transport depuis l'entrepôt de la B.A. jusqu'à son local. Il s'assure que le matériel et les conditions de transport (hygiène, température, poids total autorisé et état du véhicule) sont conformes aux exigences réglementaires.

Le Partenaire prend toutes les mesures nécessaires afin de maintenir les produits alimentaires dans un état rigoureux de conservation, et ce dès le moment où ces dernières lui sont remises ; il s'engage à respecter la législation et les règlements en vigueur en matière de sécurité alimentaire :

conformité des locaux, mesure des températures et enregistrements,
stockage et entreposage des produits à l'exclusion de tout domicile personnel.

Le Partenaire s'interdit toute congélation, conformément à l'article 9 du Guide des bonnes pratiques d'hygiène de la distribution de produits alimentaires par les organismes caritatifs (GBPH), excepté pour le pain.

Le Partenaire s'interdit toute distribution ou utilisation de produits au-delà de la date figurant après la mention « à consommer jusqu'au… » (appelée « DLC »); en cas de distribution de produits à une date proche de cette dernière, il prévient les personnes servies de la nécessité de les consommer sans délai.

Si un produit devait faire l'objet d'un retrait de vente ou d'une alerte par l'administration ou des professionnels, pour des raisons de sécurité alimentaire, le Partenaire s'engage à le stocker et à suivre les instructions qui lui seront transmises par la B.A.. Afin de faciliter la gestion des alertes alimentaires, le Partenaire pourra utiliser la Fiche Pratique « Gestion des Alertes par une association partenaire » issue du GBPH, remise par la B.A. et ci-annexée (Annexe N°5).

Il s'emploie, avec l'aide de la B.A. si nécessaire, à donner aux personnes impliquées dans le transport, le stockage et la distribution des produits alimentaires, le minimum de formation indispensable pour que ces opérations puissent être réalisées dans des conditions sûres telles que définies dans le Guide des Bonnes Pratiques d'Hygiène.

Le Partenaire fait tout son possible pour qu'une personne soit désignée Responsable de l'hygiène et de la sécurité alimentaires et assure un système d'alerte (personnes joignables par téléphone en permanence).

**Paraphe :**

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46850H1-DE

Les coordonnées, à jour, du système d'alerte sont transmises à la B.A. dès la signature de la présente convention.

**Paraphe :**

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46850H1-DE

# Annexe 4 : Réservée aux partenaires associatifs et CCAS souhaitant recevoir des produits financées par l'union Européenne

GOUVERNEMENT
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

UNION EUROPEENNE

**Direction Générale**
**de la Cohésion Sociale**

## Lignes directrices à destination des associations bénéficiaires dans le cadre du soutien européen à l'aide alimentaire du FSE+

**Les lignes directrices précisent l'ensemble des obligations des associations bénéficiaires (AB) qui perçoivent directement ou indirectement des produits alimentaires financées par le FSE+ dans son volet « lutte contre la privation matérielle » conformément au règlement (UE) n°2021/1057 du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) n°1296/2013, ainsi qu'au programme SEAA de la France dont la version finale a été transmise à la CE en septembre 2022.**

Les lignes directrices qui sont mises en œuvre à travers des procédures internes aux associations bénéficiaires, s'imposent à tous les partenaires et peuvent faire l'objet de vérifications par des corps d'inspection, de contrôle ou d'audit (nationaux et européens), sur pièces ou sur place, auprès des organisations concernées.

Les lignes directrices doivent être paraphées et annexées :

- aux conventions passées entre FranceAgriMer et les associations bénéficiaires ;
- aux conventions déclinées au sein des réseaux associatifs entre le siège et ses différents partenaires ;
- aux conventions passées entre les associations bénéficiaires du FSE+ et les autres associations bénéficiaires à qui ces dernières fourniraient des produits financés par le FSE+.

Elles sont à présenter avec ces conventions lors des contrôles.

*******

**Les obligations à respecter sont au nombre de huit et peuvent se regrouper en trois sous-ensembles :**

**I. Le public visé par le FSE+**

1. Eligibilité des personnes démunies, article 2-1-6 et article 4-1-m) du règlement FSE+
2. Mise en place de mesures d'accompagnement, article 19-4 du règlement FSE+

**II. Modalités de distribution du FSE+**

3. Information, communication et publicité sur le fonctionnement du FSE+, article 50-1 du règlement portant dispositions communes
4. Gratuité de l'aide alimentaire, article 21-2 du règlement FSE+
5. Conditions de stockage et sécurité sanitaire, article 19-1 du règlement FSE+

**III. Suivi comptable et traçabilité du FSE+**

6. Tenue d'une comptabilité matière, article 74-1-a)-i) du règlement portant dispositions communes
7. Remontée des données chiffrées, annexe III du règlement FSE+
8. Conservation des documents comptables et non comptables, audits et contrôle, article 82 du règlement portant dispositions communes

**Le "Livret des Procédures FSE+" doit être obligatoirement expliqué au Partenaire. Le Livret sera à signer, conserver et présenter en cas de contrôle. La Banque Alimentaire conserve une copie.**

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46850H1-DE

# Annexe 5 : Protocole de sécurité pour le chargement/déchargement

*Établi en application de l'Arrêté du 26 avril 1996*

Le présent protocole est établi entre la **Banque Alimentaire de Toulouse et sa Région**
Adresse : 197 avenue de Fronton, 31200 Toulouse
Identité du responsable désigné : Christophe DESFEMME, *Président*

Et l'**association** ou le **CCAS recevant des produits** :
Raison Sociale : CHRS Pont Vieux
Adresse : 1 Rue du Pont Vieux 31300 Toulouse
Identité du correspondant : Annabelle Quillet
Jours et heures habituelles de l'intervention : En cours de discussion
Opérations répétitives : oui ☒ non ☐
Nature de l'opération : **CHARGEMENT** (assoc.) ☒ **DÉCHARGEMENT** (transporteur) ☐
Documents remis au partenaire
Plan d'accès et de circulation oui ☐ non ☒
Livret d'accueil oui ☒ non ☐
Consignes de sécurité oui ☐ non ☒
Moyens de secours en cas d'accident : Secouristes oui ☒ non ☐
Numéros d'appel d'urgence : Pompiers : 12 SAMU : 15

Matériel utilisé pour les opérations de chargement-déchargement :
Matériel de jonction quai-véhicule ☐ Chariot à conducteur autoporté ☐
Transpalette électrique ☒ Transpalette manuel ☒

Type de véhicule utilisé : VL ☒ VUL ☐ Camion porteur ☐ Semi-remorque ☐
Véhicule frigorifique oui ☐ non ☒

Nature des marchandises : produits alimentaires (frais et secs) ou non alimentaires
Type de conditionnement : Vrac ☐ Palettes ☒ Colis ☐ Caisses mobiles ☐

| Atteintes possibles à la santé | Mesures de prévention |
|---|---|
| Écrasement pendant la manœuvre de mise à quai | Interdiction de se tenir derrière un véhicule qui manœuvre |
| Choc entre le véhicule et des piétons | Interdiction de se tenir près des véhicules qui manœuvrent |
| Chute du quai (chariot ou piéton) | Rester éloigné du bord du quai |
| Choc entre engins et piétons | Porter un gilet haute visibilité |
| Trouble Musculo Squelettiques * lors de la manutention des charges | Privilégier les engins de manutention |
| Blessure aux pieds | Port de chaussures de sécurité |
| Blessure aux mains | Port de gants |
| Blessures dues à la chute d'objets stockés en hauteur dans l'entrepôt | Interdiction d'entrer dans l'entrepôt sans y être invité par le personnel de la B.A. |

Pour la Banque Alimentaire
Date
Nom & Signature
Christophe DESFEMME

Pour l'association /CCAS
Date
Nom & Signature

**Paraphe :**

Cofinancé par l'Union européenne

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet **: Modification des résultats d'exploitation 2021 - I.M.E Montaudran**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 021**

**DEL-23-0191**

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n°22-0053 en date du 22/04/2022, le Conseil d'Administration approuvait l'affectation du résultat de l'IME Montaudran en ces termes :

Le déficit consolidé 2021 d'un montant de 94 195,45 euros est reprise sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement.

La proposition d'affectation des résultats 2021 de l'IME Montaudran a été validée par l'Agence Régionale de Santé lors de l'examen du compte administratif 2021.

Par conséquent, la décision de l'autorité de tarification en matière d'affectation des résultats doit être reprise dans une délibération du Conseil d'Administration, même lorsque l'autorité de tarification confirme la proposition d'affectation des résultats de l'établissement.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 021**

**Modification des résultats d'exploitation 2021 - I.M.E Montaudran**

Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Les membres du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse proposent donc de valider l'affectation des résultats 2021 de l'IME MONTAUDRAN.

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE UNIQUE** : Est approuvée, pour l'IME MONTAUDRAN, l'affectation définitive des résultats 2021 comme suit :

Le déficit consolidé 2021 qui s'élève à 94 195,45 euros est repris sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement.

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 021 - Modification des résultats d'exploitation 2021 - I.M.E Montaudran - *DEL-23-0191*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 05/10/2023
Affiché le : 09/10/2023

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet : **Avenant N°2- accord cadre relatif à la fourniture et livraison de denrées alimentaires pour les établissements gérés par le Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse (CCAS) et le Centre Toulousain des Maisons de Retraite (CTMR) Lot N°5 : charcuterie.**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 038**

**DEL-23-0153**

Mesdames, Messieurs,

En date du 5 août 2022, le Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse et le Centre Toulousain des Maisons de Retraite ont conclu un accord-cadre relatif à la fourniture et livraison de denrées alimentaires pour répondre aux besoins de leurs établissements.

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale à partir de la date de notification jusqu'au 5 Août 2023. Il est tacitement reconductible par période successive d'un an, pour une durée maximale de reconduction d'un an, sans que la durée totale d'exécution de l'accord cadre n'excède 4 ans.

Par correspondance en date du 29 août 2023, le CCAS de Toulouse informait la société SYSCO de la modification sèche du prix sur certaines références inscrites au bordereau des prix unitaires du lot 5 – Charcuterie.

Compte tenu de ce qui précède, et pour assurer la continuité dans l'exécution de l'accord-cadre conclu avec la société SYSCO, il y a lieu de conclure l'avenant n°2.

En conséquence, il est proposé au Conseil d'Administration d'approuver les termes du projet de l'avenant n°2 et d'autoriser le représentant de l'acheteur à la signer.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 038**

**Avenant N°2- accord cadre relatif à la fourniture et livraison de denrées alimentaires pour les établissements gérés par le Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse (CCAS) et le Centre Toulousain des Maisons de Retraite (CTMR) Lot N°5 : charcuterie.**

Vu le code de l'action sociale et des familles,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code de la commande publique,
Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE 1er** : Le Conseil d'Administration approuve les termes du projet d'avenant n°2 à l'accord-cadre relatif à la fourniture et la livraison de denrées alimentaires pour les établissements gérés par le Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse et le Centre Toulousain des Maisons de Retraite – Lot N° 5 : Charcuterie.

**ARTICLE 2** : Le Conseil d'Administration autorise la Vice-Présidente du CCAS de Toulouse et la Directrice Générale en cas d'empêchement à signer ledit avenant avec incidence financière ainsi que tous les actes y afférents aux effets ci-dessus.

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 038 - Avenant N°2- accord cadre relatif à la fourniture et livraison de denrées alimentaires pour les établissements gérés par le Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse (CCAS) et le Centre Toulousain des Maisons de Retraite (CTMR) Lot N°5 : charcuterie. - *DEL-23-0153*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 25/09/2023
Affiché le :

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet **: Convention de partenariat - Accès aux droits et aux soins des assurés vulnérables entre le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la Ville de Toulouse et la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) de la Haute-Garonne**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 040**

**DEL-23-0192**

Mesdames, Messieurs,

L'assurance Maladie fait de la lutte contre les exclusions une de ses priorités, en favorisant l'accès aux droits et aux soins. Elle développe pour cela des partenariats avec les acteurs œuvrant dans le domaine de la fragilité sociale, dont les établissements de santé et particulièrement avec les Permanences d'Accès aux Soins de Santé (PASS).

Cette convention est signée avec la CPAM de la Haute-Garonne et le CCAS de Toulouse du fait de l'existence de son Centre de Santé, qui permet l'accès à des consultations de médecine générale sans avance de frais (pour des personnes ayant ou non une couverture sociale). Elle fait intervenir plusieurs partenaires de santé (CHU de Toulouse, l'hôpital Joseph Ducuing, le Centre hospitalier Comminges Pyrénées et la Case de Santé).

La présente convention vise à consolider les collaborations existantes par l'amélioration des relations, l'optimisation des délais de traitement, l'harmonisation des pratiques et un accès plus rapide aux droits et aux soins des personnes.
Elle permet également pour les travailleurs sociaux des structures de bénéficier d'un contact privilégié et un traitement attentionné des dossiers urgents avec un retour sur les décisions CPAM aux partenaires.
La CPAM s'engage à assurer la formation et information des travailleurs sociaux des partenaires sur les dispositifs d'accès aux droits et aux soins, en les informant régulièrement des évolutions règlementaires. Elle s'engage aussi à mettre à disposition des partenaires l'outil Espace Partenaires, nécessitant pour les travailleurs sociaux des structures partenaires de participer à une formation de l'outil.

La présente convention prend effet à la date de la signature des parties. Elle est conclue pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 040**

**Convention de partenariat - Accès aux droits et aux soins des assurés vulnérables entre le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la Ville de Toulouse et la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) de la Haute-Garonne**

Vu le rapport de la Vice-présidente du CCAS,
Vu le code de l'Action Sociale et des Familles
Vu le code Général des Collectivités Territoriales

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE 1** : Le Conseil d'Administration approuve les termes du projet de convention de partenariat entre la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Haute Garonne et Le CCAS de Toulouse

**ARTICLE 2** : Le Conseil d'Administration autorise la Vice-présidente du CCAS à signer ladite convention ainsi que tous les actes et avenants y afférent.

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 040 - Convention de partenariat - Accès aux droits et aux soins des assurés vulnérables entre le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la Ville de Toulouse et la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) de la Haute-Garonne - *DEL-23-0192*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 25/09/2023
Affiché le :

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46850H1-DE

**Banque Alimentaire**
**de Toulouse et sa Région**

À Toulouse, le 01/08/23

**Objet : Attestation de réception documents FSE+**

Je soussigné(e) Rapion Jérémy, agissant

en qualité de représentant(e) de

l'association CHRS "la maison des allées", Accueil femme "le Pont Vieux"

certifie avoir reçu

le guide des bonnes pratiques d'hygiène.

BA de Toulouse et sa région
*(Nom et qualité du signataire)*

Clémence RAYMOND
Chargée d'Animation Réseau
BANQUE ALIMENTAIRE
de TOULOUSE et sa Région
197, Avenue de Fronton
31200 TOULOUSE
Tél. : 0561473301 et 0561473731
Fax 0561475146

Partenaire
*(Nom et qualité du signataire)*

Educateur spécialisé

*Ensemble, aidons l'Homme à se restaurer*

Cofinancé par
l'Union européenne

197, avenue de Fronton - Bâtiment 10 - 31 200 Toulouse
05 61 47 33 01 – ba310@banquealimentaire.org
Membre de la Fédération Française des Banques Alimentaires
www.banquealimentaire-toulouse.org
SIREN 339 839 011

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet **: Modification de l'affectation des résultats d'exploitation 2021 - R.A Saint Louis**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 026**

**DEL-23-0158**

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 22-0065 en date du 22/04/2022, le Conseil d'Administration du CCAS proposait l'affectation des résultats 2021 pour la Résidence Autonomie Saint Louis en ces termes :

- Le déficit consolidé qui s'élève à 11 495.66 euros est d'une part repris sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement pour un montant de 3 560.69 euros et, d'autre part, mis en attente d'affectation (compte 119) pour 7 934.97 euros.

Or, il convient de modifier les résultats 2021 de la manière suivante :

- L'affectation du déficit consolidé de 11 495.66 euros est modifiée, 3 560.69 euros sont repris sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement et un montant de 7 934.97 euros est mis en augmentation des charges d'exploitation 2023.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 026**

**Modification de l'affectation des résultats d'exploitation 2021 - R.A Saint Louis**

Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE UNIQUE** : Sont approuvées, pour la Résidence Autonomie Saint Louis, les modifications d'affectation du résultat 2021 suivantes :

- L'affectation du déficit consolidé de 11 495.66 euros est modifiée, 3 560.69 euros sont repris sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement et un montant de 7 934.97 euros est mis en augmentation des charges d'exploitation 2023.

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 026 - Modification de l'affectation des résultats d'exploitation 2021 - R.A Saint Louis - *DEL-23-0158*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 05/10/2023
Affiché le : 09/10/2023

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet **: Convention entre le CCAS de Toulouse et l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH)**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 032**

**DEL-23-0187**

Mesdames, Messieurs,

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la Mairie de Toulouse est engagé dans un projet de réhabilitation du CHRS Maison des Allées – Accueil Homme Antipoul, implanté 9 rue d'Antipoul à Toulouse.

Cet établissement est spécialisé dans l'accueil d'un public masculin isolé et précaire.

Ce projet a pour objet, de permettre dans sa finalité d'humaniser l'accueil, les conditions d'hébergement, et de faciliter le quotidien des travailleurs sociaux par :

- Amélioration de la sécurité
- Changement complet du Système de Sécurité Incendie
- Permettre un contrôle d'accès pour les personnes extérieur (Interphone / Visiophone Clavier / Digicodes)
- Le bâtiment devra se doter d'un local réservé à l'accueil des nouvelles entrées afin d'y intégrer un protocole « punaise de lit » pour éviter les infestations dans les logements.
- Amélioration de l'accueil et des services :
    - Accueil
    - Aide et accompagnement social

Dans ce contexte une première phase de travaux est prévue et le CCAS a sollicité et obtenu une subvention de l'ANAH.

Le coût de l'opération : le montant toutes taxes comprises (TTC) prévisible de l'ensemble de la dépense subventionnable est de 244 896 € TTC.
Le montant de subvention accordé, visé à l'article 2, résulte d'un taux de 50% appliqué au montant prévisible.

La présente convention concerne l'octroi d'aide à l'investissement, pour un montant de 122 448 euros.
Le maître d'ouvrage bénéficiaire de l'aide dispose d'un délai de 6 mois à compter de la prise d'effet de la présente convention pour commencer l'opération.

Le défaut de commencement de l'opération, dans le délai précité entraîne l'annulation du bénéfice de la subvention, sauf s'il y a eu autorisation de report prononcé par l'ANAH, sur demande justifiée du bénéficiaire avant expiration de ce délai, et dans la limite fixée à l'article 11 du décret n°99-1060 du 16 décembre 1999.

L'opération devra être terminée dans un délai de 3 ans à compter du début de la réalisation.
Le défaut d'achèvement de l'opération, dans le délai précité entraîne l'annulation du bénéfice de la subvention, sauf s'il y a eu autorisation de report prononcé par l'ANAH, sur demande justifiée du bénéficiaire avant expiration de ce délai, et dans la limite fixée à l'article 12 du décret n°99-1060 du 16 décembre 1999.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 032**

**Convention entre le CCAS de Toulouse et l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH)**

Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Après avoir entendu le rapport relatif à la participation du CCAS de Toulouse, au dispositif de financement, ainsi que les explications en réponse aux questions qui lui sont posées,

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE 1** : Est approuvée la mise en place d'une convention de financement par subvention, d'un montant de 50 % de 244 896 €, entre le CCAS de Toulouse et L'Agence Nationale de l'Habitat pour le financement de travaux d'humanisation et d'amélioration de sécurité du CHRS Maison des Allées – Site d'Antipoul.

**ARTICLE 2** : La Vice-présidente du CCAS de Toulouse, en cas d'empêchement ou d'absence, la Directrice générale du CCAS, sont autorisés à signer la présente convention et les documents y afférents au nom du CCAS de Toulouse.

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 032 - Convention entre le CCAS de Toulouse et l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) -

*DEL-23-0187*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 25/09/2023
Affiché le :

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet **: Convention de partenariat - Projet addiction-précarité : ''Accompagner les conduites addictives pour l'insertion globale des personnes'' - Equipe Mobile Sociale et de santé (EMSS) service du SIAO 31 (représenté par le CCAS de Toulouse)**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 037**

**DEL-23-0152**

Mesdames, Messieurs,

Depuis plusieurs années la Fédération des acteurs de la solidarité, en partenariat avec la fédération Addiction porte conjointement des projets sur la thématique des addictions. Dans la continuité de ces projets les fédérations s'associent pour la mise en œuvre du projet précarité et addictions.

Conformément aux dispositions de la convention de financement pluriannuel (2022-2023) signée entre la Caisse nationale d'Assurance Maladie et La Fédération des acteurs de la solidarité, les objectifs du projet précarité et addictions s'inscrivent dans les missions et responsabilités en cohérence avec l'État.

Le projet s'inscrit dans la continuité des projets fédéraux et la volonté d'un partenariat visant la création de culture d'intervention et d'accompagnement commune entre le champ de l'Accueil Hébergement Insertion (AHI) et celui de l'addictologie.

Le projet permettra d'accompagner les établissements en ayant exprimé le besoin afin de donner aux différents professionnelles, les moyens, les compétences ainsi que les cadres d'intervention nécessaires à la mise en place d'actions de prévention et de promotion de la santé et de réduction des risques à destination des personnes en situation de précarité et ayant des conduites addictives.

Les actions visées par ce projet ont pour objectif l'évolution des pratiques professionnelles et institutionnelles dans l'accompagnement des conduites addictives.

Ces actions sont essentiellement :

**1- Développement du travail partenarial :** le SIAO en lien avec l'établissement du secteur de l'addictologie local pourra organiser des sessions d'information, de sensibilisation des professionnelles.

**2- Actions de formation et/ou co-formation** des professionnels, des bénévoles et des personnes accompagnées avec les partenaires de l'addictologie,

3- **Evolution des documents cadre de l'établissement** (Règlement intérieur, projet d'établissement, document de prise en charge individualisée…).

4 - **Des actions en direction des personnes accueillies**. Ces actions peuvent viser tous les produits consommés par les personnes accompagnées mais doivent obligatoirement inclure le tabac. Ces actions devront être en cohérence avec les objectifs du projet et seront validées par le.la chargé(e) de projet.

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de partenariat opérationnel pour la mise en œuvre du projet précarité et addictions entre la FAS, la FAS régionale et l'association gestionnaire.

La fédération s'engage à assurer le suivi du projet global et rendre compte du bilan d'activité et budgétaire auprès des financeurs ainsi que de verser aux structures les contributions financières sous réserve de validation des actions.

La structure accompagnée « le SIAO » s'engage à désigner un référent de projet au sein de son établissement pour permettre la réalisation du présent projet ainsi que de participer aux temps de travail organisés par la FAS Occitanie ainsi que la FAS.

La convention annuelle prend effet pour une durée d'un an, rétroactivement du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023. Toute reconduction tacite est exclue, elle ne pourra être renouvelée que par voie d'avenant.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 037**

**Convention de partenariat - Projet addiction-précarité : ''Accompagner les conduites addictives pour l'insertion globale des personnes'' - Equipe Mobile Sociale et de santé (EMSS) service du SIAO 31 (représenté par le CCAS de Toulouse)**

Vu le code de l'action sociale et des familles,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Considérant qu'une convention relative à un partenariat doit être signée entre l'EMSS et le SIAO représenté par le CCAS de Toulouse

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE 1er** : Le Conseil d'Administration approuve les termes du projet de convention relative au partenariat entre le CCAS de Toulouse et La Fédération des Acteurs de la Solidarité – OCCITANIE relative aux addictions précarité et accompagnement des conduites addictives pour l'insertion globale des personnes.

**Article 2** : le Conseil d'Administration autorise la Vice- Présidente et/ou la Directrice Générale en cas d'empêchement à signer ladite convention sans incidence financière ainsi que tous les actes et avenants y afférents.

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 037 - Convention de partenariat - Projet addiction-précarité : ''Accompagner les conduites addictives pour l'insertion globale des personnes'' - Equipe Mobile Sociale et de santé (EMSS) service du SIAO 31 (représenté par le CCAS de Toulouse) - *DEL-23-0152*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 25/09/2023
Affiché le :

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet **: Modification de l'affectation du résultat 2021 - Centre Maternel Sainte Lucie**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 023**

**DEL-23-0157**

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n°22-0052 en date du 22/04/2022, le Conseil d'Administration approuvait l'affectation du résultat consolidé 2021 du Centre Maternel en ces termes :

- L'excédent consolidé 2021 d'un montant de 219 417,37 euros est affecté à la réserve de compensation des déficits d'exploitation.

Lors de l'examen du Compte Administratif 2021, le Conseil Départemental de la Haute-Garonne a validé le montant du résultat 2021.

Toutefois, lors de la négociation budgétaire 2023, le Conseil départemental a décidé d'affecter le résultat excédentaire 2021 d'un montant de 219 417,37 euros de la manière suivante :

| AFFECTATION DU RESULTAT 2021 | |
|---|---|
| Excédent affecté à la réduction des charges d'exploitation 2023 | 60 000,00 € |
| Excédent affecté à la réserve de compensation des déficits d'exploitation | 159 417,37 € |
| TOTAL | 219 417,37 € |

Le Conseil d'Administration propose d'affecter l'excédent consolidé 2021 du Centre Maternel d'un montant de 219 417,37 €, d'une part à la réduction des charges d'exploitation 2023 pour un montant de 60 000,00 euros et d'autre part à la réserve de compensation des déficits d'exploitation pour un montant de 159 417.37 euros conformément à la demande du Conseil Départemental.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 023**

**Modification de l'affectation du résultat 2021 - Centre Maternel Sainte Lucie**

Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Les membres du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse proposent donc, pour le Centre Maternel, de modifier l'affectation du résultat excédentaire 2021 d'un montant de 219 417,37 €.

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE UNIQUE** : Est approuvée l'affectation du résultat 2021, conformément aux rectifications apportées par le Conseil Départemental de la Haute-Garonne:

- L'excédent consolidé 2021 d'un montant de 219 417,37€ est affecté, d'une part, à la réduction des charges d'exploitation 2023 pour un montant de 60 000,00 euros et d'autre part à la réserve de compensation des déficits d'exploitation pour un montant de 159 417,37 euros.

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 023 - Modification de l'affectation du résultat 2021 - Centre Maternel Sainte Lucie - *DEL-23-0157*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 05/10/2023
Affiché le : 09/10/2023

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46854H1-DE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**
**Direction des Affaires Juridiques**

MARCHES PUBLICS

# AVENANT N°2 AUX ACCORDS-CADRES N°2022-73 (CCAS) N°2022-63 (CTMR)

## A - Identification de l'acheteur

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
2 bis rue de Belfort
BP 70413
31004 TOULOUSE Cedex 6

**CENTRE TOULOUSAIN DES MAISONS DE RETRAITE**
2 bis rue de Belfort
BP 70413
31004 TOULOUSE Cedex 6

**GROUPEMENT DE COMMANDES**
Coordonnateur : CCAS DE TOULOUSE

Tel : 05.67.72.85.85

## B - Identification du titulaire des accords-cadres

**SYSCO France SAS**
10 Rue du Petit Paradis
ZI du Petit Paradis
31150 BRUGUIERES

Siret : 316 807 015 013 40

## C - Objet des accords-cadres

- Objet des accords-cadres :

**Appel d'offres ouvert – Fourniture et livraison de denrées alimentaires pour les établissements gérés par le Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse et le Centre Toulousain des Maisons de Retraite.**
**Lot 5 : Charcuterie**

- Date de la notification des accords-cadres : 5 Août 2022

- Durée d'exécution des accords-cadres :

Les accords-cadres sont conclus pour une période initiale d'un an à compter de leur date de notification. Ils sont tacitement reconductibles par périodes successives d'un an, pour une durée maximale de reconduction de trois ans, sans que leur durée totale d'exécution de l'accord-cadre n'excède quatre ans.

- Montant initial des accords-cadres :

**Pour le lot n°5 :**

**CCAS :**
- Sans montant minimum annuel – Avec un montant maximum annuel : 100 000 € HT

**CTMR :**
- Sans montant minimum annuel – Avec un montant maximum annuel : 10 000 € HT

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46854H1-DE

## D - Objet de l'avenant

■ Modifications introduites par le présent avenant :

Par un courrier adressé à la société SYSCO le 29 Aout 2023, le CCAS de Toulouse a donné une suite favorable à la modification sèche du prix sur certaines références inscrites au bordereau des prix unitaires.

Dans son avis du 15 Septembre 2022, le Conseil d'Etat indique aux acheteurs les possibilités offertes pour modifier les conditions financières des marchés en cours d'exécution.

Dans le contexte actuel de hausse des prix des matières premières, les modifications de faible montant prévues aux articles L 2194-1 et R 2194-8 du Code de la Commande Publique permettent de remédier aux difficultés rencontrées par le titulaire dans l'exécution de l'accord cadre. Le montant de telles modifications sont doublement plafonnées. Elles ne doivent pas excéder 10% du montant initial de l'accord cadre et être en deçà des seuils européens.

L'opportunité de telles modifications ont été appréciées par l'acheteur, et ce, au regard du respect des deniers publics. La société SYSCO a produit des justificatifs comptables permettant à l'acheteur de vérifier la légitimité des hausses invoquées.

Compte tenu de ce qui précède, et pour assurer la continuité dans l'exécution des accords-cadres conclus avec la société SYSCO, il y a lieu de conclure un avenant.

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant des accords-cadres :

☐ Non ☒ Oui

Incidence estimée à 13.68 %

Les montants minimum et maximum des accords-cadres ne sont pas modifiés par l'avenant.

## E - Signature du titulaire des accords-cadres

| Nom, prénom et qualité du signataire (*) | Lieu et date de signature | Signature |
|---|---|---|
| | | |
| | | |

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente

## F - Signature de l'acheteur

A : ……..……, le ……
Délibération du conseil d'administration en date du …….. rendue exécutoire le ……..
Pour le représentant de l'acheteur et par délégation,
La Directrice générale du Centre Communal d'Action Sociale,

Nadège GRILLE

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46854H1-DE

## G - Notification de l'avenant au titulaire des accords-cadres

### En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ……, le ……..

Signature du titulaire,

### En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

*(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)*

### En cas de notification par voie électronique :

*(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)*

Date de mise à jour : 23/08/2021.

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet **: Modification de l'affectation des résultats d'exploitation 2021 - R.A Colombette**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 027**

**DEL-23-0159**

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 22-0062 en date du 22/04/2022, le Conseil d'Administration du CCAS proposait l'affectation des résultats 2021 pour la Résidence Autonomie Colombette en ces termes :

- Le déficit consolidé qui s'élève à 46 925.52 euros est repris sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement pour un montant de 28 859.88 euros et d'autre part, 18 065.64 euros restent en attente d'affectation. (compte 119).

Or, il convient de modifier les résultats 2021 de la manière suivante :

- L'affectation du déficit consolidé de 46 925.52 euros est modifiée. Ce dernier est repris pour un montant de 28 859.88 euros sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement, pour un montant de 4 129.00 sur la réserve de compensation des charges d'amortissement et est mis pour un montant de 13 936.64 euros en augmentation des charges d'exploitation 2023.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 027**

**Modification de l'affectation des résultats d'exploitation 2021 - R.A Colombette**

Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE UNIQUE** : Sont approuvées, pour la Résidence Autonomie Colombette, les modifications des résultats 2021 suivantes :

- L'affectation du déficit consolidé de 46 925.52 euros est modifiée. Ce dernier est repris pour un montant de 28 859.88 euros sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement, pour un montant de 4 129.00 euros sur la réserve de compensation des charges d'amortissement et est mis pour un montant de 13 936.64 euros en augmentation des charges d'exploitation 2023.

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 027 - Modification de l'affectation des résultats d'exploitation 2021 - R.A Colombette -

*DEL-23-0159*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 05/10/2023
Affiché le : 09/10/2023

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet **: Affectation définitive des résultats d'exploitation 2021 - C.H.T. Olivier**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 013**

**DEL-23-0171**

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 22-0054 en date du 22/04/2022, le Conseil d'Administration du CCAS proposait l'affectation du résultat 2021 pour le Centre d'Hébergement Temporaire Olivier en ces termes :

- Le déficit consolidé 2021 d'un montant de 181 759.36 euros est mis en attente d'affectation (compte 119).

La décision de l'autorité de tarification en matière d'affectation des résultats doit être reprise dans une délibération du Conseil d'Administration, même lorsque l'autorité de tarification confirme la proposition d'affectation des résultats de l'établissement.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 013**

**Affectation définitive des résultats d'exploitation 2021 - C.H.T. Olivier**

Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE UNIQUE** : Est approuvée, pour le Centre d'Hébergement Temporaire Olivier, l'affectation définitive du résultat 2021 suivante :

- Le déficit consolidé 2021 d'un montant de 181 759.36 euros est mis en attente d'affectation (compte 119).

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 013 - Affectation définitive des résultats d'exploitation 2021 - C.H.T. Olivier - *DEL-23-0171*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 05/10/2023
Affiché le : 09/10/2023

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet **: Modification de l'affectation des résultats d'exploitation 2021 - R.A Jolimont**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 028**

**DEL-23-0160**

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 22-0063 en date du 22/04/2022, le Conseil d'Administration du CCAS proposait l'affectation des résultats 2021 pour la Résidence Autonomie Jolimont en ces termes :

- Le déficit consolidé qui s'élève à 41 356.09 euros, est repris d'une part, sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement pour un montant de 9 501.15 euros et d'autre part, mis en attente d'affectation (compte 119) pour un montant de 31 854.94 euros.

Or, il convient de modifier les résultats 2021 de la manière suivante :

- L'affectation du déficit consolidé de 41 356.09 euros est modifiée. Ce déficit est repris pour un montant de 9 501.15 euros sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement et est mis pour un montant de 31 854.94 euros en augmentation des charges d'exploitation 2023.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 028**

**Modification de l'affectation des résultats d'exploitation 2021 - R.A Jolimont**

Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE UNIQUE** : Sont approuvées, pour la Résidence Autonomie Jolimont, les modifications des résultats 2021 suivantes :

- L'affectation du déficit consolidé de 41 356.09 euros est modifiée. Ce déficit est repris pour un montant de 9 501.15 euros sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement et est mis pour un montant de 31 854.94 euros en augmentation des charges d'exploitation 2023.

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 028 - Modification de l'affectation des résultats d'exploitation 2021 - R.A Jolimont - *DEL-23-0160*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 05/10/2023
Affiché le : 09/10/2023

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet **: Modification des résultats d'exploitation 2021 - E.H.P.A.D. Les Minimes**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 010**

**DEL-23-0167**

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 22-0072 en date du 22/04/2022, le Conseil d'Administration du CCAS proposait l'affectation des résultats 2021 pour l'EHPAD Les Minimes en ces termes :

- Le déficit consolidé de la section hébergement qui s'élève à 6 094.57 euros est mis en attente d'affectation (compte 119).

- Le déficit consolidé de la section dépendance qui s'élève à 3 568.46 euros est repris sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement.

- Le déficit consolidé de la section soins qui s'élève à 34 280.45 euros est repris sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement.

Or, il convient de modifier les résultats 2021 de la manière suivante :

- Le résultat consolidé de la section hébergement est modifié et devient un excédent qui s'élève à 33 905.43 euros. Cet excédent est affecté sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement dans sa totalité.

- Le déficit consolidé de la section dépendance qui s'élève à 3 568.46 euros est repris sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement.

- Le résultat consolidé de la section soins est modifié et devient un déficit qui s'élève à 74 280.45 euros. Ce déficit est repris sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 010**

**Modification des résultats d'exploitation 2021 - E.H.P.A.D. Les Minimes**

Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE UNIQUE** : Sont approuvées, pour l'EHPAD Les Minimes, les modifications des résultats 2021 suivantes :

- Le résultat consolidé de la section hébergement est modifié et devient un excédent qui s'élève à 33 905.43 euros. Cet excédent est affecté sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement dans sa totalité.

- Le déficit consolidé de la section dépendance qui s'élève à 3 568.46 euros est repris sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement.

- Le résultat consolidé de la section soins est modifié et devient un déficit qui s'élève à 74 280.45 euros. Ce déficit est repris sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement.

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 010 - Modification des résultats d'exploitation 2021 - E.H.P.A.D. Les Minimes - *DEL-23-0167*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 05/10/2023
Affiché le : 09/10/2023

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet : **Modification des résultats d'exploitation 2021 - E.H.P.A.D. Antoine de SAINT EXUPERY**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 005**

**DEL-23-0162**

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 22-0055 en date du 22/04/2022, le Conseil d'Administration du CCAS proposait l'affectation des résultats 2021 pour l'EHPAD Antoine DE SAINT EXUPERY en ces termes :

- L'excédent consolidé de la section hébergement qui s'élève à 346 282.83 euros est affecté à la réserve de compensation des déficits de l'établissement.

- L'excédent consolidé de la section dépendance qui s'élève à 49 310.26 euros est affecté pour un montant de 15 310.26 euros à la réserve de compensation des déficits et d'autre part à la réserve des charges d'amortissement pour un montant de 34 000.00 €.

- L'excédent consolidé de la section soins qui s'élève à 21 200.98 euros est affecté pour un montant de 1 200.98 euros à la réserve de compensation des déficits, pour un montant 10 000.00 euros à la réserve d'investissement et pour un montant de 10 000.00 euros à la réserve des charges d'amortissement.

Or, il convient de modifier les résultats 2021 de la manière suivante :

- L'excédent consolidé de la section hébergement est modifié et s'élève à 607 523.95 euros. Cet excédent est affecté pour un montant de 365 000.00 euros au budget prévisionnel 2023 et pour un montant de 242 523.95 euros à la réserve de compensation des déficits de l'établissement.

- L'excédent consolidé de la section dépendance est modifié et s'élève à 47 681.20 euros. Cet excédent est affecté pour un montant de 13 681.20 euros à la réserve de compensation des déficits et pour un montant de 34 000.00 euros à la réserve d'investissement.

- Le résultat consolidé de la section soins est modifié et devient un déficit d'un montant de 238 411.08 euros, il est repris dans sa totalité sur la réserve de compensation des déficits.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 005**

**Modification des résultats d'exploitation 2021 - E.H.P.A.D. Antoine de SAINT EXUPERY**

Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE UNIQUE** : Sont approuvées, pour l'EHPAD Antoine DE SAINT EXUPERY, les modifications des résultats 2021 suivantes :

- L'excédent consolidé de la section hébergement est modifié et s'élève à 607 523.95 euros. Cet excédent est affecté pour un montant de 365 000.00 euros au budget prévisionnel 2023 et pour un montant de 242 523.95 euros à la réserve de compensation des déficits de l'établissement.

- L'excédent consolidé de la section dépendance est modifié et s'élève à 47 681.20 euros. Cet excédent est affecté pour un montant de 13 681.20 euros à la réserve de compensation des déficits et pour un montant de 34 000.00 euros à la réserve d'investissement.

- Le résultat consolidé de la section soins est modifié et devient un déficit d'un montant de 238 411.08 euros, il est repris dans sa totalité sur la réserve de compensation des déficits.

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 005 - Modification des résultats d'exploitation 2021 - E.H.P.A.D. Antoine de SAINT EXUPERY - *DEL-23-0162*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 05/10/2023
Affiché le : 09/10/2023

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet **: Modification des résultats d'exploitation 2021 - E.H.P.A.D. Le Repos**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 008**

**DEL-23-0165**

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 22-0071 en date du 22/04/2022, le Conseil d'Administration du CCAS proposait l'affectation des résultats 2021 pour l'EHPAD Le Repos en ces termes :

- Le déficit consolidé de la section hébergement qui s'élève à 11 557.32 euros est mis en attente d'affectation (compte 119).

- L'excédent consolidé de la section dépendance qui s'élève à 23 105.86 euros est affecté à la réduction des résultats mis en attente d'affectation (compte 119).

- Le déficit consolidé de la section soins qui s'élève à 33 179.03 euros est mis en attente d'affectation (compte 119).

Or, il convient de modifier les résultats 2021 de la manière suivante :

- L'excédent consolidé de la section hébergement est modifié et s'élève à 33 719.56 euros. Cet excédent est mis en attente d'affectation (compte 119).

- L'excédent consolidé de la section dépendance est modifié et s'élève à 23 105.86 €. Cet excédent est mis en attente d'affectation (compte 119).

- Le déficit consolidé de la section soins est modifié et s'élève à 78 455.91 €. Ce déficit est mis en attente d'affectation (compte 119).

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 008**

**Modification des résultats d'exploitation 2021 - E.H.P.A.D. Le Repos**

Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE UNIQUE** : Sont approuvées, pour l'EHPAD Le Repos, les modifications des résultats 2021 suivantes :

- L'excédent consolidé de la section hébergement est modifié et s'élève à 33 719.56 euros. Cet excédent est mis en attente d'affectation (compte 119).

- L'excédent consolidé de la section dépendance est modifié et s'élève à 23 105.86 €. Cet excédent est mis en attente d'affectation (compte 119).

- Le déficit consolidé de la section soins est modifié et s'élève à 78 455.91 €. Ce déficit est mis en attente d'affectation (compte 119).

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 008 - Modification des résultats d'exploitation 2021 - E.H.P.A.D. Le Repos - *DEL-23-0165*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 05/10/2023
Affiché le : 09/10/2023

**CENTRE TOULOUSAIN DES MAISONS DE RETRAITE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet : **Modification des résultats d'exploitation 2021 - E.H.P.A.D. Docteur Marie et Pierre DUCIS**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 001**

**DEL-23-0168**

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 22-0055 en date du 22/04/2022, le Conseil d'Administration du CCAS proposait l'affectation des résultats 2021 pour les EHPAD Pierre Ducis et Docteur Marie en ces termes :

- L'excédent consolidé de la section hébergement qui s'élève à 79 951.63 euros est affecté, d'une part à la réduction des résultats mis en attente d'affectation (compte 119) pour un montant de 38 370.56 euros et d'autre part, affecté à la réserve de compensation des déficits de l'établissement pour un montant de 41 581.07 euros.

- Le déficit consolidé de la section dépendance qui s'élève à 7 942.88 euros est repris sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement.

- Le déficit consolidé de la section soins qui s'élève à 217 191.39 euros est mis en attente d'affectation (compte 119).

Or, il convient de modifier les résultats 2021 de la manière suivante :

- L'excédent consolidé de la section hébergement qui s'élève à 79 951.63 euros est affecté, d'une part à la réduction des résultats mis en attente d'affectation (compte 119) pour un montant de 38 370.56 euros et d'autre part, affecté à la réserve de compensation des déficits de l'établissement pour un montant de 41 581.07 euros.

- Le déficit consolidé de la section dépendance qui s'élève à 7 942.88 euros est repris sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement.

- L'affectation du déficit consolidé de la section soins de 217 191.39 euros est modifiée. Ce déficit est repris d'une part, sur la réserve de compensation des déficits pour un montant de 118 296.15 euros et d'autre part, est mis en attente d'affectation (compte 119) pour un montant de 98 895.24 euros.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 001**

**Modification des résultats d'exploitation 2021 - E.H.P.A.D. Docteur Marie et Pierre DUCIS**

Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE UNIQUE** : Sont approuvées, pour l'EHPAD Pierre Ducis et Docteur Marie, les modifications des résultats 2021 suivantes :

- L'excédent consolidé de la section hébergement qui s'élève à 79 951.63 euros est affecté, d'une part à la réduction des résultats mis en attente d'affectation (compte 119) pour un montant de 38 370.56 euros et d'autre part, affecté à la réserve de compensation des déficits de l'établissement pour un montant de 41 581.07 euros.

- Le déficit consolidé de la section dépendance qui s'élève à 7 942.88 euros est repris sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement.

- L'affectation du déficit consolidé de la section soins de 217 191.39 euros est modifiée. Ce déficit est repris d'une part, sur la réserve de compensation des déficits pour un montant de 118 296.15 euros et d'autre part, est mis en attente d'affectation (compte 119) pour un montant de 98 895.24 euros.

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE TOULOUSAIN DES MAISONS DE RETRAITE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 001 - Modification des résultats d'exploitation 2021 - E.H.P.A.D. Docteur Marie et Pierre DUCIS - *DEL-23-0168*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 05/10/2023
Affiché le : 09/10/2023

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet **: Modification de l'affectation des résultats d'exploitation 2021 - R.A L'Ormeau**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 029**

**DEL-23-0161**

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 22-0064 en date du 22/04/2022, le Conseil d'Administration du CCAS proposait l'affectation des résultats 2021 pour la Résidence Autonomie L'Ormeau en ces termes :

- Le déficit consolidé qui s'élève à 27 098.57 euros est repris sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement pour un montant de 8 620.70 euros et d'autre part, 18 478.07 euros restent en attente d'affectation. (compte 119).

Or, il convient de modifier les résultats 2021 de la manière suivante :

- L'affectation du déficit consolidé de 27 098.57 euros est modifiée. Ce dernier est repris sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement pour un montant de 8 620.50 euros et est mis pour un montant de 18 478.07 euros en augmentation des charges d'exploitation 2023.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 029**

**Modification de l'affectation des résultats d'exploitation 2021 - R.A L'Ormeau**

Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE UNIQUE** : Sont approuvées, pour la Résidence Autonomie L'Ormeau, les modifications des résultats 2021 suivantes :

- L'affectation du déficit consolidé de 27 098.57 euros est modifiée. Ce dernier est repris sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement pour un montant de 8 620.50 euros et est mis pour un montant de 18 478.07 euros en augmentation des charges d'exploitation 2023.

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 029 - Modification de l'affectation des résultats d'exploitation 2021 - R.A L'Ormeau - *DEL-23-0161*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 05/10/2023
Affiché le : 09/10/2023

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet **: Affectation définitive des résultats d'exploitation 2021 - C.H.T. Le Repos**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 012**

**DEL-23-0170**

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 22-0059 en date du 22/04/2022, le Conseil d'Administration du CCAS proposait l'affectation du résultat 2021 pour le Centre d'Hébergement Temporaire le Repos en ces termes :

- Le déficit consolidé 2021 d'un montant de 26 955.25 euros est mis en attente d'affectation (compte 119).

La décision de l'autorité de tarification en matière d'affectation des résultats doit être reprise dans une délibération du Conseil d'Administration, même lorsque l'autorité de tarification confirme la proposition d'affectation des résultats de l'établissement.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 012**

**Affectation définitive des résultats d'exploitation 2021 - C.H.T. Le Repos**

Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE UNIQUE** : Est approuvée, pour le Centre d'Hébergement Temporaire le Repos, l'affectation définitive du résultat 2021 suivante :

- Le déficit consolidé 2021 d'un montant de 26 955.25 euros est mis en attente d'affectation (compte 119).

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 012 - Affectation définitive des résultats d'exploitation 2021 - C.H.T. Le Repos - *DEL-23-0170*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 05/10/2023
Affiché le : 09/10/2023

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet **: Modification des résultats d'exploitation 2021 - E.H.P.A.D. Les Fontaines**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 009**

**DEL-23-0166**

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 22-0057 en date du 22/04/2022, le Conseil d'Administration du CCAS proposait l'affectation des résultats 2021 pour l'EHPAD Les Fontaines en ces termes :

- L'excédent consolidé de la section hébergement qui s'élève à 33 060.99 € est affecté à la réserve de compensation des déficits de l'établissement.

- L'excédent consolidé de la section dépendance qui s'élève à 2 553.50 € est affecté à la réserve de compensation des déficits de l'établissement.

- Le déficit consolidé de la section soins qui s'élève à 57 979.50 € est repris sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement

Or, il convient de modifier les résultats 2021 de la manière suivante :

- L'excédent consolidé de la section hébergement est modifié et s'élève à 41 394.72 euros. Cet excédent est affecté sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement dans sa totalité.

- L'excédent consolidé de la section dépendance s'élève à 2 553.50 €. Il est affecté sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement ;

- Le résultat consolidé de la section soins est modifié et devient un déficit qui s'élève à 66 313.23 €. Ce dernier est repris sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 009**

**Modification des résultats d'exploitation 2021 - E.H.P.A.D. Les Fontaines**

Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE UNIQUE** : Sont approuvées, pour l'EHPAD Les Fontaines, les modifications des résultats 2021 suivantes :

- L'excédent consolidé de la section hébergement est modifié et s'élève à 41 394.72 euros. Cet excédent est affecté sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement dans sa totalité;

- L'excédent consolidé de la section dépendance s'élève à 2 553.50 €. Il est affecté sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement ;

- Le résultat consolidé de la section soins est modifié et devient un déficit qui s'élève à 66 313.23 €. Ce dernier est repris sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement.

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 009 - Modification des résultats d'exploitation 2021 - E.H.P.A.D. Les Fontaines - *DEL-23-0166*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 05/10/2023
Affiché le : 09/10/2023

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet **: Affectation définitive des résultats d'exploitation 2021 - E.H.P.A.D. Gaubert**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 011**

**DEL-23-0169**

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 22-0056 en date du 22/04/2022, le Conseil d'Administration du CCAS proposait l'affectation des résultats 2021 pour l'EHPAD Gaubert en ses termes :

- L'excédent consolidé de la section hébergement qui s'élève à 114 247.94 euros est affecté à la réserve de compensation des déficits de l'établissement pour un montant de 42 483.41€, positionné au financement des mesures d'investissement pour un montant de 764.53€ et mis sur la réserve des charges d'amortissement pour un montant de 71 000.00€.

- L'excédent consolidé de la section dépendance qui s'élève à 935.18 euros est affecté à la réserve de compensation des déficits de l'établissement.

- Le déficit consolidé de la section soins qui s'élève à 107 306.46 euros est repris sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement.

La décision de l'autorité de tarification en matière d'affectation des résultats doit être reprise dans une délibération du Conseil d'Administration, même lorsque l'autorité de tarification confirme la proposition d'affectation des résultats de l'établissement.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 011**

**Affectation définitive des résultats d'exploitation 2021 - E.H.P.A.D. Gaubert**

Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE UNIQUE** : Sont approuvées, pour l'EHPAD Gaubert, les affectations définitives des résultats 2021 suivantes :

- L'excédent consolidé de la section hébergement qui s'élève à 114 247.94 euros est affecté à la réserve de compensation des déficits de l'établissement pour un montant de 42 483.41€, positionné au financement des mesures d'investissement pour un montant de 764.53€ et mis sur la réserve des charges d'amortissement pour un montant de 71 000.00€.

- L'excédent consolidé de la section dépendance qui s'élève à 935.18 euros est affecté à la réserve de compensation des déficits de l'établissement.

- Le déficit consolidé de la section soins qui s'élève à 107 306.46 euros est repris sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement.

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 011 - Affectation définitive des résultats d'exploitation 2021 - E.H.P.A.D. Gaubert - *DEL-23-0169*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 05/10/2023
Affiché le : 09/10/2023

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet **: Modification des résultats d'exploitation 2021 - E.H.P.A.D. Louis DOUSTE BLAZY**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 007**

**DEL-23-0164**

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 22-0051 en date du 22/04/2022, le Conseil d'Administration du CCAS proposait l'affectation des résultats 2021 pour l'EHPAD Louis DOUSTE-BLAZY en ces termes :

- L'excédent consolidé de la section hébergement qui s'élève à 556 873.12 € est affecté sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement à hauteur de 356 873.12 €, positionné au financement de mesures d'investissement pour un montant de 100 000.00 € et mis sur la réserve de compensation des charges d'amortissement pour un montant de 100 000.00 €.

- L'excédent consolidé de la section dépendance qui s'élève à 19 703.10 € est affecté à la réserve de compensation des déficits de l'établissement.

- L'excédent consolidé de la section soins qui s'élève à 6 377.86 € est affecté, d'une part à la réserve de compensation des déficits de l'établissement pour un montant de 377.86 € et d'autre part à la réserve des charges d'amortissement pour un montant de 6 000.00 €.

Or, il convient de modifier les résultats 2021 de la manière suivante :

- L'excédent consolidé de la section hébergement est modifié et s'élève à 664 681.60 euros. Cet excédent est affecté pour 464 681.60 euros à la réserve de compensation des déficits, pour 100 000.00 euros à la réserve d'investissement et à la réserve des charges d'amortissement pour un montant de 100 000.00 €.

- L'excédent consolidé de la section dépendance qui s'élève à 19 703.10 euros est repris sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement.

- Le résultat consolidé de la section soins est modifié et devient un déficit qui s'élève à 101 430.62 €. Ce déficit est repris sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 007**

**Modification des résultats d'exploitation 2021 - E.H.P.A.D. Louis DOUSTE BLAZY**

Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE UNIQUE** : Sont approuvées, pour l'EHPAD Louis DOUSTE-BLAZY, les modifications des résultats 2021 suivantes :

- L'excédent consolidé de la section hébergement est modifié et s'élève à 664 681.60 euros. Cet excédent est affecté pour 464 681.60 euros à la réserve de compensation des déficits, pour 100 000.00 euros à la réserve d'investissement et à la réserve des charges d'amortissement pour un montant de 100 000.00 €.

- L'excédent consolidé de la section dépendance qui s'élève à 19 703.10 euros est repris sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement.

- Le résultat consolidé de la section soins est modifié et devient un déficit qui s'élève à 101 430.62 euros. Ce déficit est repris sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement.

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 007 - Modification des résultats d'exploitation 2021 - E.H.P.A.D. Louis DOUSTE BLAZY - *DEL-23-0164*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 05/10/2023
Affiché le : 09/10/2023

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet **: Modification des résultats d'exploitation 2021 - E.H.P.A.D Françoise de VEYRINAS**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 006**

**DEL-23-0163**

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 22-0070 en date du 22/04/2022, le Conseil d'Administration du CCAS proposait l'affectation des résultats 2021 pour l'EHPAD Françoise de Veyrinas en ces termes :

- Le déficit consolidé de la section hébergement qui s'élève à 16 632.14 euros est repris sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement.

- Le déficit consolidé de la section dépendance qui s'élève à 17 642.30 euros est repris sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement.

- L'excédent consolidé de la section soins qui s'élève 236 385.39 euros est affecté à la réserve de compensation des déficits de l'établissement pour un montant de 36 385.39€, positionné pour le financement de mesures d'investissement pour un montant de 100 000.00€ et mis sur la réserve de compensation des charges d'amortissement pour un montant de 100 000.00€.

Or, il convient de modifier les résultats 2021 de la manière suivante :

- Le résultat consolidé de la section hébergement est modifié et devient un excédent qui s'élève à 109 420.76 euros. Cet excédent est affecté pour 9 420.76 euros à la réserve de compensation des déficits et pour montant de 100 000.00 euros à la réserve d'investissement.

- Le déficit consolidé de la section dépendance est modifié et s'élève à 17 642.31 euros. Ce déficit est repris sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement.

- L'excédent consolidé de la section soins est modifié et s'élève à 110 332.50 €. Cet excèdent est affecté à la réserve de compensation des déficits de l'établissement pour un montant de 10 332.50 €, positionné pour le financement de mesures d'investissement pour un montant de 50 000.00 € et mis sur la réserve de compensation des charges d'amortissement pour un montant de 50 000.00 €.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 006**

**Modification des résultats d'exploitation 2021 - E.H.P.A.D Françoise de VEYRINAS**

Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE UNIQUE** : Sont approuvées, pour l'EHPAD Françoise de Veyrinas, les modifications des résultats 2021 suivantes :

- Le résultat consolidé de la section hébergement est modifié et devient un excédent qui s'élève à 109 420.76 euros. Cet excédent est affecté pour 9 420.76 euros à la réserve de compensation des déficits et 100 000.00 euros à la réserve d'investissement.

- Le déficit consolidé de la section dépendance est modifié et s'élève à 17 642.31 euros. Ce dernier est repris sur la réserve de compensation des déficits de l'établissement.

- L'excédent consolidé de la section soins est modifié et s'élève à 110 332.50 €. Cet excèdent est affecté à la réserve de compensation des déficits de l'établissement pour un montant de 10 332.50 €, positionné pour le financement de mesures d'investissement pour un montant de 50 000.00 € et mis sur la réserve de compensation des charges d'amortissement pour un montant de 50 000.00 €.

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 006 - Modification des résultats d'exploitation 2021 - E.H.P.A.D Françoise de VEYRINAS -

*DEL-23-0163*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 05/10/2023
Affiché le : 09/10/2023

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet **: Reprise sur la réserve de compensation des charges d'amortissement de la section Hébergement de l'EHPAD Le Repos (compte 10687) - Exercice 2023**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 014**

**DEL-23-0173**

Mesdames, Messieurs,

Au budget prévisionnel 2023, il a été procédé, pour l'EHPAD Le Repos, sur la section hébergement :

- à une reprise de 4 500,00 euros sur les excédents affectés à la réserve de compensation des charges d'amortissement (compte 10687).

Cette reprise entraîne une diminution de cette réserve avec en contrepartie une affectation de cette somme sur le compte 002-Excédents de la section d'exploitation reportés.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 014**

**Reprise sur la réserve de compensation des charges d'amortissement de la section Hébergement de l'EHPAD Le Repos (compte 10687) - Exercice 2023**

Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Les membres du Conseil d'Administration du CCAS proposent de reprendre 4 500,00 € sur la réserve de compensation des charges d'amortissement de la section hébergement de l'EHPAD LE REPOS, conformément aux décisions du Conseil Départemental de la Haute Garonne.

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE UNIQUE** : Est approuvée la reprise de 4 500,00 € sur la réserve de compensation des charges d'amortissement de la section hébergement de l'EHPAD LE REPOS pour l'année 2023.

Cette reprise se traduit par une diminution de la réserve de compensation des charges d'amortissement avec en contrepartie une affectation de cette somme sur le compte 002-Excédents de la section d'exploitation reportés.

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 014 - Reprise sur la réserve de compensation des charges d'amortissement de la section Hébergement de l'EHPAD Le Repos (compte 10687) - Exercice 2023 - *DEL-23-0173*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 05/10/2023
Affiché le : 09/10/2023

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet : **Affectation définitive du résultat 2021 du service des Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 025**

**DEL-23-0172**

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n°22-0066 en date du 22/04/2022, le Conseil d'Administration approuvait l'affectation du résultat du Service des Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs en ces termes :

- Le déficit consolidé 2021 d'un montant de 30 276,12 euros est repris sur la réserve de compensation des déficits d'exploitation.

Lors de l'examen du Compte Administratif 2021, la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de la Haute-Garonne a validé le montant du résultat 2021 ainsi que son affectation.

Toutefois, la décision de l'autorité de tarification en matière d'affectation des résultats doit être reprise dans une délibération du Conseil d'Administration, même lorsque l'autorité de tarification confirme la proposition d'affectation des résultats de l'établissement.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 025**

**Affectation définitive du résultat 2021 du service des Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs**

Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Les membres du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse proposent donc de reprendre définitivement le résultat déficitaire 2021 d'un montant de 30 276,12 euros du service des mandataires judiciaires à la protection des majeurs sur la réserve de compensation des déficits.

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE UNIQUE** : Est approuvée, pour le Service des Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs, l'affectation définitive du résultat 2021 suivante :

- Le déficit consolidé 2021 qui s'élève à 30 276,12 euros est repris sur la réserve de compensation des déficits d'exploitation du service.

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 025 - Affectation définitive du résultat 2021 du service des Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs - *DEL-23-0172*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 05/10/2023
Affiché le : 09/10/2023

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet **: Reprise sur la réserve de compensation des charges d'amortissement de la section Hébergement de l'EHPAD Les Minimes (compte 10687) - Exercice 2023**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 015**

**DEL-23-0174**

Mesdames, Messieurs,

Suite à la négociation budgétaire 2023 avec le Conseil départemental de la Haute-Garonne, il a été décidé pour l'EHPAD Les Minimes sur la section hébergement :

- une reprise de 6 200.00 € sur les excédents affectés à la réserve de compensation des charges d'amortissement (compte 10687).

Cette reprise entraîne une diminution de cette réserve avec en contrepartie une affectation de cette somme sur le compte 002-Excédents de la section d'exploitation reportés.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 015**

**Reprise sur la réserve de compensation des charges d'amortissement de la section Hébergement de l'EHPAD Les Minimes (compte 10687) - Exercice 2023**

Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Les membres du Conseil d'Administration du CCAS proposent de reprendre 6 200.00€ sur la réserve de compensation des charges d'amortissement de la section hébergement de l'EHPAD LES MINIMES, conformément aux décisions du Conseil départemental de la Haute Garonne.

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE UNIQUE** : Est approuvée la reprise de 6 200.00€ sur la réserve de compensation des charges d'amortissement de la section d'hébergement de l'EHPAD LES MINIMES pour l'année 2023.

Cette reprise entraîne une diminution de cette réserve avec en contrepartie une affectation de cette somme sur le compte 002-Excédents de la section d'exploitation reportés.

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 015 - Reprise sur la réserve de compensation des charges d'amortissement de la section Hébergement de l'EHPAD Les Minimes (compte 10687) - Exercice 2023 - *DEL-23-0174*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 05/10/2023
Affiché le : 09/10/2023

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet **: Reprise sur provisions réglementées renouvellement d'immobilisations constituées pour la reconstruction de l'EHPAD Bellefontaine**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 018**

**DEL-23-0176**

Mesdames, Messieurs,

**Par délibération n°7 en date du 15 janvier 2013**, le Conseil d'Administration approuvait l'affectation en provisions règlementées pour renouvellement des immobilisations, la somme de 1 239 467.00€ versée par l'Agence Régionale de Santé pour le financement des cinq premières années de frais financiers du prêts PLS pour la reconstruction de l'EHPAD Bellefontaine ( EHPAD Françoise DE VEYRINAS) sur le site du chemin Catala à Toulouse.

La constitution de la provision avait fait l'objet des opérations comptables suivantes :

- Emission du titre de recettes n° 1999 en date du 31/12/2012, sur le compte 142 – Provisions pour renouvellement des immobilisations.
- Emission du mandat n°6990 en date du 31/12/2012, sur le compte 68742 – Dotations aux provisions règlementées pour renouvellement des immobilisations.

Cette provision a fait l'objet de plusieurs reprises :

- Une première reprise de la provision a été effectuée sur l'exercice 2015 pour un montant de 182 591.00€.
- Une deuxième reprise de la provision a été effectuée sur l'exercice 2017 pour un montant de 242 933.00€.
- Une troisième reprise de la provision a été effectuée sur l'exercice 2019 pour un montant de 207 520,00 €.
- Une quatrième reprise de la provision a été effectuée sur l'exercice 2020 pour un montant de 90 480,00 €.
- Une cinquième reprise de la provision a été effectuée sur l'exercice 2021 pour un montant de 81 627,00 €.
- Une sixième reprise de la provision a été effectuée sur l'exercice 2022 pour un montant de 72 773,00 €.

Il est proposé au Conseil d'Administration de poursuivre la reprise de cette provision afin d'atténuer les intérêts des emprunts contractés pour la construction de l'EHPAD Bellefontaine, dénommé aujourd'hui Françoise DE VEYRINAS.

La reprise sur provisions s'élèvera à 63 920.00€ pour l'année 2023.

Cette procédure comptable nécessite la réalisation des opérations comptables suivantes :

- En dépenses d'investissement, une inscription sur le compte 142 – Provisions règlementées pour renouvellement des immobilisations, pour un montant de 63 920.00€.

- En recettes de fonctionnement, un titre de recettes sur le compte 78742 – Reprises sur provisions règlementées pour renouvellement d'immobilisations pour un montant de 63 920.00€.

Des crédits budgétaires ont été prévus à cet effet sur le Budget Annexe ESMS du CCAS.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 018**

**Reprise sur provisions réglementées renouvellement d'immobilisations constituées pour la reconstruction de l'EHPAD Bellefontaine**

Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Il est proposé aux membres de Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse de reprendre la somme de 63 920.00 € de provisions pour renouvellement d'immobilisations pour l'EHPAD Françoise DE VEYRINAS.

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE UNIQUE** : Est approuvée la reprise sur provisions d'un montant de 63 920.00€ de la provision constituée sur l'exercice 2012 pour renouvellement d'immobilisations pour l'EHPAD Bellefontaine (EHPAD Françoise DE VEYRINAS).

La reprise de la provision fera l'objet des opérations financières suivantes :

- en dépenses d'investissement, une inscription sur le compte 142 – Provisions règlementées pour renouvellement des immobilisations, pour un montant de 63 920.00€.

- en recettes de fonctionnement, un titre de recettes sur le compte 78742 – Reprises sur provisions règlementées pour renouvellement d'immobilisations pour un montant de 63 920.00€.

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 018 - Reprise sur provisions réglementées renouvellement d'immobilisations constituées pour la reconstruction de l'EHPAD Bellefontaine - *DEL-23-0176*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 05/10/2023
Affiché le : 09/10/2023

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet : **Reprise sur provisions- Renouvellement d'immobilisations constituées pour la reconstruction de l'EHPAD Bonnefoy**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 017**

**DEL-23-0175**

Mesdames, Messieurs,

**Par délibération n°19-0262 en date du 13 décembre 2019**, le Conseil d'Administration approuvait l'affectation en provisions règlementées pour renouvellement des immobilisations, la somme de 200 000.00€ versée par l'Agence Régionale de Santé pour atténuer les frais financiers de l'emprunt réalisé pour la reconstruction de l'EHPAD Bonnefoy (EHPAD Louis Douste-Blazy) sur le site de Bellefontaine à Toulouse.

La constitution de la provision avait fait l'objet des opérations comptables suivantes :

- Emission du titre de recettes n° 8004 en date du 19/12/2019, sur le compte 142 – Provisions pour renouvellement des immobilisations

- Emission du mandat n°14110 en date du 19/12/2019, sur le compte 68742 – Dotations aux provisions règlementées pour renouvellement des immobilisations

Cette provision a fait l'objet de plusieurs reprises pour atténuer les frais financiers :

- Une première reprise de la provision a été effectuée sur l'exercice 2020 pour un montant de 33 130.00€.
- Une deuxième reprise a été effectuée sur l'exercice 2021 pour un montant de 33 130.00€.
- Une troisième reprise a été effectuée sur l'exercice 2022 pour un montant de 16 741.00€.

Il est donc proposé au Conseil d'Administration de poursuivre la reprise de cette provision afin d'atténuer les intérêts des emprunts contractés pour la construction de l'EHPAD Bonnefoy, dénommé aujourd'hui EHPAD Louis Douste-Blazy.

La reprise sur provisions s'élèvera à 33 130.00€ pour l'année 2023 selon les autorisations budgétaires 2023.

Cette procédure comptable nécessite la réalisation des opérations comptables suivantes :

- En dépenses d'investissement, une inscription sur le compte 142 – Provisions règlementées pour renouvellement des immobilisations, pour un montant de 33 130.00€.

- En recettes de fonctionnement, un titre de recettes sur le compte 78742 – Reprises sur provisions règlementées pour renouvellement d'immobilisations pour un montant de 33 130.00€.

Des crédits budgétaires ont été prévus à cet effet sur le Budget Annexe ESMS du CCAS.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 017**

**Reprise sur provisions- Renouvellement d'immobilisations constituées pour la reconstruction de l'EHPAD Bonnefoy**

Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Il est proposé aux membres de Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse de reprendre la somme de 33 130.00€ de provisions pour renouvellement d'immobilisations pour l'EHPAD Louis Douste-Blazy.

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE UNIQUE** : Est approuvée la reprise sur provisions d'un montant de 33 130.00€ de la provision constituée sur l'exercice 2019 pour renouvellement d'immobilisations pour l'EHPAD Bonnefoy (EHPAD Louis Douste-Blazy).

La reprise de la provision fera l'objet des opérations financières suivantes :

- en dépenses d'investissement, une inscription sur le compte 142 – Provisions règlementées pour renouvellement des immobilisations, pour un montant de 33 130.00€.

- en recettes de fonctionnement, un titre de recettes sur le compte 78742 – Reprises sur provisions règlementées pour renouvellement d'immobilisations pour un montant de 33 130.00€.

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 017 - Reprise sur provisions- Renouvellement d'immobilisations constituées pour la reconstruction de l'EHPAD Bonnefoy - *DEL-23-0175*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 05/10/2023
Affiché le : 09/10/2023

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet : **Reprise sur provisions réglementées pour le renouvellement d'immobilisations constituées pour la reconstruction de l'E.H.P.A.D. Antoine DE SAINT EXUPERY**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 019**

**DEL-23-0177**

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n°21-0240 en date du 14 décembre 2021, le Conseil d'Administration approuvait l'affectation en provisions règlementées pour renouvellement des immobilisations, la somme de 348 000.00€ versée par l'Agence Régionale de Santé pour le financement d'une partie des frais financiers de l'emprunt contracté pour la reconstruction de l'EHPAD Les Tourelles sur le site de Montaudran à Toulouse.

La constitution de la provision avait fait l'objet de l'opération comptable suivante :

- Emission du mandat n°5582 en date du 31/12/2021, sur le compte 68742 – Dotations aux provisions règlementées pour renouvellement des immobilisations.

Cette provision a fait l'objet d'une première reprise pour un montant de 57 752.00€ pour l'année 2022.

Ainsi, il est proposé au Conseil d'Administration de poursuivre la reprise de cette provision afin d'atténuer les intérêts des emprunts contractés pour la construction de l'EHPAD Les Tourelles, dénommé aujourd'hui EHPAD Antoine DE SAINT EXUPERY.

La reprise sur provisions s'élèvera à 105 935.00€ pour l'année 2023.

Cette procédure comptable nécessite la réalisation de l'opération comptable suivante :

- En recettes de fonctionnement, un titre de recettes sur le compte 78742 – Reprises sur provisions règlementées pour renouvellement d'immobilisations pour un montant de 105 935€.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 019**

**Reprise sur provisions réglementées pour le renouvellement d'immobilisations constituées pour la reconstruction de l'E.H.P.A.D. Antoine DE SAINT EXUPERY**

Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Il est proposé aux membres de Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse de reprendre la somme de 105 935.00€ de provisions pour renouvellement d'immobilisations pour l'EHPAD Antoine DE SAINT EXUPERY

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE UNIQUE** : Est approuvée la reprise sur provisions d'un montant de 105 935.00€ de la provision constituée sur l'exercice 2021 pour renouvellement d'immobilisations pour l'EHPAD Antoine DE SAINT EXUPERY.

La reprise de la provision fera l'objet de l'opération financière suivante :

- en recettes de fonctionnement, un titre de recettes sur le compte 78742 – Reprises sur provisions règlementées pour renouvellement d'immobilisations pour un montant de 105 935.00€.

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 019 - Reprise sur provisions réglementées pour le renouvellement d'immobilisations constituées pour la reconstruction de l'E.H.P.A.D. Antoine DE SAINT EXUPERY - *DEL-23-0177*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 05/10/2023
Affiché le : 09/10/2023

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet **: Reprise sur la réserve de compensation des charges d'amortissement de l'EHPAD Les Fontaines - Exercice 2023**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 016**

**DEL-23-0180**

Mesdames, Messieurs,

Au budget prévisionnel 2023, il a été procédé pour l'EHPAD les Fontaines sur la section dépendance :

- à une reprise de 2 000,00 € sur les excédents affectés à la réserve de compensation des charges d'amortissement (compte 10687).

Cette reprise entraîne une diminution de cette réserve avec en contrepartie une affectation de cette somme sur le compte 002-Excédents de la section d'exploitation reportés.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 016**

**Reprise sur la réserve de compensation des charges d'amortissement de l'EHPAD Les Fontaines - Exercice 2023**

Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Les membres du Conseil d'Administration du CCAS proposent de reprendre 2 000,00 € sur la réserve de compensation des charges d'amortissement de la section dépendance de l'EHPAD Les Fontaines, conformément aux décisions du Conseil Départemental de la Haute Garonne.

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE UNIQUE** : Est approuvée la reprise de 2 000,00 € sur la réserve de compensation des charges d'amortissement de la section dépendance de l'EHPAD Les Fontaines pour l'année 2023.

Cette reprise se traduit par une diminution de la réserve de compensation des charges d'amortissement avec en contrepartie une affectation de cette somme sur le compte 002-Excédents de la section d'exploitation reportés.

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 016 - Reprise sur la réserve de compensation des charges d'amortissement de l'EHPAD Les Fontaines - Exercice 2023 - *DEL-23-0180*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 05/10/2023
Affiché le : 09/10/2023

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet **: Rapport d'Orientation Budgétaire 2024**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 001**

**DEL-23-0181**

Mesdames, Messieurs,

Le Débat d'Orientation Budgétaire prévu par le Code Général des Collectivités Territoriales, a lieu dans les 2 mois précédant l'examen du Budget primitif. Il représente une étape substantielle de la procédure budgétaire des collectivités territoriales et des établissements publics qui y sont rattachés (dont le CCAS) et doit permettre d'informer les élus sur la situation économique et financière de leur collectivité au regard de l'environnement économique fortement contraint et incertain.

Ce document présentera des éléments conjoncturels qui permettront d'alimenter le débat ainsi que les propositions et orientations soumises au Conseil d'Administration. Ce débat ne vise pas à entrer dans le détail des inscriptions envisagées pour le budget 2024, il donne une tendance sur les orientations tant en terme de fonctionnement que d'investissement afin d'éclairer le choix des élus lors du vote du budget primitif prévu à la fin du mois d'octobre 2023.

Le Rapport d'Orientation Budgétaire n'a qu'un caractère informatif, les administrateurs par cette délibération actent le fait que le contexte budgétaire a été présenté.

Conformément aux textes, ce ROB concerne principalement l'activité du CCAS relevant de la M14. Toutefois, conformément à la volonté de la Vice-Présidente du Conseil d'Administration du CCAS, les éléments qui suivent permettent, en incluant la M22, de débattre de la globalité des orientations budgétaires pour le CCAS de Toulouse.

Considérant ces différents éléments et le rapport joint en annexe, il vous est proposé de débattre de ces propositions d'orientations budgétaires et si vous en êtes d'accord de donner mandat à l'administration pour élaborer la proposition de budget 2024 à partir de ces priorités.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 001**

**Rapport d'Orientation Budgétaire 2024**

Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Madame la Vice -Présidente rappelle les obligations légales du Débat d'Orientation Budgétaire rendu obligatoire dans les collectivités territoriales et les établissements publics qui y sont rattachés, dont les CCAS (articles L2312-1, L3312-1, L4311-1 et L 5211-26 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Ce rapport permet au Conseil d'Administration :

- de discuter des propositions et des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget primitif 2024 voté à la fin octobre 2023.
- d'être informé de l'évolution de la situation financière de la collectivité.

Le Rapport d'Orientation Budgétaire n'a aucun caractère décisionnel.

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE UNIQUE** : Les membres du Conseil d'Administration prennent acte du débat et du rapport d'orientation budgétaire 2024, joint en annexe et présenté par Madame La Vice-Présidente du CCAS.

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 001 - Rapport d'Orientation Budgétaire 2024 - *DEL-23-0181*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 05/10/2023
Affiché le :

Envoyé en préfecture le 05/10/2023
Reçu en préfecture le 05/10/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46889H1-DE

# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2024

CCAS
Centre Communal d'Action Sociale
MAIRIE DE TOULOUSE

Envoyé en préfecture le 05/10/2023
Reçu en préfecture le 05/10/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46889H1-DE

# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2024

**RAPPEL**

**Loi NOTRe – Article L 2312-1 CGCT**
Obligation pour les CCAS des communes de plus de 3 500 habitants de présenter un débat d'orientation budgétaire s'appuyant sur un rapport d'orientation budgétaire.

- ***Un contexte national et international de forte inflation et de hausse des taux d'intérêts.***
- ***Application en année pleine des mesures salariales de lutte contre l'inflation.***
- ***Une adaptation aux réformes budgétaires et réglementaires dérivées du secteur sanitaire.***
- ***Une volonté de moderniser les outils de travail afin de fournir une offre de qualité au public accueilli.***
- ***Maintien et développement des politiques réalistes mais ambitieuses du CCAS pour faire aux besoins croissants des structures du secteur sanitaire et social.***

CCAS
Centre Communal d'Action Sociale
MAIRIE DE TOULOUSE

Envoyé en préfecture le 05/10/2023
Reçu en préfecture le 05/10/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46889H1-DE

# LE CONTEXTE GÉNÉRAL

## QUELQUES CHIFFRES
(Insee 2020-août 2023)

❖ Démographiques :

Nombre d'habitants Toulousains – **498 003**
Dont - **72 690** Enfants de 0 à 14 ans
Dont - **84 500** Personnes de plus de 60 ans
Dont 32 100 Personnes de plus de 75 ans

Variation annuelle moyenne de la population
**1,1% entre 2014 et 2020**

Taux de pauvreté
20% - dont 30% pour moins de 30 ans

❖ Économiques :

-Augmentation de l'inflation de **5%**

-Dotation Ville 2024 à +5,4 %

RECONSTRUCTION DU **CENTRE MATERNEL** SUR L'ANCIEN SITE DES TOURELLES

RECONSTRUCTION DE LA **MECS RAMEL** - Etudes

CHANGEMENT DE **SITE DU CHRS** A L'ANCIEN SITE DE BONNEFOY

MISE EN PLACE **DES DECRETS DE REVALORISATION SALARIALE (année pleine)**

VOLONTE DE POURSUIVRE LES DEMARCHES EN FAVEUR **DU PLAN SANS ABRISME**

## Contexte national

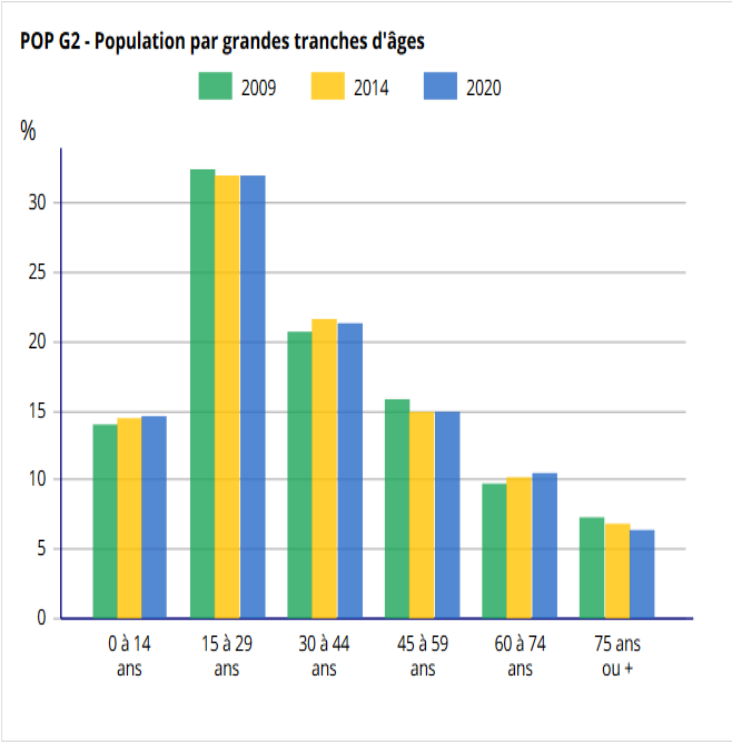
- Crise économique et inflation très importante, avec une hausse des taux d'intérêts.
- Intégration de l'augmentation de la valeur point en année pleine (env. 200 000€) et revalorisation du SMIC.
- Mise en place des Contrats Pluriannuels de Projet de Moyens (CPOM) aux établissements et services médico-sociaux - du Secteur Handicap et Personnes Agées (EHPAD).
- Décret mise en place du Ségur dans le secteur médico-social en année pleine.

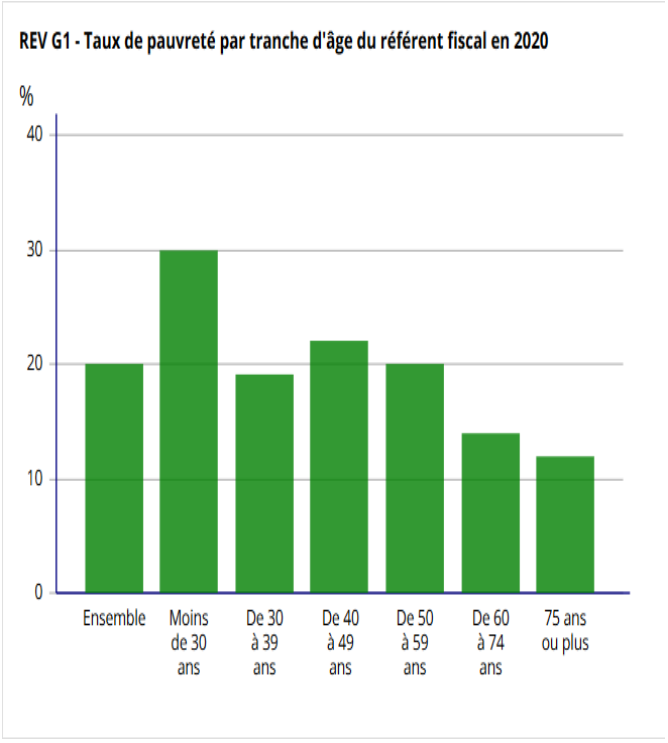
## Contexte local

- Accroissement des besoins d'accueil sur les secteurs de la précarité et secteur personnes âgées.
- Transfert à la Mairie au 1er Septembre 2024 de la dernière Crèche du CCAS – Sainte Lucie.
- Nouvelles modalités d'élaboration pluriannuelle de la subvention versée au CCAS par la Mairie.

Envoyé en préfecture le 05/10/2023
Reçu en préfecture le 05/10/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46889H1-DE

# Quelques chiffres (sources Insee et observatoire inégalités)




**Taux de pauvreté des 100 plus grandes communes de France**

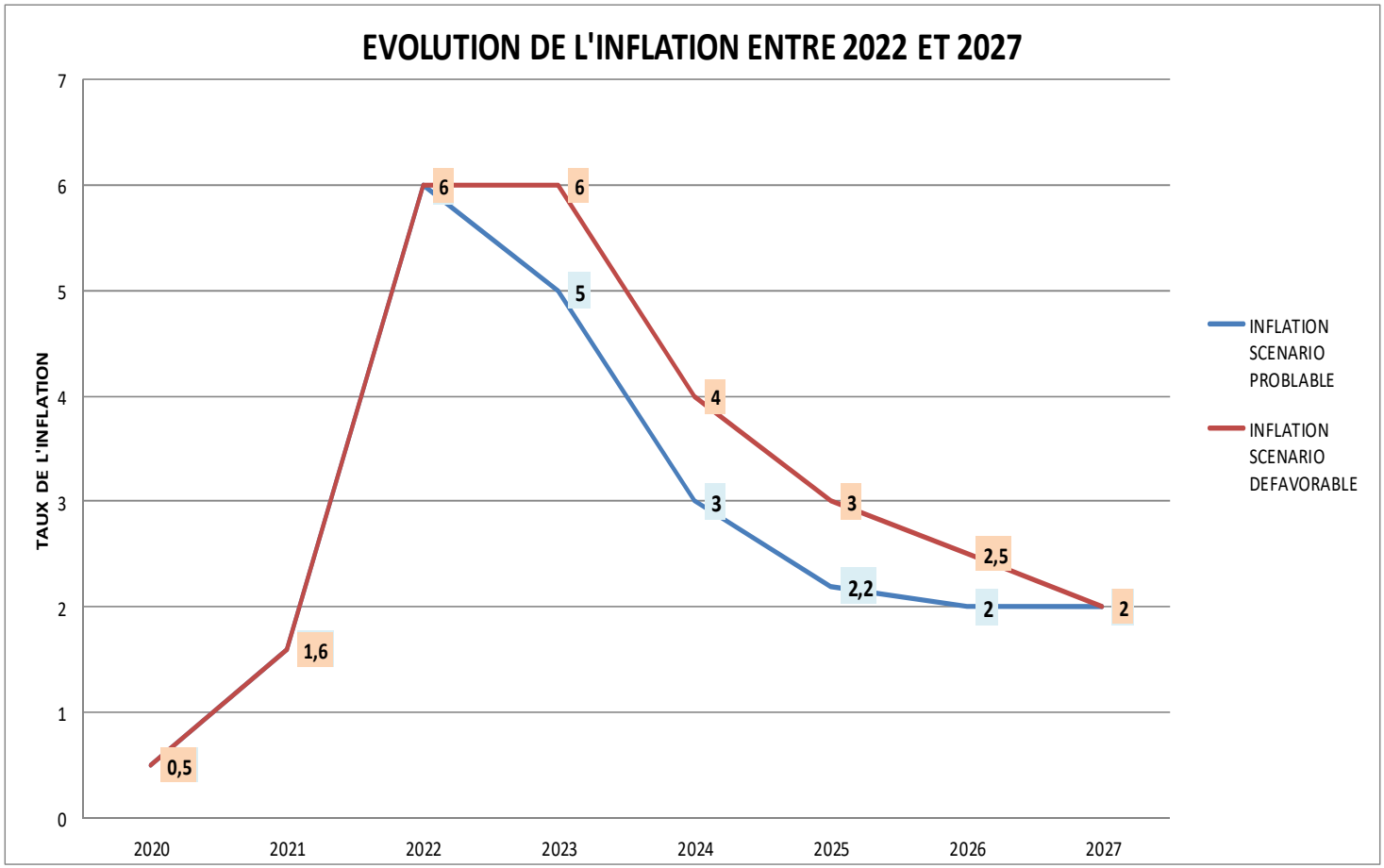
Estimations 2011 en %. Seuil à 60 % du niveau de vie médian

| Rang | Ville | Taux | Rang | Ville | Taux |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | ROUBAIX | 45 | - | NANTERRE | 20 |
| 2 | SAINT-PIERRE | 44 | - | CHAMPIGNY-SUR-MARNE | 20 |
| 3 | TAMPON | 43 | - | MONTAUBAN | 20 |
| 4 | SAINT-PAUL | 39 | 54 | TOULOUSE | 19 |
| - | AUBERVILLIERS | 39 | - | ANGERS | 19 |
| 6 | SAINT-DENIS (Réunion) | 36 | - | VILLEURBANNE | 19 |
| 7 | SAINT-DENIS | 34 | - | MANS | 19 |
| 8 | FORT-DE-FRANCE | 33 | - | CAEN | 19 |
| - | BEZIERS | 33 | - | PAU | 19 |
| 10 | PERPIGNAN | 32 | - | COLMAR | 19 |
| - | SARCELLES | 32 | - | BOURGES | 19 |
| 12 | MULHOUSE | 31 | - | VILLENEUVE-D'ASCQ | 19 |
| - | VENISSIEUX | 31 | - | SEYNE-SUR-MER | 19 |
| 14 | AVIGNON | 30 | | LORIENT | 19 |
| - | CALAIS | 30 | - | CERGY | 19 |
| - | EPINAY-SUR-SEINE | 30 | 66 | RENNES | 18 |
| - | PANTIN | 30 | - | GRENOBLE | 18 |
| 18 | NIMES | 29 | - | TOURS | 18 |
| - | SAINT-QUENTIN | 29 | - | COLOMBES | 18 |
| 20 | MARSEILLE | 25 | - | ROCHELLE | 18 |
| - | MONTPELLIER | 25 | - | CANNES | 18 |
| - | LILLE | 25 | - | CHAMBERY | 18 |
| - | AMIENS | 25 | - | VILLEJUIF | 18 |
| - | MONTREUIL | 25 | 74 | BORDEAUX | 17 |
| - | TOURCOING | 25 | - | BREST | 17 |
| - | AULNAY-SOUS-BOIS | 25 | - | AJACCIO | 17 |
| - | DRANCY | 25 | 77 | NANTES | 16 |
| - | TROYES | 25 | - | ASNIERES-SUR-SEINE | 16 |
| - | IVRY-SUR-SEINE | 25 | - | SAINT-NAZAIRE | 16 |
| 30 | STRASBOURG | 24 | - | NOISY-LE-GRAND | 16 |
| - | BEAUVAIS | 24 | - | NIORT | 16 |
| 32 | ARGENTEUIL | 23 | 82 | LYON | 15 |
| 33 | HAVRE | 22 | - | HYERES | 15 |
| - | SAINT-ETIENNE | 22 | 84 | PARIS | 14 |
| - | TOULON | 22 | - | AIX-EN-PROVENCE | 14 |
| - | POITIERS | 22 | - | CHOLET | 14 |
| - | CLICHY | 22 | 87 | DIJON | 13 |
| 38 | LIMOGES | 21 | - | QUIMPER | 13 |
| - | METZ | 21 | 89 | ANTIBES | 11 |
| - | ROUEN | 21 | - | PESSAC | 11 |
| - | DUNKERQUE | 21 | 91 | MERIGNAC | 10 |
| - | VITRY-SUR-SEINE | 21 | 92 | BOULOGNE-BILLANCOURT | 9 |
| - | VALENCE | 21 | - | COURBEVOIE | 9 |
| 44 | NICE | 20 | 94 | SAINT-MAUR-DES-FOSSES | 8 |
| - | REIMS | 20 | - | ISSY-LES-MOULINEAUX | 8 |
| - | CLERMONT-FERRAND | 20 | - | LEVALLOIS-PERRET | 8 |
| - | BESANCON | 20 | - | ANTONY | 8 |
| | ORLEANS | 20 | 98 | VERSAILLES | 7 |
| - | NANCY | 20 | - | RUEIL-MALMAISON | 7 |
| - | CRETEIL | 20 | - | NEUILLY-SUR-SEINE | 7 |

Source : Compas, d'après Insee

Envoyé en préfecture le 05/10/2023
Reçu en préfecture le 05/10/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46889H1-DE

# ANALYSE INFLATION (Sources Insee)

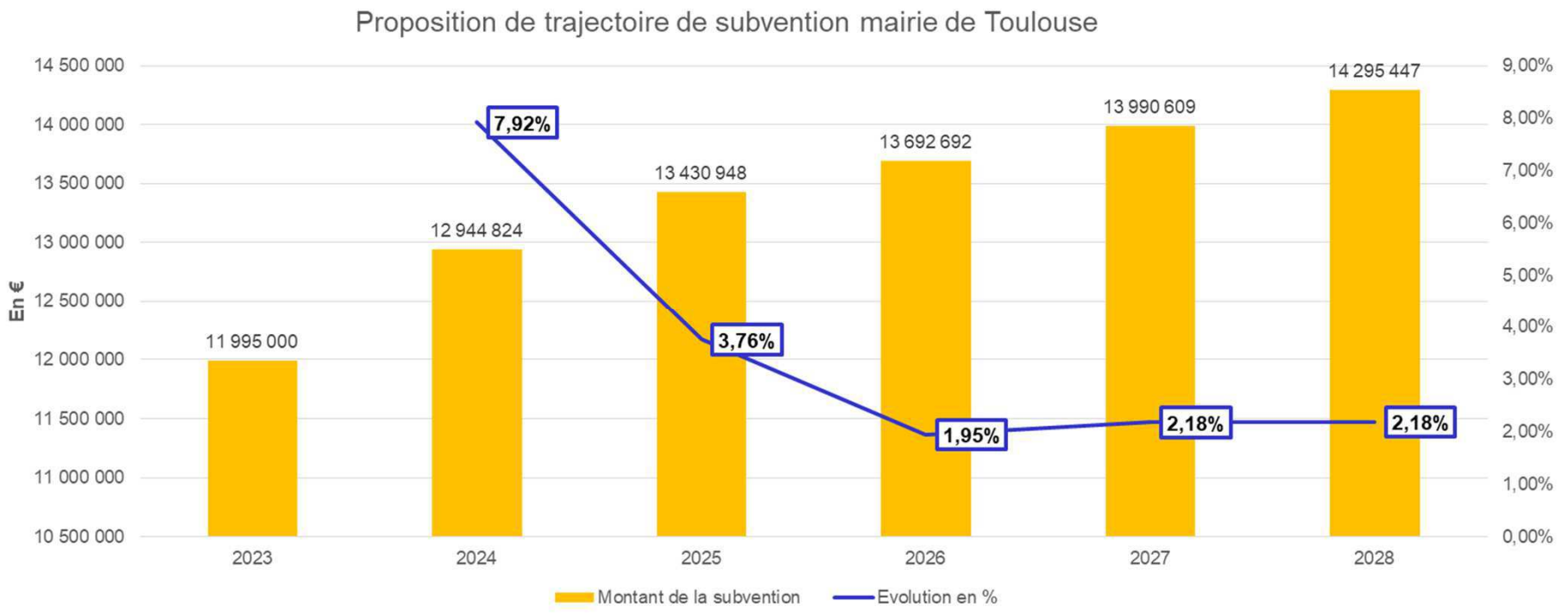



## Pour 2024 :

- Une inflation encore forte reste prévue autour de 3 à 4%.
- Cette hausse se cumule avec les années précédentes.
- Les coûts de l'énergie resterons très élevés avec la réduction du « Bouclier tarifaire » amorcée en 2023 et par là même, une hausse des fournitures et dépenses d'alimentation.

Envoyé en préfecture le 05/10/2023
Reçu en préfecture le 05/10/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46889H1-DE

# Synthèse des résultats : trajectoire de subvention Mairie 2023-2028

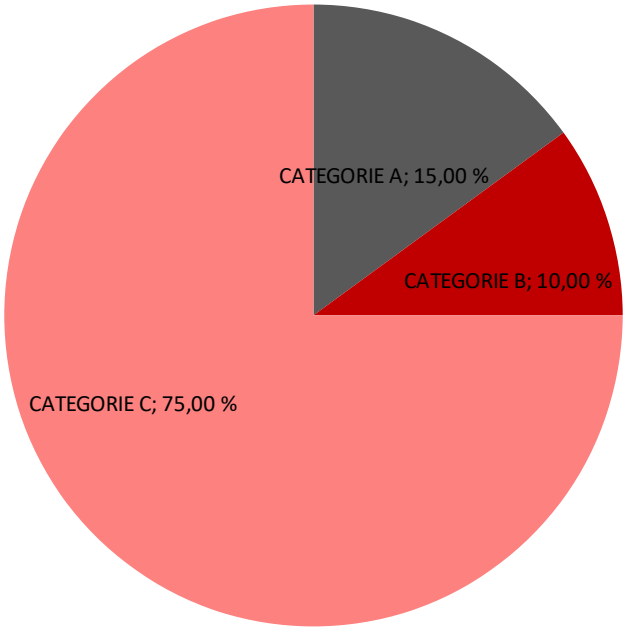



Suite au transfert des crèches la subvention de la Mairie devient une subvention d'équilibre étudiée chaque année en fonction des résultats comptables du CCAS
À noter pour 2024 que le taux de 7,92% comprend la neutralisation de la refacturation des prestations informatiques, **la hausse 2024 est en réalité de 5,4 %.**

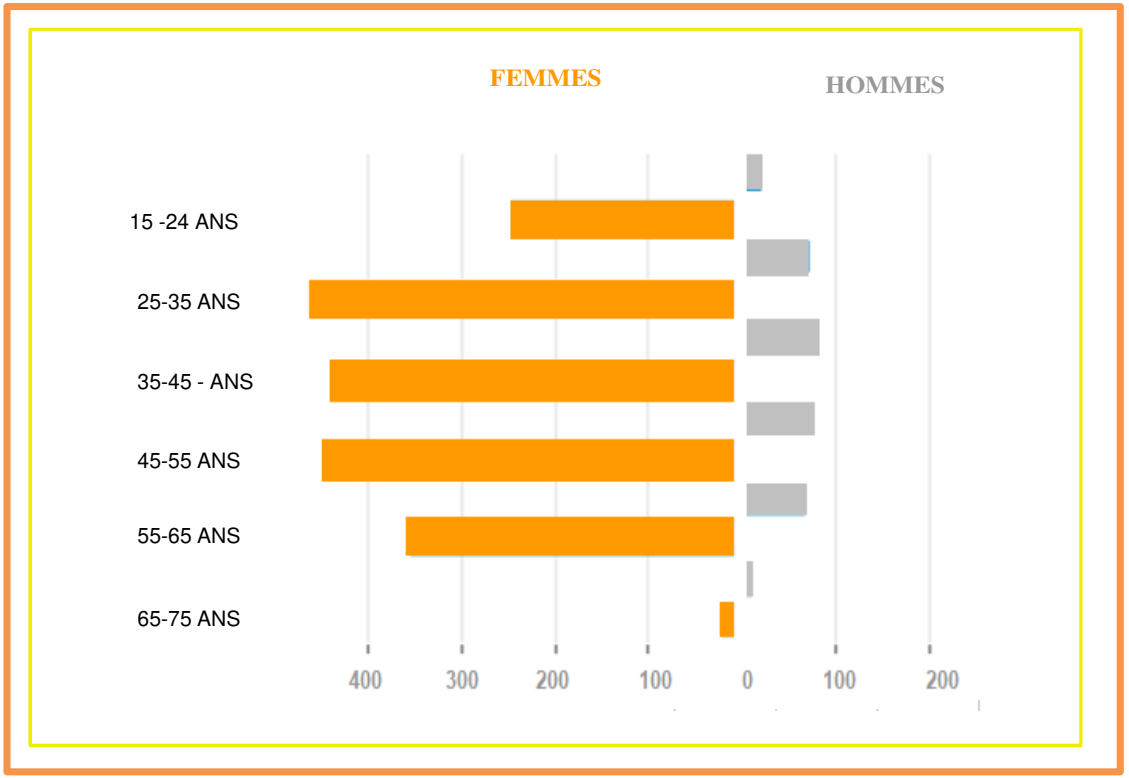
Envoyé en préfecture le 05/10/2023
Reçu en préfecture le 05/10/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46889H1-DE

# PRESENTATION DES EFFECTIFS

## EFFECTIFS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI



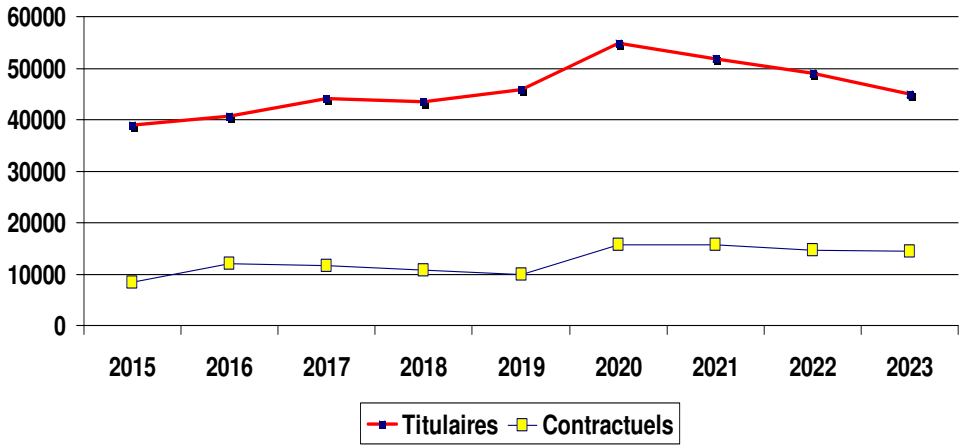

## PYRAMIDE DES AGES

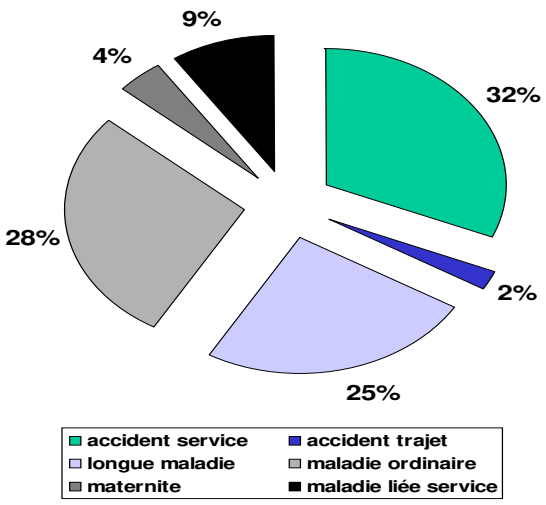


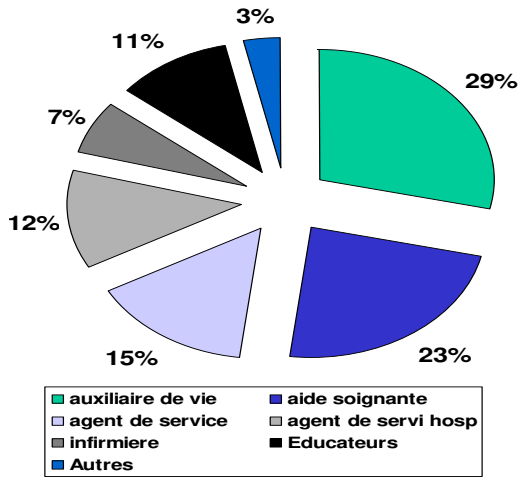

- Constat : Les marges d'économie liées à la gestion prévisionnelle des départs en retraite se réduisent.

Envoyé en préfecture le 05/10/2023
Reçu en préfecture le 05/10/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46889H1-DE

# DONNÉES SUR L'ABSENTÉISME




*COMMENTAIRES:*

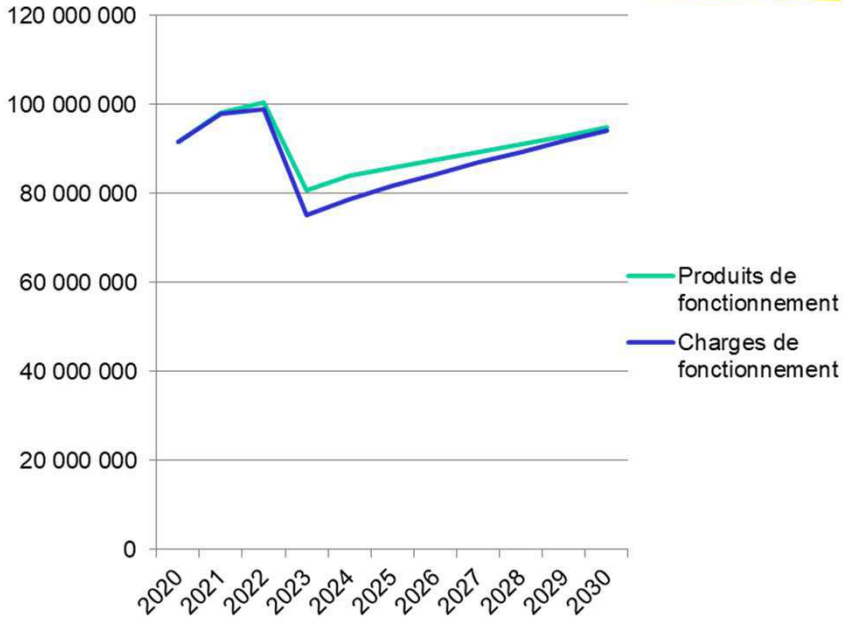
- *Une tendance 2023 à la baisse (attention départ crèches par rapport à 2022) avec un maintien à niveau élevé.*
- *Une forte proportion d'accidents de service, longue maladie et maladie ordinaire (non remboursée).*
- *Par profession, les aides soignantes et auxiliaires de vie sont particulièrement touchées.*
- *À noter qu'après le transfert du secteur petite enfance en 2023, l'absentéisme des aides soignantes et auxiliaires de vie aura un effet prépondérant.*
- *Le présentéisme, avec notamment la politique de prévention, reste un enjeu majeur pour le CCAS dans un contexte financier très contraint.*

Envoyé en préfecture le 05/10/2023
Reçu en préfecture le 05/10/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46889H1-DE

LES CONTRAINTES FINANCIÈRES POUR 2024

# TENDANCE ACTUELLE

| Variations | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|---|---|---|---|---|
| Tarification | 0,8% | 4% | 2,2% | 2% | 2% |
| Produits et services | 1,5% | 3% | 2% | 1% | 1% |
| PSU CAF/usagers | 1,0% | | | | |
| Dotations Mairie | 1,2% | 1,8% | 5,4% | 3,76% | 1,95% |
| Autres recettes | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| prevoyance | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Charges de personnel | 3,0% | 5% dont Ségur | 4,0% | 3,0% | 3,0% |
| *absentéisme* | 16,0% | 16,0% | 16,0% | 16,0% | 16,0% |
| Autres charges (hors 68) | 3,0% | 3,0% | 1,5% | 1,5% | 1,5% |




L'analyse tendancielle sans corrections particulières et intégrant le dégel du point d'indice montre que l'épargne est fortement impactée sur la fin du mandat et risque à terme de créer un déséquilibre financier néfaste à l'investissement.
De plus, l'accroissement au niveau actuel des dépenses de personnel fragilise la situation financière.

Envoyé en préfecture le 05/10/2023
Reçu en préfecture le 05/10/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46889H1-DE

# PANORAMA PAR SECTEUR

## Petite Enfance

| Exploitation Courante | Personnel | Structure |
|---|---|---|
| +3% | +3,5% | +0% |

**Le transfert de la dernière Crèche Sainte Lucie se fera au 1er Septembre 2024**.

*Ce transfert se fera après l'ouverture du Centre Parental Sainte Lucie sur le site des Tourelles.*

**INVESTISSEMENTS** Restructuration du Centre Parental sur le site de Lardenne avec une mini crèche dédiée.

## Personnes Agées

| Exploitation Courante | Personnel | Structure |
|---|---|---|
| +4% | +3,5% | +4,3% |

**Loi du 28 décembre 2015 – Décret du 21 décembre 2016 - Circulaire du 28 décembre 2016 : Obligation de mettre en place les EPRD (état prévisionnel de recette de dépenses) depuis 2018;**

**L'année 2024 sera préparatoire à la mise en place des Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens dans les EHPAD.**

**INVESTISSEMENTS : Les investissements** sont contraints, ils devront être négociés dans le cadre du CPOM 2024.
**Réhabilitation de la résidence autonomie Tounis en cours sur 2023-2024.**

Envoyé en préfecture le 05/10/2023
Reçu en préfecture le 05/10/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46889H1-DE

# Lutte contre l'exclusion Sociale

| Exploitation Courante | Personnel | Structure |
|---|---|---|
| +50% | +4% | +49% |

**Réforme du 11 Septembre 2017 pour le Logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme.**
NOUVELLES ORIENTATIONS NATIONALES POUR LES CHRS
**Diminution des places en centres d'hébergement, Augmentation des accueils en logements individuels avec accompagnements**

Les facteurs **structurels** : La crise du logement, la progression de la pauvreté, l'augmentation du chômage, les bouleversements de la cellule familiale, etc.
Les facteurs **conjoncturels,** avec principalement l'intensification des flux migratoires.

**INVESTISSEMENTS** Restructuration d**u CHRS Femmes sur le site de l'EHPAD BONNEFOY**

# Handicap

| Exploitation Courante | Personnel | Structure |
|---|---|---|
| +5% | +10% | +3% |

Préparation du passage en CPOM pour 2024.
**Accueil plus important** de personnes atteintes de troubles du spectre avec un retour du polyhandicap et des accueil complexes.
Négociations à venir pour l'intégration du SSESAD la Grave.
En 2024, les établissements de ce secteur **devront intégrer un CPOM** et **répondre à la logique EPRD.**
Ils sont également en attente de l'application des **critères de financements issue de la commission SERAPHIN**, qui attribuera une dotation en fonction des pathologie accueillies.

**INVESTISSEMENTS : Les investissements** sont contraints par un plan de retour à l'équilibre approuvé par l'ARS le 12/05/2016, ils devront être négociés dans le cadre du CPOM 2024.

Envoyé en préfecture le 05/10/2023
Reçu en préfecture le 05/10/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46889H1-DE

# Fonctions Supports

| Exploitation Courante | Personnel | Structure |
|---|---|---|
| +4% | +5% | +4% |

**REORGANISATION DES FONCTIONS SUPPORTS SUITE AU TRANSFERT DES CRECHES A LA MAIRIE**

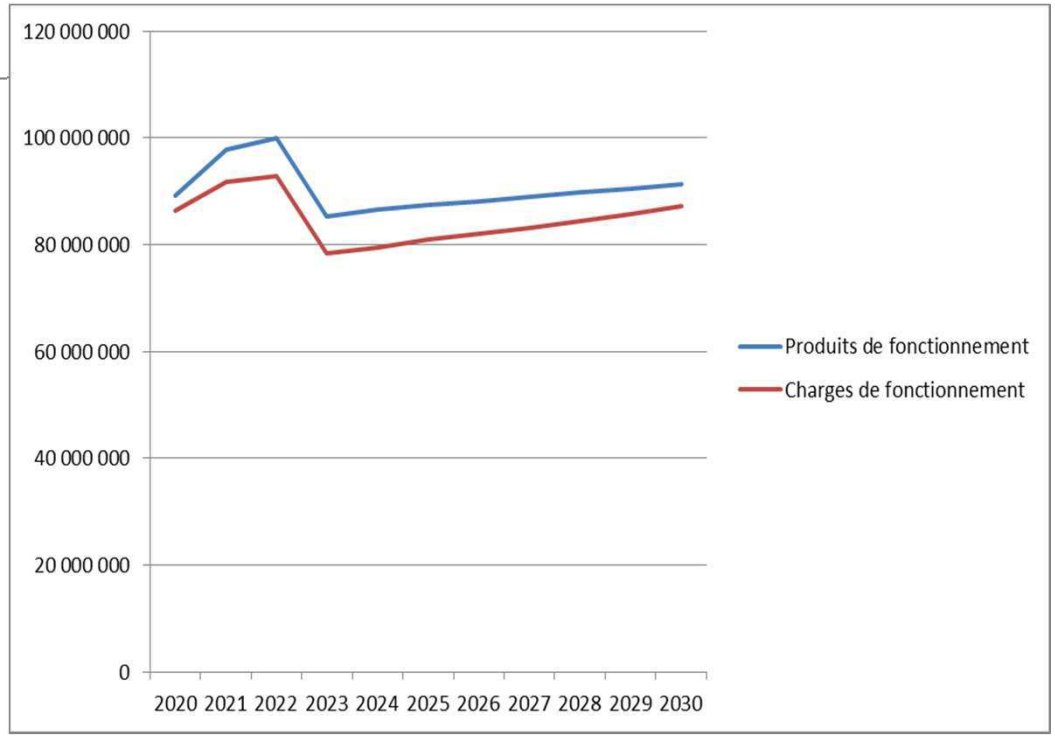
**DÉMÉNAGEMENT DES SERVICES TECHNIQUES / RÉORGANISATION SPATIALE**

**INVESTISSEMENTS : Les investissements** sont contraints par le montant des ventes de patrimoine afin de préserver l'épargne pour les établissements et les services au public.

Envoyé en préfecture le 05/10/2023
Reçu en préfecture le 05/10/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46889H1-DE

# A L'HORIZON 2026
# AVEC APPLICATION DES MESURES CORRECTIVES

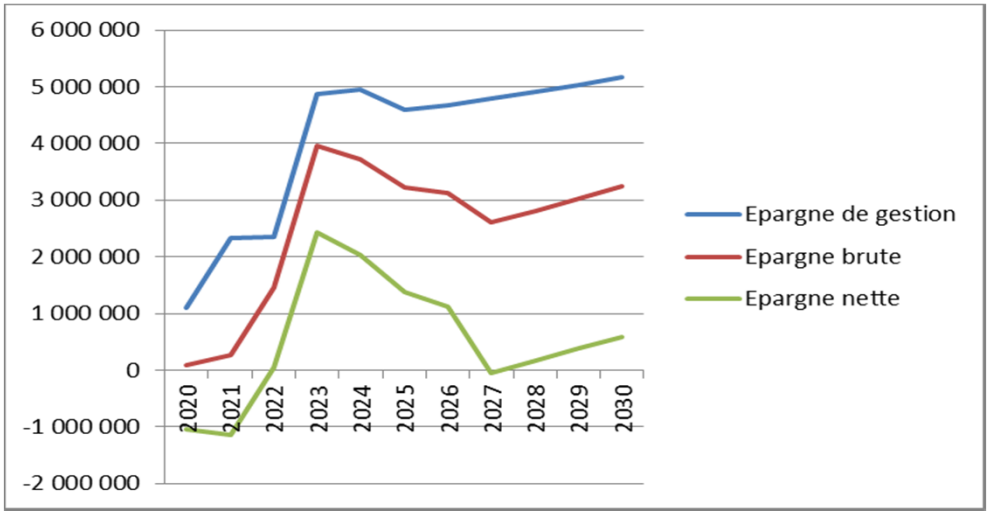
| Variations | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|---|---|---|---|---|
| Tarification | 0,8% | 4% | 3% | 2% | 2% |
| Produits et services | 1,5% | 3% | 2% | 2% | 2% |
| CAF/usagers | 1,0% | 3% | 3% | 3% | 2% |
| Dotations Mairie | 1,2% | 1,8% | 5,4% | 3,76% | 1,95% |
| Autres recettes | 1,0% | 1,0% | 2,0% | 2,0% | 2,0% |
| prevoyance | 0,0% | 0,0% | 2,0% | 2,0% | 2,0% |
| Charges de personnel | 3,0% | 5% dont Ségur | 4,0% | 3,0% | 3,0% |
| *absentéisme* | 16,0% | 16,0% | 16,0% | 15,0% | 14,0% |
| Autres charges (hors 68) | 3,0% | 3,0% | 2% | 2% | 2% |

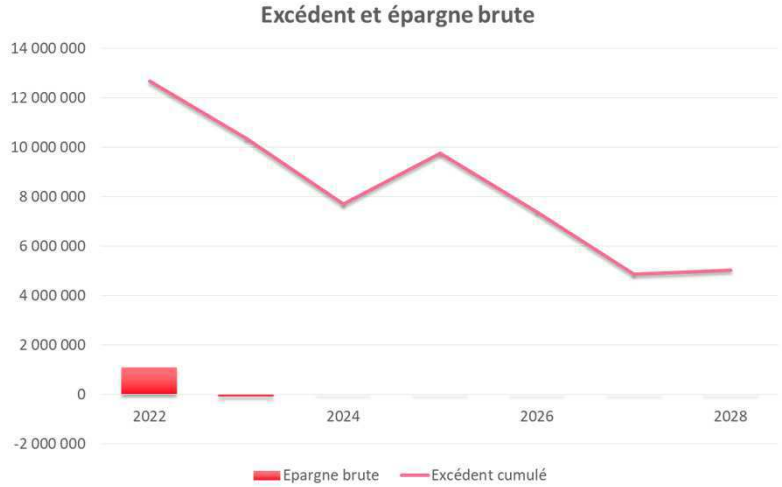



Les équilibres des projets nouveaux se feront par la tarification.
Une croissance importante de la masse salariale suite aux mesures gouvernementales n'est pas intégralement compensée.
Une période difficile est à envisager entre 2024 et 2025 (contexte inflationniste + revalorisations).
Une maitrise de la masse salariale et une réduction des coûts sont à prévoir sur les années suivantes pour permettre une pérennisation des équilibres financiers et de l'épargne nécessaire à la réalisation des projets du mandat.

Envoyé en préfecture le 05/10/2023
Reçu en préfecture le 05/10/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46889H1-DE

# A L'HORIZON 2026
# APPLICATION DES MESURES CORRECTIVES




## ENCOURS DE DETTE/ÉPARGNE BRUTE

< 15 ANS

Satisfaisant

## TAUX ENDETTEMENT

0,35 année

Satisfaisant

## ÉPARGNE NETTE

Suffisante pour autofinancement des grands projets jusqu'en 2026.
Pour la réalisation des projets de remise aux normes et de reconstruction le CCAS devra mobiliser son épargne temporairement

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet : **Adoption de la nomenclature M57 par le CCAS de la mairie de Toulouse**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 002**

**DEL-23-0179**

Mesdames, Messieurs,

Jusqu'à présent, seuls les régions, les départements et les métropoles avaient l'obligation de se doter d'un règlement budgétaire et financier (RBF). Le référentiel M57 a étendu cette obligation aux communes, à leurs groupements et à leurs établissements pour améliorer la gestion pluriannuelle et la transparence de l'information budgétaire et comptable.

Une généralisation de la M57 à toutes les catégories de collectivités locales et leurs établissements publics est programmée au 1er janvier 2024.Pour le CCAS de Toulouse l'adoption de ce nouveau référentiel comptable se fera en lieu et place de la M14 actuelle et sur le même périmètre.

Un point d'attention cependant, la mise en place de la comptabilité M57 ne concernera que le budget principal du CCAS de Toulouse, en effet les ESMS n'ont pas la possibilité d'utiliser le régime comptable pluriannuel décrit en M57 en raison de l'absence de disposition réglementaire le permettant. Par conséquent, les dispositions concernant la comptabilité M57 n'auront pas de portée pour ces services et ne concerneront que le Budget Principal.

Normalement cette comptabilité s'appliquera de droit au 1er Janvier 2024, cependant pour plus de sureté et compte tenu de la sortie tardive des textes d'application, le receveur des finances nous a suggéré de prendre une délibération actant le changement de comptabilité pour la CCAS de Toulouse.

Ainsi il conviendra de prévoir :

- **En matière budgétaire** :

L'adoption d'un règlement budgétaire et financier. Celui-ci fixe les principales règles et procédures auxquelles la collectivité se conforme et les faire connaître avec exactitude pour créer un référentiel commun :

- rattachement des charges et des produits ;
- amortissements
- subvention versée
- règles en matière de gestions pluriannuelles des AE/AP/CP

Le recours au procédé de fongibilité des crédits : faculté pour l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder à des mouvements de crédits entre chapitres dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, et à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

- **En matière comptable** :

La commune décide de procéder à l'amortissement au prorata temporis de ces immobilisations dont la valeur est supérieure à 500.00€.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 002**

**Adoption de la nomenclature M57 par le CCAS de la mairie de Toulouse**

Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Vu les règles de mise en place de la Comptabilité M57 aux communes et leurs CCAS

Vu l'article L.5217-10-9 du CGCT fixant les règles d'application de la M57

Vu l'avis de M le Receveur des finances de Toulouse,

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE 1** : Le Conseil d'Administration approuve le passage en comptabilité M57 de son Budget Principal au 1er Janvier 2024 et à compter de son budget primitif 2024.

**ARTICLE 2** : Le Conseil d'Administration approuve l'amortissement au prorata temporis de ces immobilisations dont la valeur est supérieure à 500.00€ pour les seuls investissements du Budget Principal du CCAS soumis à la comptabilité M57.

**ARTICLE 3** : Le Conseil d'Administration approuve de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder à des mouvements de crédits entre chapitres dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, et à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

**ARTICLE 4** : Madame la Vice-Présidente et/ou la Directrice Générale en cas d'empêchement sont autorisées à signer tout acte y afférent.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente et/ou la Directrice Générale en cas d'empêchement, Monsieur le Receveur des finances, sont chacun dans leur domaine, chargés de la mise en place de la présente délibération.

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 002 - Adoption de la nomenclature M57 par le CCAS de la mairie de Toulouse - *DEL-23-0179*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 05/10/2023
Affiché le : 09/10/2023

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet : **Adoption d'un Règlement Budgétaire et Financier pour le CCAS de la mairie de Toulouse**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 003**

**DEL-23-0178**

Mesdames, Messieurs,

Jusqu'à présent, seuls les régions, les départements et les métropoles avaient l'obligation de se doter d'un règlement budgétaire et financier (RBF). Le référentiel M57 a étendu cette obligation aux communes, à leurs groupements et à leurs établissements pour améliorer la gestion pluriannuelle et la transparence de l'information budgétaire et comptable.

Une généralisation de la M57 à toutes les catégories de collectivités locales et leurs établissements publics est programmée au 1er janvier 2024.

L'adoption d'un RBF est obligatoire pour toutes les entités appliquant l'instruction budgétaire et comptable M57 (communes, établissements publics, départements, régions, centres de gestion, services départementaux d'incendie et de secours, notamment), à l'exception des communes et des groupements de moins de 3 500 habitants ainsi qu'à leurs établissements publics, et des associations syndicales autorisées ; pour ces derniers, l'adoption d'un RBF est facultative.

Les établissements publics locaux qui disposent d'une personnalité morale et d'un budget propre, les CCAS, les caisses des écoles, les régies personnalisées sont soumis à l'obligation d'adopter un Règlement Budgétaire et Financier (RBF) lorsque leur collectivité de rattachement est soumise à la même obligation et ce, dans les mêmes conditions. A l'inverse, les établissements publics rattachés à une commune ou un groupement de moins de 3 500 habitants n'a pas l'obligation d'adopter un RBF.

La collectivité ou l'établissement public pourra, s'il le souhaite, prévoir dans son RBF des dispositions spécifiques propres à ses budgets annexes, en particulier pour ses établissements sociaux ou médico-sociaux (ESMS), dans le respect de la réglementation budgétaire et comptable applicable à ces services. En effet, les cadres budgétaires et comptables de ces entités sont respectivement régis par les dispositions l'instruction comptable M22.

Un point d'attention cependant, la mise en place de la comptabilité M57 ne concernera que le budget principal du CCAS de Toulouse, en effet les ESMS n'ont pas la possibilité d'utiliser le régime comptable pluriannuel décrit en M57 en raison de l'absence de disposition réglementaire le permettant. Par conséquent, les dispositions du RBF relatives au cadre pluriannuel n'auront pas de portée pour ces services.

Au-delà d'être un guide des procédures budgétaires interne, la principale nouveauté introduite par le RBF est la faculté pour l'établissement public (CCAS) de choisir le mode un gestion pluriannuel des crédits, et de prévoir par délibération l'adoption d'Autorisations de Programme et-d'Autorisation d'Engagement des crédits (AP/AE), qui est une technique budgétaire qui déroge au principe d'annualité et permet de mettre en œuvre des projets à caractère pluriannuel tout en préservant l'équilibre du budget et les capacités financières d'une entité.

La gestion en AP/AE ne comporte pas de caractère obligatoire : il s'agit bien d'une décision de l'assemblée délibérante, comme le précise l'article L. 5217-10-7 du CGCT.

De plus cette règle comptable ne s'applique pas aux ESMS qui représentent la majorité de l'activité d'investissement du CCAS de Toulouse.

Aussi par mesure de cohérence de gestion vis-à-vis de la majorité des établissements gérés et conformément à la possibilité laissée par l'article L. 5217-10-7 du CGCT, il est proposé que le CCAS de Toulouse choisisse de ne pas appliquer la gestion en AP/AE au 1 Janvier 2024 dans son règlement budgétaire et financier.

Le projet en annexe est soumis au Conseil d'Administration du CCAS de Toulouse reprend :

- les obligations légales qui se limitent à deux obligations :
  - préciser les modalités de gestion des AP-AE et des CP y afférent,
  - préciser les modalités d'information de l'assemblée délibérante sur la gestion des engagements pluriannuels au cours de l'exercice.

- Les règles que se fixe la collectivité dans le respect de la réglementation applicable :
  - rappeler les normes, les principes et méthodes budgétaires, comptables et financiers,
  - apporter des précisions jugées nécessaires par la collectivité au cadre réglementaire national, et préciser les choix de la collectivité sur les options qui lui sont offertes par la réglementation

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 003**

**Adoption d'un Règlement Budgétaire et Financier pour le CCAS de la mairie de Toulouse**

Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Vu les règles de mise en place de la Comptabilité M57 aux communes et leurs CCAS,

Vu l'article L.5217-10-9 du CGCT fixant les règles d'application de la M57,

Vu le règlement budgétaire et financier du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse joint en annexe de la présente délibération,

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE 1** : Le Conseil d'Administration approuve le Règlement Budgétaire et Financier joint en annexe à la présente délibération.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice- Présidente et/ou la Directrice Générale en cas d'empêchement, Monsieur le Receveur des finances, sont chacun dans leur domaine, chargés de la mise en place du présent règlement.

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 003 - Adoption d'un Règlement Budgétaire et Financier pour le CCAS de la mairie de Toulouse - *DEL-23-0178*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 05/10/2023
Affiché le :

**CENTRE TOULOUSAIN DES MAISONS DE RETRAITE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet **: Décision modificative n°4 - CTMR - Exercice 2023**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 002**

**DEL-23-0182**

Mesdames, Messieurs,

La Décision Modificative n°4 du Centre Toulousain des Maisons de Retraite est constituée par l'inscription de crédits sur la section de fonctionnement :

**1. La section de fonctionnement comprend :**

**1.1 Des inscriptions budgétaires en dépenses et en recettes afin de financer les dépenses de fin d'année 2023 des EHPAD du CTMR :**

- Des crédits nouveaux en dépenses d'un montant de 50 000.00€ sur le compte 6063 – Alimentation.
- Des crédits nouveaux en dépenses d'un montant de 350 000.00€ sur le compte 64111 – Rémunération principale.
- Des crédits nouveaux en dépenses d'un montant de 10 500.00€ sur le compte 673 – Titres annulés sur exercices antérieurs.
- Des crédits nouveaux en recettes d'un montant de 400 000.00€ sur le compte 73531 – Produits à la charge de l'usager pour les EHPAD du CTMR.
- Des crédits nouveaux en recettes d'un montant de 10 500.00€ sur le compte 7352281 – Autres tarifs journaliers.

**1.2 La révision de crédits budgétaires entre chapitres comptables :**

La révision de la répartition des crédits budgétaires qui apparaissent parfois insuffisants sur certains comptes. Ces virements de crédits tiennent compte des besoins en demeurant dans les limites du budget annuel autorisé.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 002**

**Décision modificative n°4 - CTMR - Exercice 2023**

Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Après avoir entendu le rapport, relatif à la décision modificative n°4 ainsi que les explications en réponse aux questions qui lui sont posées d'une part, et considérant d'autre part que les sommes prévues tant en recettes qu'en dépenses sont justifiées pour la bonne marche du CTMR.

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE 1** : Sont approuvées les inscriptions budgétaires en dépenses et en recettes afin de financer les dépenses de fin d'année 2023 des EHPAD du CTMR :

- Des crédits nouveaux en dépenses d'un montant de 50 000.00€ sur le compte 6063 – Alimentation.
- Des crédits nouveaux en dépenses d'un montant de 350 000.00€ sur le compte 64111 – Rémunération principale.
- Des crédits nouveaux en dépenses d'un montant de 10 500.00€ sur le compte 673 – Titres annulés sur exercices antérieurs.
- Des crédits nouveaux en recettes d'un montant de 400 000.00€ sur le compte 73531 – Produits à la charge de l'usager pour les EHPAD du CTMR.
- Des crédits nouveaux en recettes d'un montant de 10 500.00€ sur le compte 7352281 – Autres tarifs journaliers.

**ARTICLE 2 :** Sont approuvés pour les sections d'investissement et de fonctionnement les virements de crédits entre chapitres comptables.

**ARTICLE 3** : La décision modificative n° 4 de l'exercice 2023 est arrêtée aux totaux ci-après conformément à l'état suivant, détaillé par comptes pour la section d'investissement et de fonctionnement.

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE TOULOUSAIN DES MAISONS DE RETRAITE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 002 - Décision modificative n°4 - CTMR - Exercice 2023 - *DEL-23-0182*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 05/10/2023
Affiché le : 09/10/2023

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet **: Vente d'une partie de la parcelle 837 AW 105 suite à une division parcellaire**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 042**

**DEL-23-0185**

Mesdames, Messieurs,

Le Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse est propriétaire de la parcelle cadastrée 837 AW 105, d'une superficie de 14.803 m², située Allée Emile MONSO dans le quartier Montaudran-Lespinet.

Suite à la délibération du Conseil d'Administration du 22 septembre 2023, la parcelle cadastrée 837 AW 105 fait partie du domaine privé du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse après avoir constaté sa non-affectation au domaine public et prononcé son déclassement.

La Croix Rouge souhaite acquérir une partie de la parcelle cadastrée 837 AW 105 afin de réaliser un projet de Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) qui prendra place sur la parcelle cadastrée 837 AW 107, appartenant à la Mairie de Toulouse, et sur une partie de la parcelle 837 AW 105 appartenant au CCAS.

La surface nécessaire à la réalisation du projet de la Croix Rouge sur la parcelle cadastrée 837 AW 105 est d'environ 810m². Le CCAS devra réaliser une division parcellaire de la parcelle cadastrée 837 AW 105 afin de créer plusieurs nouvelles parcelles.

A la suite des discussions avec la Croix Rouge, de la réalisation d'une étude de valorisation patrimoniale par l'agence CBRE ainsi que de l'avis du domaine en date du 6 juillet 2023 sur la valeur vénale de la Direction Générale des Finances Publiques, il a été convenu que le prix de vente sera de 540 000 € Hors Taxes.

De plus, afin de faciliter l'accès au futur Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale de la Croix Rouge, le CCAS devra constituer une servitude de passage temporaire au profit de la Croix Rouge. Cette servitude de passage concerne l'impasse allant de l'Allée Jean GRIFFON jusqu'à la Résidence Jean GRIFFON (voir annexe 1 – Servitude de passage pour la Croix Rouge).
Cette servitude s'éteindra de plein droit une fois son emprise rétrocédée à la Commune de Toulouse et intégrée dans le domaine public communal à destination de voirie.

A ce titre, il est proposé au Conseil d'Administration d'autoriser la Directrice Générale du CCAS, Madame Nadège GRILLE, à prendre tous les actes nécessaires à la réalisation de la vente de la future parcelle au profit de la Croix Rouge ainsi que ceux nécessaires à la constitution de la servitude de passage. Ces actes comprennent notamment les actes nécessaires à la division parcellaire de la parcelle cadastrée 837 AW 105 ainsi que les actes notariés.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 042**

**Vente d'une partie de la parcelle 837 AW 105 suite à une division parcellaire**

Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,
Vu l'avis du domaine sur la valeur vénale de la Direction Générale des Finances Publiques
Vu l'étude de valorisation patrimoniale de l'agence CBRE
Vu l'annexe 1 – Servitude de passage pour la Croix Rouge

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE 1** : Le Conseil d'Administration autorise la Directrice Générale du CCAS à prendre et à signer tous les actes nécessaires à la division parcellaire de la parcelle cadastrée 837 AW 105.

**ARTICLE 2** : Le Conseil d'Administration autorise la Directrice Générale à prendre et à signer tous les actes nécessaires à la vente de la future parcelle issue de la division parcellaire de la parcelle cadastrée 837 AW 105 au profit de la Croix Rouge, à un prix de vente de 540 000 € Hors Taxes.

**ARTICLE 3 :** Le Conseil d'Administration autorise la Directrice Générale du CCAS à prendre tous les actes nécessaires à la constitution de la servitude de voirie de passage temporaire sans indemnité de part ni d'autre au profit de la Croix Rouge.

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 042 - Vente d'une partie de la parcelle 837 AW 105 suite à une division parcellaire - *DEL-23-0185*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 05/10/2023
Affiché le : 02/10/2023

Envoyé en préfecture le 05/10/2023
Reçu en préfecture le 05/10/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46886H1-DE

CCAS
Centre Communal d'Action Sociale
MAIRIE DE TOULOUSE

# REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER

Version Septembre 2023

Envoyé en préfecture le 05/10/2023
Reçu en préfecture le 05/10/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46886H1-DE

# Sommaire

1. Les règles relatives au budget
    a. Définition du budget du CCAS
    b. L'élaboration budgétaire
    c. Le débat d'orientation budgétaire
    d. Le vote du budget
    e. Les modifications budgétaires
2. La gestion budgétaire pluriannuelle
    a. Le plan pluriannuel d'investissement
    b. La gestion en Autorisation de Programme/Crédit de Paiement dite « AP/CP »
3. L'exécution budgétaire
    a. La comptabilité d'engagement
    b. La gestion du service fait
    c. Les régies, une particularité
    d. Le rôle de la commission permanente
    e. Les opérations de fin d'exercice
4. La gestion du patrimoine et des risques
    a. La gestion du patrimoine et la tenue de l'inventaire
    b. L'amortissement
    c. La cession des biens mobiliers et biens immeubles
    d. La gestion des dons et legs
    e. Les principes de la gestion des risques

Envoyé en préfecture le 05/10/2023
Reçu en préfecture le 05/10/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46886H1-DE

Préambule

Le présent règlement budgétaire et financier formalise et précise, pour le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la Mairie de Toulouse, les principales règles de gestion budgétaire et financière qui résultent du Code Générale des Collectivités Territoriales (CGCT) et des diverses réglementations et instructions budgétaires et comptables applicables.

L'adoption d'un règlement budgétaire de fonctionnement, est désormais obligatoire pour toutes les entités appliquant la comptabilité M57 pour les communes de plus de 3500 habitants ; les obligations comptables incombant au CCAS étant nécessairement celles applicables à la commune de rattachement.

Il vise à renforcer la cohérence et l'harmonisation des procédures budgétaires en vue de garantir la permanence des méthodes.

Une convention du 23 Juin 2023 précise déjà les coopérations et mutualisations par services communs des fonctions supports entre le CCAS et la Mairie de Toulouse.

Le CCAS de Toulouse dispose d'un budget principal géré en comptabilité M57 à partir du 1er Janvier 2024 et de plusieurs budgets annexes non autonomes d'établissements ou services médico sociaux gérés selon les principes de la comptabilité Médico-Sociale M22.

Ces budgets d'ESMS (Etablissements Médico-Sociaux) disposent de caractéristiques spécifiques et n'ont pas la possibilité d'utiliser le régime des AP-AE (autorisation pluriannuelles de programmes et engagements) en raison de l'absence de cadre juridique le permettant, ils ne sont donc pas concernés par ces disposition mais restent soumis aux autres dispositions du présent règlement budgétaire et financier(RBF).

## 1. Les règles relatives au budget

### a. Définition du budget du CCAS

Le budget est l'acte par lequel le conseil d'administration du C.C.A.S. prévoit et autorise les recettes et les dépenses d'une année :

- En dépenses, les crédits votés sont limitatifs, les engagements ne peuvent être validés que si les crédits sont disponibles ;
- En recettes, les crédits sont évaluatifs, les recettes réalisées peuvent être supérieures aux prévisions.

Le budget comporte deux sections :

- La section de fonctionnement qui regroupe les recettes et dépenses qui sont produites ou consommées dans l'année.
- La section d'investissement qui regroupe ce que l'on conserve plus d'une année et les financements de ces dépenses qui constituent la richesse patrimoniale du C.C.A.S. Chacune des deux sections est présentée à l'équilibre avec un montant de dépenses identique à celui des recettes.

Le budget du CCAS est présenté par chapitre et par article ; il est soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 à compter du 1er janvier 2024 (délibération 0179 du 22 Septembre 2023).

Envoyé en préfecture le 05/10/2023
Reçu en préfecture le 05/10/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46886H1-DE

b. L'élaboration budgétaire

Les principes budgétaires fondamentaux qui s'appliquent sont :

- L'unité : Toutes les dépenses et recettes du C.C.A.S. figurent dans un document budgétaire unique.
- L'annualité : Le budget regroupe l'ensemble des dépenses et des recettes intervenant entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année N considérée.
- L'universalité : Toutes les recettes et les dépenses du budget sont indiquées dans leur intégralité. Il n'y a pas d'affectation des recettes sur les dépenses.
- L'équilibre réel : Chacune des deux sections budgétaires (fonctionnement et investissement) est présentée à l'équilibre avec un montant de dépenses identique à celui des recettes. Le remboursement du capital de la dette doit être exclusivement assuré par les recettes propres de la collectivité.
- La sincérité : Les charges et les produits doivent être évalués de façon exhaustive, sincère et exacte au regard des informations connues.

Le CCAS prépare son budget à partir de l'analyse des besoins sociaux, des éléments INSEE, du besoin exprimé des établissements, des éléments de tarification autorisés sur les exercices antérieurs et des besoins repérés de la population.

La saisie des propositions budgétaires dans l'application financière est réalisée par la Direction des Finances après avis de la Direction Générale du C.C.A.S. et en concertation avec les chefs de services, coordonnateurs de pôles et les Directions d'établissements.

La Direction des Finances du CCAS veille à ce que chaque montant inscrit soit justifié, elle assure l'analyse prospective et la mise en perspective de leurs demandes budgétaires au regard du contexte budgétaire. Des réunions régulières et conférences de gestion ont lieu avec les services financiers de la Mairie de Toulouse afin de déterminer la subvention d'équilibre.

De même La Direction des Finances du CCAS participe aux diverses négociations à caractère financiers menées pour le compte du CCAS et élabore les documents budgétaires nécessaires.

En vertu du principe de non affectation, la prévision et/ou l'encaissement de recettes ne peuvent justifier à elle seules l'octroi de crédits supplémentaires en dépense ; sauf dans le cadre de la gestion d'ESMS et selon le souhait des différents tarificateurs.

Une fois décidés les arbitrages politiques nécessaires à l'atteinte de l'équilibre budgétaire, la Direction des Finances du CCAS, rédige le budget qui sera présenté au vote du conseil d'administration.

c. Le débat d'orientation budgétaire

Dans un délai maximal de 10 semaines précédant le vote du budget du CCAS, un débat d'orientation

Envoyé en préfecture le 05/10/2023
Reçu en préfecture le 05/10/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46886H1-DE

budgétaire est soumis au Conseil d'administration, en cohérence avec celui de la Mairie. Il porte sur les orientations générales à retenir pour l'exercice ainsi que sur les engagements pluriannuels pris et/ou envisagés, l'évolution de la situation financière et s'appuie sur un rapport d'orientation budgétaire.

d. Le vote du budget

Le vote du budget peut intervenir jusqu'au 31 Octobre aligné sur celui des ESMS afin d'assurer la cohérence entre le budget principal et les budgets annexes des ESMS gérés par le CCAS. Il est présenté par chapitre et article.

Dans le cas où le budget n'aurait pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif proposera à l'assemblée délibérante, jusqu'à l'adoption du budget, d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite de de 25% des crédits ouverts au budget de l'année précédente pour les dépenses hors AP/CP et de 1/3 pour les dépenses couvertes par des AP/CP.

e. Les modifications budgétaires

Les modifications budgétaires peuvent intervenir de deux façons différentes :

- Par le biais de virements de crédits qui consistent à transférer un montant disponible d'une ligne budgétaire vers une autre ligne budgétaire, à condition que ce transfert se fasse au sein d'un même chapitre budgétaire globalisé.
- Par le biais de décisions modificatives qui permettent le transfert de crédits d'une ligne budgétaire d'un chapitre globalisé vers une ligne budgétaire d'un autre chapitre globalisé. Dans le cadre de la M57, le conseil d'administration pourra déléguer au Président ou Vice-président, la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, et à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.
  Ces mouvements feront l'objet d'une information auprès du conseil d'administration du C.C.A.S. lors de leur plus proche séance.

Il est noté que le budget supplémentaire est une décision particulière qui a pour objet d'affecter les résultats antérieurs reportés et les reports si ceux-ci n'ont pas été intégrés lors du budget primitif.

Dans le cadre des budgets des ESMS la comptabilité M22 médico-sociale oblige le vote d'un budget dit « Exécutoire » qui soumet à l'approbation du conseil d'administration les modifications de crédits issues des négociations tarifaires et des dotations allouées par les différents tarificateurs des activités gérées par le CCAS. Comptablement il s'agit d'une décision modificative spécifiquement dédiée à cette opération.

## 2. La gestion budgétaire pluriannuelle

a. Le plan pluriannuel d'investissement

Le plan pluriannuel d'investissement est le document de planification des investissements

Envoyé en préfecture le 05/10/2023
Reçu en préfecture le 05/10/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46886H1-DE

rassemblant l'ensemble des projets ponctuels relatifs aux équipements (AP/CP ou opération), ainsi que les enveloppes d'acquisitions récurrentes ou de gros entretien du patrimoine du C.C.A.S.

Pour chaque projet, le PPI récapitule son objet, son évaluation la plus actualisée du coût au terme de l'opération, la présentation de la ventilation des coûts au titre des exercices à financer.

La Direction des finances du CCAS vérifie la soutenabilité financière d'un PPI pour le CCAS et son contenu doit faire l'objet d'une présentation lors du débat d'orientation budgétaire.

Son actualisation est annuelle et concomitante à la préparation budgétaire.

b. La gestion en Autorisation de Programme / Crédit de Paiement dite « AP/CP »

La gestion en AP/AE ne comporte pas de caractère obligatoire : il s'agit bien d'une décision de l'assemblée délibérante, comme le précise l'article L. 5217-10-7 du CGCT. Cet article ne s'applique par ailleurs pas aux communes et groupements de moins de 3 500 habitants, qui bénéficient cependant de la possibilité de l'appliquer si elles le souhaitent, en vertu de l'article 106 III de la loi Notre.

De plus cette règle comptable ne s'applique pas aux ESMS qui représentent la majorité de l'activité financière du CCAS de Toulouse, pour lesquels la tarification est encore largement fixée annuellement, sans que la pluri annualité des prévisions n'ait un caractère contraignant.

Aussi par mesure de cohérence de gestion vis-à-vis de la majorité des établissements gérés et conformément à la possibilité laissée par l'article L. 5217-10-7 du CGCT le CCAS de Toulouse choisit de ne pas appliquer la gestion en AP/AE au 1er Janvier 2024 pour son budget principal dans le cadre de la mise en place de la comptabilité M57.

Cette mesure fait l'objet d'une délibération spécifique du 22 Septembre 2023.

Cependant chaque projet soumis au conseil d'administration du CCAS devra comporter une information aux administrateurs sur son intégration et impact dans la PPI globale du CCAS.

## 3. L'exécution budgétaire

a. La comptabilité d'engagement

L'engagement juridique est un acte par lequel le C.C.A.S. crée ou constate à son encontre une obligation qui entraînera une charge. Cet engagement résulte de la signature d'un contrat, d'une convention, d'un bon de commande, d'une délibération. L'engagement comptable est une réservation de crédits budgétaires en vue de la réalisation d'une dépense qui résulte d'un engagement juridique. Le contrôle de la disponibilité des crédits est opéré lors de l'engagement comptable.

L'engagement comptable préalable est une obligation réglementaire qui s'impose à tous, tant en dépenses qu'en recettes, en fonctionnement comme en investissement. Il permet de constater l'engagement juridique et de réserver les crédits correspondants. Il précède la signature d'un contrat ou d'une convention ainsi que l'envoi des bons de commandes aux fournisseurs.

Envoyé en préfecture le 05/10/2023
Reçu en préfecture le 05/10/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46886H1-DE

L'engagement comptable permet de répondre à cinq objectifs :

- Vérifier l'existence de crédits
- Déterminer les crédits disponibles
- Rendre compte de l'exécution comptable
- Veiller au respect des seuils de marchés publics
- Veiller à l'emploi fait des recettes grevées d'affectation spéciales

La comptabilité d'engagement permet en fin d'exercice de :

- Déterminer le montant des rattachements de charges et produits qui influent sur le résultat de fonctionnement,
- Dresser l'état des restes à réaliser ou état des dépenses engagées non mandatées,
- Etablir le compte administratif ; les restes à réaliser issus de la comptabilité des engagements font partie intégrante du résultat du compte administratif. Les restes à réaliser en dépenses et en recettes doivent être sincères.

Chaque engagement fait l'objet d'une première validation technique par la Direction des finances du C.C.A.S. A l'issue d'un circuit de visa, il sera signé soit par le Président ou Vice-Président du CCAS soit par une personne ayant reçu délégation par arrêté pour signer cet engagement.

L'engagement comptable est effectué par et sur les crédits du service qui assurera la vérification du « Service fait ».

L'engagement comptable est toujours antérieur à la livraison des fournitures ou la réalisation de la prestation. A titre exceptionnel et en cas d'urgence uniquement, l'engagement peut être concomitant.

### b. La gestion du service fait

Le constat et la certification du « service fait » sont les étapes obligatoires préalables au mandatement et sont effectuées sous la responsabilité de la direction gestionnaire des crédits. Elles consistent à vérifier la totale concordance entre la commande, l'exécution de la prestation et la facture.

Sur propositions du pôle règlementaire du CCAS, des agents sont habilités à constater le service fait dans l'outil financier. L'attestation de service fait est nominative et engage celui qui a procédé à sa validation.

La date de service fait intégrée dans le système d'information doit être égale à :

- La date de livraison pour les fournitures.
- La date de réalisation de la prestation (ex : réception d'un rapport, date d'intervention, …) La constatation physique de l'exécution des travaux.

### c. Les régies, une particularité

En vertu du principe de séparation de l'ordonnateur et du comptable public, seul le comptable public est habilité à régler les dépenses et encaisser les recettes de la collectivité. Ce principe connaît un aménagement avec les régies d'avances et de recettes qui permettent, pour des motifs d'efficacité du service public, à des agents placés sous l'autorité de l'ordonnateur et la responsabilité du comptable public, d'encaisser certaines recettes et de payer certaines dépenses.

Envoyé en préfecture le 05/10/2023
Reçu en préfecture le 05/10/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46886H1-DE

Sauf délégation donnée au Président ou Vice-Président par le conseil d'administration, la création d'une régie relève de la compétence de l'assemblée délibérante. L'avis conforme du comptable public est requis.

L'ordonnateur, tout comme le comptable public, sont chargés de contrôler le fonctionnement des régies et l'activité des régisseurs. Il peut s'agir d'un contrôle sur pièces, sur place.

La Direction des finances du CCAS assure la préparation des actes relatifs à la création, modification ou suppression des régies, de manière à ce que toutes les mentions obligatoires soient présentes. De même, elle veille à ce que les arrêtés de nomination de régisseur soient dûment produits et à jour.

L'efficacité des régies doit être mise en relation avec les coûts et les difficultés engendrées par leur gestion. Aussi, avant toute décision de création d'une régie, convient-il de s'interroger sur l'opportunité et la nécessité d'une nouvelle régie ou de la modification d'une régie existante, ainsi que sur la pertinence des moyens de paiement.

#### d. Les opérations de fin d'exercice

Les opérations de fin d'exercice permettent de respecter le principe budgétaire de l'annualité.

Les rattachements concernent uniquement la section de fonctionnement et correspondent à des charges ou produits engagés au budget de l'année en cours, pour leur montant estimé, ayant donné lieu à service fait avant le 31 décembre de l'année en cours sans que la facture ne soit parvenue, le mandatement ne sera possible que lors de l'exercice suivant. Ils permettent de calculer le résultat comptable réel de l'exercice.

Les reports correspondent aux dépenses et recettes engagées et non mandatées sur l'année en cours et pour lesquelles le service fait aura lieu sur l'exercice budgétaire suivant.

Chaque année, une note spécifique adressée au pôle règlementaire précise les modalités de gestion des engagements non soldés en fin d'exercice.

### 4. La gestion du patrimoine et des risques

#### a. La gestion du patrimoine et la tenue de l'inventaire

Le C.C.A.S. dispose d'un patrimoine propre.

Tout bien est comptabilisé comme une immobilisation, s'il est destiné à rester durablement dans le patrimoine du CCAS, à augmenter la valeur et/ou la durée de vie du bien immobilisé, s'il est un élément identifiable, s'il est porteur d'avantages économiques futurs et correspond à un actif non générateur de trésorerie et ayant un potentiel de service et s'il est un élément contrôlé par la collectivité. C'est dans ce cas, qu'un numéro d'inventaire devra être attribué au bien.

Pour la comptabilisation d'un investissement ou d'une charge, il est fait application de la circulaire n° INTB0200059C du 26 février 2002. Un bien est valorisé à son coût historique dans l'inventaire.

La tenue de l'inventaire des biens est une obligation budgétaire et comptable. La réglementation et ses évolutions successives ont visé notamment à améliorer l'information et la gestion du patrimoine des collectivités et au travers de :

Envoyé en préfecture le 05/10/2023
Reçu en préfecture le 05/10/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46886H1-DE

La comptabilisation des opérations d'entrées d'immobilisations

- L'obligation d'amortir les immobilisations et de reprendre les subventions.
- La comptabilisation des opérations de sorties d'immobilisations.
- La tenue de l'inventaire et son rapprochement avec l'état de l'actif du comptable.

Le suivi des immobilisations est sous la responsabilité conjointe de l'ordonnateur, à travers la tenue de l'inventaire, et du comptable à travers l'état de l'actif.

Les modalités de recensement des immobilisations, de la tenue de l'inventaire et de l'état de l'actif du budget régit par l'instruction M57 est définies par l'instruction n° INTB1501664J du 27 mars 2015 à laquelle le CCAS se conformera le plus rapidement possible.

b. L'amortissement

L'amortissement est une technique comptable qui permet, chaque année, de constater le montant de la dépréciation irréversible d'un bien et de dégager des ressources destinées à le renouveler. La sincérité du bilan et du compte de résultat de l'exercice exige que cette dépréciation soit constatée. Au bilan, les amortissements sont présentés en déduction des valeurs d'origine pour faire apparaître la valeur nette comptable des immobilisations.

Les amortissements ne s'appliquent ni aux immobilisations propriétés de la collectivité qui sont affectées, concédées, affermées ou mises à disposition, ni aux terrains et ni aux aménagements de terrains non productifs de revenus.

Pour le C.C.A.S., l'ensemble des autres biens est amortissables dans les conditions requises dans les comptabilités M22 et M14. La politique d'amortissement est définie par délibération du 23 Juin 2023 qui retrace les durées d'amortissement par typologie de bien.

Pour le budget principal géré en M57 et selon l'instruction budgétaire les amortissements des biens acquis pour ce budget après l'adoption du changement de comptabilité au 1er Janvier 2024 seront faits au prorata temporis à compter de la date effective d'entrée en service du bien dans le patrimoine de la collectivité.

Pour la comptabilité médico-sociale M22 la règle reste l'année suivante de la date d'entrée du bien dans le patrimoine.

Un ensemble d'éléments peut être suivi au sein d'un lot. Il se définit comme une catégorie homogène de biens dont le suivi comptable individualisé ne présente pas d'intérêt. Cette notion ne doit pas faire obstacle à la possibilité par la suite de procéder à une sortie partielle.

c. La cession des biens mobiliers et biens immeubles

Pour toute réforme de biens mobiliers, un procès-verbal de réforme est établi. Ce procès-verbal mentionne les références du matériel réformé ainsi que l'année et la valeur d'acquisition. Le recours au commissariat aux ventes des Domaines, habilité à vendre aux enchères les biens des collectivités territoriales, est privilégié pour les biens ayant encore une valeur marchande.

Dans le cas d'un achat avec reprise de l'ancien bien, il n'y a pas de contraction entre la recette et la

Envoyé en préfecture le 05/10/2023
Reçu en préfecture le 05/10/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46886H1-DE

dépense. Le montant correspondant à la récupération du bien par l'entreprise n'est en aucune manière déduit de la facture d'acquisition. Il doit donc faire l'objet d'un titre de cession retraçant ainsi la sortie de l'inventaire du bien repris.

Concernant les biens immeubles, les cessions donnent lieu à une délibération mentionnant l'évaluation qui a été faite de ce bien par France Domaine et doivent être accompagnées obligatoirement d'un acte de vente. Les écritures de cession sont réalisées par La Direction des finances du C.C.A.S. Il est important de préciser la valeur nette comptable du bien cédé et d'indiquer s'il s'agit d'une cession totale ou partielle. Dans ce dernier cas, la valeur nette comptable cédée sera calculée au prorata de la surface cédée. Cependant, si le bien partiellement cédé avait une valeur nette comptable (VNC) symbolique, cette même valeur peut être appliquée aussi bien à la VNC cédée qu'à son solde.

La constatation de la sortie du patrimoine du bien mobilier ou immobilier se traduit par des opérations d'ordre budgétaire (avec constatation d'une plus-value ou moins-value le cas échéant traduisant l'écart entre la valeur nette comptable du bien et sa valeur de marché).

Les sorties d'actif constatées au cours de l'exercice font l'objet d'une annexe au compte administratif (CA).

Les cessions patrimoniales sont prévues en recettes d'investissement sur un chapitre dédié qui ne présente pas d'exécution budgétaire. Les titres de recettes émis lors de la réalisation de la cession sont comptabilisés sur le compte 775 qui ne présente pas de prévision. Par ailleurs, les écritures de régularisation de l'actif (constat de la VNC et de la plus ou moins-value) ont la spécificité de s'exécuter sans prévision préalable (y compris en dépenses).

### d. La gestion des dons et legs

Le CCAS a la capacité réglementaire de recevoir des dons et legs (Art L123-8 du Code de l'action sociale et des familles) après acceptation provisoire et délibération du conseil d'administration.

Les centres communaux d'action sociale (CCAS) sont des organismes d'intérêt général à caractère social au sens des dispositions de l'article 200 du code général des impôts. Les dons qui leur sont consentis par les particuliers ouvrent donc droit à la réduction d'impôt prévue par la loi. Pour bénéficier de la réduction d'impôt, les versements doivent être effectués à titre gratuit, c'est-à-dire sans contrepartie directe ou indirecte, même partielle, au profit du donateur.

Dans le respect des consignes du donateur, le bénéfice de ces dons et legs peut être réaffecté à la section de fonctionnement ou d'investissement.

### e. Les principes de gestion des risques

- **<u>Provisions pour litiges et contentieux</u>**

Une provision doit être constituée dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la commune, à hauteur du montant estimé de la charge qui pourrait en résulter. Il est rappelé que la ville est assurée, de manière générale, pour les contentieux au titre de sa responsabilité civile ; de ce fait, aucune provision n'est à prévoir quand les litiges sont couverts par assurance.

Envoyé en préfecture le 05/10/2023
Reçu en préfecture le 05/10/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46886H1-DE

Il convient également de souligner que l'existence de ces provisions répond à la mise œuvre des principes comptables de prudence et de sincérité et en aucun cas à la reconnaissance d'une éventuelle responsabilité du C.C.A.S.

- **Provisions pour dépréciation des comptes de tiers**

S'agissant des créances en attente de recouvrement, il convient de constituer une provision lorsque le recouvrement des créances apparaît compromis malgré les diligences faites par le comptable public. Le montant de cette provision doit être ajusté chaque année en fonction de l'évolution des sommes restant à recouvrer.

- **Provision dans le cadre d'une procédure collective envers un organisme lié financièrement à la collectivité**

Dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du code de commerce, une provision est constituée pour les garanties d'emprunts, les prêts et créances, les avances de trésorerie et les participations en capital accordés.

En dehors de ces cas, le Président ou Vice-Président peut décider de constituer des provisions dès l'apparition d'un risque avéré notamment en matière d'assurance du personnel ou sur demande des autorités de tarification des établissements médico sociaux.

Pour l'ensemble des provisions obligatoires énumérées précédemment, le Président ou le Vice-Président peut décider de constituer la provision sur plusieurs exercices précédant la réalisation du risque.

Le régime des provisions appliqué par le C.C.A.S. est le régime de droit commun semi-budgétaire des provisions permettant de constituer un autofinancement par le biais d'une dépense de fonctionnement au moment où le risque se concrétise.

Les provisions sont ajustées chaque année en fonction de l'évolution des risques et éventuellement des charges.

Le Président ou le Vice- Président décide de la reprise sur provisions qui s'effectue en tant que de besoin, par l'inscription au budget ou en décision modificative, d'une recette de fonctionnement.

Le montant de la provision ainsi que son évolution et son emploi sont retracés sur l'état des provisions joint au budget et au compte administratif.

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet **: Décision modificative n°3 - Budget Principal - CCAS - Exercice 2023**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 004**

**DEL-23-0183**

Mesdames, Messieurs,

La Décision Modificative N°3-2023 du budget principal du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse est constituée par l'inscription de crédits sur la section de fonctionnement:

**1. La section de fonctionnement comprend :**

**1.1. Des crédits complémentaires pour financier les nuitées d'hôtels pour la fin de l'année 2023 :**

- Des crédits nouveaux en dépenses pour un montant de 4 500 000,00 € sur le compte 6562 – Aides - pour anticiper les futures dépenses relatives aux nuitées d'hôtels sur l'année 2023.

- Des crédits nouveaux en recettes pour un montant de 4 500 000,00 € sur le compte 7473 – Participations des Départements.

**1.2. Des crédits complémentaires pour financer les dépenses de la fin d'année 2023 des établissements du budget principal :**

- Des crédits nouveaux en dépenses pour un montant de 6 000,00 € sur le compte 60612 – Energie - Electricité.
- Des crédits nouveaux en dépenses pour un montant de 20 000,00 € sur le compte 60613 – Chauffage.
- Des crédits nouveaux en dépenses pour un montant de 290 000,00 € sur le compte 60623 – Alimentation.
- Des crédits nouveaux en dépenses pour un montant de 10 000,00 € sur le compte 6068 – Autres matières et fournitures.
- Des crédits nouveaux en dépenses pour un montant de 71 000,00 € sur le compte 6132 – Locations immobilières.
- Des crédits nouveaux en dépenses pour un montant de 15 000,00 € sur le compte 61558 – Entretien et réparations sur autres biens mobiliers.

- Des crédits nouveaux en recettes pour un montant de 412 000,00 € sur le compte 748 – Autres attributions et participations.

**1.3. Des crédits nouveaux sur les comptes de personnel pour les établissements du budget principal pour un montant de 858 000.00 € financés par des virements de crédits pour un montant de 393 000,00 euros et par l'inscription de crédits en recettes pour un montant de 465 000,00 euros sur le compte 748 – Autres subventions et participations.**

**1.4. La révision des crédits budgétaires entre chapitres comptables :**

La révision de la répartition des crédits budgétaires qui apparaissent parfois insuffisants sur certains comptes. Ces virements de crédits tiennent compte des besoins en demeurant dans les limites du budget annuel autorisé.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 004**

**Décision modificative n°3 - Budget Principal - CCAS - Exercice 2023**

Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Après avoir entendu le rapport, relatif à la décision modificative n°3 du budget principal du CCAS ainsi que les explications en réponse aux questions qui lui sont posées d'une part, et considérant d'autre part que les sommes prévues tant en recettes qu'en dépenses sont justifiées pour la bonne marche du Centre Communal d'Action Sociale.

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE 1** : Est approuvée l'inscription de nouveaux crédits pour anticiper les futures dépenses relatives aux nuitées d'hôtels sur la fin de l'année 2023 :

- Des crédits nouveaux en dépenses pour un montant de 4 500 000,00 € sur le compte 6562 – Aides.
- Des crédits nouveaux en recettes pour un montant de 4 500 000,00 € sur le compte 7473 – Participations des Départements.

**ARTICLE 2** : Sont approuvées les inscriptions de nouveaux crédits afin de financer les dépenses de fin d'année 2023 :

- Des crédits nouveaux en dépenses pour un montant de 6 000,00 € sur le compte 60612 – Energie - Electricité.
- Des crédits nouveaux en dépenses pour un montant de 20 000,00 € sur le compte 60613 – Chauffage.
- Des crédits nouveaux en dépenses pour un montant de 290 000,00 € sur le compte 60623 – Alimentation.
- Des crédits nouveaux en dépenses pour un montant de 10 000,00 € sur le compte 6068 – Autres matières et fournitures.
- Des crédits nouveaux en dépenses pour un montant de 71 000,00 € sur le compte 6132 – Locations immobilières.
- Des crédits nouveaux en dépenses pour un montant de 15 000,00 € sur le compte 61558 – Entretien et réparations sur autres biens mobiliers.
- Des crédits nouveaux en recettes pour un montant de 412 000,00 € sur le compte 748 – Autres attributions et participations.

**ARTICLE 3** : Sont approuvées les inscriptions de nouveaux crédits sur les comptes de personnel :

- Des crédits nouveaux sur les comptes de personnel pour les établissements du budget principal pour un montant de 858 000.00 € financés par des virements de crédits pour un montant de 393 000,00 euros et par l'inscription de crédits nouveaux en recettes pour un montant de 465 000,00 euros sur le compte 748 – Autres subventions et participations.

**ARTICLE 4** : Sont approuvés pour les sections d'investissement et de fonctionnement les virements de crédits entre chapitres comptables.

**ARTICLE 5** : La Décision Modificative n°3 de l'exercice 2023 est arrêtée aux totaux ci-après conformément à l'état suivant, détaillé par comptes pour la section d'investissement et de fonctionnement

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 004 - Décision modificative n°3 - Budget Principal - CCAS - Exercice 2023 - *DEL-23-0183*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 05/10/2023
Affiché le : 09/10/2023

# REPUBLIQUE FRANÇAISE

**CCAS - CCAS Toulouse (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 26310123000013

POSTE COMPTABLE : Receveur des finances

**M. 14**

## Décision modificative 3 (3)
## Voté par nature

BUDGET : Budget principal C1 (4)

ANNEE 2023

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire


## I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

## III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 17
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 18
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 20
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 21

## IV - Annexes (7)

### A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 22
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement 25
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement 32
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 43
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 44
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 48
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 49
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 50
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 52
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes 53
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements 54
A4 - Etat des provisions 55
A5 - Etalement des provisions 56
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 57
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 58
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) 60
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) 61
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) 62
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) 63
A8 - Etat des charges transférées 64
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers 65

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) 66
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 67
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail 68
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé 69
B1.5 - Etat des autres engagements donnés 70
B1.6 - Etat des engagements reçus 71
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) 72
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 73
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents 74
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale 75

### C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel 76
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) 78
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement 79
C3.2 - Liste des établissements publics créés 80
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 81
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 82

### D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes 83

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

| Code INSEE | CCAS Toulouse<br>Budget principal C1 | DM<br>2023 |
|---|---|---|

| I – INFORMATIONS GENERALES | I |
|---|---|
| INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES | A |

| Informations statistiques | Valeurs |
|---|---|
| Population totale (colonne h du recensement INSEE) : | 0 |
| Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) : | 0.00 |
| Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère : | |
| 0.00 | |

| Potentiel fiscal et financier (1) | | Valeurs par hab. (population DGF) | Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate |
|---|---|---|---|
| Fiscal | Financier | | |
| 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

| | Informations financières – ratios (2) | Valeurs | Moyennes nationales de la strate (3)<br>0.00 |
|---|---|---|---|
| 1 | Dépenses réelles de fonctionnement/population | 0.00 | 0.00 |
| 2 | Produit des impositions directes/population | 0.00 | 0.00 |
| 3 | Recettes réelles de fonctionnement/population | | 0.00 |
| 4 | Dépenses d'équipement brut/population | 0.0% | 0.00 |
| 5 | Encours de dette/population | 0.00 | 0.00 |
| 6 | DGF/population | 0.00 | 0.00 |
| 7 | Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2) | 0.0% | 0.0% |
| 8 | Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2) | 0.0% | 0.0% |
| 9 | Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2) | 0.0% | 0.0% |
| 10 | Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2) | 0.0% | 0.0% |

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.
Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

| I – INFORMATIONS GENERALES | I |
|---|---|
| MODALITES DE VOTE DU BUDGET | B |

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- sans (2) les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) budgétaires .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

V – Le présent budget a été voté (6) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
|---|---|
| VUE D'ENSEMBLE | A1 |

## FONCTIONNEMENT

| | | DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT |
|---|---|---|---|
| VOTE | CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1) | 5 377 000,00 | 5 377 000,00 |
| | + | + | + |
| REPORTS | RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2) | 0,00 | 0,00 |
| | 002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2) | (si déficit) 0,00 | (si excédent) 0,00 |
| | = | = | = |
| | TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3) | 5 377 000,00 | 5 377 000,00 |

## INVESTISSEMENT

| | | DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT |
|---|---|---|---|
| VOTE | CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068) | 0,00 | 0,00 |
| | + | + | + |
| REPORTS | RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2) | 0,00 | 0,00 |
| | 001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2) | (si solde négatif) 0,00 | (si solde positif) 0,00 |
| | = | = | = |
| | TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3) | 0,00 | 0,00 |

## TOTAL

| | | |
|---|---|---|
| TOTAL DU BUDGET (3) | 5 377 000,00 | 5 377 000,00 |

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
|---|---|
| SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES | A2 |

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 5 788 432,93 | 0,00 | 19 000,00 | 19 000,00 | 5 807 432,93 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 14 526 798,31 | 0,00 | 858 000,00 | 858 000,00 | 15 384 798,31 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 8 523 572,33 | 0,00 | 4 500 000,00 | 4 500 000,00 | 13 023 572,33 |
| 656 | Frais de fonctionnement des groupes d'él | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des dépenses de gestion courante** | **28 838 803,57** | **0,00** | **5 377 000,00** | **5 377 000,00** | **34 215 803,57** |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 23 725,92 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 23 725,92 |
| 68 | Dotations provisions semi-budgétaires (4) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des dépenses réelles de fonctionnement** | **28 862 529,49** | **0,00** | **5 377 000,00** | **5 377 000,00** | **34 239 529,49** |
| *023* | *Virement à la section d'investissement (5)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (5)* | *809 842,84* | | *0,00* | *0,00* | *809 842,84* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (5)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | ***Total des dépenses d'ordre de fonctionnement*** | ***809 842,84*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***809 842,84*** |
| | **TOTAL** | **29 672 372,33** | **0,00** | **5 377 000,00** | **5 377 000,00** | **35 049 372,33** |

+

| D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2) | 0,00 |
|---|---|

=

| TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES | 35 049 372,33 |
|---|---|

## RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | 264 269,98 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 264 269,98 |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 4 452 071,09 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 452 071,09 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 22 778 575,10 | 0,00 | 5 377 000,00 | 5 377 000,00 | 28 155 575,10 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 153 069,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 153 069,00 |
| | **Total des recettes de gestion courante** | **27 647 985,17** | **0,00** | **5 377 000,00** | **5 377 000,00** | **33 024 985,17** |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprises provisions semi-budgétaires (4) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des recettes réelles de fonctionnement** | **27 647 985,17** | **0,00** | **5 377 000,00** | **5 377 000,00** | **33 024 985,17** |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (5)* | *127 254,46* | | *0,00* | *0,00* | *127 254,46* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (5)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | ***Total des recettes d'ordre de fonctionnement*** | ***127 254,46*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***127 254,46*** |
| | **TOTAL** | **27 775 239,63** | **0,00** | **5 377 000,00** | **5 377 000,00** | **33 152 239,63** |

+

| R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2) | 1 897 132,70 |
|---|---|

=

| TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES | 35 049 372,33 |
|---|---|

**Pour information :**

| AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6) | 682 588,38 |
|---|---|

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
*(5)DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*
(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
|---|---|
| SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES | A3 |

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 1 077 738,44 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 077 738,44 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 8 243 557,41 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 243 557,41 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 1 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000 000,00 |
| | Total des opérations d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des dépenses d'équipement** | **10 321 295,85** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **10 321 295,85** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 1 210 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 210 000,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 4 725,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 725,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° BA (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 11 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 11 000,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des dépenses financières** | **1 225 725,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **1 225 725,00** |
| 45... | **Total des opé. pour compte de tiers(8)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des dépenses réelles d'investissement** | | **11 547 020,85** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **11 547 020,85** |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (4)* | *127 254,46* | | *0,00* | *0,00* | *127 254,46* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (4)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | ***Total des dépenses d'ordre d'investissement*** | ***127 254,46*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***127 254,46*** |
| | TOTAL | 11 674 275,31 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 11 674 275,31 |

+

| D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2) | 0,00 |
|---|---|

=

| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 11 674 275,31 |
|---|---|

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice(1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (hors 138) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors165) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des recettes d'équipement** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068) | 74 088,17 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 74 088,17 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés (9) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subvent° invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° BA (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 11 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 11 000,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immo. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des recettes financières** | **85 088,17** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **85 088,17** |
| 45... | **Total des opé. pour le compte de tiers (8)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des recettes réelles d'investissement** | | **85 088,17** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **85 088,17** |
| *021* | *Virement de la sect° de fonctionnement (4)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (4)* | *809 842,84* | | *0,00* | *0,00* | *809 842,84* |

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice(1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| *041* | *Opérations patrimoniales (4)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des recettes d'ordre d'investissement*** | | ***809 842,84*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***809 842,84*** |
| **TOTAL** | | **894 931,01** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **894 931,01** |

+

| | |
|---|---|
| **R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **10 779 344,30** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **11 674 275,31** |

**Pour information :**

| | |
|---|---|
| **AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)** | **682 588,38** |

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

*(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
|---|---|
| BALANCE GENERALE DU BUDGET | B1 |

## 1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

| | FONCTIONNEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 19 000,00 | | 19 000,00 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 858 000,00 | | 858 000,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | | 0,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 4 500 000,00 | | 4 500 000,00 |
| 656 | Frais de fonctionnement des groupes d'él (4) | 0,00 | | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage) (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 |
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | | *0,00* | 0,00 |
| **Dépenses de fonctionnement – Total** | | **5 377 000,00** | ***0,00*** | **5 377 000,00** |

+

| D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE | 0,00 |
|---|---|

=

| TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES | 5 377 000,00 |
|---|---|

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° BA (8) | 0,00 | | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | 0,00 | | 0,00 |
| *198* | *Neutral. amort. subv. équip. versées* | | *0,00* | *0,00* |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (6) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (6) (9) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (6) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations (reprises)* | | *0,00* | 0,00 |
| *29* | *Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| *39* | *Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 45... | Total des opérations pour compte de tiers (7) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *481* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | *0,00* | 0,00 |
| *49* | *Prov. dépréc. comptes de tiers (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| *59* | *Prov. dépréc. comptes financiers (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 3... | Stocks | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 |
| **Dépenses d'investissement – Total** | | **0,00** | ***0,00*** | **0,00** |

+

| D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE | 0,00 |
|---|---|

=

| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 0,00 |
|---|---|

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
|---|---|
| BALANCE GENERALE DU BUDGET | B2 |

## 2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

| | FONCTIONNEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | | 0,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 0,00 | | 0,00 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage)* | | *0,00* | 0,00 |
| *72* | *Production immobilisée* | | *0,00* | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 5 377 000,00 | | 5 377 000,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *79* | *Transferts de charges* | | *0,00* | 0,00 |
| **Recettes de fonctionnement – Total** | | **5 377 000,00** | ***0,00*** | **5 377 000,00** |

+

| R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE | 0,00 |
|---|---|

=

| TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES | 5 377 000,00 |
|---|---|

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° BA | (6) 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | (7) 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations* | | *0,00* | 0,00 |
| *29* | *Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| *39* | *Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| 45... | Opérations pour compte de tiers (5) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *481* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | *0,00* | 0,00 |
| *49* | *Prov. dépréc. comptes de tiers (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| *59* | *Prov. dépréc. comptes financiers (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| 3... | Stocks | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *021* | *Virement de la sect° de fonctionnement* | | *0,00* | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immo. | 0,00 | | 0,00 |
| **Recettes d'investissement – Total** | | **0,00** | ***0,00*** | **0,00** |

+

| R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE | 0,00 |
|---|---|

+

| AFFECTATION AU COMPTE 1068 | 0,00 |
|---|---|

=

| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 0,00 |
|---|---|

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

| III – VOTE DU BUDGET | III |
|---|---|
| SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES | A1 |

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| **011** | **Charges à caractère général** | **5 788 432,93** | **19 000,00** | **19 000,00** |
| 60611 | Eau et assainissement | 12 514,65 | 0,00 | 0,00 |
| 60612 | Energie - Electricité | 126 663,97 | 6 000,00 | 6 000,00 |
| 60613 | Chauffage urbain | 126 937,18 | 20 000,00 | 20 000,00 |
| 60622 | Carburants | 46 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60623 | Alimentation | 816 066,16 | 290 000,00 | 290 000,00 |
| 60628 | Autres fournitures non stockées | 51 844,72 | 0,00 | 0,00 |
| 60631 | Fournitures d'entretien | 18 071,60 | 0,00 | 0,00 |
| 60632 | Fournitures de petit équipement | 75 464,61 | 0,00 | 0,00 |
| 60636 | Vêtements de travail | 11 124,70 | 0,00 | 0,00 |
| 6064 | Fournitures administratives | 41 838,61 | 0,00 | 0,00 |
| 6067 | Fournitures scolaires | 3 893,10 | 0,00 | 0,00 |
| 6068 | Autres matières et fournitures | 340 078,21 | 10 000,00 | 10 000,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 4 397,62 | 0,00 | 0,00 |
| 6132 | Locations immobilières | 207 362,21 | 71 000,00 | 71 000,00 |
| 6135 | Locations mobilières | 13 289,22 | 0,00 | 0,00 |
| 614 | Charges locatives et de copropriété | 26 076,67 | 0,00 | 0,00 |
| 61521 | Entretien terrains | 3 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615221 | Entretien, réparations bâtiments publics | 23 002,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61558 | Entretien autres biens mobiliers | 107 192,29 | 15 000,00 | 15 000,00 |
| 6156 | Maintenance | 111 469,38 | 0,00 | 0,00 |
| 6161 | Multirisques | 454,50 | 0,00 | 0,00 |
| 6168 | Autres primes d'assurance | 111 239,20 | 0,00 | 0,00 |
| 6182 | Documentation générale et technique | 19 051,55 | 0,00 | 0,00 |
| 6188 | Autres frais divers | 28 654,34 | 0,00 | 0,00 |
| 6226 | Honoraires | 140 033,90 | 0,00 | 0,00 |
| 6228 | Divers | 27 100,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6237 | Publications | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6247 | Transports collectifs | 40 277,92 | 0,00 | 0,00 |
| 6251 | Voyages et déplacements | 27 254,24 | 0,00 | 0,00 |
| 6257 | Réceptions | 2 580,60 | 0,00 | 0,00 |
| 6261 | Frais d'affranchissement | 65 395,82 | 0,00 | 0,00 |
| 6262 | Frais de télécommunications | 73 578,12 | 0,00 | 0,00 |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 62872 | Remb. frais au budget annexe | 2 607 023,92 | -393 000,00 | -393 000,00 |
| 6288 | Autres services extérieurs | 466 066,84 | 0,00 | 0,00 |
| 63512 | Taxes foncières | 2 929,00 | 0,00 | 0,00 |
| 63513 | Autres impôts locaux | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6355 | Taxes et impôts sur les véhicules | 1 634,00 | 0,00 | 0,00 |
| 637 | Autres impôts, taxes (autres organismes) | 7 872,08 | 0,00 | 0,00 |
| **012** | **Charges de personnel, frais assimilés** | **14 526 798,31** | **858 000,00** | **858 000,00** |
| 6218 | Autre personnel extérieur | 55 008,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6331 | Versement mobilité | 95 786,26 | 0,00 | 0,00 |
| 6333 | Particip. employeurs format° prof. cont. | 136 027,47 | 0,00 | 0,00 |
| 6338 | Autres impôts, taxes sur rémunérations | 44 889,04 | 0,00 | 0,00 |
| 64111 | Rémunération principale titulaires | 6 863 214,83 | 858 000,00 | 858 000,00 |
| 64112 | NBI, SFT, indemnité résidence | 115 577,38 | 0,00 | 0,00 |
| 64114 | Personnel titulaire - Indemnité inflat° | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 64118 | Autres indemnités titulaires | 1 198 091,56 | 0,00 | 0,00 |
| 64131 | Rémunérations non tit. | 1 680 604,61 | 0,00 | 0,00 |
| 64134 | Personnel non tit. - Indemnité inflat° | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 64138 | Autres indemnités non tit. | 139 083,68 | 0,00 | 0,00 |
| 64171 | Apprentis - rémunérations | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 64172 | Apprentis - indemnité inflation | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6451 | Cotisations à l'U.R.S.S.A.F. | 1 445 402,73 | 0,00 | 0,00 |
| 6453 | Cotisations aux caisses de retraites | 1 625 580,57 | 0,00 | 0,00 |
| 6454 | Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C. | 48 326,83 | 0,00 | 0,00 |
| 6455 | Cotisations pour assurance du personnel | 12 655,17 | 0,00 | 0,00 |
| 6456 | Versement au F.N.C. supplément familial | 3 470,74 | 0,00 | 0,00 |
| 6458 | Cotis. aux autres organismes sociaux | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6471 | Prestat° versées pour le compte du FNAL. | 32 454,91 | 0,00 | 0,00 |
| 6474 | Versement aux autres oeuvres sociales | 99 882,46 | 0,00 | 0,00 |
| 6478 | Autres charges sociales diverses | 902 220,71 | 0,00 | 0,00 |
| 6488 | Autres charges | 28 521,36 | 0,00 | 0,00 |
| **014** | **Atténuations de produits** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **65** | **Autres charges de gestion courante** | **8 523 572,33** | **4 500 000,00** | **4 500 000,00** |
| 6541 | Créances admises en non-valeur | 28 338,14 | 0,00 | 0,00 |
| 6542 | Créances éteintes | 5 973,19 | 0,00 | 0,00 |

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| 6561 | Secours d'urgence | 35 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6562 | Aides | 8 382 061,00 | 4 500 000,00 | 4 500 000,00 |
| 6568 | Autres secours | 51 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6573 | Subv. fonct. Organismes publics | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6574 | Subv. fonct. Assoc., personnes privées | 20 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 658 | Charges diverses de gestion courante | 1 200,00 | 0,00 | 0,00 |
| **656** | **Frais de fonctionnement des groupes d'él** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)** | | **28 838 803,57** | **5 377 000,00** | **5 377 000,00** |
| **66** | **Charges financières (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **67** | **Charges exceptionnelles (c)** | **23 725,92** | **0,00** | **0,00** |
| 6712 | Amendes fiscales et pénales | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 673 | Titres annulés (exercices antérieurs) | 20 028,50 | 0,00 | 0,00 |
| 678 | Autres charges exceptionnelles | 3 697,42 | 0,00 | 0,00 |
| **68** | **Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **022** | **Dépenses imprévues (e)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e** | | **28 862 529,49** | **5 377 000,00** | **5 377 000,00** |
| ***023*** | ***Virement à la section d'investissement*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***042*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)*** | ***809 842,84*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| *6811* | *Dot. amort. Immos incorporelles et corpo* | *809 842,84* | *0,00* | *0,00* |
| *6815* | *Dot. prov. pour risques fonct. courant* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT*** | | ***809 842,84*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***043*** | ***Opérat° ordre intérieur de la section (10)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE*** | | ***809 842,84*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)** | | **29 672 372,33** | **5 377 000,00** | **5 377 000,00** |

+

| | |
|---|---|
| **RESTES A REALISER N-1 (11)** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **5 377 000,00** |

## Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| **013** | **Atténuations de charges** | **264 269,98** | **0,00** | **0,00** |
| 6419 | Remboursements rémunérations personnel | 64 830,13 | 0,00 | 0,00 |
| 6459 | Rembourst charges SS et prévoyance | 199 439,85 | 0,00 | 0,00 |
| **70** | **Produits services, domaine et ventes div** | **4 452 071,09** | **0,00** | **0,00** |
| 706 | Prestations de services | 124 559,72 | 0,00 | 0,00 |
| 7081 | Services exploités intérêt du personnel | 400 335,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70872 | Remboursement frais par budget annexe | 3 562 176,37 | 0,00 | 0,00 |
| 7088 | Autres produits d'activités annexes | 365 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **73** | **Impôts et taxes** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **74** | **Dotations et participations** | **22 778 575,10** | **5 377 000,00** | **5 377 000,00** |
| 744 | FCTVA | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74718 | Autres participations Etat | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7473 | Participat° Départements | 8 132 061,00 | 4 500 000,00 | 4 500 000,00 |
| 7478 | Participat° Autres organismes | 356 085,43 | 0,00 | 0,00 |
| 748 | Autres attributions et participations | 14 290 428,67 | 877 000,00 | 877 000,00 |
| **75** | **Autres produits de gestion courante** | **153 069,00** | **0,00** | **0,00** |
| 758 | Produits divers de gestion courante | 153 069,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013** | **27 647 985,17** | **5 377 000,00** | **5 377 000,00** |
| **76** | **Produits financiers (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **77** | **Produits exceptionnels (c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 7714 | Recouvrt créances admises en non valeur | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7718 | Autres produits except. opérat° gestion | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 773 | Mandats annulés (exercices antérieurs) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7788 | Produits exceptionnels divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **78** | **Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d** | **27 647 985,17** | **5 377 000,00** | **5 377 000,00** |
| ***042*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)*** | ***127 254,46*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| *777* | *Quote-part subv inv. transf cpte résult* | *127 254,46* | *0,00* | *0,00* |
| *7815* | *Rep. prov. charges fonctionnt courant* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***043*** | ***Opérat° ordre intérieur de la section (9)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | ***TOTAL DES RECETTES D'ORDRE*** | ***127 254,46*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)** | **27 775 239,63** | **5 377 000,00** | **5 377 000,00** |

\+

| | |
|---|---|
| **RESTES A REALISER N-1 (10)** | **0,00** |

\+

| | |
|---|---|
| **R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **5 377 000,00** |

## Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

| III – VOTE DU BUDGET | III |
|---|---|
| SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES | B1 |

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| **010** | **Stocks** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)** | **1 077 738,44** | **0,00** | **0,00** |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 787 221,71 | 0,00 | 0,00 |
| 205 | Licences, logiciels, droits similaires | 290 516,73 | 0,00 | 0,00 |
| **204** | **Subventions d'équipement versées (hors opérations)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles (hors opérations)** | **8 243 557,41** | **0,00** | **0,00** |
| 2128 | Autres agencements et aménagements | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2131 | Bâtiments publics | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2135 | Installations générales, agencements | 6 551 648,62 | 0,00 | 0,00 |
| 2158 | Autres installat°, matériel et outillage | 874 143,72 | 0,00 | 0,00 |
| 2181 | Installat° générales, agencements | 16 205,17 | 0,00 | 0,00 |
| 2182 | Matériel de transport | 70 502,76 | 0,00 | 0,00 |
| 2183 | Matériel de bureau et informatique | 20 514,85 | 0,00 | 0,00 |
| 2184 | Mobilier | 704 542,29 | 0,00 | 0,00 |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours (hors opérations)** | **1 000 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| 2313 | Constructions | 1 000 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des dépenses d'équipement** | **10 321 295,85** | **0,00** | **0,00** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement** | **1 210 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1388 | Autres subventions non transférables | 1 210 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | **4 725,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1678 | Autres emprunts et dettes | 4 725,00 | 0,00 | 0,00 |
| **18** | **Compte de liaison : affectat° BA** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **26** | **Participat° et créances rattachées** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **27** | **Autres immobilisations financières** | **11 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| 274 | Prêts | 11 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **020** | **Dépenses imprévues** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des dépenses financières** | **1 225 725,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **TOTAL DEPENSES REELLES** | **11 547 020,85** | **0,00** | **0,00** |
| ***040*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (7)*** | ***127 254,46*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | ***Reprises sur autofinancement antérieur (8)*** | ***127 254,46*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| *13912* | *Sub. transf cpte résult. Régions* | *11 629,46* | *0,00* | *0,00* |
| *13918* | *Autres subventions d'équipement* | *115 625,00* | *0,00* | *0,00* |
| *15182* | *Autres provisions pour risques* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | ***Charges transférées (9)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| *13912* | *Sub. transf cpte résult. Régions* | *11 629,46* | *0,00* | *0,00* |
| *13918* | *Autres subventions d'équipement* | *115 625,00* | *0,00* | *0,00* |
| *15182* | *Autres provisions pour risques* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***041*** | ***Opérations patrimoniales (10)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | ***TOTAL DEPENSES D'ORDRE*** | ***127 254,46*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)** | **11 674 275,31** | **0,00** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **RESTES A REALISER N-1 (11)** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **0,00** |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042*.

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

| III – VOTE DU BUDGET | III |
|---|---|
| SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES | B2 |

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (hors 138) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 165) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des recettes d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 74 088,17 | 0,00 | 0,00 |
| 10222 | FCTVA | 74 088,17 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subvent° invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° BA | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 11 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 274 | Prêts | 11 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immo. | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des recettes financières | 85 088,17 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des recettes d'opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | TOTAL RECETTES REELLES | 85 088,17 | 0,00 | 0,00 |
| *021* | *Virement de la sect° de fonctionnement* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)* | *809 842,84* | *0,00* | *0,00* |
| *15182* | *Autres provisions pour risques* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2805* | *Licences, logiciels, droits similaires* | *26 355,99* | *0,00* | *0,00* |
| *28128* | *Autres aménagements de terrains* | *260,08* | *0,00* | *0,00* |
| *28131* | *Bâtiments publics* | *232 814,88* | *0,00* | *0,00* |
| *28135* | *Installations générales, agencements ...* | *297 985,96* | *0,00* | *0,00* |
| *28158* | *Autres installat°, matériel et outillage* | *129 084,50* | *0,00* | *0,00* |
| *28181* | *Installations générales, aménagt divers* | *6 668,27* | *0,00* | *0,00* |
| *28182* | *Matériel de transport* | *35 337,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28183* | *Matériel de bureau et informatique* | *8 449,44* | *0,00* | *0,00* |
| *28184* | *Mobilier* | *69 765,72* | *0,00* | *0,00* |
| *28188* | *Autres immo. corporelles* | *3 121,00* | *0,00* | *0,00* |
| | *TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT* | *809 842,84* | *0,00* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (9)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | *TOTAL RECETTES D'ORDRE* | *809 842,84* | *0,00* | *0,00* |
| | TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre) | 894 931,01 | 0,00 | 0,00 |

| | |
|---|---|
| + | |
| RESTES A REALISER N-1 (10) | 0,00 |
| + | |
| R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10) | 0,00 |
| = | |
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042*.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

| III – VOTE DU BUDGET | III |
|---|---|
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | B3 |

Cet état ne contient pas d'information.

# IV – ANNEXES — IV

## PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1) — A1

| Libellé | 01 Opérations non ventilables | 0 Services généraux | 5 Interventions sociales | 6 Famille | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|
| **INVESTISSEMENT** | | | | | |
| **DEPENSES** | | | | | |
| Dépenses réelles | 10 337 021 | 0 | 1 210 000 | 0 | 11 547 021 |
| - Equipements municipaux (2) | | 0 | 0 | 0 | 10 321 296 |
| - Equip. non municipaux (c/204) (3) | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| - Opérations financières | 10 337 021 | | | | 10 337 021 |
| Dépenses d'ordre | 127 254 | | | | 127 254 |
| **Total dépenses de l'exercice** | **10 464 275** | **0** | **1 210 000** | **0** | **11 674 275** |
| **RAR N-1 et reports** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| **Total cumulé dépenses d'investissement** | **10 464 275** | **0** | **1 210 000** | **0** | **11 674 275** |
| **RECETTES** | | | | | |
| **Total recettes de l'exercice** | **894 931** | **0** | **0** | **0** | **894 931** |
| **RAR N-1 et reports** | **10 779 344** | **0** | **0** | **0** | **10 779 344** |
| **Total cumulé recettes d'investissement** | **11 674 275** | **0** | **0** | **0** | **11 674 275** |
| **FONCTIONNEMENT** | | | | | |
| **DEPENSES** | | | | | |
| **Total dépenses de l'exercice** | **10 720 285** | **0** | **22 628 015** | **1 701 072** | **35 049 372** |
| **RAR N-1 et reports** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| **Total cumulé dépenses de fonctionnement** | **10 720 285** | **0** | **22 628 015** | **1 701 072** | **35 049 372** |
| **RECETTES** | | | | | |
| **Total recettes de l'exercice** | **11 253 763** | **0** | **20 074 642** | **1 823 835** | **33 152 240** |
| **RAR N-1 et reports** | **1 897 133** | **0** | **0** | **0** | **1 897 133** |
| **Total cumulé recettes de fonctionnement** | **13 150 896** | **0** | **20 074 642** | **1 823 835** | **35 049 372** |

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

# IV – ANNEXES — IV

## PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE — A1

| Art. (1) | Libellé | 01 Opérations non ventilables | 0 Services généraux | 5 Interventions sociales | 6 Famille | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | INVESTISSEMENT | | | |
| | | | DEPENSES | | | |
| **Total dépenses investissement** | | **10 464 275** | **0** | **1 210 000** | **0** | **11 674 275** |
| Dépenses réelles | | 10 337 021 | 0 | 1 210 000 | 0 | 11 547 021 |
| 010 | Stocks | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0 | 0 | 1 210 000 | 0 | 1 210 000 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 4 725 | 0 | 0 | 0 | 4 725 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° BA | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 1 077 738 | 0 | 0 | 0 | 1 077 738 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 8 243 557 | 0 | 0 | 0 | 8 243 557 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 23 | Immobilisations en cours | 1 000 000 | 0 | 0 | 0 | 1 000 000 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 11 000 | 0 | 0 | 0 | 11 000 |
| Opérations d'équipement | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Opérations pour compte de tiers | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| *Dépenses d'ordre* | | *127 254* | *0* | *0* | *0* | *127 254* |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *127 254* | *0* | *0* | *0* | *127 254* |
| *041* | *Opérations patrimoniales* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* |
| | | | RECETTES | | | |
| **Total recettes d'investissement** | | **894 931** | **0** | **0** | **0** | **894 931** |
| Recettes réelles | | 85 088 | 0 | 0 | 0 | 85 088 |
| 010 | Stocks | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 024 | Produits des cessions d'immo. | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 74 088 | 0 | 0 | 0 | 74 088 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° BA | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 11 000 | 0 | 0 | 0 | 11 000 |
| Opérations pour compte de tiers | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| *Recettes d'ordre* | | *809 843* | *0* | *0* | *0* | *809 843* |
| *021* | *Virement de la sect° de fonctionnement* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *809 843* | *0* | *0* | *0* | *809 843* |
| *041* | *Opérations patrimoniales* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* |
| | | | FONCTIONNEMENT | | | |
| | | | DEPENSES | | | |
| **Total dépenses de fonctionnement** | | **10 720 285** | **0** | **22 628 015** | **1 701 072** | **35 049 372** |
| Dépenses réelles | | 9 910 442 | 0 | 22 628 015 | 1 701 072 | 34 239 529 |
| 011 | Charges à caractère général | 2 857 427 | 0 | 2 795 707 | 154 298 | 5 807 433 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 7 028 995 | 0 | 6 837 274 | 1 518 530 | 15 384 798 |

| Art. (1) | Libellé | 01 Opérations non ventilables | 0 Services généraux | 5 Interventions sociales | 6 Famille | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 014 | Atténuations de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 2 825 | 0 | 12 995 033 | 25 714 | 13 023 572 |
| 656 | Frais de fonctionnement des groupes d'él | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 66 | Charges financières | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 21 195 | 0 | 0 | 2 531 | 23 726 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| *Dépenses d'ordre* | | *809 843* | *0* | *0* | *0* | *809 843* |
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *809 843* | *0* | *0* | *0* | *809 843* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* |

| RECETTES | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Total recettes de fonctionnement** | | **11 253 763** | **0** | **20 074 642** | **1 823 835** | **33 152 240** |
| Recettes réelles | | 11 126 509 | 0 | 20 074 642 | 1 823 835 | 33 024 985 |
| 013 | Atténuations de charges | 73 407 | 0 | 100 675 | 90 188 | 264 270 |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 3 896 941 | 0 | 442 746 | 112 384 | 4 452 071 |
| 73 | Impôts et taxes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 74 | Dotations et participations | 7 141 161 | 0 | 19 393 152 | 1 621 263 | 28 155 575 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 15 000 | 0 | 138 069 | 0 | 153 069 |
| 76 | Produits financiers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| *Recettes d'ordre* | | *127 254* | *0* | *0* | *0* | *127 254* |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *127 254* | *0* | *0* | *0* | *127 254* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT | A1.1 |

## FONCTION 0 – Services généraux

| (1) | Libellé | 01<br>Opérations non ventilables | 02<br>Administration générale du C.C.A.S. | Total |
|---|---|---|---|---|
| DEPENSES (2) | | 10 720 285,23 | 0,00 | 10 720 285,23 |
| Dépenses de l'exercice | | 10 720 285,23 | 0,00 | 10 720 285,23 |
| 011 | Charges à caractère général | 2 857 427,27 | 0,00 | 2 857 427,27 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 7 028 995,03 | 0,00 | 7 028 995,03 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *809 842,84* | *0,00* | *809 842,84* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 2 825,29 | 0,00 | 2 825,29 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 21 194,80 | 0,00 | 21 194,80 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser – reports | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES (2) | | 13 150 896,17 | 0,00 | 13 150 896,17 |
| Recettes de l'exercice | | 11 253 763,47 | 0,00 | 11 253 763,47 |
| 013 | Atténuations de charges | 73 407,00 | 0,00 | 73 407,00 |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *127 254,46* | *0,00* | *127 254,46* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 3 896 941,37 | 0,00 | 3 896 941,37 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 7 141 160,64 | 0,00 | 7 141 160,64 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 15 000,00 | 0,00 | 15 000,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser – reports | | 1 897 132,70 | 0,00 | 1 897 132,70 |
| SOLDE (2) | | 2 430 610,94 | 0,00 | 2 430 610,94 |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT | A1.1 |

## FONCTION 5 – Interventions sociales

| (1) | Libellé | Sous-fonction 52 | | | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 521<br>Services pour handicapés et inadaptés | 522<br>Actions pour l'enfance et l'adolescence | 523<br>Actions pour les personnes en difficulté | 524<br>Autres services | |
| DEPENSES (2) | | 0,00 | 0,00 | 17 997 820,46 | 4 630 194,18 | 22 628 014,64 |
| Dépenses de l'exercice | | 0,00 | 0,00 | 17 997 820,46 | 4 630 194,18 | 22 628 014,64 |
| 011 | Charges à caractère général | 0,00 | 0,00 | 525 466,64 | 2 270 240,83 | 2 795 707,47 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | 0,00 | 4 504 157,42 | 2 333 116,31 | 6 837 273,73 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 12 968 196,40 | 26 837,04 | 12 995 033,44 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser – reports | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES (2) | | 0,00 | 0,00 | 17 752 081,32 | 2 322 560,24 | 20 074 641,56 |
| Recettes de l'exercice | | 0,00 | 0,00 | 17 752 081,32 | 2 322 560,24 | 20 074 641,56 |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 75 784,87 | 24 890,13 | 100 675,00 |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 0,00 | 0,00 | 42 410,72 | 400 335,00 | 442 745,72 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 0,00 | 0,00 | 17 528 885,73 | 1 864 266,11 | 19 393 151,84 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 105 000,00 | 33 069,00 | 138 069,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser – reports | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| SOLDE (2) | | 0,00 | 0,00 | -245 739,14 | -2 307 633,94 | -2 553 373,08 |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 521 | | | | Sous-fonction 522 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 5210<br>Services Communs | 5211<br>Etablissements | 5212<br>Services (de maintien à domicile) | 5213<br>Autres | 5220<br>Services communs | 5221<br>Etablissements | 5222<br>Services | 5223<br>Autres |
| DEPENSES (2) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 521 | | | | Sous-fonction 522 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 5210 Services Communs | 5211 Etablissements | 5212 Services (de maintien à domicile) | 5213 Autres | 5220 Services communs | 5221 Etablissements | 5222 Services | 5223 Autres |
| Dépenses de l'exercice | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 011 | Charges à caractère général | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser – reports | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES (2)** | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Recettes de l'exercice | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser – reports | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **SOLDE (2)** | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 523 | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 5230 Services communs | 5231 Etablissements | 5232 Services | 5233 Logement social | 5234 Aides aux personnes | 5235 Aide sociale légale | 5236 Actions d'insertion | 5238 Autres |
| **DEPENSES (2)** | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 213 365,60 | 16 943 555,50 | 684 177,96 | 156 721,40 | 0,00 |
| Dépenses de l'exercice | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 213 365,60 | 16 943 555,50 | 684 177,96 | 156 721,40 | 0,00 |
| 011 | Charges à caractère général | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 213 365,60 | 301 601,04 | 2 000,00 | 8 500,00 | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 673 893,46 | 682 177,96 | 148 086,00 | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 968 061,00 | 0,00 | 135,40 | 0,00 |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 523 | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 5230 Services communs | 5231 Etablissements | 5232 Services | 5233 Logement social | 5234 Aides aux personnes | 5235 Aide sociale légale | 5236 Actions d'insertion | 5238 Autres |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser – reports | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES (2) | | 42 410,72 | 0,00 | 0,00 | 213 365,60 | 16 759 457,29 | 624 712,31 | 112 135,40 | 0,00 |
| Recettes de l'exercice | | 42 410,72 | 0,00 | 0,00 | 213 365,60 | 16 759 457,29 | 624 712,31 | 112 135,40 | 0,00 |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 74 284,87 | 0,00 | 1 500,00 | 0,00 |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 42 410,72 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 213 365,60 | 16 610 172,42 | 624 712,31 | 80 635,40 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 75 000,00 | 0,00 | 30 000,00 | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser – reports | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| SOLDE (2) | | 42 410,72 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -184 098,21 | -59 465,65 | -44 586,00 | 0,00 |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 524 | | |
|---|---|---|---|---|
| | | 5240 Services communs | 5241 Etablissements | 5242 Services |
| DEPENSES (2) | | 4 630 194,18 | 0,00 | 0,00 |
| Dépenses de l'exercice | | 4 630 194,18 | 0,00 | 0,00 |
| 011 | Charges à caractère général | 2 270 240,83 | 0,00 | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 2 333 116,31 | 0,00 | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 26 837,04 | 0,00 | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser – reports | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES (2) | | 2 322 560,24 | 0,00 | 0,00 |
| Recettes de l'exercice | | 2 322 560,24 | 0,00 | 0,00 |
| 013 | Atténuations de charges | 24 890,13 | 0,00 | 0,00 |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 400 335,00 | 0,00 | 0,00 |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 524 | | |
|---|---|---|---|---|
| | | 5240<br>Services communs | 5241<br>Etablissements | 5242<br>Services |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 1 864 266,11 | 0,00 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 33 069,00 | 0,00 | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser – reports | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| SOLDE (2) | | -2 307 633,94 | 0,00 | 0,00 |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT | A1.1 |

## FONCTION 6 – Famille

| (1) | Libellé | 61<br>Services en faveur des personnes âgées | 63<br>Aides à la famille | 64<br>Crèches et garderies | 65<br>Autres | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| DEPENSES (2) | | 192 420,00 | 0,00 | 1 508 652,46 | 0,00 | 1 701 072,46 |
| Dépenses de l'exercice | | 192 420,00 | 0,00 | 1 508 652,46 | 0,00 | 1 701 072,46 |
| 011 | Charges à caractère général | 0,00 | 0,00 | 154 298,19 | 0,00 | 154 298,19 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 192 420,00 | 0,00 | 1 326 109,55 | 0,00 | 1 518 529,55 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 25 713,60 | 0,00 | 25 713,60 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | 0,00 | 2 531,12 | 0,00 | 2 531,12 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser – reports | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES (2) | | 192 420,00 | 0,00 | 1 631 414,60 | 0,00 | 1 823 834,60 |
| Recettes de l'exercice | | 192 420,00 | 0,00 | 1 631 414,60 | 0,00 | 1 823 834,60 |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 90 187,98 | 0,00 | 90 187,98 |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 0,00 | 0,00 | 112 384,00 | 0,00 | 112 384,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 192 420,00 | 0,00 | 1 428 842,62 | 0,00 | 1 621 262,62 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser – reports | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| SOLDE (2) | | 0,00 | 0,00 | 122 762,14 | 0,00 | 122 762,14 |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 61 | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | 610<br>Services communs | 611<br>Etablissements | 612<br>Services | 613<br>Autres |
| DEPENSES (2) | | 0,00 | 0,00 | 192 420,00 | 0,00 |
| Dépenses de l'exercice | | 0,00 | 0,00 | 192 420,00 | 0,00 |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 61 | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | 610 Services communs | 611 Etablissements | 612 Services | 613 Autres |
| 011 | Charges à caractère général | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | 0,00 | 192 420,00 | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser – reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **RECETTES (2)** | 0,00 | 0,00 | 192 420,00 | 0,00 |
| | Recettes de l'exercice | 0,00 | 0,00 | 192 420,00 | 0,00 |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 0,00 | 0,00 | 192 420,00 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser – reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **SOLDE (2)** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT | A1.2 |

## FONCTION 0 – Services généraux

| (1) | Libellé | 01<br>Opérations non ventilables | 02<br>Administration générale du C.C.A.S. | Total |
|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES (2)** | | 10 464 275,31 | 0,00 | 10 464 275,31 |
| Dépenses de l'exercice | | 10 464 275,31 | 0,00 | 10 464 275,31 |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *127 254,46* | *0,00* | *127 254,46* |
| *041* | *Opérations patrimoniales* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 4 725,00 | 0,00 | 4 725,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° BA | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 1 077 738,44 | 0,00 | 1 077 738,44 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 8 243 557,41 | 0,00 | 8 243 557,41 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 1 000 000,00 | 0,00 | 1 000 000,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 11 000,00 | 0,00 | 11 000,00 |
| Opérations d'équipement | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations pour compte de tiers | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser – reports | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES (2)** | | 11 674 275,31 | 0,00 | 11 674 275,31 |
| Recettes de l'exercice | | 894 931,01 | 0,00 | 894 931,01 |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *021* | *Virement de la sect° de fonctionnement* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| 024 | Produits des cessions d'immo. | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *809 842,84* | *0,00* | *809 842,84* |
| *041* | *Opérations patrimoniales* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 74 088,17 | 0,00 | 74 088,17 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° BA | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| (1) | Libellé | 01<br>Opérations non ventilables | 02<br>Administration générale du C.C.A.S. | Total |
|---|---|---|---|---|
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 11 000,00 | 0,00 | 11 000,00 |
| Opérations pour compte de tiers | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser – reports | | 10 779 344,30 | 0,00 | 10 779 344,30 |
| SOLDE (2) | | 1 210 000,00 | 0,00 | 1 210 000,00 |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT | A1.2 |

## FONCTION 5 – Interventions sociales

| (1) | Libellé | Sous-fonction 52 | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 521<br>Services pour handicapés et inadaptés | 522<br>Actions pour l'enfance et l'adolescence | 523<br>Actions pour les personnes en difficulté | 524<br>Autres services | Total |
| DEPENSES (2) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 210 000,00 |
| Dépenses de l'exercice | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 210 000,00 |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 210 000,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° BA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations d'équipement | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations pour compte de tiers | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser – reports | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES (2) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Recettes de l'exercice | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *021* | *Virement de la sect° de fonctionnement* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| 024 | Produits des cessions d'immo. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 52 | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 521 Services pour handicapés et inadaptés | 522 Actions pour l'enfance et l'adolescence | 523 Actions pour les personnes en difficulté | 524 Autres services | Total |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° BA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations pour compte de tiers | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser – reports | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| SOLDE (2) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -1 210 000,00 |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 521 | | | | Sous-fonction 522 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 5210 Services Communs | 5211 Etablissements | 5212 Services (de maintien à domicile) | 5213 Autres | 5220 Services communs | 5221 Etablissements | 5222 Services | 5223 Autres |
| DEPENSES (2) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dépenses de l'exercice | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° BA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations d'équipement | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 521 | | | | Sous-fonction 522 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 5210 Services Communs | 5211 Etablissements | 5212 Services (de maintien à domicile) | 5213 Autres | 5220 Services communs | 5221 Etablissements | 5222 Services | 5223 Autres |
| Opérations pour compte de tiers | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser – reports | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES (2) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Recettes de l'exercice | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *021* | *Virement de la sect° de fonctionnement* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| 024 | Produits des cessions d'immo. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° BA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations pour compte de tiers | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser – reports | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| SOLDE (2) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 523 | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 5230 Services communs | 5231 Etablissements | 5232 Services | 5233 Logement social | 5234 Aides aux personnes | 5235 Aide sociale légale | 5236 Actions d'insertion | 5238 Autres |
| DEPENSES (2) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dépenses de l'exercice | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 523 | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 5230 Services communs | 5231 Etablissements | 5232 Services | 5233 Logement social | 5234 Aides aux personnes | 5235 Aide sociale légale | 5236 Actions d'insertion | 5238 Autres |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° BA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations d'équipement | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations pour compte de tiers | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser – reports | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES (2) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Recettes de l'exercice | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *021* | *Virement de la sect° de fonctionnement* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| 024 | Produits des cessions d'immo. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° BA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations pour compte de tiers | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser – reports | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| SOLDE (2) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 524 | | |
|---|---|---|---|---|
| | | 5240<br>Services communs | 5241<br>Etablissements | 5242<br>Services |
| **DEPENSES (2)** | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dépenses de l'exercice | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° BA | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations d'équipement | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations pour compte de tiers | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser – reports | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES (2)** | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Recettes de l'exercice | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *021* | *Virement de la sect° de fonctionnement* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| 024 | Produits des cessions d'immo. | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° BA | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 524 | | |
|---|---|---|---|---|
| | | 5240<br>Services communs | 5241<br>Etablissements | 5242<br>Services |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations pour compte de tiers | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser – reports | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| SOLDE (2) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT | A1.2 |

## FONCTION 6 – Famille

| (1) | Libellé | 61<br>Services en faveur des personnes âgées | 63<br>Aides à la famille | 64<br>Crèches et garderies | 65<br>Autres | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| DEPENSES (2) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dépenses de l'exercice | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° BA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations d'équipement | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations pour compte de tiers | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser – reports | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES (2) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Recettes de l'exercice | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *021* | *Virement de la sect° de fonctionnement* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| 024 | Produits des cessions d'immo. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| (1) | Libellé | 61<br>Services en faveur des personnes âgées | 63<br>Aides à la famille | 64<br>Crèches et garderies | 65<br>Autres | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 18 | Compte de liaison : affectat° BA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations pour compte de tiers | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser – reports | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| SOLDE (2) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 61 | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | 610<br>Services communs | 611<br>Etablissements | 612<br>Services | 613<br>Autres |
| DEPENSES (2) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dépenses de l'exercice | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° BA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations d'équipement | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations pour compte de tiers | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser – reports | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES (2) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Recettes de l'exercice | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 61 | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | 610 Services communs | 611 Etablissements | 612 Services | 613 Autres |
| *021* | *Virement de la sect° de fonctionnement* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| 024 | Produits des cessions d'immo. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° BA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations pour compte de tiers | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser – reports | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| SOLDE (2) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE | A2.1 |

## A2.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2) | Montant maximum autorisé au 01/01/N | Montant des tirages N-1 | Montant des remboursements N-1 | | Encours restant dû au 01/01/N |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Intérêts (3) | Remboursement du tirage | |
| 5191 Avances du Trésor | | | | | | |
| 5192 Avances de trésorerie | | | | | | |
| 51931 Lignes de trésorerie | | | | | | |
| 51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt | | | | | | |
| 5194 Billets de trésorerie | | | | | | |
| 5198 Autres crédits de trésorerie | | | | | | |
| 519 Crédits de trésorerie (Total) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE | A2.2 |

## A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes à l'origine du contrat | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Organisme prêteur ou chef de file | Date de signature | Date d'émission ou date de mobilisation (1) | Date du premier rembour-sement | Nominal (2) | Type de taux d'intérêt (3) | Index (4) | Taux initial | | Devise | Pério-dicité des rembour-sements (6) | Profil d'amor-tissement (7) | Possibilité de rembour-sement anticipé O/N | Caté-gorie d'em-prunt (8) |
| | | | | | | | | Niveau de taux (5) | Taux actuariel | | | | | |
| **163 Emprunts obligataires (Total)** | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| **164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)** | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| 1641 Emprunts en euros (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| 1643 Emprunts en devises (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| 16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| **165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)** | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| **167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)** | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| 1671 Avances consolidées du Trésor (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| 1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| 1675 Dettes pour METP et PPP (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| 1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| 1678 Autres emprunts et dettes (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| **168 Emprunts et dettes assimilés (Total)** | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| 1681 Autres emprunts (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes à l'origine du contrat | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Organisme prêteur ou chef de file | Date de signature | Date d'émission ou date de mobilisation (1) | Date du premier remboursement | Nominal (2) | Type de taux d'intérêt (3) | Index (4) | Taux initial | | Devise | Périodicité des remboursements (6) | Profil d'amortissement (7) | Possibilité de remboursement anticipé O/N | Catégorie d'emprunt (8) |
| | | | | | | | | Niveau de taux (5) | Taux actuariel | | | | | |
| 1682 Bons à moyen terme négociables (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| 1687 Autres dettes (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| **Total général** | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

# IV – ANNEXES

IV

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A2.2

## A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes au 01/01/N | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Taux d'intérêt | | | Annuité de l'exercice | | | |
| | Couverture ? O/N (10) | Montant couvert | Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11) | Capital restant dû au 01/01/N | Durée résiduelle (en années) | Type de taux (12) | Index (13) | Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14) | Capital | Charges d'intérêt (15) | Intérêts perçus (le cas échéant) (16) | ICNE de l'exercice |
| **163 Emprunts obligataires (Total)** | | **0,00** | | **0,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)** | | **0,00** | | **0,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1641 Emprunts en euros (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1643 Emprunts en devises (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)** | | **0,00** | | **0,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)** | | **0,00** | | **0,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1671 Avances consolidées du Trésor (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1675 Dettes pour METP et PPP (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1678 Autres emprunts et dettes (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **168 Emprunts et dettes assimilés (Total)** | | **0,00** | | **0,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1681 Autres emprunts (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1682 Bons à moyen terme négociables (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1687 Autres dettes (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total général** | | **0,00** | | **0,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX | A2.3 |

## A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

| Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1) | Organisme prêteur ou chef de file | Nominal (2) | Capital restant dû au 01/01/N (3) | Type d'indices (4) | Durée du contrat | Dates des périodes bonifiées | Taux minimal (5) | Taux maximal (6) | Coût de sortie (7) | Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8) | Niveau du taux à la date de vote du budget (9) | Intérêts à payer au cours de l'exercice (10) | Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11) | % par type de taux selon le capital restant dû |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL (A) | | 0,00 | 0,00 | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Barrière simple (B) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL (B) | | 0,00 | 0,00 | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Option d'échange (C) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL (C) | | 0,00 | 0,00 | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL (D) | | 0,00 | 0,00 | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Multiplicateur jusqu'à 5 (E) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL (E) | | 0,00 | 0,00 | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Autres types de structures (F) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL (F) | | 0,00 | 0,00 | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL GENERAL | | 0,00 | 0,00 | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS | A2.4 |

## A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

| Structure / Indices sous-jacents | | (1) Indices zone euro | (2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices | (3) Ecarts d'indices zone euro | (4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro | (5) Ecarts d'indices hors zone euro | (6) Autres indices |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| (A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*) | Nombre de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| (B) Barrière simple. Pas d'effet de levier | Nombre de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| (C) Option d'échange (*swaption*) | Nombre de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| (D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé | Nombre de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| (E) Multiplicateur jusqu'à 5 | Nombre de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| (F) Autres types de structures | Nombre de produits | | | | | | 0 |
| | % de l'encours | | | | | | 0,00 |
| | Montant en euros | | | | | | 0,00 |

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE | A2.5 |

## A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

| Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunt couvert | | | Instrument de couverture | | | | | | | | Primes éventuelles | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Référence de l'emprunt couvert | Capital restant dû au 01/01/N | Date de fin du contrat | Organisme co-contractant | Type de couverture (3) | Nature de la couverture (change ou taux) | Notionnel de l'instrument de couverture | Date de début du contrat | Date de fin du contrat | Périodicité de règlement des intérêts (4) | Montant des commissions diverses | Primes payées pour l'achat d'option | Primes reçues pour la vente d'option |
| Taux fixe (total) | | 0,00 | | | | | 0,00 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taux variable simple (total) | | 0,00 | | | | | 0,00 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taux complexe (total) (2) | | 0,00 | | | | | 0,00 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | 0,00 | | | | | 0,00 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE | A2.5 |

## A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

| Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Effet de l'instrument de couverture | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Référence de l'emprunt couvert | Taux payé | | Taux reçu (7) | | Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat | | Catégorie d'emprunt (8) | |
| | | Index (5) | Niveau de taux (6) | Index | Niveau de taux | Charges c/668 | Produits c/768 | Avant opération de couverture | Après opération de couverture |
| Taux fixe (total) | | | | | | 0,00 | 0,00 | | |
| Taux variable simple (total) | | | | | | 0,00 | 0,00 | | |
| Taux complexe (total) (2) | | | | | | 0,00 | 0,00 | | |
| Total | | | | | | 0,00 | 0,00 | | |

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE<br>DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME | A2.6 |

## A2.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

| REPARTITION PAR PRÊTEUR | Dette en capital à l'origine (2) | Dette en capital au 01/01/N de l'exercice | Annuité à payer au cours de l'exercice | Dont | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Intérêts (3) | Capital |
| TOTAL | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Auprès des organismes de droit privé | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Auprès des organismes de droit public | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la commune.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE<br>AUTRES DETTES | A2.7 |

## A2.7 – AUTRES DETTES

**(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)**

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS | A3 |

## A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

| CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE | Délibération du |
|---|---|
| **Biens de faible valeur**<br>Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 0.00 € | 0.00 |

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>ETAT DES PROVISIONS | A4 |

## A4 – ETAT DES PROVISIONS

| Nature de la provision | Montant de la provision de l'exercice (1) | Date de constitution de la provision | Montant des provisions constituées au 01/01/N | Montant total des provisions constituées | Montant des reprises | SOLDE |
|---|---|---|---|---|---|---|
| PROVISIONS BUDGETAIRES | | | | | | |
| Provisions pour risques et charges (2) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Provisions pour dépréciation (2) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES | | | | | | |
| Provisions. pour risques et charges (2) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Provisions pour dépréciation (2) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>ETALEMENT DES PROVISIONS | A5 |

## A5 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES | A6.1 |

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM) | Propositions nouvelles | Vote (2) |
|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B** | | **I 131 979,46** | **0,00** | **II 0,00** |
| **16 Emprunts et dettes assimilées (A)** | | **4 725,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1631 | Emprunts obligataires | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1641 | Emprunts en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1643 | Emprunts en devises | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16441 | Opérat° afférentes à l'emprunt | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1671 | Avances consolidées du Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1672 | Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1678 | Autres emprunts et dettes | 4 725,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1681 | Autres emprunts | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1682 | Bons à moyen terme négociables | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1687 | Autres dettes | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)** | | **127 254,46** | **0,00** | **0,00** |
| *10…* | *Reprise de dotations, fonds divers et réserves* | | | |
| 10… | Reversement de dotations, fonds divers et réserves | | | |
| *139* | *Subv. invest. transférées cpte résultat* | *127 254,46* | *0,00* | *0,00* |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | Op. de l'exercice III = I + II | Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) | Solde d'exécution D001 (3) | TOTAL IV |
|---|---|---|---|---|
| **Dépenses à couvrir par des ressources propres** | **131 979,46** | **8 440 495,15** | **0,00** | **8 572 474,61** |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES | A6.2 |

## RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM) | Propositions nouvelles | Vote (2) |
|---|---|---|---|---|
| RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b | | V 894 931,01 | 0,00 | VI 0,00 |
| **Ressources propres externes de l'année (a)** | | **85 088,17** | **0,00** | **0,00** |
| 10222 | FCTVA | 74 088,17 | 0,00 | 0,00 |
| 10223 | TLE | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10226 | Taxe d'aménagement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10228 | Autres fonds | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13146 | Attributions de compensation d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13156 | Attributions de compensation d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13246 | Attributions de compensation d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13256 | Attributions de compensation d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subvent° invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26... | Participations et créances rattachées | | | |
| 27... | Autres immobilisations financières | | | |
| 274 | Prêts | 11 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Ressources propres internes de l'année (b) (3)** | | **809 842,84** | **0,00** | **0,00** |
| *15...* | *Provisions pour risques et charges* | | | |
| *15182* | *Autres provisions pour risques* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *169* | *Primes de remboursement des obligations* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *26...* | *Participations et créances rattachées* | | | |
| *27...* | *Autres immobilisations financières* | | | |
| *28...* | *Amortissement des immobilisations* | | | |
| *2805* | *Licences, logiciels, droits similaires* | *26 355,99* | *0,00* | *0,00* |
| *28128* | *Autres aménagements de terrains* | *260,08* | *0,00* | *0,00* |
| *28131* | *Bâtiments publics* | *232 814,88* | *0,00* | *0,00* |
| *28135* | *Installations générales, agencements ...* | *297 985,96* | *0,00* | *0,00* |
| *28158* | *Autres installat°, matériel et outillage* | *129 084,50* | *0,00* | *0,00* |
| *28181* | *Installations générales, aménagt divers* | *6 668,27* | *0,00* | *0,00* |
| *28182* | *Matériel de transport* | *35 337,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28183* | *Matériel de bureau et informatique* | *8 449,44* | *0,00* | *0,00* |
| *28184* | *Mobilier* | *69 765,72* | *0,00* | *0,00* |
| *28188* | *Autres immo. corporelles* | *3 121,00* | *0,00* | *0,00* |
| *29...* | *Prov. pour dépréciat° immobilisations* | | | |
| *39...* | *Prov. dépréciat° des stocks et en-cours* | | | |
| *481...* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | | |
| *49...* | *Prov. dépréc. comptes de tiers* | | | |
| *59...* | *Prov. dépréc. comptes financiers* | | | |
| 024 | Produits des cessions d'immo. | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *021* | *Virement de la sect° de fonctionnement* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |

| | Opérations de l'exercice VII = V + VI | Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) | Solde d'exécution R001 (4) | Affectation R1068 (4) | TOTAL VIII |
|---|---|---|---|---|---|
| **Total ressources propres disponibles** | **894 931,01** | **0,00** | **10 779 344,30** | **0,00** | **11 674 275,31** |

| | | Montant |
|---|---|---|
| **Dépenses à couvrir par des ressources propres** | IV | **8 572 474,61** |
| **Ressources propres disponibles** | VIII | **11 674 275,31** |
| **Solde** | IX = VIII – IV (5) | **3 101 800,70** |

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT | A7.1.1 |

Cet état ne contient pas d'information.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT | A7.1.2 |

Cet état ne contient pas d'information.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM | A7.2.1 |

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

## A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

| DEPENSES (1) | | |
|---|---|---|
| Article (2) | Libellé (2) | Montant |
| 011 | Charges à caractère général | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 |
| 68 | Dotations provisions semi-budgétaires (3) | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 |
| Total des dépenses réelles | | 0,00 |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *0,00* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section* | *0,00* |
| *023* | *Virement à la section d'investissement (4)* | *0,00* |
| *Total des dépenses d'ordre* | | *0,00* |
| TOTAL GENERAL | | 0,00 |

## A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

| RECETTES (1) | | |
|---|---|---|
| Article (2) | Libellé (2) | Montant |
| Recettes issues de la TEOM | | 0,00 |
| Dotations et participations reçues | | 0,00 |
| Autres recettes de fonctionnement éventuelles | | 0,00 |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 |
| 78 | Reprises provisions semi-budgétaires (3) | 0,00 |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 |
| Total des recettes réelles | | 0,00 |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *0,00* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section* | *0,00* |
| *Total des recettes d'ordre* | | *0,00* |
| TOTAL GENERAL | | 0,00 |

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM | A7.2.2 |

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

## A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

| DEPENSES (1) | | |
|---|---|---|
| Article (2) | Libellé (2) | Montant |
| **Remboursement d'emprunts et dettes assimilées** | | **0,00** |
| **Acquisitions d'immobilisations** | | **0,00** |
| Opérations d'équipement (1 ligne par opération) | | |
| **Autres dépenses éventuelles** | | **0,00** |
| Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération) | | |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 |
| **Total des dépenses réelles** | | **0,00** |
| ***040*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections*** | ***0,00*** |
| ***041*** | ***Opérations patrimoniales*** | ***0,00*** |
| ***Total des dépenses d'ordre*** | | ***0,00*** |
| **TOTAL GENERAL** | | **0,00** |

## A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

| RECETTES (1) | | |
|---|---|---|
| Article (2) | Libellé (2) | Montant |
| **Souscription d'emprunts et dettes assimilées** | | **0,00** |
| **Dotations et subventions reçues** | | **0,00** |
| **Autres recettes éventuelles** | | **0,00** |
| Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération) | | |
| 024 | Produits des cessions d'immo. | 0,00 |
| **Total des recettes réelles** | | **0,00** |
| ***040*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections*** | ***0,00*** |
| ***041*** | ***Opérations patrimoniales*** | ***0,00*** |
| ***021*** | ***Virement de la sect° de fonctionnement (3)*** | ***0,00*** |
| ***Total des recettes d'ordre*** | | ***0,00*** |
| **TOTAL GENERAL** | | **0,00** |

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>ETAT DES CHARGES TRANSFEREES | A8 |

## A8 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

| Exercice | Nature de la dépense transférée | Durée de l'étale-ment (en mois) | Date de la délibération | Montant de la dépense transférée au compte 481 (I) | Montant amorti au titre des exercices précédents (II) | Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III) | Solde (1) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| TOTAL | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

| Exercice | Nature de la dépense transférée | Durée de l'étale-ment (en mois) | Date de la délibération | Montant de la dépense transférée au compte 481 (I) | Montant amorti au titre des exercices précédents (II) | Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III) | Solde (1) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| TOTAL | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS | A9 |

## A9 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ENGAGEMENTS HORS BILAN–ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS<br>EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT | B1.1 |

## B1.1 – 8015 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

| Désignation du bénéficiaire | Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) | | Objet de l'emprunt garanti | Organisme prêteur ou chef de file | Montant initial | Capital restant dû au 01/01/N | Durée résiduelle | Périodicité des remboursements (2) | Taux initial | | | Taux à la date de vote du budget (6) | | | Catégorie d'emprunt (7) | Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt | Annuité garantie au cours de l'exercice | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Année | Profil | | | | | | | Taux (3) | Index (4) | Taux actuariel (5) | Taux (3) | Index (4) | Niveau de taux | | | En intérêts (8) | En capital |
| Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux) | | | | | 0,00 | 0,00 | | | | | | | | | | | 0,00 | 0,00 |
| Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux) | | | | | 0,00 | 0,00 | | | | | | | | | | | 0,00 | 0,00 |
| Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social | | | | | 0,00 | 0,00 | | | | | | | | | | | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL GENERAL | | | | | 0,00 | 0,00 | | | | | | | | | | | 0,00 | 0,00 |

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT | B1.2 |

## B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

| Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT | Valeur en euros | |
|---|---|---|
| Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1) | A | 0,00 |
| Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1) | B | 0,00 |
| Annuité nette de la dette de l'exercice (2) | C | 0,00 |
| Provisions pour garanties d'emprunts | D | 0,00 |
| **Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice** | **I = A+ B + C - D** | **0,00** |
| **Recettes réelles de fonctionnement** | **II** | **0,00** |

| | | |
|---|---|---|
| **Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)** | **I / II** | **0,00** |

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS<br>ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL | B1.3 |

## B1.3 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS<br>ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE | B1.4 |

## B1.4 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

(1) Somme des rémunérations relatives à l'investissement restant à verser au cocontractant pour la durée restante du contrat de PPP au 01/01/N.

(2) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite de la somme des participations reçues d'autres collectivités publiques au titre de la part investissement.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS<br>ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES | B1.5 |

## B1.5 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

| Année d'origine | Nature de l'engagement | Organisme bénéficiaire | Durée en années | Périodicité | Dette en capital à l'origine | Dette en capital 1/1/N | Annuité à verser au cours de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 8017 Subventions à verser en annuités | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 8018 Autres engagements donnés | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Au profit d'organismes publics | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Au profit d'organismes privés (1) | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS<br>ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS | B1.6 |

## B1.6 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

| Année d'origine | Nature de l'engagement | Organisme émetteur | Durée en années | Périodicité | Créance en capital à l'origine | Créance en capital 01/01/N | Annuité reçue au cours de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier) | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir) | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 8028 Autres engagements reçus | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A l'exception de ceux reçus des entreprises | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Engagements reçus des entreprises | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS<br>SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET | B1.7 |

## B1.7 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

(Article L. 2311-7 du CGCT)

| Article (1) | Subventions (2) | Objet (3) | Nom de l'organisme | Nature juridique de l'organisme | Montant de la subvention |
|---|---|---|---|---|---|
| INVESTISSEMENT | | | | | |
| FONCTIONNEMENT | | | | | |

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ENGAGEMENTS HORS BILAN<br>AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT | B2.1 |

## B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ENGAGEMENTS HORS BILAN<br>AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT | B2.2 |

## B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ENGAGEMENTS HORS BILAN<br>ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE | B3 |

## B3 – ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

| TOTAL Reste à employer au 01/01/N : | | | 0,00 |
|---|---|---|---|
| TOTAL Recettes | 0,00 | Total Dépenses | 0,00 |
| TOTAL Reste à employer au 31/12/N : | | | 0,00 |

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N | C1 |

## C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

| GRADES OU EMPLOIS (1) | CATEGORIES (2) | EMPLOIS BUDGETAIRES (3) | | | EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4) | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET | TOTAL | AGENTS TITULAIRES | AGENTS NON TITULAIRES | TOTAL |
| **EMPLOIS FONCTIONNELS (a)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| Directeur général des services | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Directeur général adjoint des services | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Directeur général des services techniques | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **FILIERE ADMINISTRATIVE (b)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE TECHNIQUE (c)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE SOCIALE (d)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE SPORTIVE (g)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE CULTURELLE (h)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE ANIMATION (i)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE POLICE (j)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **EMPLOIS NON CITES (k) (5)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N | C1 |

## C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

| AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N | CATEGORIES (1) | SECTEUR (2) | REMUNERATION (3) | | CONTRAT | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Indice (8) | Euros | Fondement du contrat (4) | Nature du contrat (5) |
| **Agents occupant un emploi permanent (6)** | | | | 0,00 | | |
| **Agents occupant un emploi non permanent (7)** | | | | 0,00 | | |
| **TOTAL GENERAL** | | | | 0,00 | | |

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS<br>LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER | C2 |

## C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à 0.00 (1). Toute personne a le droit de demander communication.

| La nature de l'engagement (2) | Nom de l'organisme | Raison sociale de l'organisme | Nature juridique de l'organisme | Montant de l'engagement |
|---|---|---|---|---|
| Délégation de service public (3) | | | | |
| Détention d'une part du capital | | | | |
| Garantie ou cautionnement d'un emprunt | | | | |
| Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme | | | | |
| Autres | | | | |

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS<br>LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT | C3.1 |

## C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

| DESIGNATION DES ORGANISMES | DATE D'ADHESION | MODE DE FINANCEMENT (1) | MONTANT DU FINANCEMENT |
|---|---|---|---|
| Etablissements publics de coopération intercommunale | | | |
| Autres organismes de regroupement | | | |

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS<br>LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES PAR LA COMMUNE | C3.2 |

## C3.2 – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES (1)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS<br>LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE | C3.3 |

## C3.3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS<br>LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE | C3.4 |

## C3.4 – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES | D1 |

## D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

| Libellés | Bases notifiées (si connues à la date de vote) | Variation des bases/(N-1) (%) | Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%) | Variation de taux/N-1 (%) | Produit voté par l'assemblée délibérante | Variation du produit/N-1 (%) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| TFPB | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TFPNB | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| CFE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taxe d'habitation sur les résidences secondaires. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **TOTAL** | **0,00** | **0,00** | | | **0,00** | **0,00** |

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ARRETE ET SIGNATURES | D2 |

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : le 22/09/2023

Présenté par (1), Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA, Vice-Présidente du CCAS
A , le Toulouse, le 22/09/2023

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le Toulouse, le 22/09/2023
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

---

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme
(2) L'assemblée délibérante étant :
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif

Toulouse, le 22/09/2023

CCAS
Centre Communal d'Action Sociale
MAIRIE DE TOULOUSE

La Vice-Présidente du CCAS

Maroua BOUZAIDA SYLLA

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46893H1-DE

LA RAFISTOLERIE

Centre Communal d'Action Sociale
MAIRIE DE TOULOUSE

**Convention de partenariat**

**Entre les soussignés,**

**D'une part, le Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse**, situé 2 bis rue de Belfort, 31004 TOULOUSE, représenté par le Président Mr Jean-Luc MOUDENC et sous la Direction Générale de Mme Nadège GRILLE.

**Et d'autre part, l'association La Rafistolerie de Castanet-Tolosan**, située 1 place Guillaume FOURES 31320 Castanet-Tolosan.

**Article 1 :**

L'objet du partenariat est l'organisation d'un stage (bénévolat) collectif effectué par les jeunes de l'unité Petits Princes de l'Institut Médico-Educatif Montaudran du 25/09/2023 au 31/07/2024 puis du 1er/09/2024 au 31/07/2025. **Convention bi annuelle**

**Article 2 :**

Les objectifs du partenariat sont :

- Permettre aux jeunes de l'unité Petits Princes de réaliser une action citoyenne en s'inscrivant dans les activités de l'association La Rafistolerie (réception produits, rayonnage, contact clients).
- Mettre en pratique des habiletés sociales, favoriser des interactions hors institution.
- Construire avec les jeunes et leurs familles un cheminement de leur parcours par une insertion sociale adaptée.

**Article 3 :**

Le partenariat se déroulera à des dates préalablement fixées et pourra être rompu ou prolongé d'un commun accord.

**Article 4 :**

Pendant la durée du projet, les jeunes de l'unité Petits Princes demeurent sous la responsabilité de l'I.M.E. Montaudran. Ils seront encadrés dans l 'enceinte de La Rafistolerie par des agents de l'équipe pluridisciplinaire de l'unité Petits Princes.

**Article 5 :**

Durant le projet, les jeunes sont soumis à la discipline et à la réglementation de l'association La Rafistolerie.

**Article 6 :**

Ce stage (bénévolat) collectif ne donne lieu à aucune forme de rémunération ni salaire.

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46893H1-DE

Le coût de ce stage est gratuit, par accord entre les deux parties, sauf conditions particulières.

**Article 7 :**

Les jeunes stagiaires (bénévoles) continueront à bénéficier de la législation sur les accidents de travail comme s'ils étaient à l'I.M.E. Montaudran. En cas d'accident survenant au stagiaire, soit au cours de l'activité, soit au cours du trajet, le responsable de l'association La Rafistolerie s'engage à informer le plus rapidement possible le service de l'I.M.E. afin de remplir au plus vite les formalités prévues (assurance I.M.E. : S.M.A.C.L. n°285999T).

**Article 8 :**

Le responsable du lieu de stage s'engage :
- à faire accomplir aux stagiaires des travaux correspondant à leurs aptitudes et répondant aux objectifs du stage.
- à diriger, conseiller et contrôler les stagiaires dans leur travail en collaboration avec les représentants de l'I.M.E. Montaudran qui assurent l'accompagnement médico-social des jeunes durant toute la période du stage.
- à effectuer avec les représentants de l'I.M.E. un bilan à l'issue de la période de stage.

Un exemplaire de la présente convention sera remis à chacun des signataires.

Fait à Toulouse,
Le :

Pour le Président du C.C.A.S. de Toulouse,
et par délégation,
La Directrice Générale,
Nadège GRILLE

Pour l'association,

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE**
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
Rapport de la Vice-Présidente

Objet : **Projet de convention de partenariat entre l'Institut Médico-Educatif (IME) Montaudran et l'association ''La Rafistolerie'' de Castanet Tolosan.**

**Rapport : 22 septembre 2023 - 033**

**DEL-23-0184**

Mesdames, Messieurs,

L'objet du partenariat est l'organisation d'un stage (bénévolat) collectif effectué par les jeunes de l'unité Petits Princes de l'Institut Médico-Educatif Montaudran du 25/09/2023 au 31/07/2024 puis du 01/09/2024 au 31/07/2025.

Les objectifs du partenariat sont :

- Permettre aux jeunes de l'unité Petits Princes de réaliser une action citoyenne en s'inscrivant dans les activités de l'association La Rafistolerie (réception produits, rayonnage, contact clients)
- Mettre en pratique des habilités sociales, favoriser des interactions hors institution.
- Construire avec les jeunes et leurs familles un cheminement de leur parcours par une insertion sociale adaptée.

L'inclusion en milieu scolaire ordinaire vise à développer les potentiels des élèves de l'IME mais aussi à favoriser leur insertion sociale auprès de jeunes de leur âge. Ils peuvent ainsi développer diverses compétences langagières, sociales, transdisciplinaires et visant l'autonomie.

Cette convention régit les droits et engagements de l'IME Montaudran ainsi que de l'association « La Rafistolerie » .

La convention est signée pour une durée bi annuelle.

La résiliation par l'une des parties signataires est possible sous réserve d'un préavis de six mois.
La mise en place de ce dispositif reste souple. Il peut être réajusté et évoluer en fonction des projets des élèves.

En effet, le responsable du lieu de stage s'engage :

- à faire accomplir aux stagiaires des travaux correspondant à leurs aptitudes et répondant aux objectifs du stage.
- à diriger, conseiller et contrôler les stagiaires dans leur travail en collaboration avec les représentants de l'I.M.E. Montaudran qui assurent l'accompagnement médico-social des jeunes durant toute la période du stage.
- à effectuer avec les représentants de l'I.M.E. un bilan à l'issue de la période de stage.

Considérant ces éléments, il appartient au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer.

22 septembre 2023 **- 033**

**Projet de convention de partenariat entre l'Institut Médico-Educatif (IME) Montaudran et l'association ''La Rafistolerie'' de Castanet Tolosan.**

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le code de l'action sociale et des familles,
Vu le rapport de la Vice-Présidente du CCAS,

Considérant qu'une convention relative au fonctionnement d'une unité d'enseignement décentralisée, doit être signée entre le CCAS, gestionnaire de l'IME Montaudran et l'association « la Rafistolerie » de Castanet Tolosan, pour permettre l'organisation d'un stage (bénévolat) collectif effectué par les jeunes de l'unité Petits Princes de l'Institut Médico-Educatif Montaudran,

Après discussion les membres du Conseil d'Administration décident d'adopter la délibération suivante :

**ARTICLE 1er** : Le Conseil d'Administration approuve le projet de convention entre le CCAS, gestionnaire de l'IME Montaudran et l'association « la Rafistolerie » de Castanet Tolosan.

**ARTICLE 2** : Le Conseil d'Administration autorise la Vice-Présidente du CCAS de Toulouse et en cas d'empêchement la Directrice Générale à signer ladite convention sans incidence financière et tous les actes et avenants y afférents.

La Vice Présidente

Maroua BOUZAIDA SYLLA

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TOULOUSE

___

**Extrait des Registres**
**des Délibérations du Conseil d'Administration**

___

**Séance du 22 septembre 2023**

## 033 - Projet de convention de partenariat entre l'Institut Médico-Educatif (IME) Montaudran et l'association ''La Rafistolerie'' de Castanet Tolosan. - *DEL-23-0184*

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulouse, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel ROUGE.

Etaient présents :

Madame Hèlène BARROU
Madame Maroua BOUZAIDA SYLLA
Madame Danielle CHARRAS
Madame Catherine COUSERGUE
Monsieur Henri DE LAGOUTINE
Monsieur Marc GAUBERT
Madame Caroline HONVAULT
Madame Marine LEFEVRE
Madame Catherine MAILLARD
Monsieur Daniel ROUGE
Madame Nadia SOUSSI
Monsieur François VELLAS

Etaient excusés ou absents :

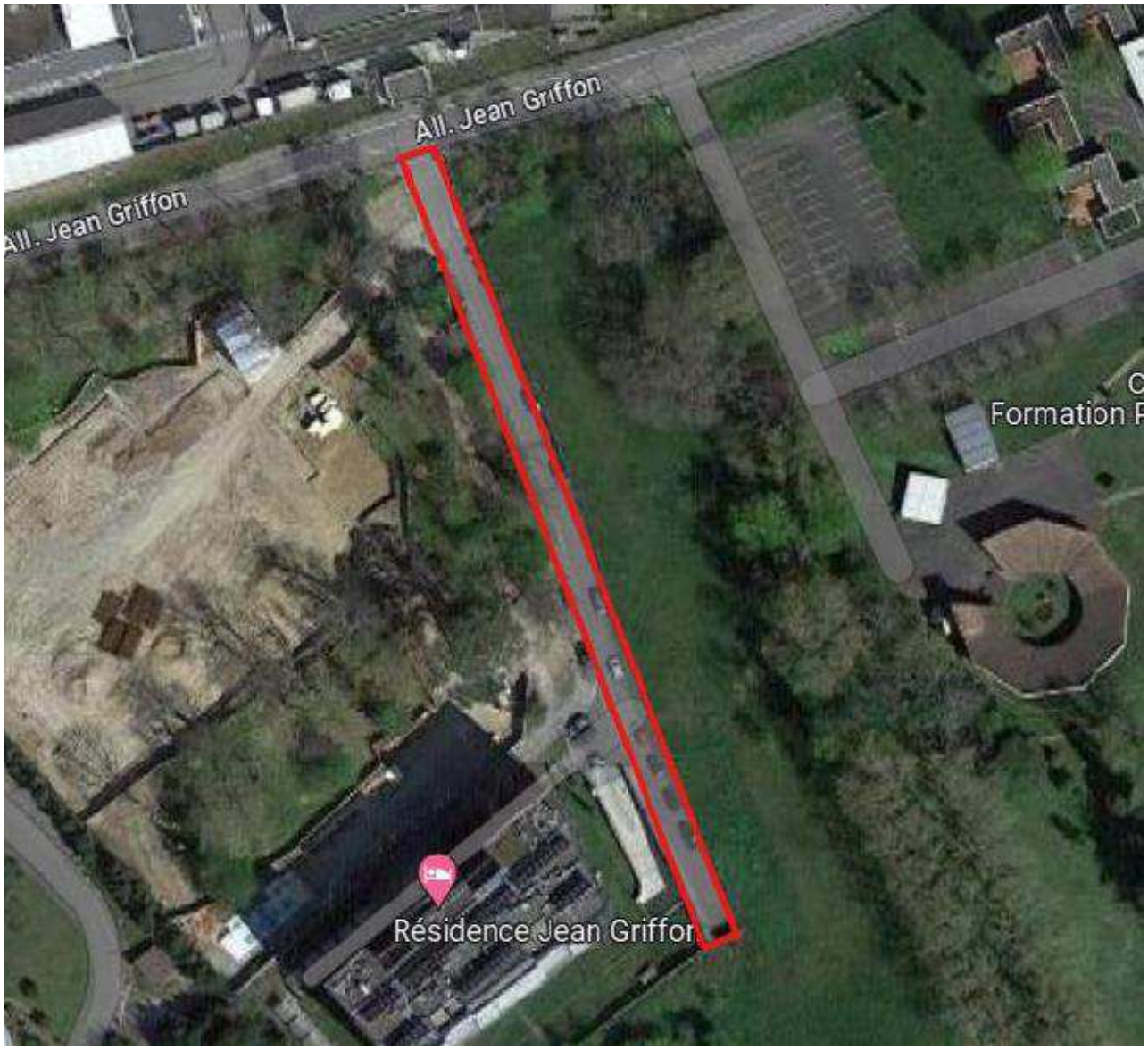
Madame Aminna ABDOULLAH
Madame Ginette ARIAS
Madame Isabelle HARDY
Monsieur Jean-Luc MOUDENC
Madame Julienne MUKABUCYANA

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE [12 VOIX]**

Déposé au contrôle de légalité le : 25/09/2023
Affiché le :

Envoyé en préfecture le 05/10/2023
Reçu en préfecture le 05/10/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46894H2-DE

Servitude de passage pour la Croix Rouge – Parcelle Cadastrée 837 AW 105



Envoyé en préfecture le 05/10/2023
Reçu en préfecture le 05/10/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46894H2-DE

# Délimitation de la parcelle cadastrée 837 AW 105

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION

Département :
HAUTE GARONNE

Commune :
TOULOUSE

Section : AW
Feuille : 837 AW 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/2000

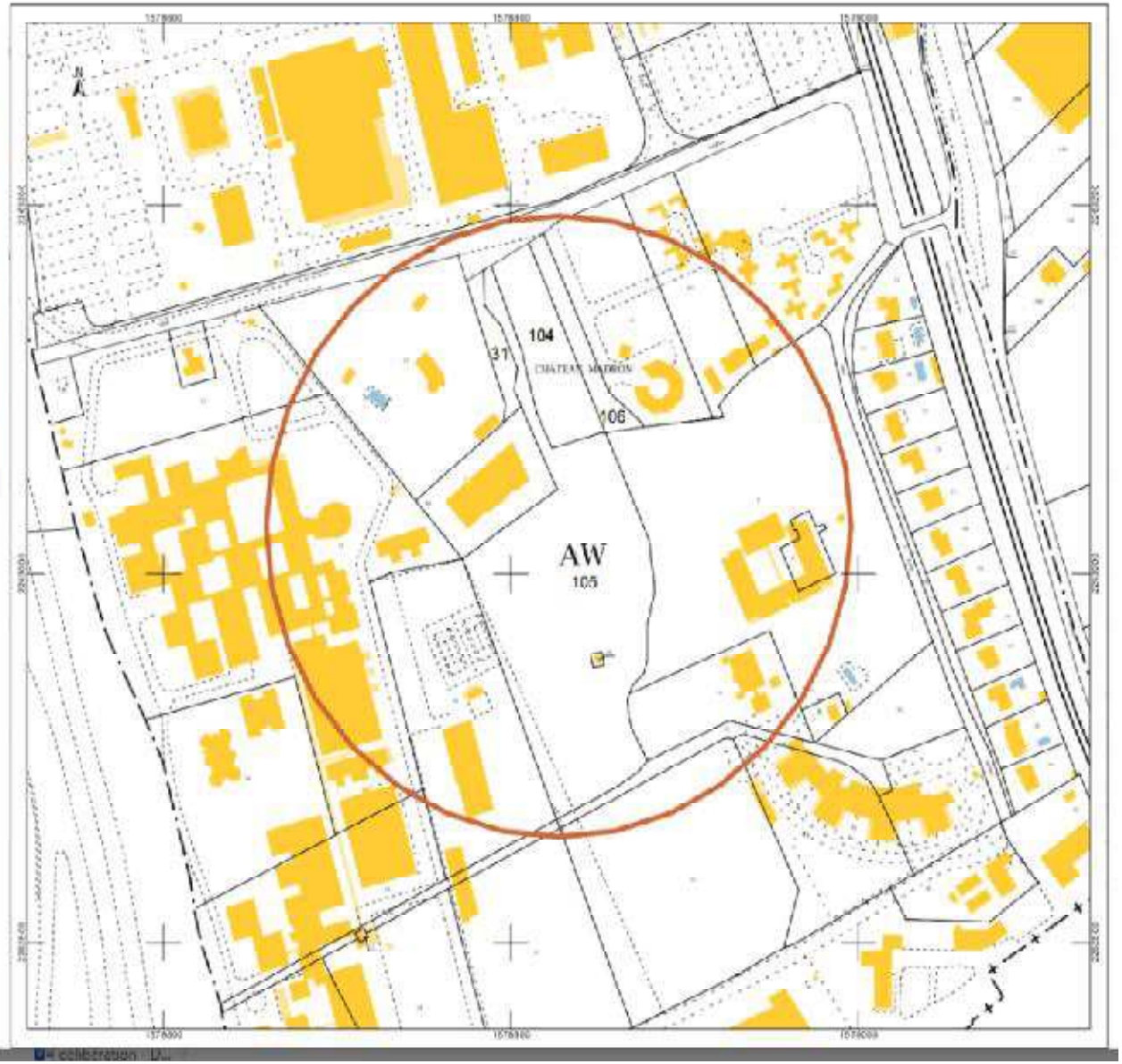
Date d'édition : 05/12/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC43

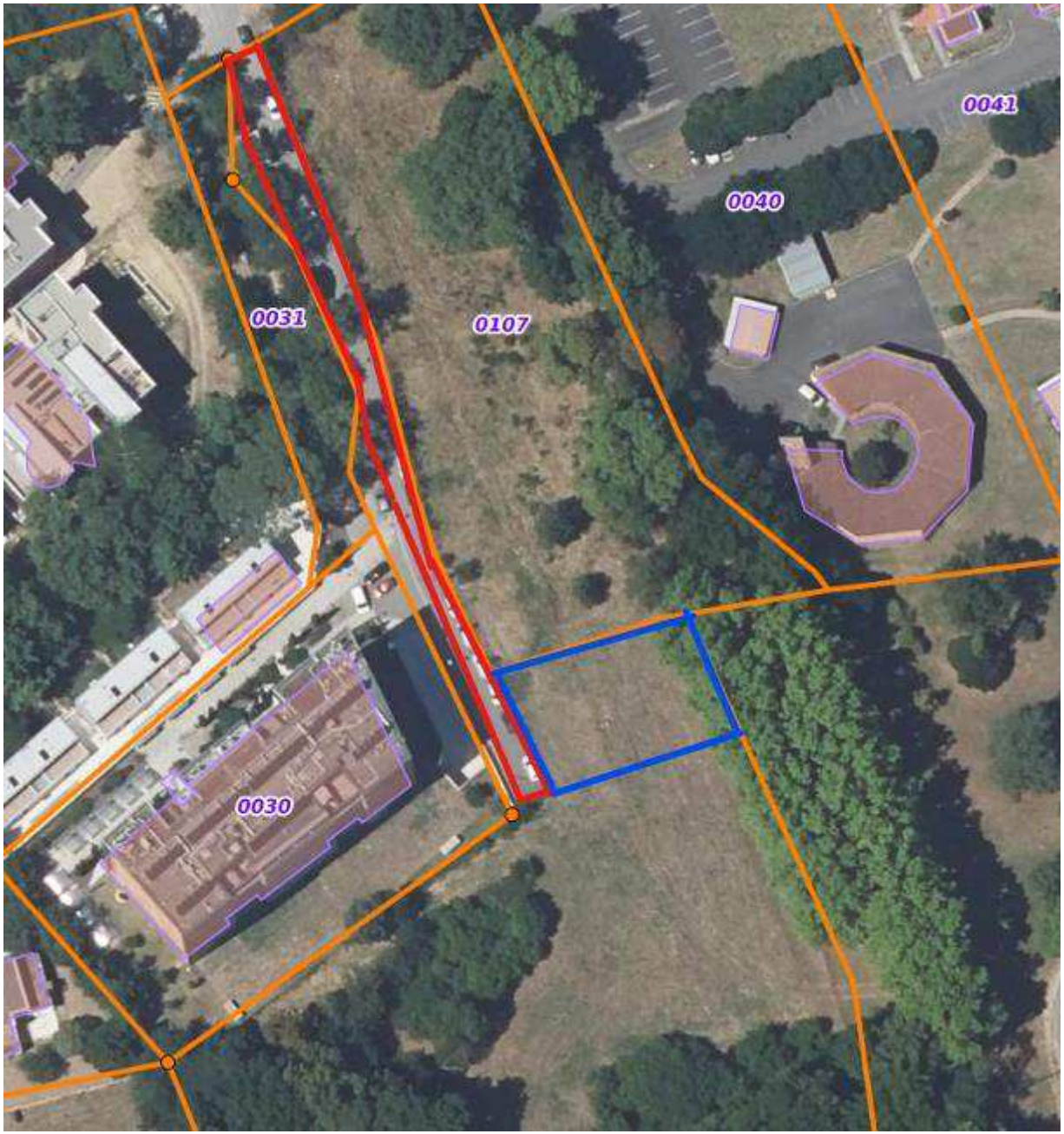
Le plan situé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
TOULOUSE
33 RUE JEANNE MARVIG 31404
31404 TOULOUSE CEDEX 9
tél. 05 34 31 11 20 fax 05 34 31 12 42
cdif.toulouse@dufip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics



Envoyé en préfecture le 05/10/2023
Reçu en préfecture le 05/10/2023
Publié le
ID : 031-263101230-20230922-DL46894H2-DE




Servitude de passage

Terrain à vendre à la C